

PLAN LOCAL D'URBANISME

COMMUNE DE SAINT-ROMAIN-LE NOBLE

PIECE N°1/6

Rapport de présentation

<i>Procédure</i>	<i>Arrêt</i>	<i>Approbation</i>	<i>Contrôle de Légalité</i>
<i>Elaboration</i>	15 avril 2016	22 septembre 2017	
<i>Le Maire</i>			<i>Le Préfet</i>

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	6
PARTIE I <i>DIAGNOSTIC</i>	8
I <i>Présentation générale de la commune</i>	9
II <i>Données et prévisions sociodémographiques et économiques</i>	11
A. <i>La démographie</i>	11
1. <i>L'évolution de la population</i>	11
2. <i>Les variations de la population</i>	14
3. <i>L'âge de la population</i>	15
4. <i>La composition des ménages</i>	16
B. <i>Le parc de logements</i>	17
1. <i>Les catégories de logements</i>	17
2. <i>L'occupation des logements</i>	18
3. <i>Les types de logements et l'époque de construction</i>	19
4. <i>La pression foncière</i>	20
5. <i>La perte du nombre de personnes par foyer</i>	22
6. <i>Le stationnement des gens du voyage</i>	22
C. <i>Les équipements publics</i>	23
1. <i>Les équipements de superstructures</i>	23
2. <i>Les équipements de gestion de l'eau et des déchets</i>	25
3. <i>Les infrastructures de transport</i>	30
4. <i>Les infrastructures d'énergie et de communication</i>	33
D. <i>Les projets communaux</i>	34
E. <i>Les organismes intercommunaux</i>	34
F. <i>Les servitudes d'utilité publique</i>	34
G. <i>Les données économiques</i>	35
1. <i>L'emploi</i>	35
2. <i>Les activités économiques</i>	37
III <i>Analyse de l'Etat initial de l'environnement</i>	41
A. <i>Le climat</i>	41
1. <i>Les températures</i>	41
2. <i>Les précipitations</i>	41
3. <i>L'ensoleillement</i>	42
4. <i>Les vents</i>	42
5. <i>Les orages</i>	42
B. <i>La structure géomorphologique</i>	43
1. <i>Le relief et la topographie</i>	43
2. <i>La géologie</i>	43
3. <i>La pédologie</i>	45
4. <i>L'hydrologie et les milieux humides</i>	46
C. <i>L'analyse paysagère</i>	47
D. <i>L'analyse environnementale</i>	53
1. <i>L'occupation du sol</i>	53
2. <i>Les composantes naturelles</i>	53
3. <i>Etude des corridors écologiques</i>	64
4. <i>Les pollutions et nuisances</i>	81
5. <i>Les risques naturels et technologiques</i>	84
E. <i>L'analyse urbaine et architecturale</i>	89
1. <i>Le patrimoine répertorié</i>	89
2. <i>Diagnostic architectural et urbain</i>	91
F. <i>La consommation de l'espace agricole, naturel et forestier</i>	101
1. <i>La méthode</i>	101
2. <i>En proportion une consommation pour les activités conséquente</i>	101
IV <i>L'ancien POS</i>	103
V <i>Les atouts et faiblesses du territoire</i>	106
A. <i>Les atouts de Saint-Romain-le-Noble</i>	106
B. <i>Les faiblesses de Saint-Romain-le-Noble</i>	106

PARTIE II	JUSTIFICATIONS DU PLU.....	108
I	Explication des choix retenus pour établir le Projet d'Aménagement et de Développement Durables et les orientations d'aménagement et de programmation.....	109
A.	Elaboration du PADD.....	109
1.	Le PADD : un document stratégique.....	109
2.	Le débat du PADD en conseil municipal.....	110
3.	La concertation.....	111
B.	Justification des choix du PADD.....	113
1.	Au regard des dynamiques économiques et démographiques.....	113
2.	Au regard des objectifs de réduction de la consommation des espaces naturels et agricoles fixés par le SCoT 115	115
3.	Au regard des objectifs en équipements.....	118
4.	Au regard des enjeux paysagers et environnementaux.....	118
II	Motifs de délimitation des zones, des règles et des orientations d'aménagement et de programmation.....	119
A.	La délimitation des zones.....	119
1.	Les zones urbaines (U).....	119
2.	Les zones à urbaniser (AU).....	121
3.	Le secteur AUe au bourg.....	122
4.	Les zones agricoles.....	123
5.	Les zones naturelles (N).....	124
B.	Explication des dispositions réglementaires spécifiques ou « dispositions thématiques ».....	126
1.	Les zones archéologiques.....	126
2.	Les espaces boisés classés (EBC).....	126
3.	Les secteurs d'information autour des conduites de gaz haute pression.....	127
4.	Les éléments du patrimoine identifiés et protégés au titre de l'article L. 123-1-5 III 2° du code de l'urbanisme 127	127
5.	Les emplacements réservés (ER).....	129
6.	Les secteurs de risques et nuisances.....	129
7.	Les périmètres concernés par les orientations d'aménagement et de programmation.....	130
8.	Le secteur de performances énergétiques renforcées.....	130
C.	Justification des règles par zone.....	131
D.	Justifications des orientations d'aménagement et de programmation : gérer l'espace de façon économe et préserver le cadre de vie.....	174
1.	L'extension du bourg de Saint-Romain-le-Noble.....	175
2.	Le hameau de Gastou.....	175
3.	Densification de la zone d'activité de le Noble et entrée de la zone Uc.....	176
4.	Aménagement de la zone de loisirs de l'écluse et du secteur de la gare.....	176
III	Evaluation des incidences des orientations du Plan Local d'Urbanisme sur l'environnement, prise en compte de sa préservation et mise en valeur.....	177
A.	Incidences sur les milieux naturels et les paysages et dispositions prises en vue de leur préservation.....	177
B.	Incidences sur les ressources naturelles et dispositions prises en vue de leur préservation.....	177
1.	Consommation des espaces agricoles et mesures de préservation du potentiel agronomique et économique des terres.....	178
2.	Consommation des espaces naturels et forestiers et mesures de préservation.....	179
3.	Incidence sur la ressource en eau et mesures de préservation.....	179
C.	Incidences en matière de risques et de nuisances.....	180
D.	Incidences sur l'énergie et la qualité de l'air.....	181
IV	Justifications de la non soumission du PLU à la procédure d'évaluation environnementale.....	182
A.	Evaluation environnementale au cas par cas.....	182
B.	Evaluation environnementale du fait de l'impact sur un périmètre Natura 2000.....	182
1.	Impacts directs et mesures de préservation.....	182
2.	Impacts indirects et mesures de préservation.....	183
C.	Procédure d'évaluation environnementale du fait de l'impact du plan.....	183
V	Articulation du PLU avec les autres documents d'urbanisme de portée supérieure, plans et programme, prise en compte et respect des normes, autres schémas et plans.....	184
A.	Rapport de compatibilité du PLU avec les documents de portée normative supérieure.....	184
1.	Le SCoT du Pays de l'Agenais.....	184
2.	Le SDAGE Adour Garonne.....	190
3.	Le SAGE de la Vallée de la Garonne.....	192
4.	Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation Adour Garonne.....	192
5.	La Charte du Pays de l'Agenais.....	193
B.	Normes à respecter ou à prendre en compte.....	194
1.	Les grands principes d'équilibre énoncés à l'article L. 121-1 du code de l'urbanisme.....	194
2.	Le Schéma Régional de cohérence écologique Aquitaine.....	196
3.	Les plans climats énergie territoriaux.....	199
4.	Le Plan Régional de l'Agriculture Durable.....	200

1. Rapport de présentation Plan Local d'Urbanisme de Saint-Romain le Noble

C.	Les plans ou programme de cadrage sans degré d'opposabilité juridique particulière	201
1.	Le Schéma Départemental des Carrières.....	201
2.	Le schéma départemental d'accueil des gens du voyage.....	202
3.	Le Schéma directeur d'aménagement numérique du Département 47	202
VI	Indicateurs de suivi de l'évaluation du plan.....	203
A.	Les indicateurs concernant la satisfaction en besoins en logements	203
B.	Les indicateurs environnementaux de suivi.....	204
BIBLIOGRAPHIE.....		206
GLOSSAIRE DES SIGLES ET DES ABREVIATIONS.....		207
ANNEXES.....		I
I	Zoom sur la notion de haie, d'un point de vue écologue	I
II	Carte des contraintes	2
III	Fiches ZNIEFF.....	III
IV	Fiches Natura 2000.....	IV
V	Fiches des bâtiments agricoles pouvant changer de destination.....	V

INTRODUCTION

Par délibération du 15 Octobre 2009, le conseil municipal de la commune de Saint-Romain-le-Noble, a décidé de mettre en œuvre l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) afin de définir l'affectation des sols et de réorganiser l'espace communal.

Une nouvelle délibération a été prise le 13 Avril 2010 pour expliciter les motivations de la commune à élaborer un PLU. En effet, le but de la commune est de :

- « - Assurer le maintien de l'école en permettant l'installation de jeunes couples avec enfants sur le territoire communal avec la possibilité de logement social ou locatif,
- Fixer les règles d'aménagement de manière claire et transparente vis-à-vis des habitants de la commune,
- Dégager les terrains pour les constructions dans un souci d'urbanisation raisonnée en prenant en compte :
 - L'intégration sociale des nouveaux habitants,
 - La préservation de l'agriculture, des paysages et du milieu naturel,
 - La protection des habitants contre les risques naturels,
 - La gestion économe des infrastructures.
- Préserver l'identité rurale de la commune. »

En effet, la commune n'est actuellement plus dotée de documents d'urbanisme et est donc soumise au règlement national d'urbanisme (RNU) et au principe de construction limitée (construction autorisée uniquement dans les parties déjà urbanisées). La commune de Saint-Romain-le-Noble possédait un Plan d'Occupation des Sols (POS) approuvé en 1988 et révisé à deux reprises en 1994 et en 1997, mais celui-ci a été abrogé en 2005, car il ne respectait pas le contenu des Plans de Préventions des Risques (PPR Inondation et Mouvement de terrain) de 2010.

Le présent document d'urbanisme accompagnera et orientera l'aménagement et le développement urbain de Saint-Romain-le-Noble tout en appliquant les dispositions en vigueur, en particulier la loi du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain, la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003, la loi du 13 juillet 2006 portant Engagement National pour le Logement, la loi du 25 mars 2009 sur la Mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ainsi que la loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010. Le PLU de Saint-Romain-le-Noble prend aussi en compte les récentes lois du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové et du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.

Le Rapport de présentation est le résultat de l'ensemble des études du PLU. Une première phase de travail a permis d'élaborer un constat de la situation actuelle : analyse socio-économique, état initial de l'environnement, analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers. Il est précisé que l'analyse du site a été effectuée à partir d'une prise de connaissance de l'ensemble des études, des documents accessibles au public et d'une visite de terrain établie principalement depuis les espaces publics ou ouverts au public. C'est pourquoi une part d'inconnu subsiste quant à ce que peuvent receler les parcelles privées situées sur le territoire communal, notamment du point de vue de l'environnement, du patrimoine bâti ou écologique et du paysage.

Une seconde phase a conduit la commune à définir ses besoins en termes de développement démographique et économique ainsi que les principaux enjeux environnementaux. Les élus ont pu déterminer des orientations de développement pour leur commune, cohérentes avec les contraintes et les besoins identifiés dans le diagnostic.

Dans une deuxième partie, le rapport de présentation justifie ensuite les choix retenus pour le projet d'aménagement et de développement durable, les orientations d'aménagement, le zonage et le règlement ainsi que les incidences du plan sur l'environnement en particulier en termes de consommation d'espaces.

NB. Sur l'ensemble du dossier de PLU, la numérotation des articles du code de l'urbanisme correspond à la version en vigueur au 31/12/2015.

PARTIE I DIAGNOSTIC

I Présentation générale de la commune

La commune de Saint-Romain-le-Noble se situe au sud-est du département du Lot-et-Garonne, dans la région Aquitaine. Elle se trouve à environ 18 kilomètres d'Agen, la préfecture du Lot-et-Garonne et à 16 kilomètres de Valence d'Agen, dans le Tarn-et-Garonne. Elle est entourée par les communes de Puymirol, Saint-Urcisse, Clermont Soubiran, Saint-Sixte, Saint-Nicolas de la Balermie, Saint-Jean de Thurac et Saint-Pierre de Clairac (cf. carte de situation p. suivante).

Installée le long de la Garonne et du canal du midi, la ligne Train Express Régionaux (TER) Bordeaux-Toulouse passe également sur la commune. Une gare se trouve d'ailleurs sur le territoire communal. Elle desservait la commune à un rythme de deux allers-retours quotidiens jusqu'en 2011.

Cette commune de 406 habitants en 2006 et d'environ 852 hectares, est située dans les entités paysagères « les serres de Garonne » et « la vallée amont de la Garonne » (*Guide des Paysages et de l'urbanisation de Lot-et-Garonne*). « Vaste plateau calcaire entaillé par les cours d'eau affluents de la Garonne, il donne naissance à des vallées dont les fonds sont à la fois cultivés et pâturés. Les vallées sont festonnées sur leur rebord par des affluents qui finissent par former des buttes en formes de lobes. » (*Mairie de Saint-Romain-le-Noble, Cahiers des charges, 2009*).

L'agriculture occupe une place prépondérante à Saint-Romain-le-Noble puisque la surface en terres agricoles était de 536 hectares en 2007, dont 256 ha de terres arables et 183 ha de prairies (*cadastre de Saint-Romain-le-Noble, 2007*). La forêt occupe quant à elle 144 ha, dont 68 ha de futaie.

Enfin, la commune de Saint-Romain-le-Noble est membre de la Communauté de communes Porte d'Aquitaine en Pays de Serres regroupant en 2013 la Communauté de Communes des Deux Séounes et la Communauté de communes des Coteaux de Beauville. La nouvelle communauté de Communes regroupe 15 communes et environ 5000 habitants¹.

Saint-Romain-le-Noble fait aussi partie du Syndicat Mixte du Pays de l'Agenais, comptant 52 communes et plus de 95 000 habitants.

Elle est incluse dans le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale du Pays de l'Agenais (dossier approuvé le 28 février 2014) lequel couvre 44 communes.

¹ Beauville, Blaymont, Cauzac, Castelculier, Dondas, Engayrac, Puymirol, Saint-Jean-de-Thurac, Saint-Martin-de-Beauville, Saint-Maurin, Saint-Pierre-de-Clairac, Saint-Romain-le-Noble, Saint-Urcisse, La Sauvetat-de-Savères, Tayrac.



Carte de situation
Commune de St Romain le Noble

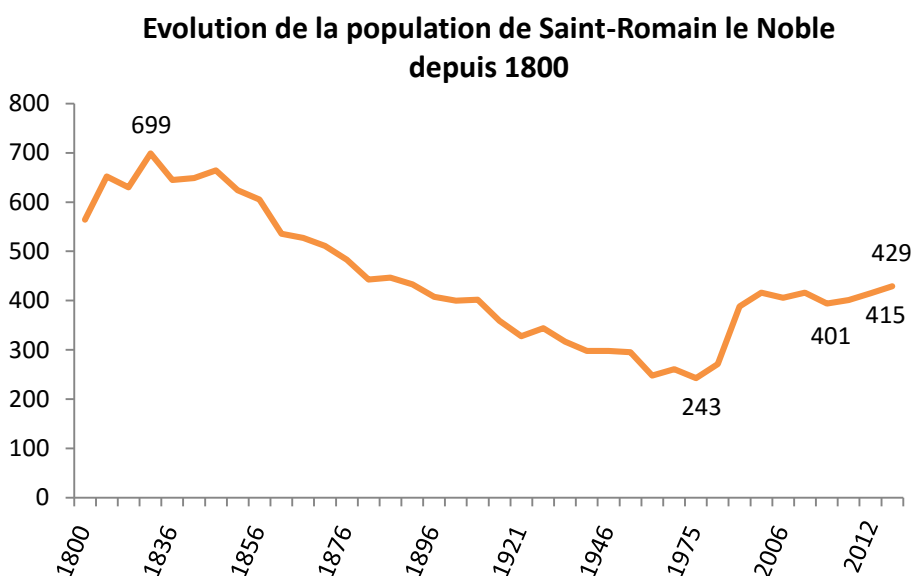
Echelle 1/20000



II Données et prévisions sociodémographiques et économiques

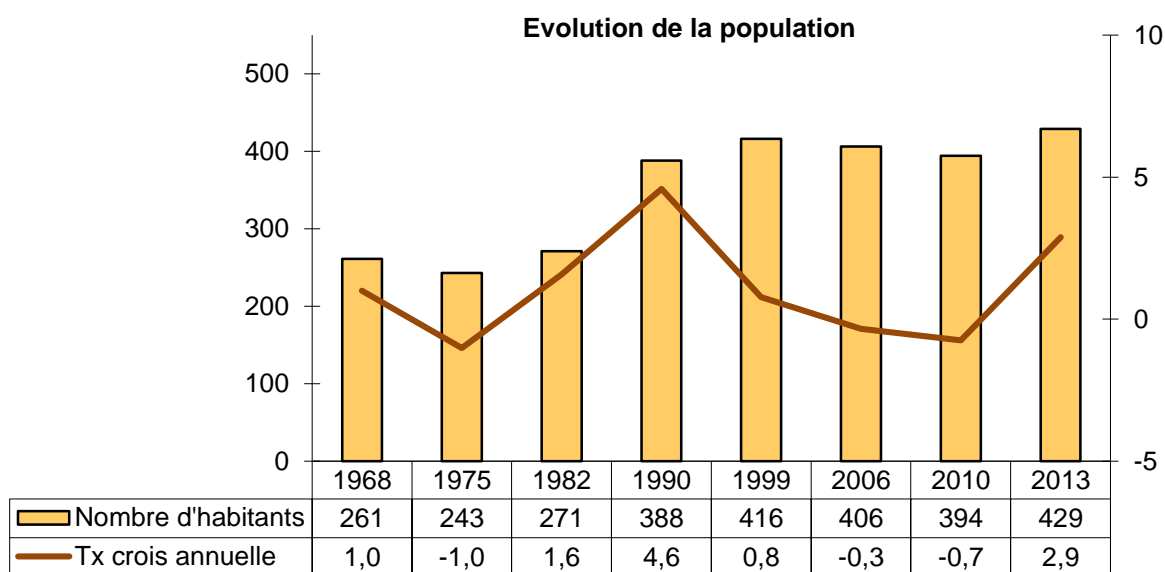
A. La démographie

1. L'évolution de la population



Source : INSEE

La population de Saint-Romain-le-Noble a atteint un pic en 1831 avec 699 habitants. Ensuite, pendant presque 150 ans, la population de la commune a diminué pour atteindre un minimum de 243 habitants. Cette forte diminution est due au phénomène d'exode rural qui a touché toutes les campagnes françaises. Une augmentation de la population s'est amorcée en 1975.

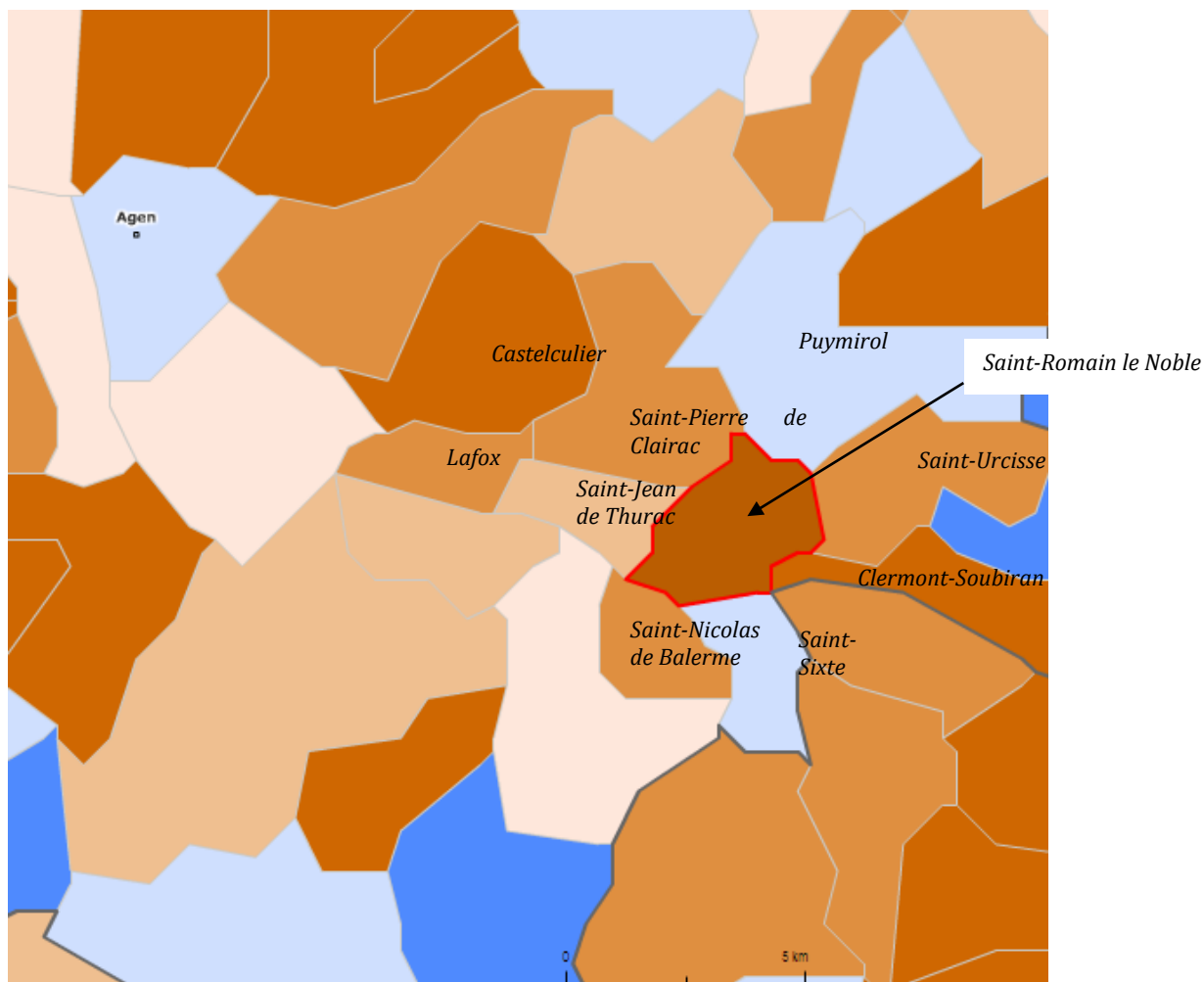


Source : INSEE

En effet, depuis 1975 où la population de la commune de Saint-Romain-le-Noble a atteint son niveau le plus bas, la population augmente à un rythme soutenu, pour atteindre 429 habitants en 2013. La plus importante hausse s'est faite entre 1982 et 1990 où la population a augmenté de plus de 100 habitants en seulement 8 ans.

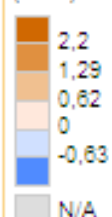
Cette croissance de la population est principalement due « à la raréfaction et à l'inflation du coût des terrains à bâtir dans l'agglomération agenaise » (*Cahier des charges de l'appel d'offre pour l'élaboration du PLU de Saint-Romain-le-Noble*), ainsi qu'au désir des citoyens de revenir habiter à la campagne.

Evolution de la population de Saint-Romain-le-Noble et des communes voisines entre 1982 et 1990



Source : GéoFLA, INSEE 2009, IGN 2008

Évolution de la population (var. annuelle moyenne)
(en %)

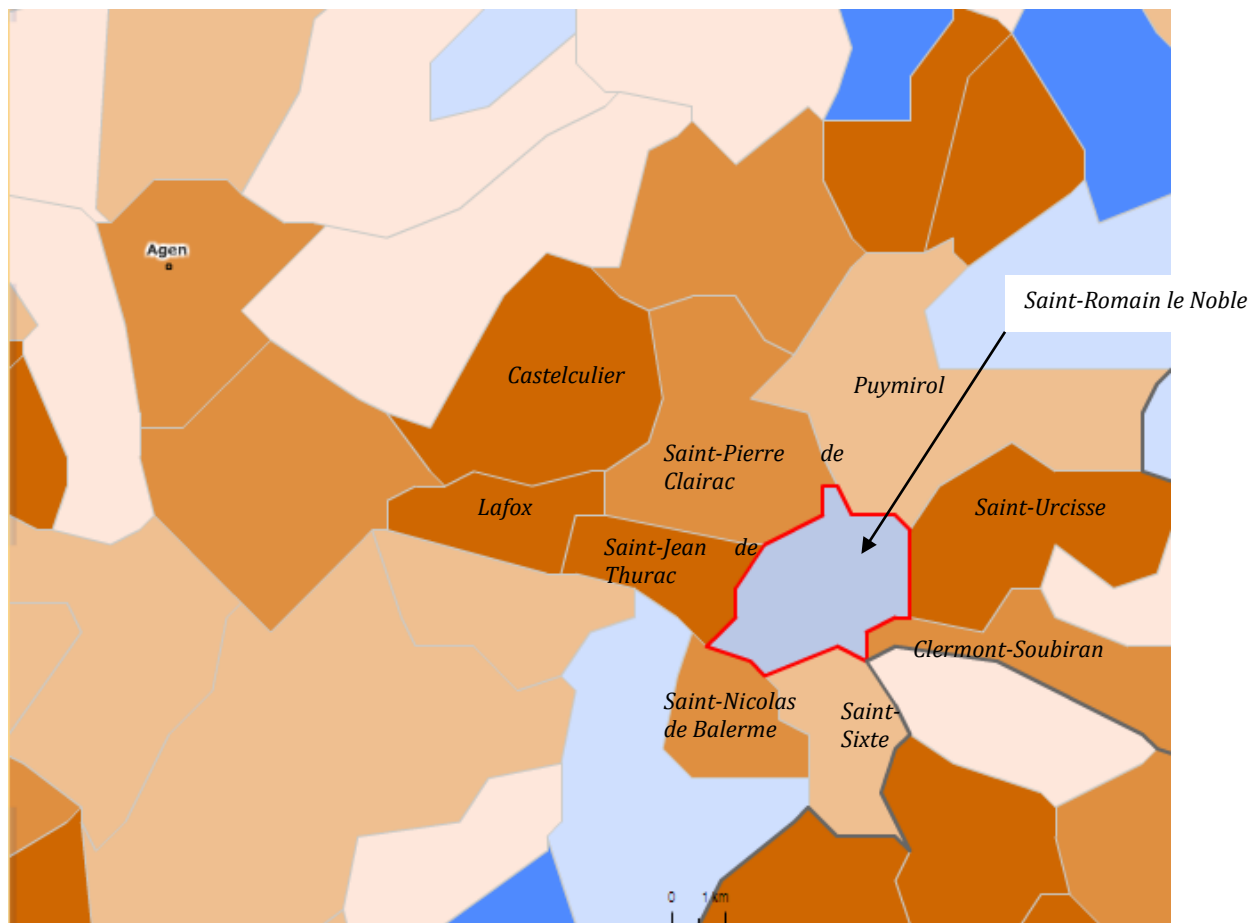


source : Insee, RP - Dénombrements

Entre 1982 et 1990, la population de Saint-Romain-le-Noble augmente de 4,6 % alors que la population des communes voisines augmente plus faiblement (Saint-Pierre de Clairac, Saint-Urcisse, Saint-Nicolas de Balerme), stagne (Saint-Jean de Thurac), voire diminue (Saint-Sixte).

A cette époque où le coût des transports était faible et le coût du foncier en augmentation dans l'agglomération d'Agen, les citoyens ont choisi d'habiter en campagne et notamment à Saint-Romain-le-Noble où le POS permettait les constructions nouvelles depuis 1988 et où la qualité de vie et la beauté des paysages étaient indéniables.

Evolution de la population de Saint-Romain-le-Noble et des communes voisines entre 1999 et 2006



Source : GéoFLA, INSEE 2009, IGN 2008

L'évolution positive de la population de Saint-Romain-le-Noble a continué entre 1990 et 1999.

En revanche, entre 1999 et 2006, alors que toutes les communes voisines de Saint-Romain-le-Noble voient leur population augmenter, Saint-Romain-le-Noble connaît une variation annuelle de sa population négative (-0,3 %). En effet, le coût des transports augmentant, les personnes souhaitent se rapprocher de la ville d'Agen. De plus, la diminution du nombre de personnes par famille (départ des jeunes) est également un facteur important de cette diminution. Plus proche d'Agen, la population des communes de Lafox, de Castelculier et de Saint-Jean de Thurac augmente fortement. La hausse importante de la population de la commune de Saint-Urcisse, plus éloignée d'Agen que Saint-Romain-le-Noble, peut être expliquée par une politique volontariste d'accueil de nouveaux habitants et également par la proximité de la centrale nucléaire de Golfech, qui crée de nombreux emplois.

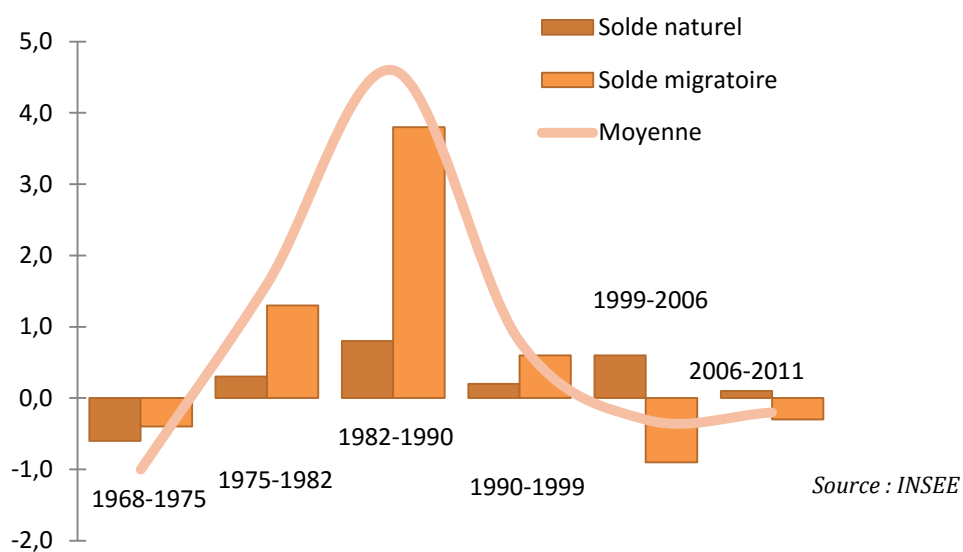
Après cette nouvelle période de déprise, les données du recensement de 2011 (401 habitants) confortée par celle de 2012 (425 habitants) semblent indiquer que la tendance serait à nouveau à la hausse. Or, il est nécessaire pour la commune de maintenir son nombre d'habitants voire de l'augmenter. L'installation de familles sur la commune est indispensable afin de conserver les équipements existants, en particulier l'école. C'est ce que les élus vont rechercher à travers leur document d'urbanisme.

2. Les variations de la population

Le solde naturel correspond à la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès sur la commune.

Le solde migratoire correspond à la différence entre le nombre de personnes arrivées à Saint-Romain-le-Noble et le nombre de personnes qui ont quitté la commune.

Variables de l'évolution de la population



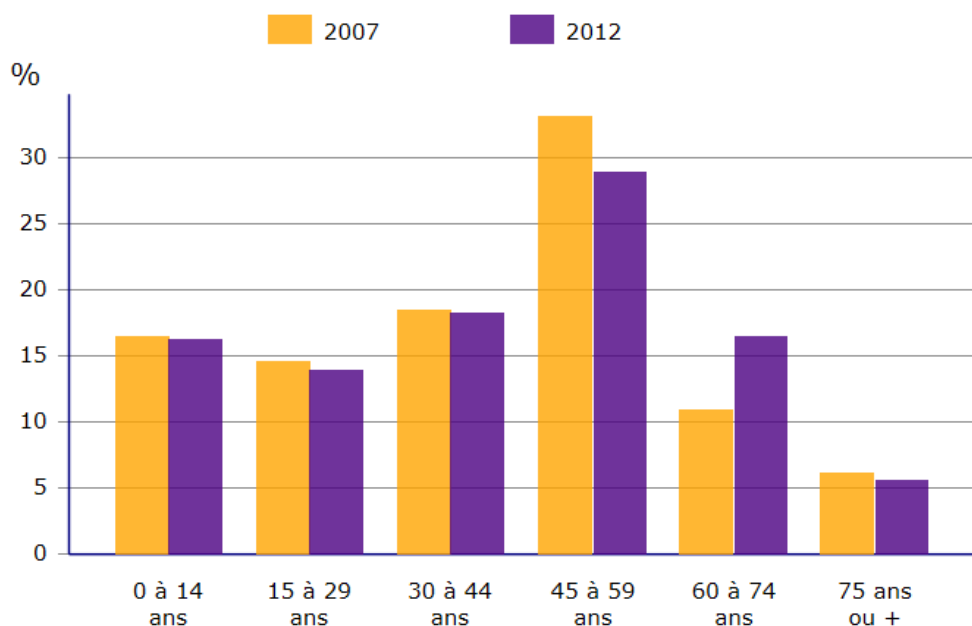
Le solde naturel de Saint-Romain-le-Noble varie peu. Depuis 1975, il est positif et tourne autour de 0,5. Il devient plus faible entre 2006 et 2011 et n'arrive plus à compenser un solde migratoire négatif.

En revanche, le solde migratoire est plus important et variable. Il a été positif entre 1975 et 1999, avec un fort taux sur la période 1982-1990 (3,8). Puis, il est devenu négatif au début des années 2000. Le décohabitation des enfants des personnes installées entre 1975 et 1990 se fait fortement sentir sur la démographie communale.

3. L'âge de la population

En 2006, la tranche d'âge la plus représentée à Saint-Romain-le-Noble est celle des 45-59 ans qui représente environ le tiers de la population de la commune. Ensuite, la tranche d'âge allant de 30 à 44 ans constitue environ 18 % de la population. Les personnes de 0 à 29 ans et de plus de 60 ans sont moins présentes sur la commune.

Population par grandes tranches d'âges



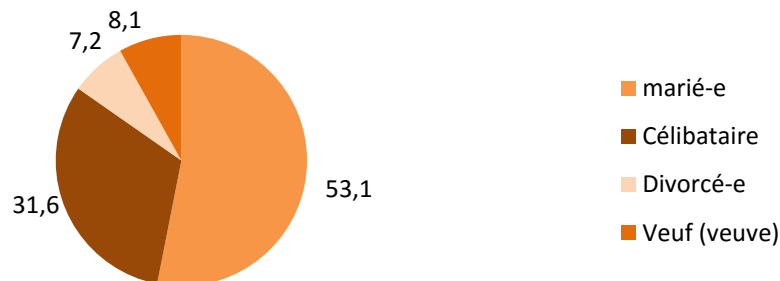
Sources : Insee, RP2007 et RP2012 exploitations principales.

En 2012 on observe un léger vieillissement de la population au profit de la tranche d'âges des 60 à 74 ans. Les classes d'âges les plus jeunes se maintiennent relativement et c'est la part des 45 à 59 ans qui recule le plus.

Le vieillissement de la population fait apparaître de nouveaux besoins en termes de logements, d'aides à la personne (portage des repas, aides ménagères, loisirs...).

4. La composition des ménages

État matrimonial légal des personnes de 15 ans ou plus en 2006 (en %)

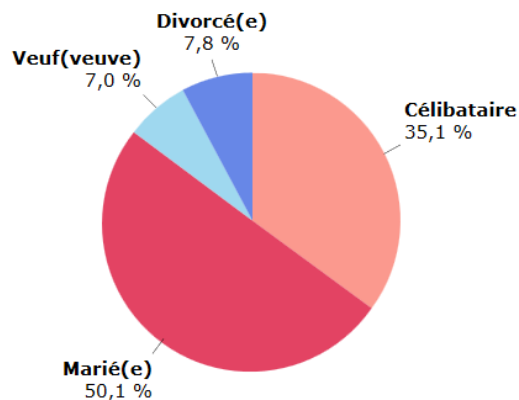


Source : INSEE

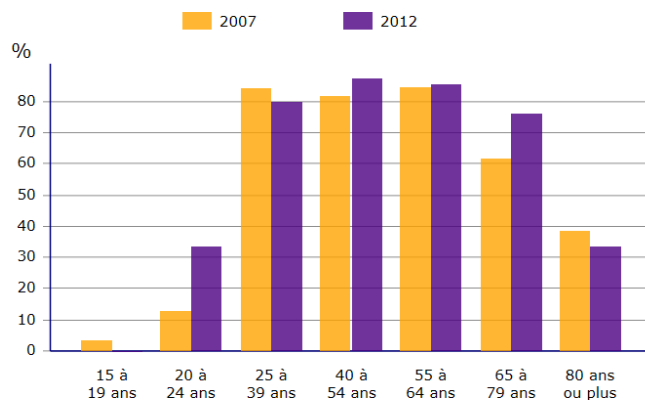
En 2006, plus de la moitié des habitants de plus de 15 ans de Saint-Romain-le-Noble est marié (53,1 %) et presque le tiers est célibataire (31,6 %). La proportion de personnes divorcées et veuves est relativement importante, respectivement de 7,2 % et de 8,1 %.

En 2011, la part des couples mariés diminue au profit des célibataires.

État matrimonial légal des personnes de 15 ans ou plus en 2012 (en %)



Personnes de 15 ans ou plus déclarant vivre en couple selon leur âge en 2012



Sources : Insee, RP2007 et RP2012 exploitations principales.

Indépendamment du statut marital, une grande majorité des personnes vie en couple.

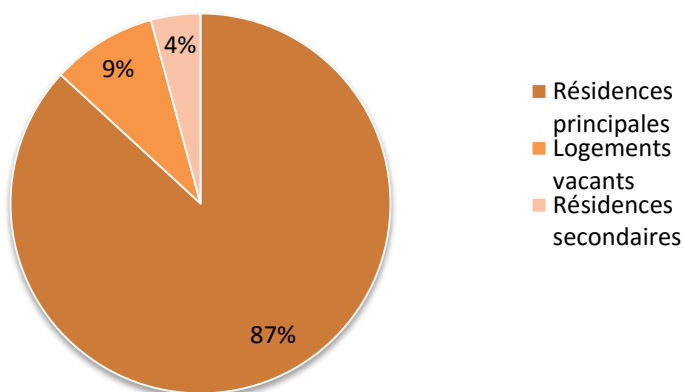
B. Le parc de logements

1. Les catégories de logements

Sur Saint-Romain-le-Noble, les résidences principales constituent la majorité du parc de logements de la commune. En effet, elles représentent 87 % des 189 habitations du parc de logements en 2011 comme en 2013 (pour un parc total de 201 logements).

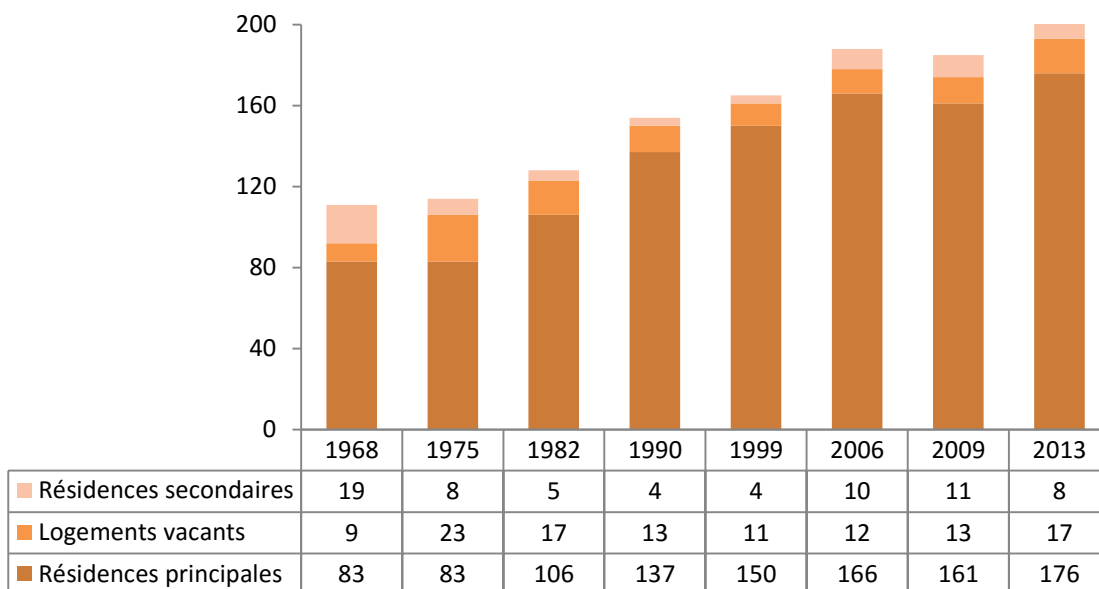
De plus, le nombre de résidences principales a doublé en 40 ans, entre 1968 et 2013, passant de 83 à 173 résidences principales.

Les types de logements en 2013



Source : INSEE

L'évolution du type de logements



Les résidences secondaires et les logements vacants, quant à eux, sont présents en faible proportion. Les logements vacants ont fortement diminué au cours des années 1980, alors qu'ils représentaient un pourcentage élevé en 1975 et en 1982. En revanche, ces dernières années, le nombre de résidences secondaires est en augmentation, passant de quatre résidences secondaires en 1990 et 1999 à 10 résidences secondaires en 2006 et 8 en 2011. Les logements vacants ont quant à eux augmenté passant de 13 en 2008 à 17 en 2011 et 2013.

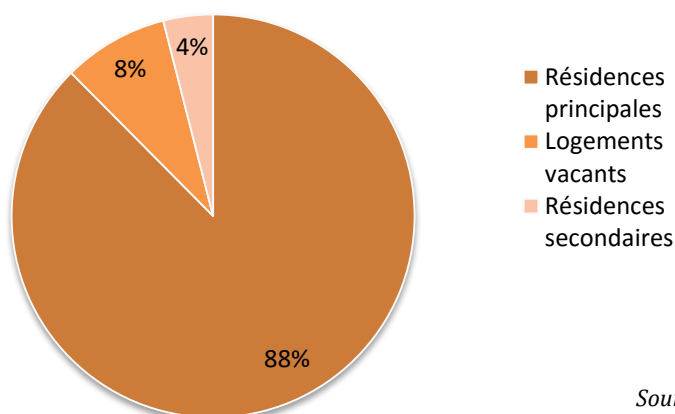
L'origine de la vacance des logements, en augmentation selon le recensement de l'INSEE, s'explique notamment car un certain nombre de maisons étaient habitées par des personnes âgées. Celles-ci sont soit parties soit en maison de retraite soit décédées. Le temps que les successions se règlent et les ayant droits décident de la suite à donner aux biens, les logements ont été vacants. De plus, entre 2008 et 2013 le prix de l'immobilier était encore élevé sur des bâtiments de caractère. Depuis une stagnation des prix, voir un recul, avec des taux d'emprunts très intéressants font que le marché de l'ancien est devenu plus intéressant. A ce jour, sur ce parc de logement vacants, au moins 6 ont été vendus pour être restaurés et habités. Mais ils n'ont pas été encore enlevés des statistiques des logements vacants.

Avec moins de 9 % de logements vacants, ceux-ci ne représentent pas une marge significative pour la création de résidences principales.

En ce qui concerne les résidences secondaires, les élus de Saint-Romain-le-Noble ne pensent pas que leur commune devienne plus touristique. Ils imaginent plutôt que ces résidences secondaires proviennent d'héritages. En effet, à la mort de leurs parents, les anciens enfants de Saint-Romain-le-Noble gardent la maison familiale car elle peut représenter un lien affectif important.

2. L'occupation des logements

Les types de logements en 2013



Source : INSEE

Les résidences principales sont très majoritairement occupées par des propriétaires (88 %). Il y a peu de résidences louées, 12 résidences principales louées soit 7 % du parc, et quelques personnes logées gratuitement. Malgré tout, pour une commune rurale, la part des locations et des personnes logées gratuitement n'est pas négligeable. Dans le cas de Saint-Romain-le-Noble, les personnes logées gratuitement ont souvent des maisons qui leur sont prêtées par la famille.

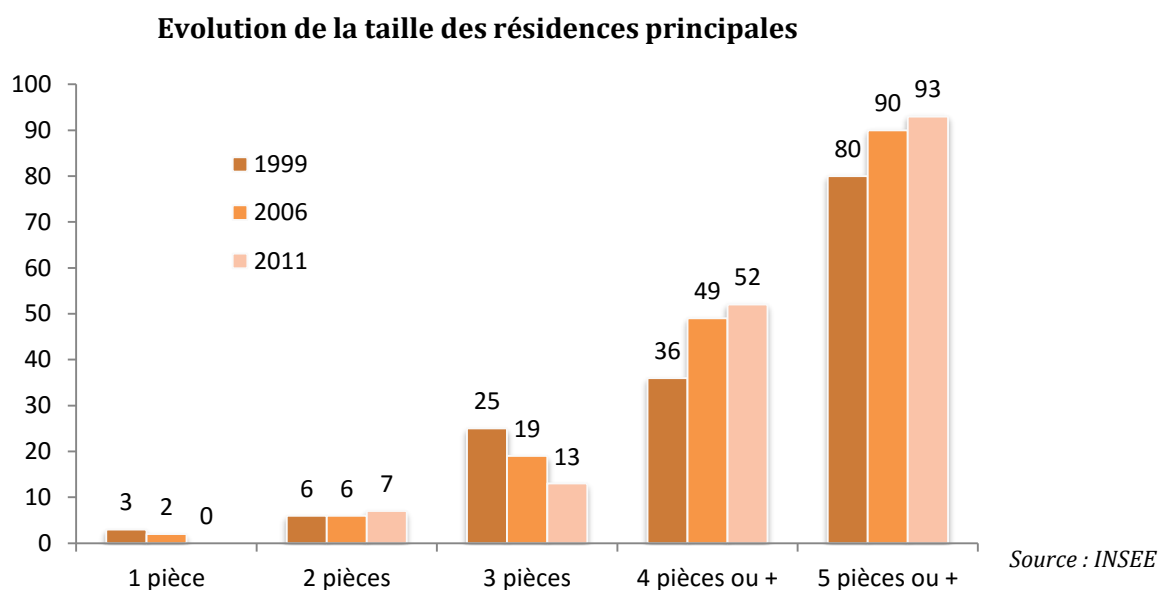
De plus, la mairie possède trois logements qu'elle loue. Deux d'entre eux sont situés dans le bourg et le dernier se trouve au lieu-dit « Bellerive », à côté de l'agence postale. Les élus souhaitent diversifier l'offre en logement, en effet la Mairie envisage d'augmenter son parc locatif avec l'achat de terrains dans la nouvelle zone constructible du bourg et de GASTOU.

La présence de logements locatifs peut favoriser le renouvellement des générations et de ce fait, la fréquentation des équipements scolaires. Le locatif permet aussi une certaine mixité sociale requise par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain.

3. Les types de logements et l'époque de construction

Les résidences principales de la commune de Saint-Romain-le-Noble sont de grande taille. En effet, plus de la moitié des résidences ont cinq pièces ou plus, et on arrive à 88,1 % des résidences qui possèdent plus de quatre pièces.

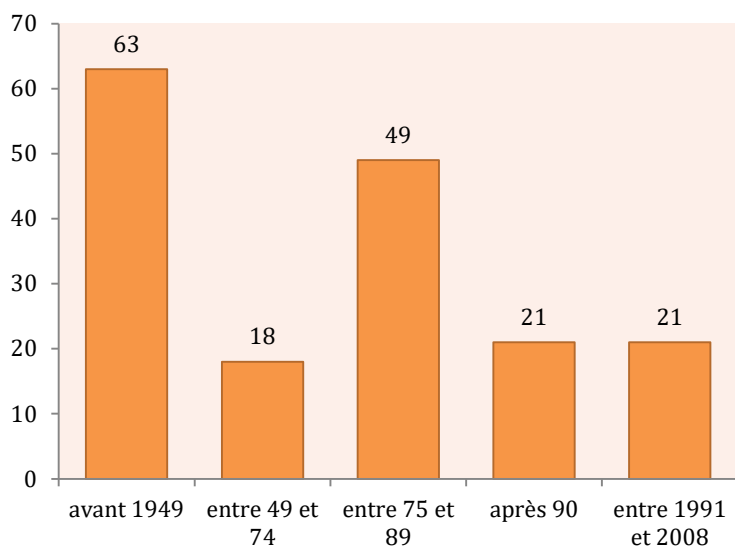
L'augmentation du nombre de pièces par résidence principale est constante. Le nombre moyen de pièce est en 2011 de 4,7. Les résidences de 3 pièces ou moins sont très peu nombreuses.



Les logements de la commune sont plutôt anciens. En 2011, 42 % des logements avaient plus de 65 ans et seulement 14 % avaient été construits après 1990.

De plus, les logements sur Saint-Romain-le-Noble sont uniquement des maisons. Aucun appartement ne se trouve sur la commune.

L'époque de construction des logements



Source : INSEE

Un lotissement se trouve sur la commune de Saint-Romain-le-Noble, au lieu-dit « Charles ». Il a été autorisé en 1988, mais les lots n'ont pas été vendus rapidement et les dernières constructions datent d'environ dix années.



Lotissement Charles

Ce type d'opération d'ensemble, si elle est réussie, a l'avantage de structurer l'urbanisation, l'objectif étant de définir un schéma d'organisation en accord avec l'urbanisation traditionnelle de la commune et si possible en liaison directe avec le bourg.

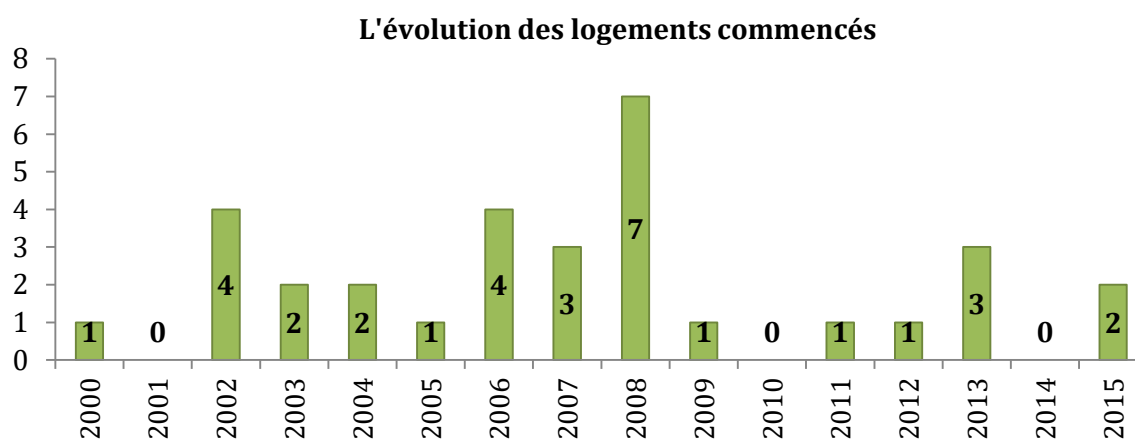
4. La pression foncière

Selon la mairie, la pression foncière était importante du début des années 2000 et jusqu'en 2008. Le nombre de permis de construire accordés et de certificats d'urbanisme accordés ou seulement

demandés était élevé. Huit permis de construire ont par exemple été accordés en 2008. Depuis 5 ans, entre 2005 et 2009, la moyenne des permis de construire accordés est de 3,8 permis de construire par an.

Néanmoins, récemment, depuis le début de la crise financière et économique qui touche la France, le nombre de demandes de renseignements sur la possibilité de constructions sur Saint-Romain-le-Noble a fortement diminué. Selon la Mairie, alors qu'il n'y a plus qu'une ou deux demandes de constructions par an depuis le début de la crise, il y avait alors jusqu'à cinq ou six demandes de renseignements par semaine pour construire sur la commune.

Entre 2000 et 2007, soit en huit ans, 17 constructions de logements ont été débutées, soit une moyenne de 2,1 logements commencés par an. Cette moyenne se situe à 2,2 entre 2008 et 2013.



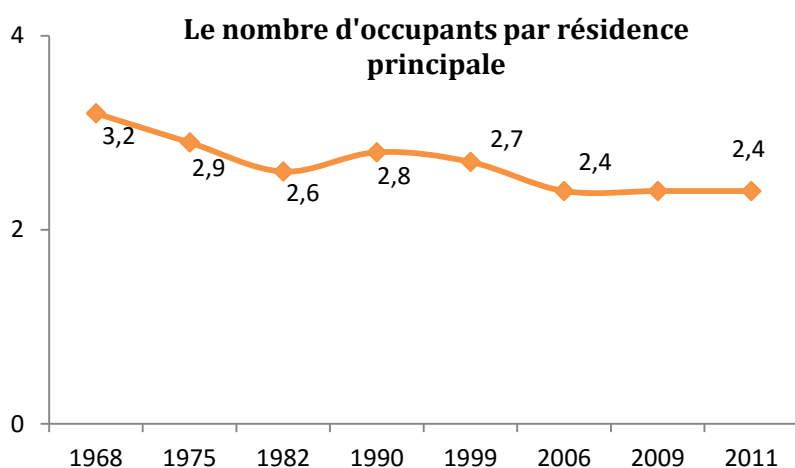
Source : SITADEL

5. La perte du nombre de personnes par foyer

Le nombre de personnes par foyer n'a pas cessé de diminuer au cours des décennies passées. Le desserrement des foyers s'explique, entre autres, par le vieillissement de la population et le départ des enfants majeurs, le fait que la cohabitation de plusieurs générations dans un même foyer soit plus rare aujourd'hui, ainsi que par l'augmentation de la proportion des foyers monoparentaux.

Le taux d'occupation des résidences principales est d'ailleurs plus fort à Saint-Romain-le-Noble en comparaison avec la moyenne nationale : 2,3 personnes par foyer en 2005 en France contre 2,4 sur la commune. Néanmoins, en 2006, sur le canton de Puymirol, le nombre d'occupants par résidence principale est de 2,6, ce qui est plus important que sur Saint-Romain-le-Noble. Depuis 2006 la taille des foyers reste stable.

Selon les élus, ce phénomène de décohabitation est principalement dû, pour Saint-Romain-le-Noble, au départ des jeunes de leur famille pour les études ou le travail.



Source : INSEE

On peut penser que ce phénomène de décohabitation ira en s'accroissant, renforcé par le vieillissement global de la population. Cela signifie qu'il faudra plus de logements et donc une utilisation de l'espace plus importante pour accueillir le même nombre de personnes sur la commune.

6. Le stationnement des gens du voyage

La commune de Saint-Romain-le-Noble n'est pas concernée par des aires d'accueil des gens du voyage et le Schéma départemental d'accueil des gens du voyage de Lot-et-Garonne n'a pas désigné la Communauté de Communes des Deux Séounes comme intercommunalité devant réaliser une aire d'accueil des gens du voyage. La nouvelle Communauté de Communes Porte d'Aquitaine en Pays de Serres n'est pas non plus concernée.

En plus des aires d'accueil des gens du voyage, l'Etat demande de prendre en compte dans les PLU les besoins des populations souhaitant se sédentariser sur des terrains familiaux. Un maximum de six caravanes accompagnées de quelques constructions en dur, pourrait alors s'y implanter, sachant que leur stationnement reste soumis à autorisation du maire.

Sur Saint-Romain-le-Noble, une famille habitant dans une caravane s'est sédentarisée au bord de la RD 813.

C. Les équipements publics

1. Les équipements de superstructures

Etablissement publics	équipements	Localisation	nombre d'emplois, capacité d'accueil, observations,
Mairie		Bourg	1 mi-temps et un trois quart de temps (secrétaire et employé communal)
Agence postale		Bellerive	15 h/semaine
Ecoles maternelle et primaire		Bourg + RPI avec Saint-Jean de Thurac	
Centre de Loisirs associé à l'école (CLAE, accueil périscolaire)		Bourg	1 temps partiel
Cantine scolaire		Bourg	¾ temps
Crèche		Lafox, Castelculier	
Salle polyvalente		Bourg	Capacité de 200 à 300 personnes
Eglise		Bourg	
Cimetière		Bourg	Capacité suffisante
Collèges		Bon encontre ou collège privé	
Lycées		Agen principalement	
Gymnase		Boé ou Agen	
Maison de retraite		Puymirol	
Bibliothèque		Bon Encontre, Biblio'bus pour l'école	
Terrains de sport		Bourg	Un terrain de rugby

Source : Mairie

L'école de Saint-Romain-le-Noble fait l'objet d'un regroupement pédagogique intercommunal (RPI) avec la commune de Saint-Jean de Thurac. L'école de Saint-Romain-le-Noble reçoit les CE1 et celle de Saint-Jean de Thurac reçoit les CE2, CM1 et CM2. L'effectif scolaire de ces classes varie entre 50 et 60 élèves depuis 2004. Pour l'année 2009/2010, le RPI reçoit 62 enfants pour 2015/2016, 58.

Les élèves provenant de Saint-Romain-le-Noble, suivant les cours au sein de ce regroupement scolaire étaient 20 pour les années 2007/2008 et 2008/2009, et ils sont 40 pour l'année en cours.

A Saint-Romain-le-Noble, les élèves ont également accès à un CLAE (accueil périscolaire) et à une cantine scolaire.

La création d'un local de 10 à 12 m² attenant à l'école primaire est d'ailleurs en construction. Il pourra à terme servir à l'école.

De plus, il est important de préciser que Saint-Romain-le-Noble bénéficie d'équipements sportifs d'un bon niveau pour une commune rurale de cette taille (terrain de rugby avec vestiaires).

Enfin, la présence de ces équipements à destination d'un public de jeunes enfants ou d'adolescents (école, CLAE, cantine, terrain de rugby) est un atout essentiel pour la commune, qu'elle souhaite préserver.

Malgré le fait que de nombreux équipements communaux se situent dans le bourg du village, peu de personnes habitent dans le centre de la commune, en raison de la topographie accidentée l'entourant. Le bourg se trouve ainsi un peu déserté.

L'enjeu du PLU est donc de trouver les moyens de renforcer le centre de vie sociale et administrative de la commune de Saint-Romain-le-Noble grâce au choix des zones à ouvrir à l'urbanisation.



Eglise



Terrain et local de rugby



Salle des fêtes



Mairie



Ecole



Agence postale

2. Les équipements de gestion de l'eau et des déchets

a. L'alimentation en eau potable

Pour le traitement et la distribution de l'eau potable, la commune de Saint-Romain-le-Noble est membre du Syndicat Unifié d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement du Sud du Lot. Ce syndicat, regroupant 61 communes, a été créé en 1961 et est affilié à la Fédération Départementale d'Adduction d'Eau Potable et d'Assainissement du Lot-et-Garonne depuis 1981.

La société gestionnaire de l'exploitation de l'eau potable est SAUR France Centre Gascogne.

Comme il n'y a pas de forage sur la commune, l'eau potable provient du forage de la commune de Cauzac, au lieu-dit « Le Rat ». Ce forage est situé à 317 mètres de profondeur. La capacité du réseau d'eau potable est actuellement suffisante, mais l'urbanisation future doit prendre en compte la capacité du réseau. Ainsi l'extension au niveau du bourg reste limitée afin de pouvoir être desservie tandis que le secteur de Gastou bénéficie d'un réseau adapté.

En 2013, la consommation annuelle moyenne d'eau potable sur le Syndicat Sud du Lot sur la commune était de 118 m³ par abonné. Saint-Romain-le-Noble comptait 202 abonnés et une consommation annuelle moyenne de 105 m².

b. La défense incendie

Quatre bornes incendies se situent sur la commune de Saint-Romain-le-Noble. Leur état laissant à désirer en 2008, un contrat a été signé avec le SDIS afin de permettre leur remise en état et entretien régulier.

Etat des bornes incendie en 2016

Identifiant	Emplacement	Remarques
47274.0001	Lieu dit « Bellerive »	Bon état
47274.0003	Lieu-dit « Jeanblanc »	Bon état
47274.0004	Lieu-dit « Mondou »	Bon état
47274.0005	Bourg	Bon état

Source : Mairie

Trois autres bornes incendies se trouvent à proximité de la commune. Deux bornes incendies neuves se trouvent à l'est du village, sur la communes de Puymirol (à côté du lieu-dit « Jouantas » et à l'intersection de la voie communale n°4 et du chemin rural de Gastou) et la dernière borne se trouve au sud-ouest de la commune sur Saint-Jean de Thurac.

Les élus précisent que la Garonne et le canal latéral à la Garonne sont aussi des points d'eau susceptibles d'être utilisés pour protéger tout le sud de la commune contre les incendies. De plus, le lotissement Charles possède un point d'eau de 3 m³ pour sa défense incendie.

c. L'assainissement des eaux usées et pluviales

Le traitement des eaux usées sur la commune de Saint-Romain-le-Noble se fait uniquement par assainissement non collectif. De plus, la commune ne possède pas de schéma directeur d'assainissement. Les études d'assainissement sont donc réalisées au coup par coup par le SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif).

La compétence concernant le traitement des eaux usées a été transférée au Syndicat Unifié d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement du Sud du Lot et la gestion du réseau a été confié à SAUR France.

En 2007, une étude de la SAUR a été réalisée sur les installations d'assainissement de type individuel (SAUR, 2007). Sur 175 installations contrôlées, la SAUR a pu réaliser 163 diagnostics. En ce qui concerne la conformité des installations d'assainissement non collectif, la SAUR relevait que seulement 24 % des installations sont conformes, alors que 36 % des installations doivent être réhabilités à court ou moyen terme.

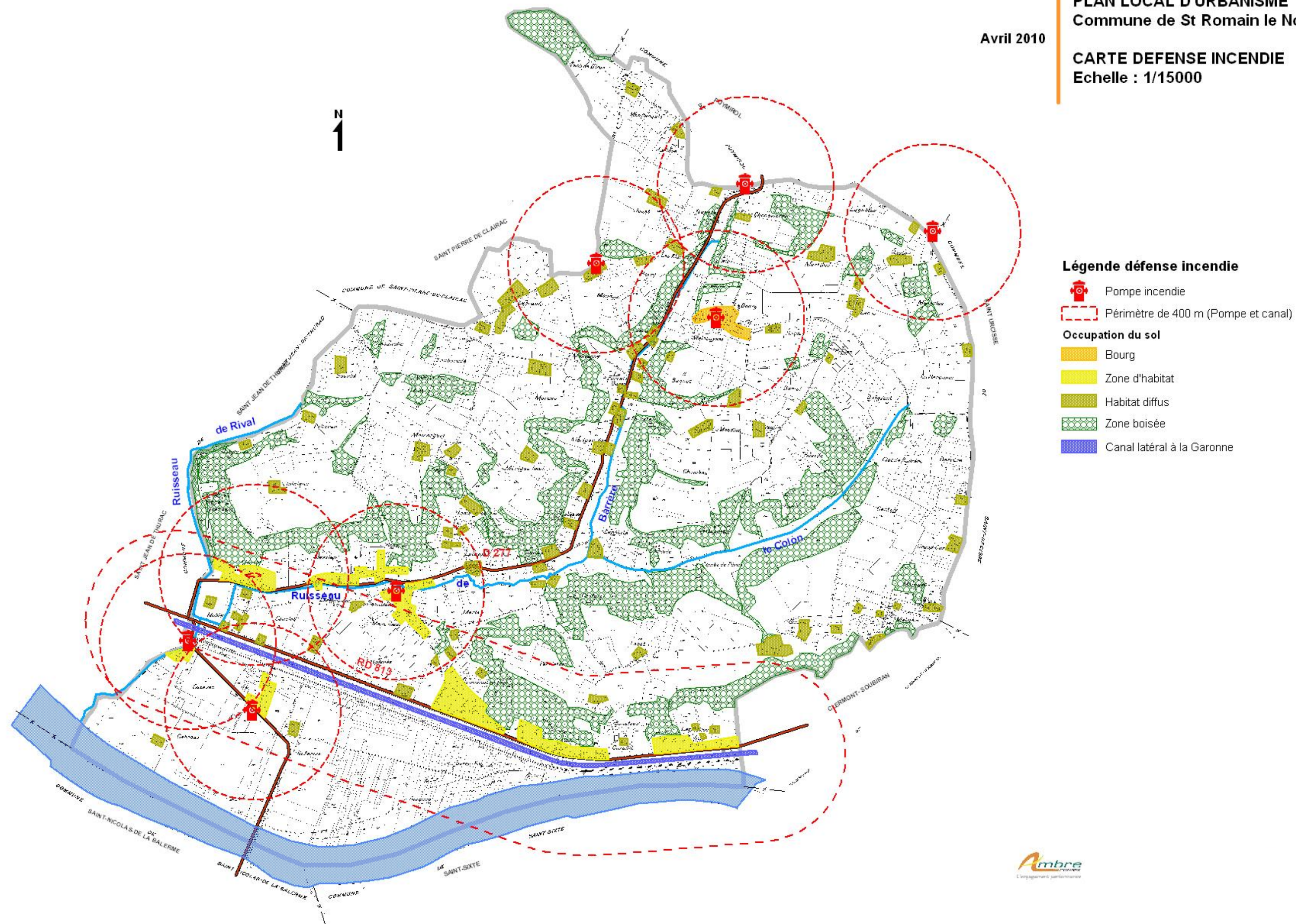
Les contrôles de 2011 ont concerné 157 installations d'assainissement non collectif sur 189 recensées. Parmi ces dernières 33 d'entre elles ne possédaient pas de système de traitement (SAUR, Eau47). La filière majoritaire est celle de la tranchée d'épandage (66 cas – 42%). Elle est adaptée à des sols présentant une bonne perméabilité et sans nappe souterraine à proximité (1,20 m).

Le rapport indique que : « L'impact des rejets sur le milieu naturel n'est pas négligeable, puisque près de 3% des dispositifs polluent l'exutoire naturel de façon épisodique (dans 4 cas) ou de façon constante (41 cas). Ceci correspond en majeure partie aux habitations avec un dispositif incomplet ou fonctionnant mal. »

Avril 2010

PLAN LOCAL D'URBANISME Commune de St Romain le Noble

CARTE DEFENSE INCENDIE Echelle : 1/15000

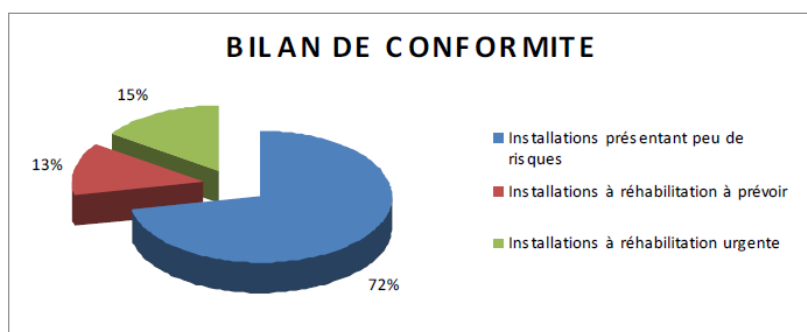


Type de traitement sur les assainissements non collectifs contrôlés

TRAITEMENT	NBR	%
Tranchée d'épandage à faible profondeur	66	42%
Filtre à sable vertical drainé	18	11%
Filtre à sable vertical non drainé	2	1%
Plateau absorbant	29	18%
Filtre compact	1	1%
Tertre d'infiltration	1	1%
Micro-station	3	2%
Inconnu	4	3%
Aucun	33	21%
TOTAL	157	100%

Source : SAUR Centre Pyrénées Gascogne

Néanmoins « Le contrôle périodique de bon fonctionnement des installations d'assainissement non collectif a permis de montrer que près de 72% des installations fonctionnent correctement ou présentent peu de risques pour l'environnement et/ou la salubrité publique. Pour 35 dispositifs, le système épuratoire est complet, en bon état apparent avec un fonctionnement satisfaisant, l'impact sur le milieu est sans risque. 24 dispositifs sont à réhabiliter en urgence. Ce sont des habitations sans dispositif de traitement ou qui rejettent les eaux après un simple prétraitement dans le milieu naturel avec des risques environnementaux et sanitaires. »



Source : SAUR Centre Pyrénées Gascogne

« L'état des lieux des installations d'assainissement non collectif sur la commune de Saint Romain le noble, constitue une étape déterminante dans le processus de lutte contre les pollutions diffuses. »

La SAUR a « constaté que près de 13% des installations seraient à réhabiliter à moyen terme, à l'exception d'une zone présentant un risque sanitaire et/ou environnemental plus sensible :

- Lagraule
- Durou
- Massias
- Mondou
- Rouères »

Pour « la plupart des installations diagnostiquées ayant une réhabilitation à envisager (à prévoir ou urgente), on remarque des contraintes particulières au niveau de l'habitat, de la superficie des parcelles ou encore de la nature et perméabilité des sols. »

« Le **réseau pluvial** de la commune est [principalement] composé de fossés le long des routes communales et départementales. Ce réseau [a bénéficié d'] une réfection sur certains tronçons, principalement au nord, afin d'optimiser l'écoulement des eaux et limiter les risques d'inondation. » (Syndicat unifié d'Alimentation en eau potable et d'Assainissement du Sud du Lot, 2004).

Seul le lotissement Charles est doté d'un réseau d'eaux pluviales qui se jette dans le ruisseau Le Colon.

d. Le traitement des déchets ménagers

Le traitement des déchets ménagers est une compétence de la Communauté de Communes Porte d'Aquitaine Pays de Serre. Le tri sélectif permet de séparer la collecte des emballages et journaux, du verre et des autres déchets.

Deux points de collecte des déchets se trouvent sur la commune de Saint-Romain-le-Noble : un dans le bourg et l'autre au lieu-dit « Jeanblanc ». La collecte se fait une fois par semaine.

Une déchetterie se trouve sur la commune de Grayssas.



Point de collecte des déchets à « Jeanblanc »

3. Les infrastructures de transport

a. La desserte sur la commune

Saint-Romain-le-Noble se situe le long de la RD 813 qui relie directement le village à Agen et à Valence d'Agen (dans le Tarn-et-Garonne). Cette route est classée route à grande circulation par le décret n° 2010-578 du 31 mai 2010 (cf. carte des voies de circulation).

Cette route est soumise à l'amendement Barnier du 2 Février 1995 (Article L 111-1-4 du Code de l'Urbanisme) qui interdit autour des voies classées à grande circulation, faute de projet urbain, les nouvelles constructions en dehors des zones urbanisées et ceci dans une bande de 75 m, par rapport à l'axe de la chaussée. Néanmoins, si une étude démontre que les nuisances, sonores notamment, et que les risques routiers sont négligeables tandis que l'impact paysager des constructions est minimisé grâce à des aménagements spécifiques, un projet de nouvelles constructions pourra être prévu dans cette bande de 75 m.

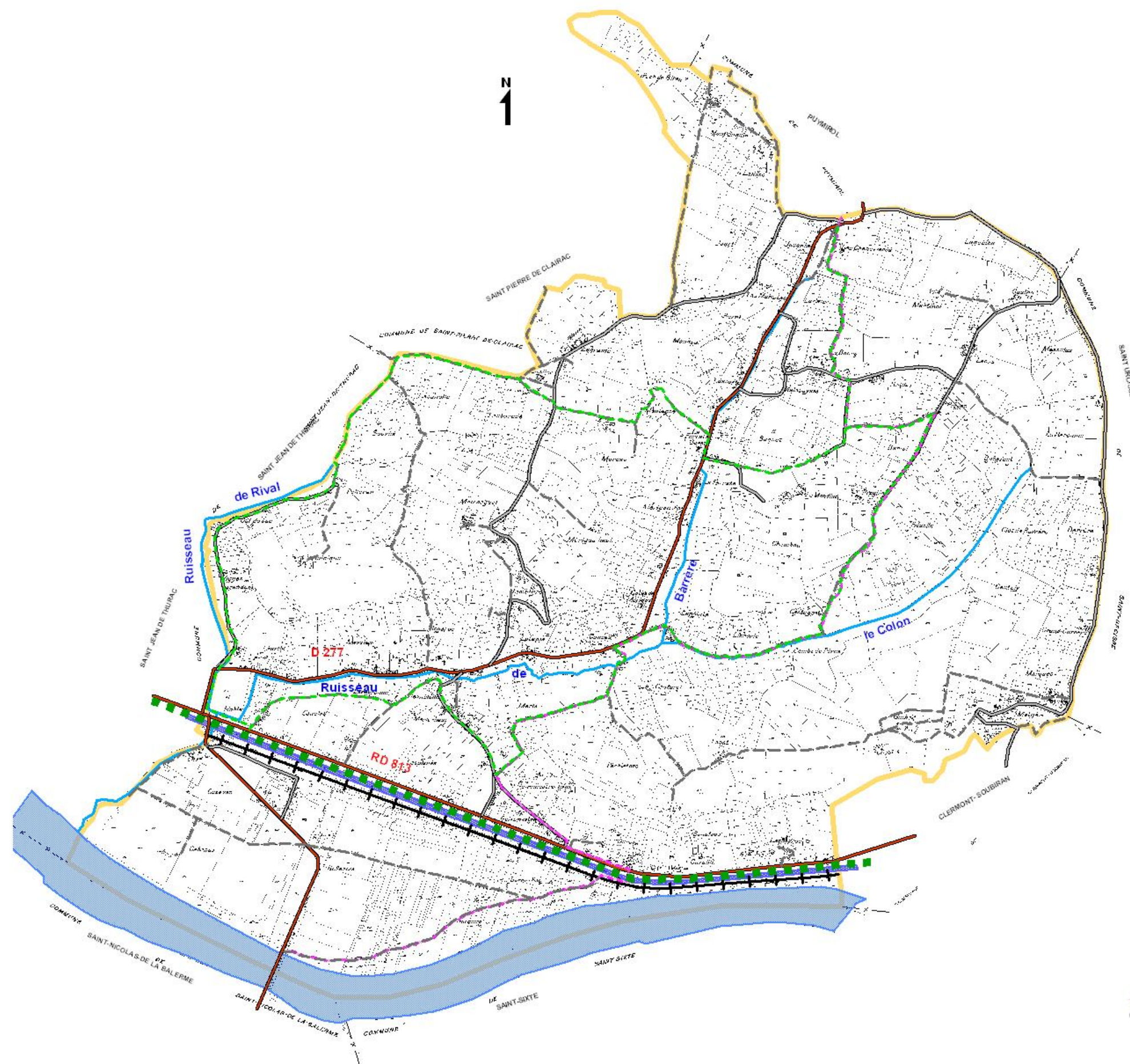
De la RD 813, il est possible de rejoindre le bourg de Saint-Romain-le-Noble par la route départementale 277 qui mène à Puymirol, puis par la voie communale n°2.

Le reste du village est desservi par un réseau de voies communales et de chemins ruraux. On voit d'ailleurs nettement se dessiner un axe sud-ouest/nord-est dans la répartition des voies goudronnées, qui permettent de relier Puymirol et les lieux-dits situés au nord du bourg avec la RD 813.

Avril 2010

PLAN LOCAL D'URBANISME Commune de St Romain le Noble

CARTE Voies de circulation
Echelle : 1/15000



LEGENDE RESEAUX

Réseau routier

- Route départementale
- Voie goudronnée
- Chemin
- Voie verte (Canal)
- Chemin de randonnée
- Chemin de St Jacques de Compostelle

Autres réseaux

- + + Voie ferrée

Réseau fluvial

- Fleuve (La Garonne)
- ▨ Canal latéral à la Garonne
- Ruisseau
- Limite de la commune

Le pont sur la Garonne construit entre Saint-Romain-le-Noble et Saint-Nicolas de Balerme et récemment ré ouvert, permet de relier les cantons d'Astaffort et de Puymirol et amènera un accès plus rapide sur le Gers. Ce pont a été inauguré en Juin 2010. L'ouverture de ce pont, qui était fermé depuis 10 ans, apporte un impact non négligeable sur l'agence postale qui se trouve ainsi sur la route entre le Gers, Saint-Sixte, Caudecoste, Saint-Nicolas de Balerme et Agen. Pour preuve, avant la fermeture du pont sur la Garonne, environ 70 % des usagers de l'agence postale provenaient des communes situées de l'autre côté de la Garonne, par rapport à Saint-Romain-le-Noble.

Outre le transport routier, la commune de Saint-Romain-le-Noble possède une gare ferroviaire au sud du village. Cette gare se situe sur la ligne de TER (Trains Express Régionaux) Agen-Toulouse et permettait de se rendre à Agen en 8 minutes, cela avant l'arrêt de la desserte par les TER en 2011. Cependant cette gare était peu utilisée par les habitants du canton de Puymirol et de la commune de Saint-Romain-le-Noble, puisque seulement 5 voyageurs/jours l'utilisaient. Son mauvais état et le manque d'indication n'amélioraient pas sa fréquentation (*Association « Au fil des Séounes » et Lycée professionnel L'Oustal, Janvier 2010*). Cet arrêt a été supprimé de la ligne.



Gare SNCF de Saint-Romain-le-Noble



Passage à niveau et ligne de chemin de fer

Une voie verte cyclable longeant la Garonne relie également la commune à Agen. Enfin, un réseau de sentiers de randonnées d'environ 10 km, notamment rejoignant la voie verte, parcourt la commune de Saint-Romain-le-Noble. Une partie de ces sentiers est incluse dans un « chemin de Saint-Jacques de Compostelle ».



Canal latéral à la Garonne



Plante le long du canal

Un chemin rural longeant, au sud, la ligne de chemin de fer existe également. Il pourrait peut-être permettre un agrandissement du réseau de sentiers de randonnées de la commune.

b. Le stationnement

Le stationnement non délimité dans le bourg de Saint-Romain-le-Noble peut recevoir jusqu'à une cinquantaine de voitures minimum et aucun problème de stationnement n'est à relever sur la commune, même en cas d'événements particuliers.

Le parking de la gare appartient à la SNCF. Il peut actuellement recevoir une dizaine de voitures et afin de favoriser le covoiturage ou en cas de réouverture de la gare dans le futur, il serait très intéressant de prévoir un aménagement de ce parking. Il pourrait alors accueillir jusqu'à une trentaine de places de stationnement.

4. Les infrastructures d'énergie et de communication

a. L'électricité

Le réseau d'électricité est géré sur la commune de Saint-Romain-le-Noble par le syndicat départemental d'électricité et d'énergie de Lot-et-Garonne.

Dans l'ensemble, la commune est plutôt bien desservie en ce qui concerne le réseau électrique. Néanmoins, quelques problèmes de sous-tension sont notés aux lieux-dits « Mondou », « Lagraule » et « Lapointe ».

Une ligne haute tension traverse la commune du nord-ouest au sud-est (225 kv Colayrac- Donzac).

b. Le gaz

Deux conduites de gaz haute pression traversent le sud de la commune et se rejoignent au sud du lieu-dit « Lasplanès ». La première (DN 200 Clermont Soubiran – Bon Encontre) longe la RD 813 et la seconde (DN 300 Astaffort – Saint-Romain-le-Noble) se situe au sud-est de la commune dans la plaine.

Une troisième ligne DN 200 Saint Romain le Noble – Bajamont vient d'être posée sur la commune.

c. Les réseaux de communication

L'ADSL dessert la quasi-totalité de la commune de Saint-Romain-le-Noble depuis 5 ou 6 ans, à l'exception de quelques zones blanches, comme le lieu-dit « Lapointe », qui restent vierges de tout réseau de communication (y compris téléphone portable), à cause de la topographie accidentée.

Le réseau Wimax couvre également la commune par une borne/antenne Wimax placée sur Puymirol.

D. Les projets communaux

Les projets de la commune de Saint-Romain-le-Noble sont :

- La mise en place d'une salle d'activités culturelles et de loisirs dans la mairie, avec les associations de la commune (atelier informatique par exemple),
- Un projet de création d'une halte pique-nique avec site de pêche, avec le Pays de l'Agenais, situé le long du sentier de randonnée en bas du terrain de rugby,
- Un projet à l'étude avec le Pays de l'Agenais de mise en place d'un système d'énergie renouvelable pour le chauffage des bâtiments publics (mairie, école, salle des fêtes, vestiaire du stade de rugby) et éventuellement pour un petit lotissement.

E. Les organismes intercommunaux

La commune de Saint-Romain-le-Noble fait partie des organismes intercommunaux suivants :

- La Communauté de Communes Porte d'Aquitaine en Pays de Serres,
- Le Syndicat mixte du Pays de l'Agenais,
- Le Syndicat départemental d'électricité et d'énergie de Lot-et-Garonne (SDEE 47),
- Le Syndicat unifié d'alimentation en eau potable et d'assainissement du sud du Lot,
- Le Syndicat de voirie Porte d'Aquitaine en Pays de Serres,
- Le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Lot-et-Garonne (SDIS 47),
- Le Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement du Lot-et-Garonne (CAUE47),
- Le Syndicat Intercommunal de Transport des Elèves dépendant du Conseil Général.

F. Les servitudes d'utilité publique

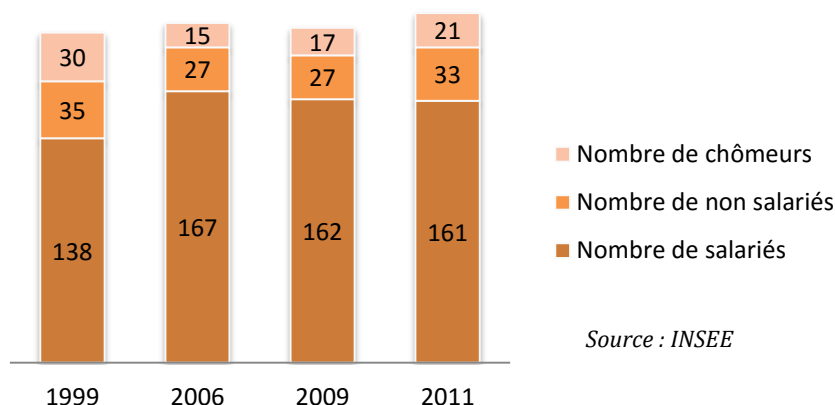
Les servitudes d'utilité publique sont indépendantes de la règle d'urbanisme. Elles s'imposent à toute demande d'occuper ou d'utiliser le sol. Selon leur nature, leurs effets sont variables et sont plus ou moins contraignants vis à vis des droits de construire.

Le détail et la carte des servitudes sont repris en annexes du PLU.

G. Les données économiques

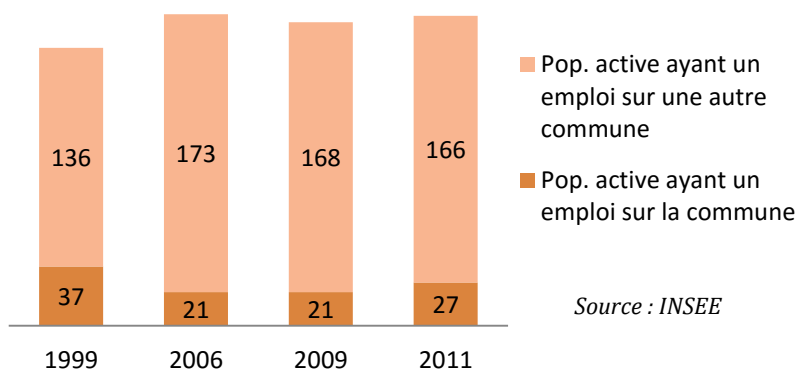
1. L'emploi

La population active entre 1999 et 2011



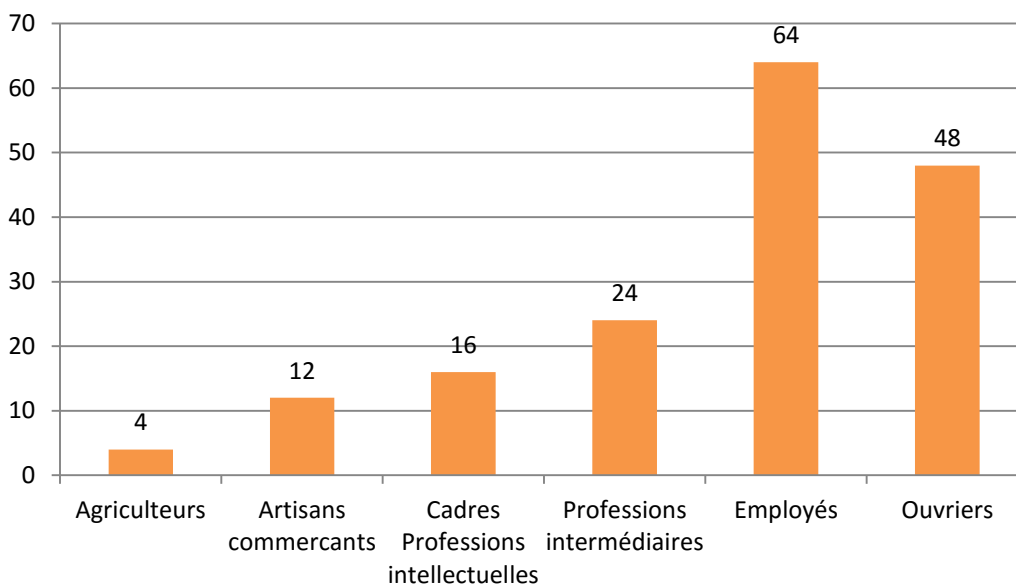
Entre 1999 et 2011, la population active de Saint-Romain-le-Noble est passée de 203 à 214 personnes. La proportion entre salariés et non salariés reste sensiblement identique. Le nombre de chômeurs qui avait diminué de moitié entre 1999 et 2006 entraînant une baisse du taux de chômage de 13,8 % à 8,3 %, a augmenté légèrement ; le taux de chômage atteint 10 % en 2011.

Lieu de travail de la population active ayant un emploi



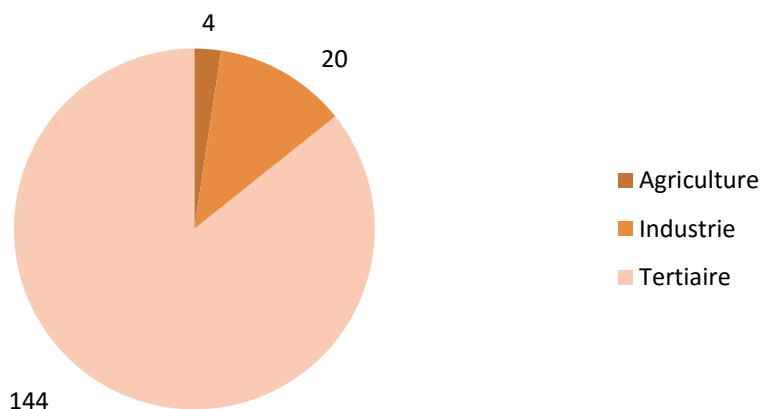
En ce qui concerne le lieu de travail de la population active, en 2006, plus de 89 % des actifs travaillaient sur une autre commune que Saint-Romain-le-Noble, leur commune de résidence. Entre 1999 et 2006, ce taux est d'ailleurs en augmentation. En effet, dans le même temps, le nombre d'actifs habitant à Saint-Romain-le-Noble et travaillant sur cette même commune est passé d'un peu plus de 21 % à près de 11 %. Ce phénomène peut s'expliquer par la diminution du nombre d'agriculteurs, d'artisans et de commerçants sur la commune et par la proximité d'Agen et de la centrale nucléaire de Golfech, qui sont des zones d'emplois importantes pour la population de Saint-Romain-le-Noble. Néanmoins entre 2009 et 2011, on voit le nombre d'actifs ayant un emploi sur la commune augmenter pour représenter 13,8 %.

Catégories socio-professionnelles de la population active de Saint-Romain le Noble en 1999



Source : INSEE

Type d'emploi des ménages de Saint-Romain le Noble en 1999



Source : INSEE

En 1999, les 168 personnes comptant dans la population active ayant un emploi à Saint-Romain-le-Noble étaient principalement des employés et des ouvriers (112 personnes, soit 2/3 de la population active ayant un emploi). Les agriculteurs étaient au nombre de 4 tandis que les artisans, commerçants, cadres et représentants des professions intellectuelles supérieures et des professions intermédiaires constituaient entre une dizaine et une vingtaine d'individus.

De plus, la catégorie drainant le plus d'actifs à Saint-Romain-le-Noble est l'activité tertiaire avec 144 actifs en 1999, soit presque 89 % des actifs ayant un emploi. La même année, 20 personnes travaillaient dans l'industrie et aucune dans la construction.

2. Les activités économiques

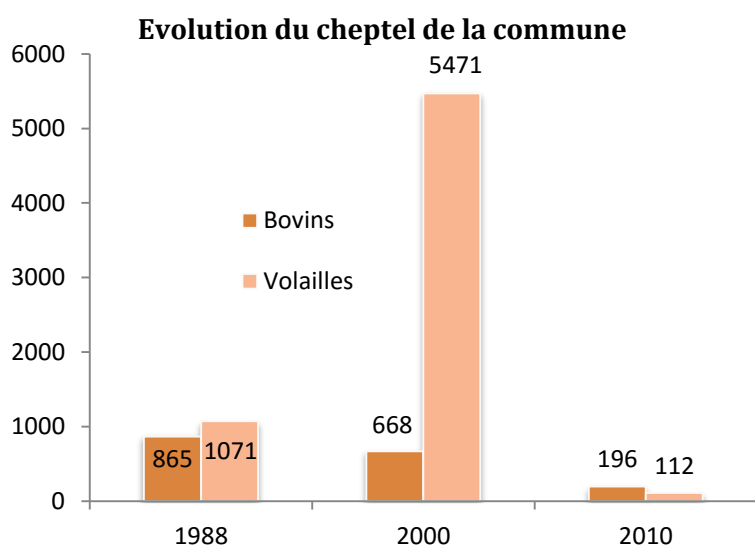
a. Les activités agricoles

Année	Nombre d'exploitations	Surface Agricole Utile moyenne par exploitation (en ha)
1988	22	19
2000	17	30
2010	15	22,6

Source : AGRESTE

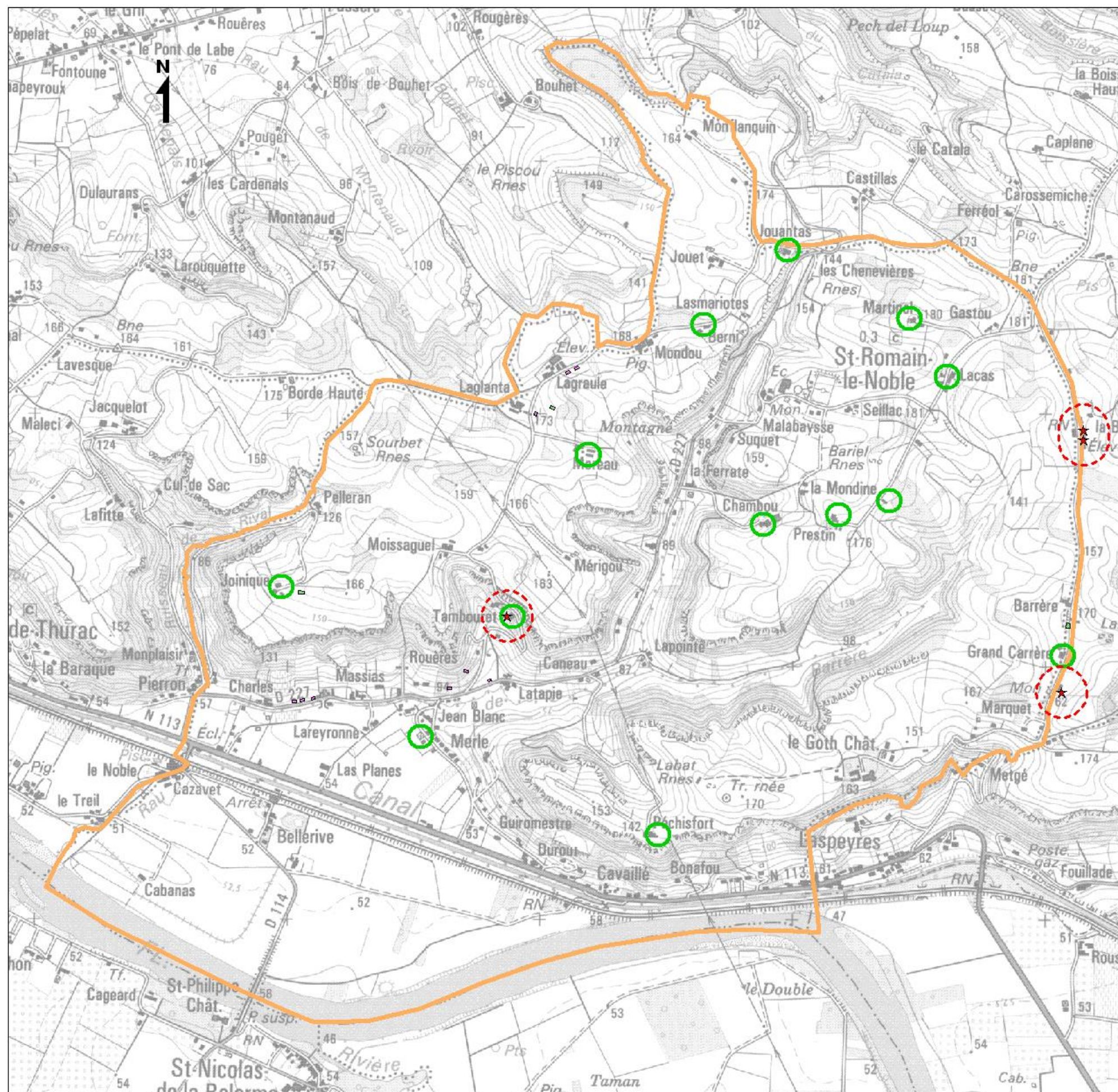
Sur Saint-Romain-le-Noble, le nombre d'exploitations agricoles ayant leur siège sur la commune est en diminution constante depuis 1988 tandis que la surface agricole utile (SAU) exploitée par les agriculteurs est en augmentation.

En 2012, 14 exploitations ont leur siège sur la commune et 5 autres exploitations, qui n'ont pas leur siège sur la commune, y exploitent quand même des terres (Source : Mairie) (cf. carte agricole).



Source : AGRESTE

Les exploitations faisant de l'élevage bovin étaient au nombre de 9 en 2000, tout comme en 1988. En revanche, en ce qui concerne l'élevage de volailles, le nombre d'exploitations est passé de 14 en 1988 à 10 en 2000. Pour autant, malgré la baisse du nombre d'exploitations concernées par l'élevage de volailles, le nombre de volailles a plus que quintuplé entre 1988 et 2000, passant d'environ un millier à presque 5500 bêtes. Néanmoins, l'élevage qui devait posséder de nombreuses volailles a dû quitter la commune de Saint-Romain-le-Noble depuis le début des années 2000 car les élus n'ont pas la connaissance d'un élevage aussi important de volailles sur la commune. En ce qui concerne le cheptel bovin, celui-ci a légèrement diminué entre 1988 et 2000. La déprise de l'élevage se fait plus fortement sentir entre 2000 et 2010.



Carte Agricole

Avril 2010

Commune de St Romain le Noble

Echelle : 1/15000

LEGENDE

Siège exploitation

★ Bâtiment d'élevage
 et périmètre de 100 m



Elevage bovin à « Lacas »



Cultures à « Merle »

Enfin, entre 1988 et 2000, la SAU en grande culture est restée relativement stable (246 ha en 1988 et 256 ha en 2000).

Il ne reste plus qu'une petite vigne sur la commune de Saint-Romain-le-Noble alors qu'autrefois, chaque exploitation disposait de sa parcelle de vigne, essentiellement pour de l'autoconsommation. Ces vignes ont été, pour la majorité, arrachées dans les années 1990. Néanmoins, il est à noter que la commune se trouve dans l'aire d'appellation d'origine vin de qualité supérieure Coteaux du Bruilhois (AOVDQS).

L'irrigation, n'est pas présente sur les hauteurs de la commune mais un peu au sud, par pompage dans le canal. Il n'y a pas d'Association Syndicale Autorisée (ASA) d'irrigation sur la commune. Il existe un seul lac collinaire, mais il n'est pas utilisé.

En ce qui concerne l'aptitude des sols à l'agriculture, selon les élus, les meilleures terres de la commune se trouvent au sud, dans la plaine de la Garonne et dans la plaine du ruisseau Le Colon. En effet, ces plaines sont propices à la culture du maïs. Quant aux coteaux et aux plateaux du nord, ils sont plus difficiles à travailler de par la topographie et la qualité des sols (terreforts). On y trouve des grandes cultures de type blé, tournesol, etc...

De plus, un facteur important montrant la qualité des terres agricoles est son coût. A Saint-Romain-le-Noble, le prix moyen des terres agricoles se situe autour de 4000 à 5000€/ha alors qu'en Lot-et-Garonne, en 2014, le prix des terres labourables atteignaient 6980€/ha. En comparaison, la valeur des terres en 2014 dans le Pays de Serres - Causses, où se situe Saint-Romain-le-Noble, était de 5250 €/ha (*DRAAF Aquitaine, 2016*).

Enfin, il est à noter qu'un agriculteur vient de prendre sa retraite et il n'y a aucun repreneur connu actuellement. Ainsi, le devenir de son exploitation reste incertain, tout comme pour trois autres agriculteurs qui pourraient prendre leur retraite dans moins de cinq ans, sans repreneur assuré.

b. Les activités commerciales, artisanales et de services

Aucun commerce ni service de proximité ne se trouvent sur la commune de Saint-Romain-le-Noble, les habitants de Saint-Romain-le-Noble vont donc sur les communes de Boé, Bon encontre, Valence d'Agen, Castelculier ou Puymirol pour trouver les différents services.

En revanche, deux artisans se trouvent sur la commune : un peintre en bâtiment au lieu-dit « Guiromestre » et l'entreprise Irri 2000 (irrigation, plomberie, électricité...) au lieu-dit « Le Noble ».

c. Les activités industrielles

Aucune activité industrielle ne se trouve sur la commune de Saint-Romain-le-Noble.

d. Les activités touristiques

Le potentiel touristique de la commune est réel de par la qualité des paysages et la présence du canal latéral à la Garonne. Il semble d'ailleurs que cette activité prend de l'essor sur la commune, sachant que faute de site de caractère exceptionnel, Saint-Romain-le-Noble est plutôt concernée par un tourisme de proximité. C'est d'ailleurs vers cette voie que la commune avec l'aide de la Communauté de Communes des Deux Séounes et du Conseil Général du Lot-et-Garonne s'est lancée avec la création de boucles de randonnées et avec le projet de mise en place d'une halte pique-nique accompagnée d'un site de pêche le long d'un chemin de randonnée.

Cependant, depuis la fermeture du gîte au lieu-dit « Bellerive », aucun hôtel, gîte ou chambre d'hôte ne se trouve sur la commune de Saint-Romain-le-Noble. Cette activité serait peut-être à rechercher par la mairie pour attirer quelques touristes attachés au tourisme vert.

Un nouveau chemin de Saint-Jacques de Compostelle a été créé sur la commune ; il relie Moirax et Moissac en passant par l'église Saint-Marin. C'est un atout de plus pour dynamiser le tourisme « culturel » sur la commune.



Panneaux indiquant les sentiers de randonnées

III Analyse de l'Etat initial de l'environnement

A. Le climat

Saint-Romain-le-Noble est situé à environ 18 kilomètres d'Agen, station météorologique la plus proche. Cette station a été ouverte en 1939.

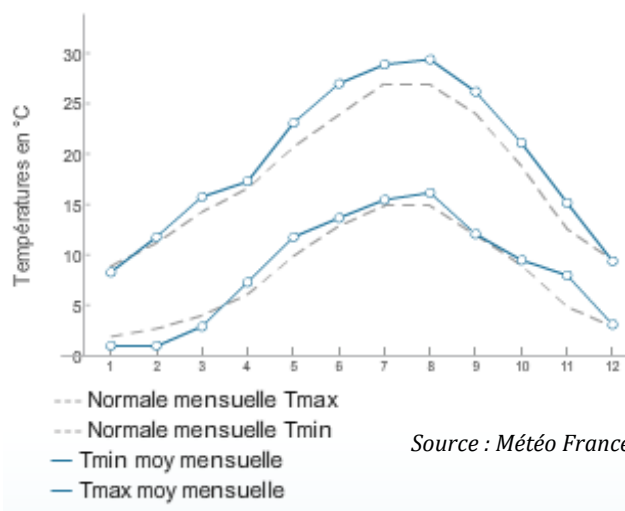
Saint-Romain-le-Noble possède un climat tempéré avec des automnes et des hivers doux, des printemps le plus souvent pluvieux et humides, ainsi que des étés assez chauds et secs.

1. Les températures

En ce qui concerne les températures, la moyenne annuelle est de 12,95°C. Les mois les plus froids sont les mois de Janvier et Février, alors que les mois de Juillet et Août sont les plus chauds.

Pour 2009, la moyenne des températures minimales a été de 8,5°C et la moyenne des températures maximales de 19,5°C.

De plus, le record de température la plus faible a été de -21,9°C le 15 Février 1956 alors que le jour le plus chaud a été le 1^{er} Aout 1947, avec une température de 41°C.

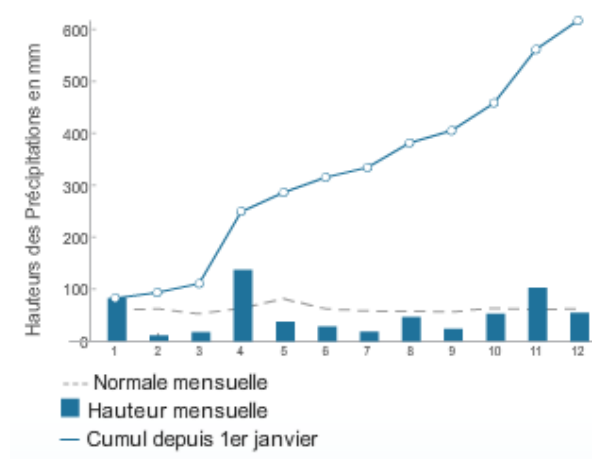


2. Les précipitations

En 2009, le cumul annuel des précipitations de la station météorologique d'Agen a été de 617,8 mm alors que la moyenne annuelle des précipitations entre 1971 et 2000 était de 748 mm.

De plus, en 2009, il y a eu 89 jours de pluie alors qu'en moyenne, la ville d'Agen compte 112 jours de pluie par an. L'année 2009 a donc été une année sèche et les mois les plus pluvieux ont été les mois de janvier, d'Avril et de Novembre.

Source : Météo France

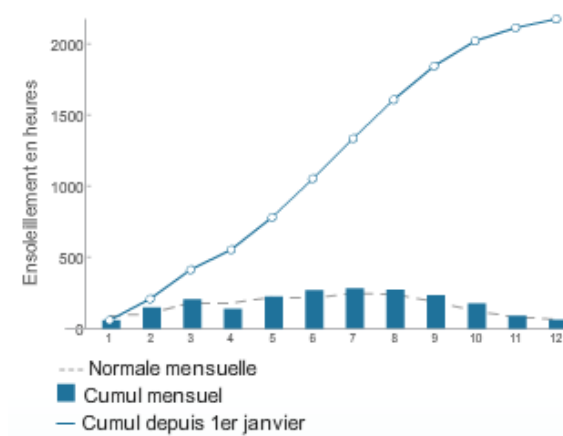


3. L'ensoleillement

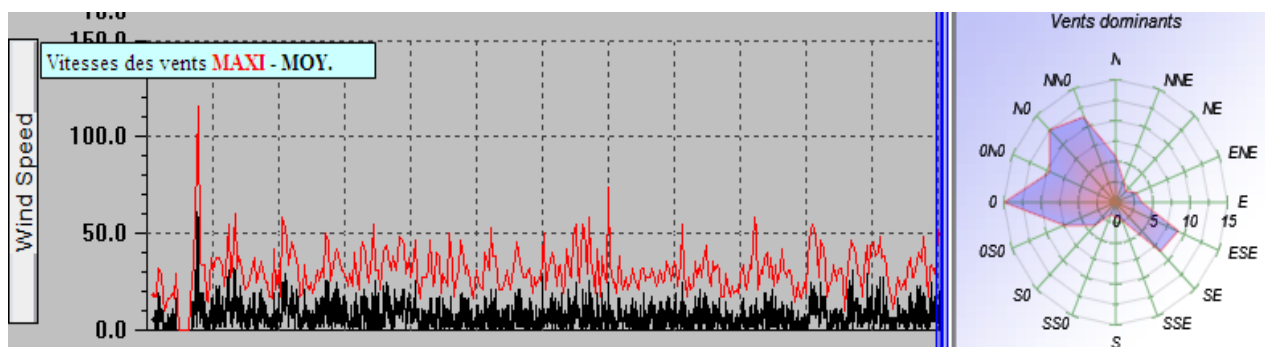
La durée d'insolation en 2009 a été de 2176 h, ce qui est fortement supérieur à la moyenne annuelle d'insolation (entre 1971 et 2000) qui est de 1957 h. L'année 2009 a donc été particulièrement ensoleillée.

Le nombre moyen de jours avec un faible ensoleillement est de 126 jours par an alors que le nombre moyen de jours avec un fort ensoleillement est de 72 jours par an.

Source : Météo France



4. Les vents



Source : Station météorologique de Moirax

A Moirax, station de référence la plus proche de Saint-Romain-le-Noble, commune située au sud d'Agen, les vents dominants relevés proviennent principalement de l'Ouest et du Nord-Ouest. En 2009, la vitesse moyenne du vent était de 6,8 km/h et la vitesse maximale relevée lors d'une rafale de vent a été de 115,9 km/h le 24 Janvier, lors de la tempête Klaus.

Les élus de Saint-Romain-le-Noble tiennent à préciser que le vent d'est est également important au printemps (avril et mai) et à l'automne (octobre notamment).

5. Les orages

En ce qui concerne les orages, la station météorologique d'Agen a relevé une moyenne de 30 jours d'orage par an entre les années 1961 et 1990 alors que la moyenne nationale est de 22 jours d'orage par an.

B. La structure géomorphologique

Les données actuelles ont été trouvées dans le dossier suivant : Etude préalable au zonage d'assainissement de Saint-Romain-le-Noble du Syndicat unifié d'Alimentation en eau potable et d'Assainissement du Sud du Lot (Juin 2004).

1. Le relief et la topographie

« La topographie de Saint-Romain-le-Noble est caractérisée par un relief assez accidenté sur la plus grande partie de la commune, il s'agit des coteaux du Pays de Serre. Dans un quart sud-ouest, les terrains sont plats, car ils sont situés dans la plaine de la Garonne.

Le point haut est localisé au nord-est, à 181 mètres, à l'intersection de deux routes communales, entre les lieux-dits Seillac et Lacas. Le point bas se trouve à 50 mètres à la pointe sud de la commune, au bord de la Garonne. L'altitude du bourg est d'environ 165 mètres. »



Reliefs à Saint-Romain-le-Noble



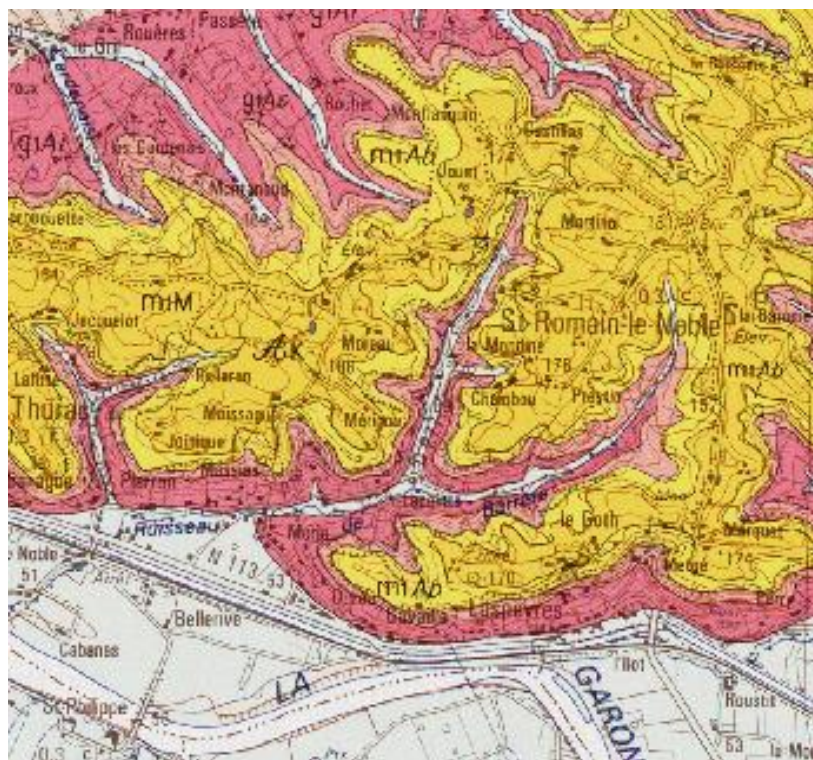
2. La géologie

« Les couches géologiques à l'affleurement datent de l'ère tertiaire et quaternaire. La structure géologique de la plaine de la Garonne est constituée d'alluvions récentes.

Le coteau est principalement caractérisé par les Molasses de l'Agenais (grès tendres, silts et argiles carbonatées et micacées). Les zones habitées se situent essentiellement dans ce secteur.

Sur le plateau, ce sont les calcaires blancs de l'Agenais qui prédominent en sous-sol. »

Carte géologique de Saint-Romain-le-Noble



Source : BRGM

Légende de la carte géologique :

Ère quaternaire :

- Ak : Altérites limono-argileuses de remplissage karstique (tâches noires sur fond jaune clair)
- Fy-z : Alluvions récentes : galets et graviers luisants, sables gris clair (blanc-gris)

Ère tertiaire :

Miocène : - m1Ab : Calcaires blancs de l'Agenais (jaune)

- m1M : Marnes à Ostrea aginensis : argiles carbonatées silteuses (orange)

Oligocène : - G1Ai : molasses de l'Agenais inférieur : grès tendres, silt, argiles silteuses, carbonatées micasées (rose foncé)

- G1As : molasses de l'Agenais supérieur : grès tendres, silt, argiles silteuses, carbonatées micasées (rose clair)

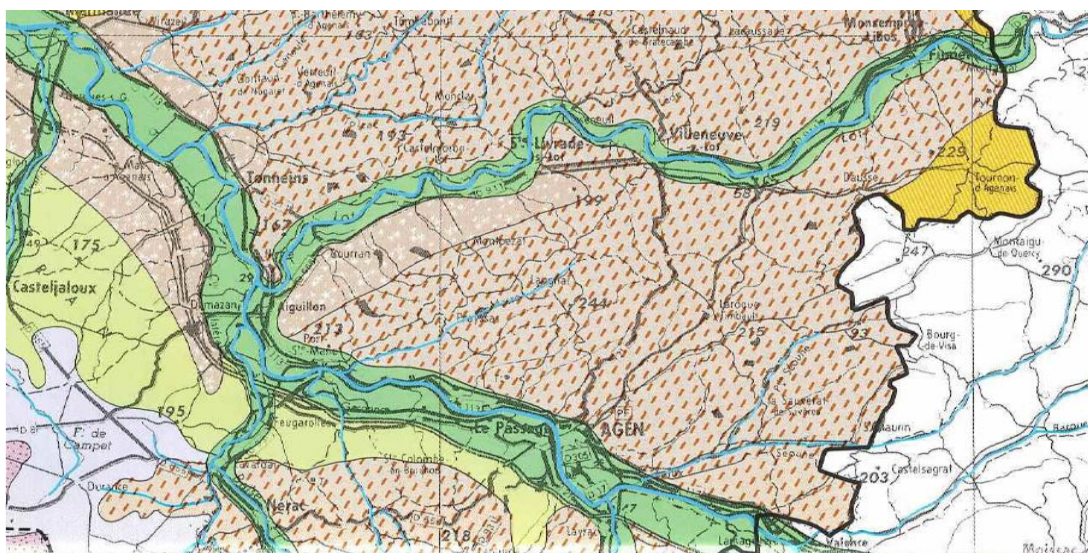
3. La pédologie

A Saint-Romain-le-Noble, les sols sont principalement des Terreforts sur molasses, excepté dans le lit de la Garonne où l'on retrouve des alluvions.

Les terreforts sur molasses appartiennent à la classe des sols calcimagnésiques, c'est-à-dire les sols bruns calcaires (carbonatés) et les sols bruns calciques (décarbonatés).



Les molasses de ces sols sont « des dépôts continentaux de remplissage du bassin aquitain durant l'Oligocène [ou le Miocène] (ère tertiaire) à la suite de l'érosion des Pyrénées et du Massif Central avec sa bordure. Ils ont pour faciès, vu la distance aux sources, des argiles limoneuses en général au moins faiblement carbonatées, des sables grossiers enrichis en calcaire à l'emplacement des anciens chenaux, localement des bancs minces de calcaires lacustre dans les dépressions de cet ancien immense piémont. »

Ces sols ont les mêmes propriétés physiques, chimiques et hydriques que les sols argilo-calcaires mais à la différence que leur pH est plus proche de la neutralité.



Carte pédologique – Source : Relance Agronomique Aquitaine, J. WILBERT, 1987

LEGENDE

-  Alluvions des basses vallées
-  Terreforts sur molasses

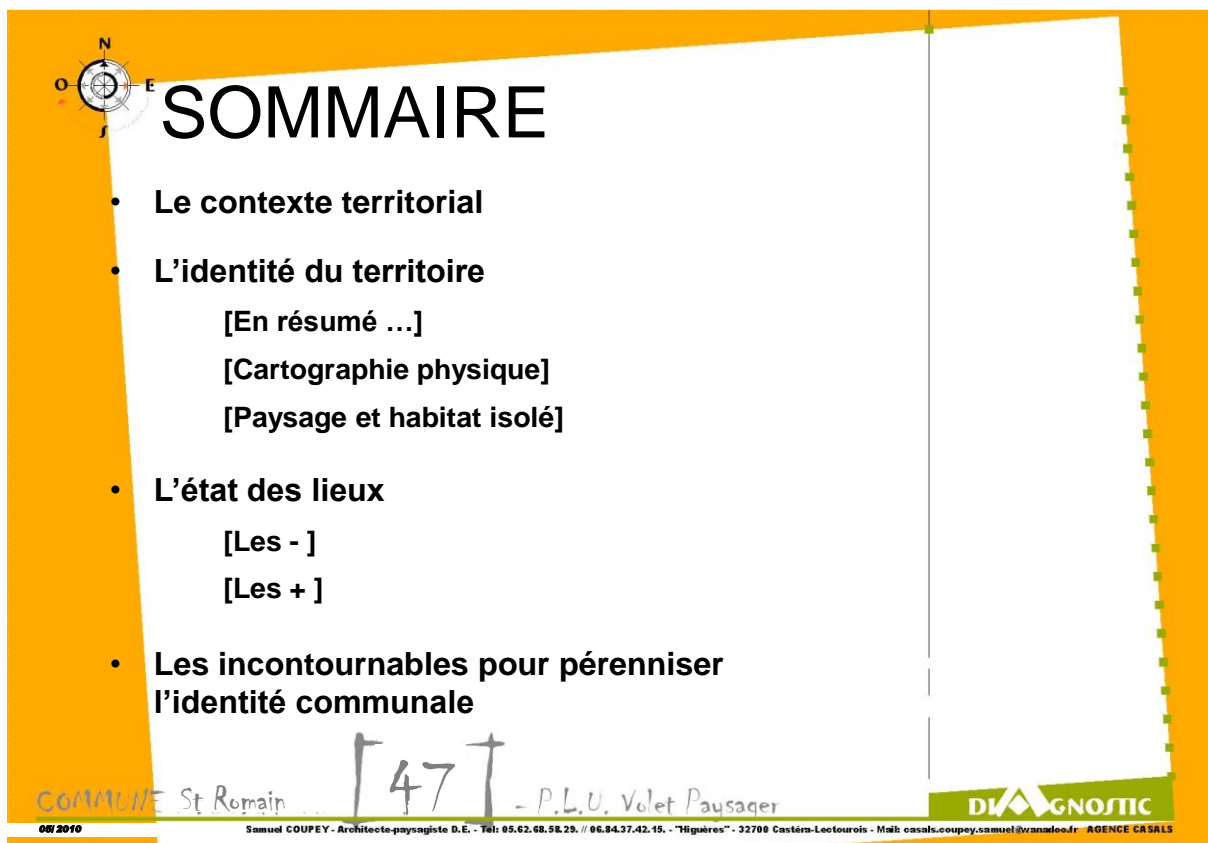
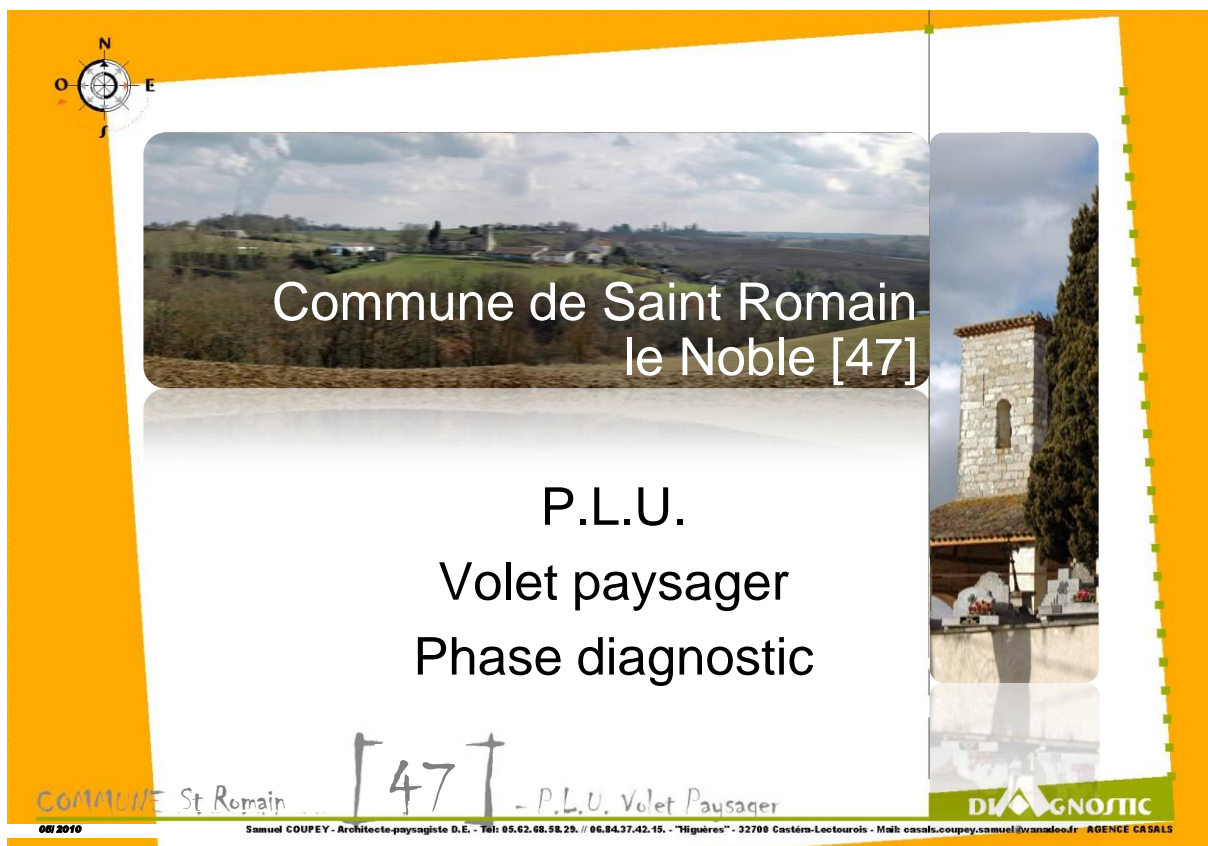
4. L'hydrologie et les milieux humides

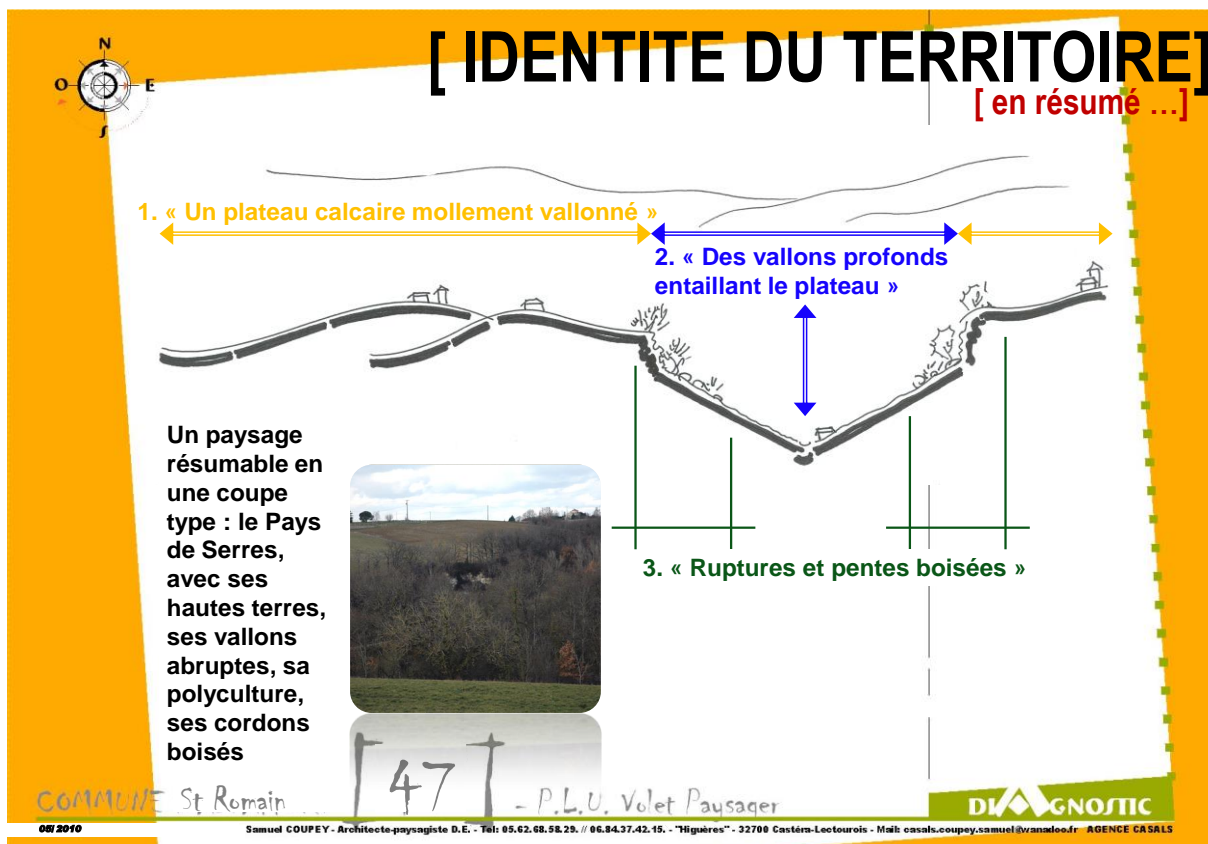
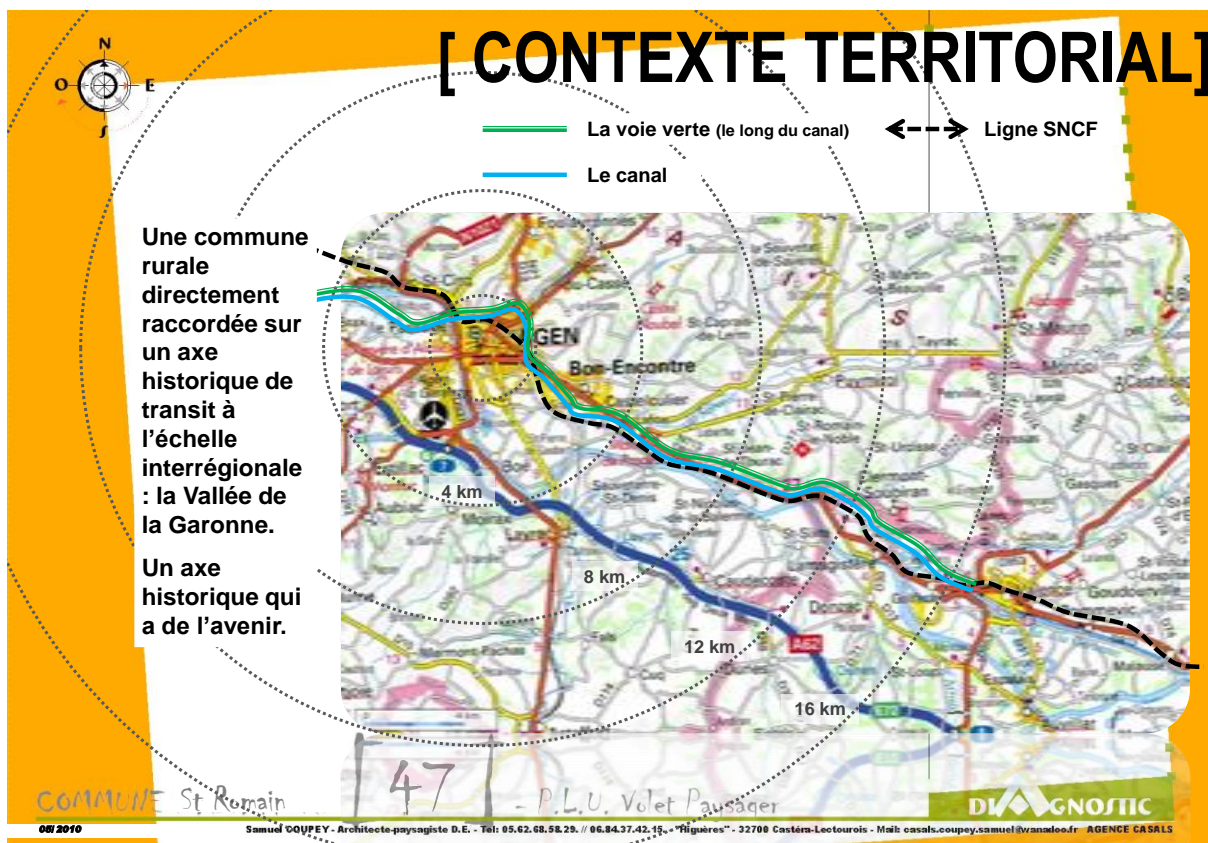
Saint-Romain-le-Noble est principalement située dans le bassin versant du ruisseau Le Colon, affluent de la Garonne. La confluence avec la Garonne est située en limite sud-ouest de la commune de Saint-Romain-le-Noble (cf. carte des voies de circulation et de l'hydrographie »).

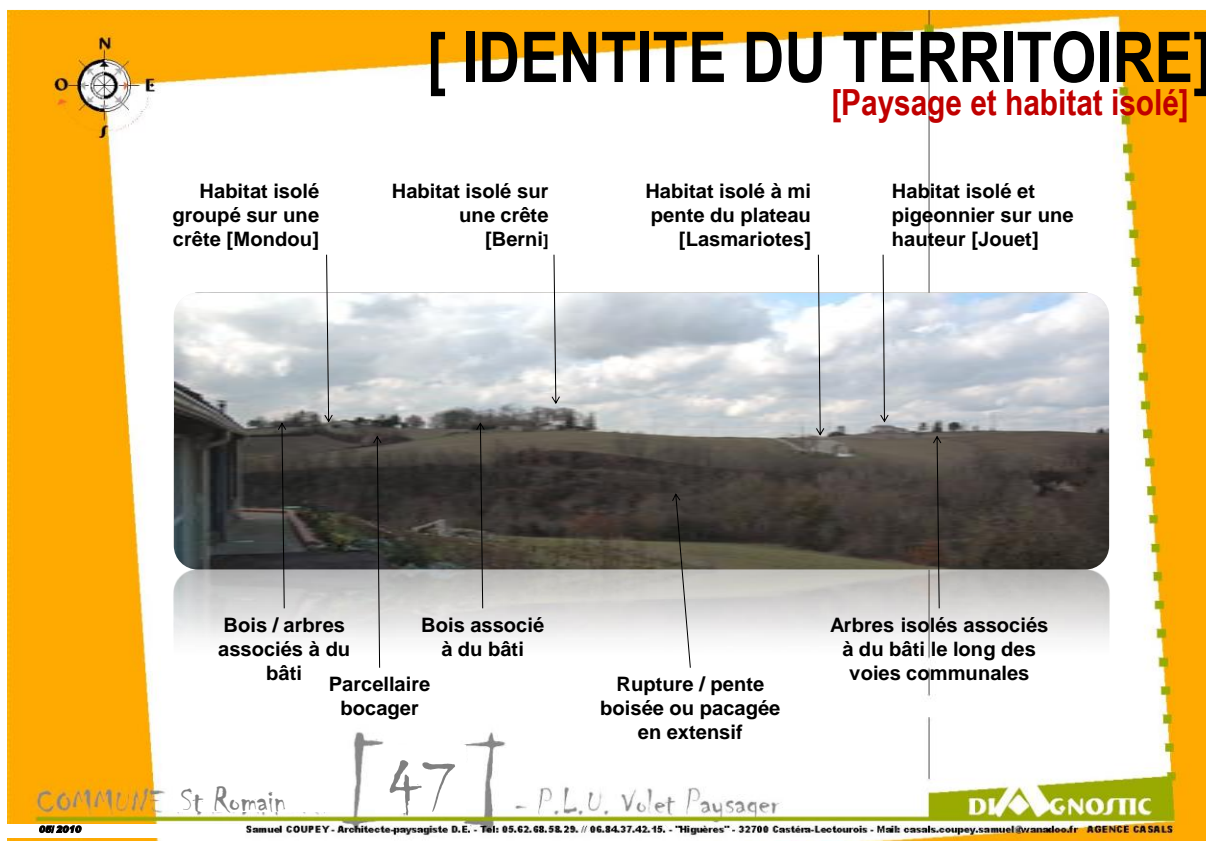
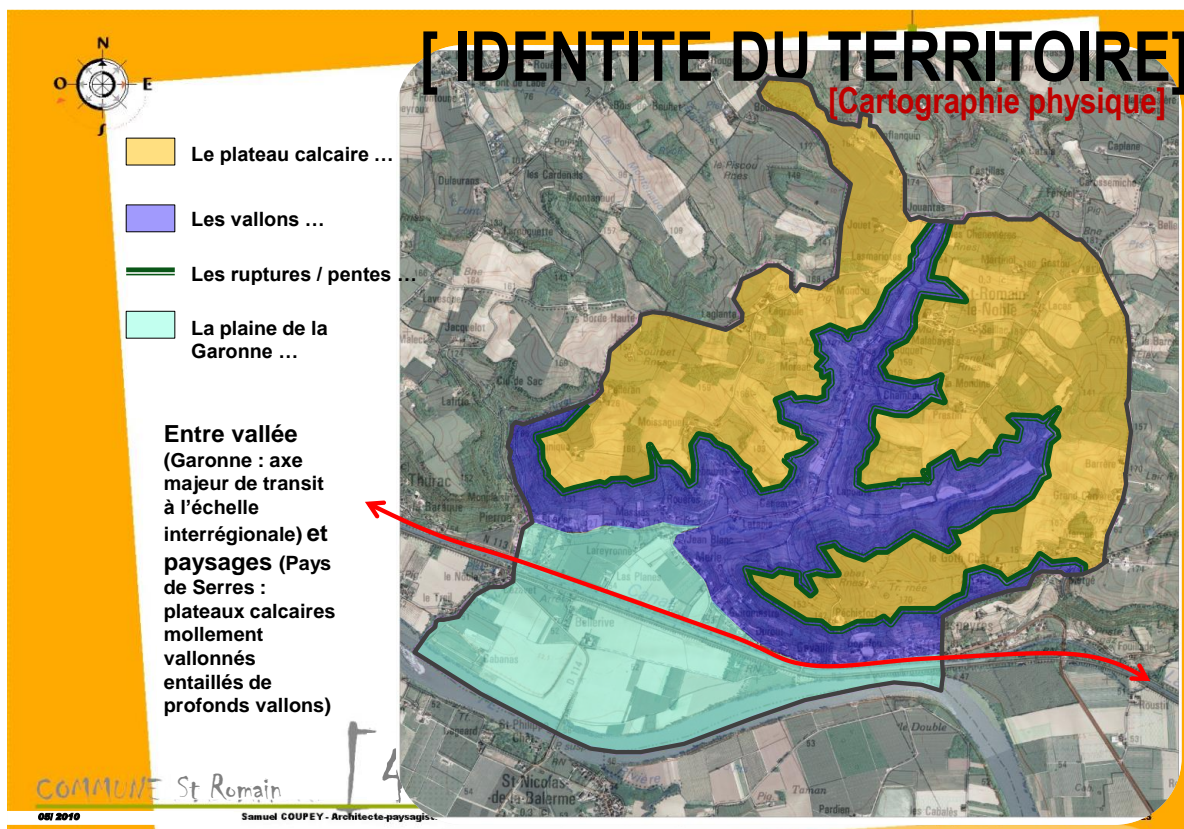
Le Colon possède deux affluents permanents qui prennent leur source sur Saint-Romain-le-Noble. Le premier, le Rau de Barrère s'écoule le long de la route départementale RD 277 et se jette dans Le Colon au centre de la commune, au niveau du lieu-dit Lapointe. Le second délimite l'ouest de la commune, il s'agit du ruisseau Le Rival.

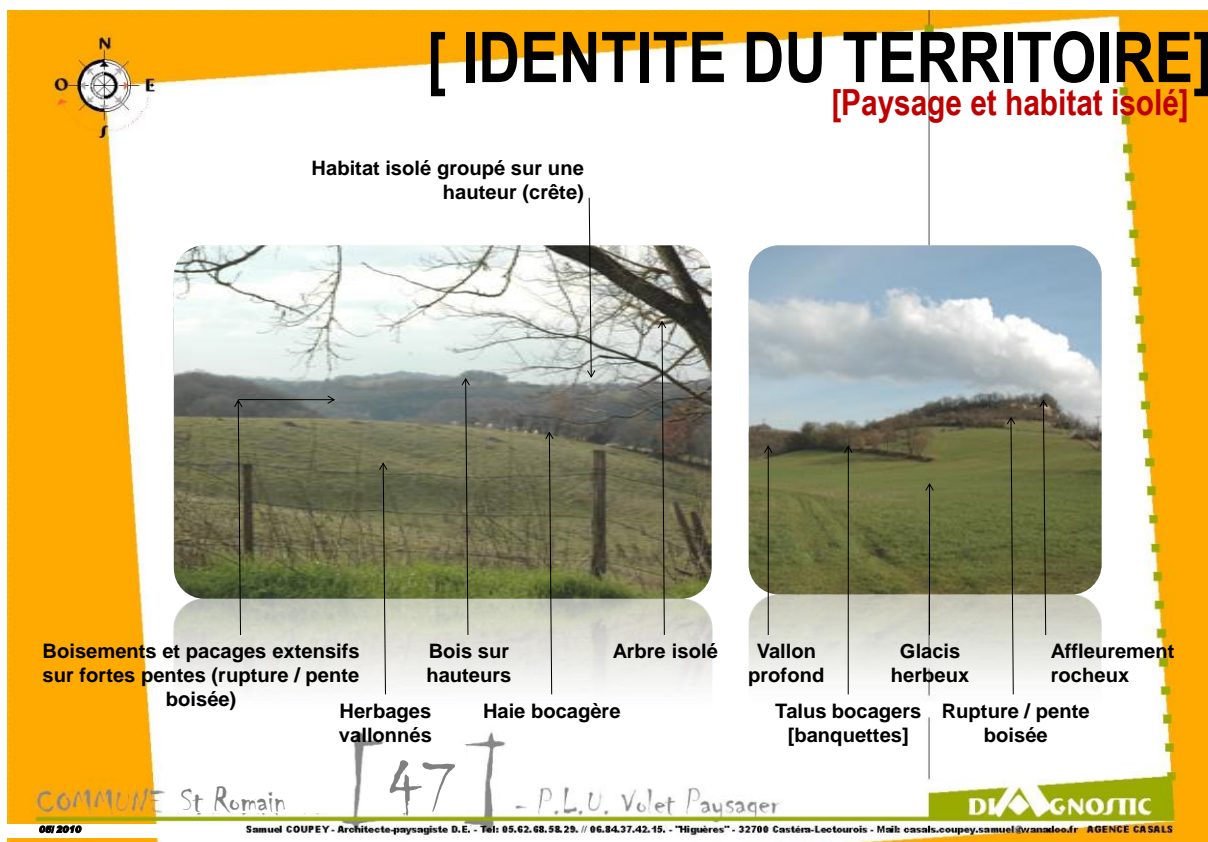
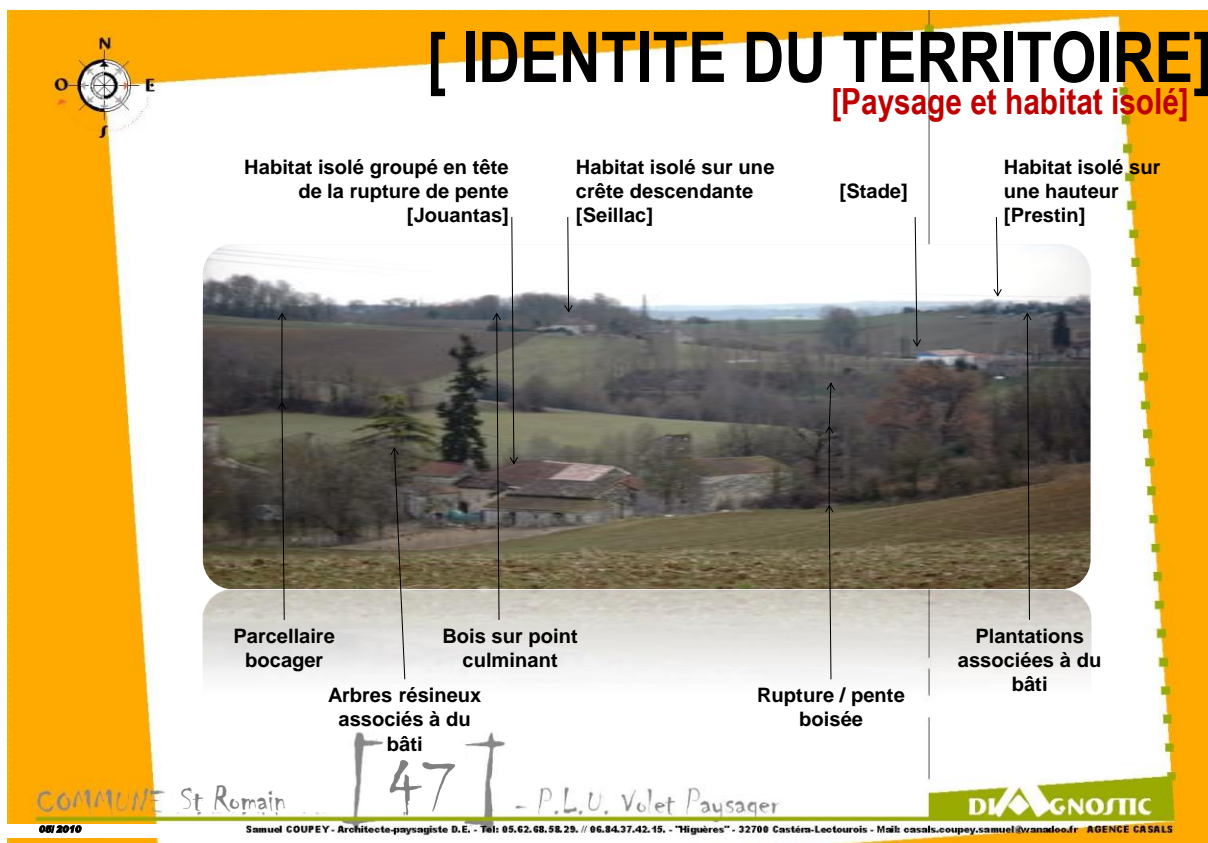
De plus, tout le sud de la commune est situé dans la vallée de la Garonne et le canal latéral à la Garonne longe la RD 813, la ligne de chemin de fer et la Garonne.

C. L'analyse paysagère







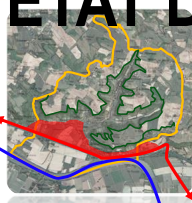






[ETAT DES LIEUX]

[Les -]

1. Un développement ces dernières décennies du bâti sur la vallée de la Garonne ayant entrainé un important déséquilibre
2. En conséquence, un paysage sur le pied de coteau de la Garonne ayant évolué vers un paysage « périurbain »
3. En parallèle – et bien que très modéré – le développement d'un bâti sur les hautes terres, le long des voies communales est bien présent – ponctuellement – dans le paysage
4. Un bourg qui s'est très peu développé (accueil de nouveaux foyers) et qui offre une image peu valorisante



RN 113




COMMUNE St Romain


[47]

- P.L.U. Volet Paysager

08/2010

Samuel COUPEY - Architecte-paysagiste D.E. - Tél: 05.62.68.58.29. // 06.84.37.42.15. - "Higüères" - 32700 Castéra-Lectourois - Mail: casals.coupey.samuel@wanadoo.fr - AGENCE CASALS



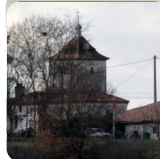



DIAGNOSTIC



[ETAT DES LIEUX]

[Les +]

1. Un paysage du Pays de Serres très préservé
2. Des éléments de structure du paysage (haies, bois, talus boisés) encore bien présents ... et structurants !
3. Un bâti ancien restauré, de qualité, avec ses nombreux pigeonniers

COMMUNE St Romain


[47]

- P.L.U. Volet Paysager

08/2010

Samuel COUPEY - Architecte-paysagiste D.E. - Tél: 05.62.68.58.29. // 06.84.37.42.15. - "Higüères" - 32700 Castéra-Lectourois - Mail: casals.coupey.samuel@wanadoo.fr - AGENCE CASALS

DIAGNOSTIC



[LES INCONTOURNABLES]

[pour pérenniser l'identité communale]

<p>Éléments d'identité communale</p>	<p>Réflexions « socle » pour le PADD</p>
<p>→ Une commune rurale « tiraillée » par la pression foncière le long de la RN 113</p> 	<p>→ Mettre un terme à un urbanisme de pression et de réseau déséquilibrant la commune</p> <p>→ Développer un projet ambitieux et novateur pour le bourg</p> 
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;"> <p>→ un projet en accroche immédiate</p> <p>→ un projet compact</p> <p>→ un projet « mutualisateur » (réseau de chaleur)</p> <p>→ un projet social (école, ...)</p> <p>→ un projet qui <u>recentre</u> la commune</p> </div> <div style="width: 50%; text-align: right;">  </div> </div>	

COMMUNE St Romain

[47]


- P.L.U. Volet Paysager

Samuel COUPEY - Architecte-paysagiste D.E. - Tél: 05.62.68.58.29. // 06.37.42.15. - "Higüères" - 32700 Castéra-Lectourois - Mail: casals.coupey.samuel@wanadoo.fr - AGENCE CASALS



[LES INCONTOURNABLES]

[pour pérenniser l'identité communale]

<p>Éléments d'identité communale</p>	<p>Réflexions « socle » pour le PADD</p>
<p>→ Une implantation du bâti clairement identifiée (hautes terres), sous forme d'habitat isolé, parfois « groupé »</p> 	<p>→ Limiter le développement de l'habitat isolé, même groupé afin de préserver la densité actuelle dans le paysage tout en prévoyant si nécessaire quelques implantations groupées en confortement. Nécessité alors d'une réglementation forte et expliquée</p>
<p>→ Des éléments de structure du paysage nombreux, encore denses parfois</p> 	<p>→ Développer une politique forte de préservation des haies, bosquets, bois, talus boisés pour des raisons paysagères, mais aussi environnementales</p>
<p>→ Une petite commune rurale, avec une gare (3 arrêts / jour), une poste, une voie verte, un canal navigable ... à 15 minutes du cœur d'Agen</p> 	<p>→ Saisir l'opportunité de la gare notamment pour développer un projet de mini pôle multimodal sur le site de la station (parking, covoiturage vers le bourg, ...)</p> <p>→ Idem avec la voie verte et le canal pour un volet tourisme vert</p>

COMMUNE St Romain

[47]

- P.L.U. Volet Paysager

Samuel COUPEY - Architecte-paysagiste D.E. - Tél: 05.62.68.58.29. // 06.37.42.15. - "Higüères" - 32700 Castéra-Lectourois - Mail: casals.coupey.samuel@wanadoo.fr - AGENCE CASALS

D. L'analyse environnementale

1. L'occupation du sol

L'agriculture, au sens large occupe (terres arables, prairies, vergers, prés...), plus de 63 % des 852 ha de terres de la commune de Saint-Romain-le-Noble, soit un total de 539 ha (cf. carte occupation des sols).

La forêt et les bois, quant à eux, représentent 144 ha.

Types d'occupation du sol	Superficie (en ha)	
Terres arables	256	539 ha
Prairies	183	
Vergers	7	
Prés	92	
Vigne	1	
Forêt	76	144 ha
Futaie	68	

Source : Cadastre 2007 de Saint-Romain-le-Noble

Le reste de la commune est occupé par l'urbanisation (voiries, bâtis, jardins...) et les masses d'eau (la Garonne, les ruisseaux, les points d'eaux).

2. Les composantes naturelles

a. Les milieux naturels

Les milieux naturels couvrent environ 1/3 du territoire de la commune. L'essentiel de cette surface se localise le long du ruisseau le Colon. En fond de vallon, une ripisylve souvent de faible largeur vient faire l'interface entre le cours d'eau et des prairies (paturées) souvent à caractère humide. En montant sur les coteaux, la forêt est très présente, avec parfois quelques zones de landes arbustives, et de pelouses sèches. Les milieux ouverts, de type prairies paturées ou fauchées occupent aussi une part importante des biotopes de la commune.

Forêts et boisements (148,63ha soit 17,49% de la commune)






Trois types de boisements se rencontrent sur la commune de Saint Romain le noble, tous composés d'essences feuillues :

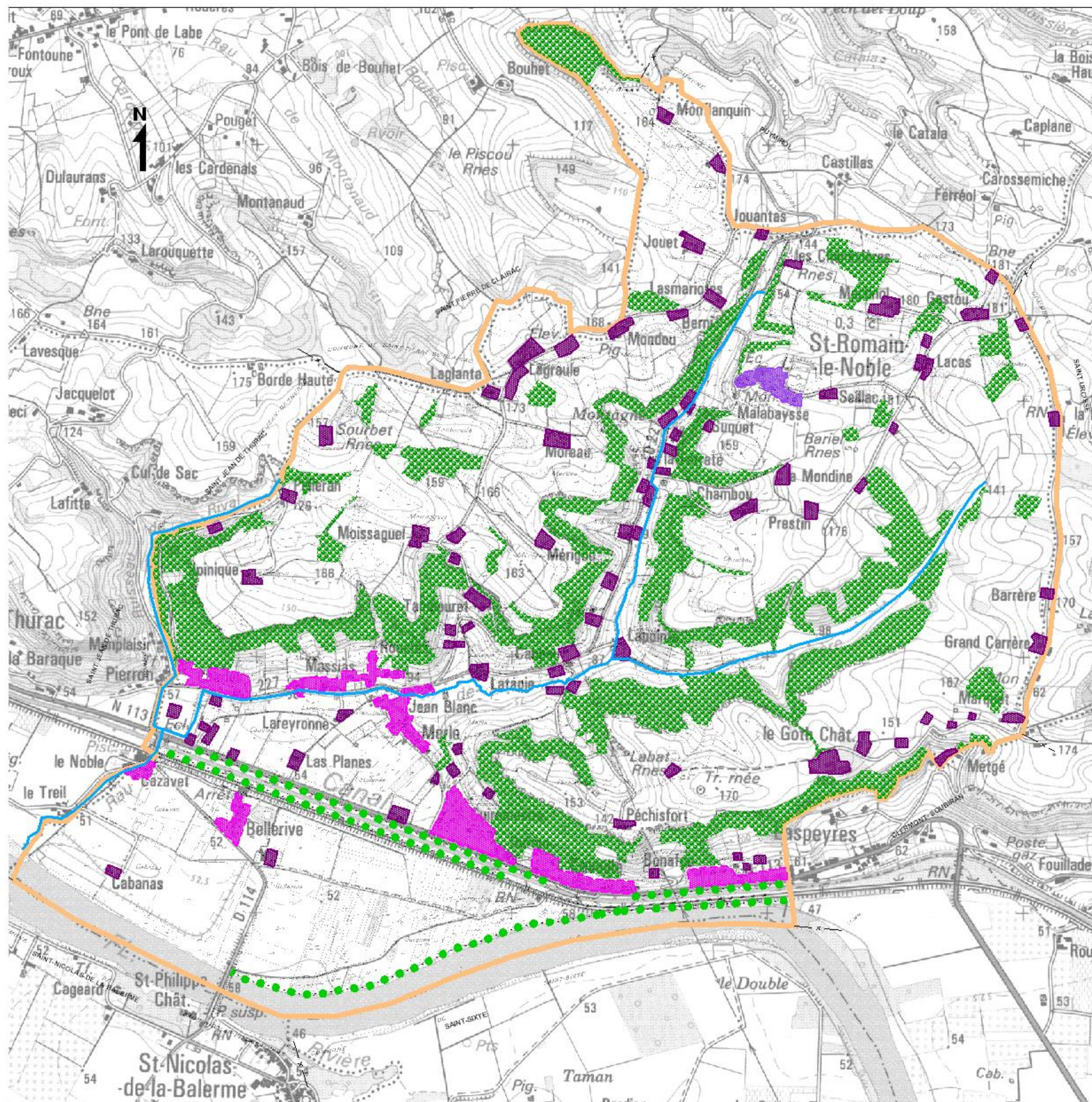
- Forêt fermée de feuillus (59,41ha) : il s'agit de boisements denses composés de chêne, châtaignier, charme pour l'essentiel. On y trouve peu de clairière ou d'ouverture. La moyenne d'âge des arbres y est assez élevée.
- Forêt ouverte de feuillus (86,72) : Il s'agit ici de boisements moins denses, où les essences arbustives sont encore très présentes, avec une évolution du milieu assez rapide allant de la lande arbustive vers un boisement feuillu.
- Plantation de peupliers (2,81) : Située au bord de la Garonne, cette plantation est déconnectée des autres boisements, et présente un intérêt faible du fait de son caractère mono spécifique.

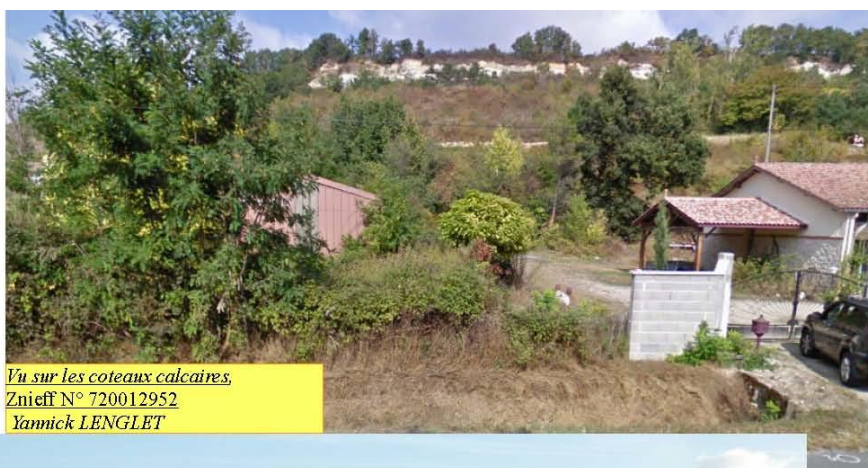
Avril 2010

PLAN LOCAL D'URBANISME Commune de St Romain le Noble

CARTE Occupation du sol
Echelle : 1/15000

-  Zone boisée
-  Alignement d'arbres
-  le Bourg
-  Zone d'habitat
-  Zone d'habitat diffus et groupé

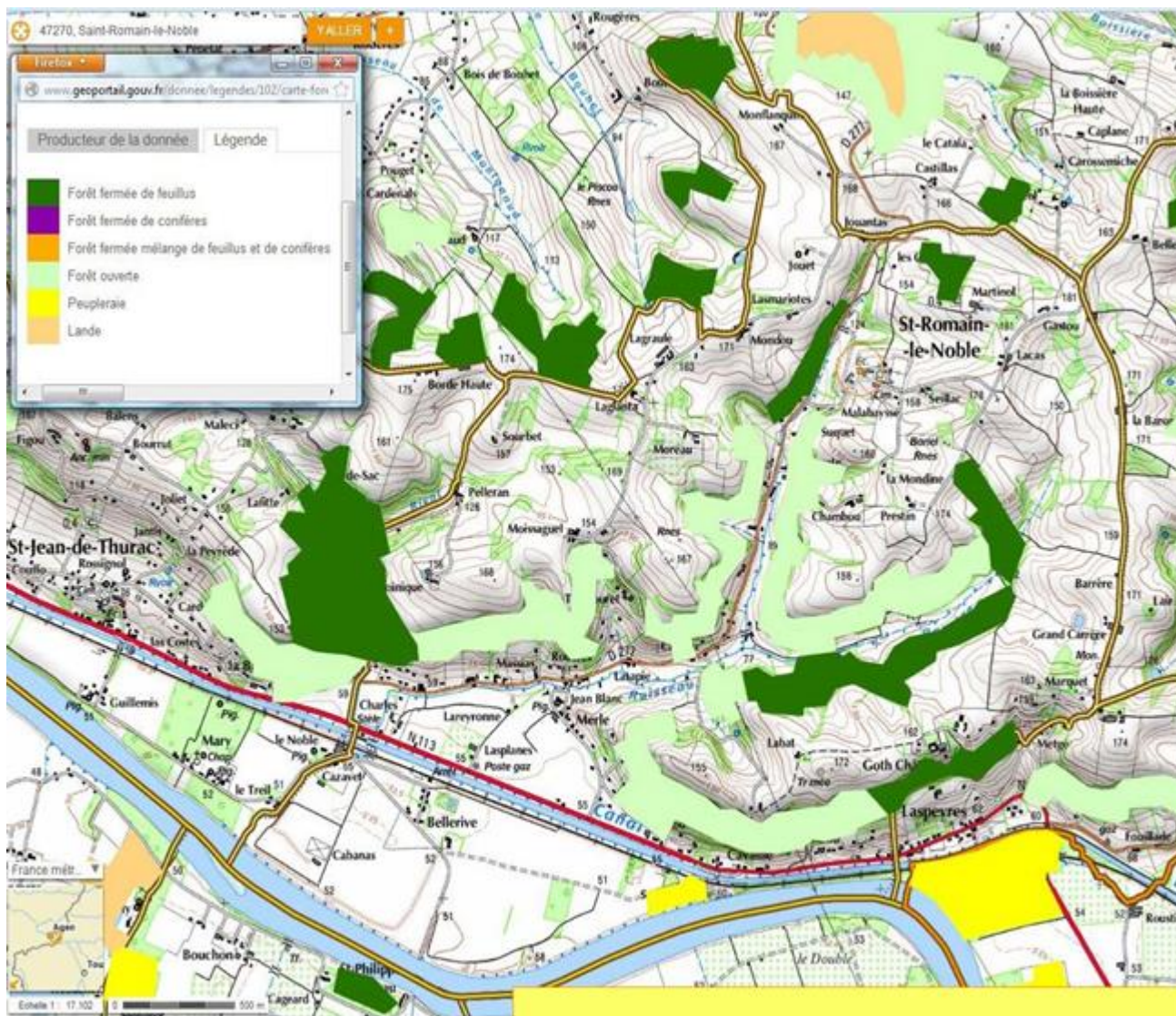




Le milieu forestier représente un réservoir de biodiversité important, avec en particulier :

- des insectes tels que le lucane cerf-volant ou le grand capricorne,
- des amphibiens avec la grenouille agile ou la salamandre tachetée,
- l'avifaune forestière très variée (rapaces, pics, passereaux cavernicoles, etc...)
- des mammifères (petits carnivores allant jusqu'à la genette, ongulés)

Il joue par ailleurs un rôle important au titre des corridors écologiques.



Cartographie des Boisements – Source Géoportail

Ripisylves

La ripisylve définit le boisement qui colonise les berges des cours d'eau. Sa composition type comprend l'aulne glutineux, le frêne élevé, le saule. D'autres espèces de nature invasive comme le robinier faux acacia, l'érable negundo, le peuplier, viennent s'y rajouter.

Ce milieu naturel, s'il est de bonne qualité, joue des rôles écologiques primordiaux. Zone de transition pour le milieu terrestre et le milieu aquatique, on parle d'écotone, filtrage des particules chimiques (phosphates, nitrates) par le système racinaire fixation et maintien des berges, corridor écologique pour l'avifaune, la faune aquatique et deux espèces de mammifères à forte valeur patrimoniale : la Loutre d'Europe et le Vison d'Europe. Etc.

Ce type de boisement, si sa naturalité est typique, est identifié comme un habitat d'intérêt prioritaire : 91E0* : Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior*. Cet habitat n'a pas été identifié sur la commune de Saint Romain le Noble.

Ce milieu est localisé le long du ruisseau le Colon et de ses affluents et le long de la Garonne. D'une naturalité assez faible de par sa composition et sa représentation (largeur de la bande, proportion d'arbres par rapport aux arbustes, essences autochtones pas assez présentes), ce biotope a du mal à jouer tous les rôles abordés ci-dessus. Il apparaît peu probable que la Loutre et le Vison soient présents sur le territoire de la commune.

Landes et pelouses sèches (1,71% du territoire)

A l'état de relique, tellement leur représentation est faible sur la commune, les pelouses sèches et landes offrent un fort intérêt naturaliste en accueillant une flore variée, composée d'orchidées sauvages, d'espèces méditerranéennes, d'essences arbustives fructifères.

L'intérêt faunistique réside en la présence d'une grande variété d'insectes (lépidoptères, orthoptères), d'oiseaux insectivores (fauvettes, pie-grièche, entre autres...), reptiles et amphibiens.

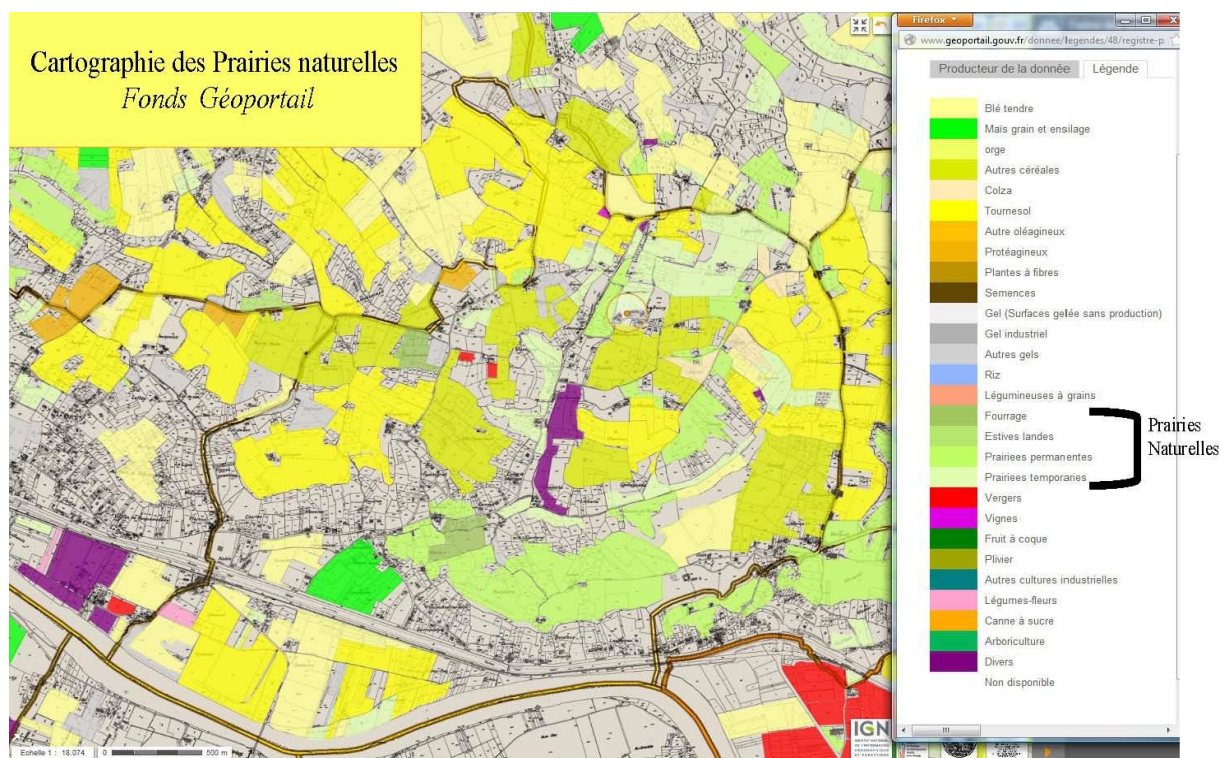
Ce biotope, menacé un peu partout dans notre région, est à conserver de façon prioritaire partout où sa naturalité est importante (présence d'une flore typique, diversité d'orchidacées, exposition au sud). (Voir carte ci-dessous)



Prairies naturelles et semi-naturelles (20% du territoire)

Intégrées dans la surface agricole, les prairies en herbe (pâturées ou fauchées) se rencontrent en culture de clairières principalement, entourées de haies ou de massifs boisés. Elles sont fauchées en été pour l'alimentation du bétail.

Ces milieux naturels participent à la diversité naturelle de la commune. Ils constituent des zones de nourrissage pour l'avifaune et la petite et moyenne faune, et des zones d'habitats pour certaines espèces d'oiseaux nichant au sol, ainsi que pour de nombreux insectes.



b. Zones naturelles inventoriées et/ou protégées et enjeux de protection

Arrêté Préfectoral de Protection de biotope (APPB)

La rivière Garonne est protégée par l'arrêté préfectoral de protection de biotope du 16 juillet 1993. Afin d'assurer le maintien en l'état des fonds de la rivière à usage de frai, de nourrissage ou d'abri pour les espèces :

- Esturgeon
- Saumon atlantique (*Salmo salar*),
- Truite de mer et Truite fario
- grande Alose (*Alosa alosa*),
- Alose feinte (*Alosa fallax*),
- Lamproie fluviatile (*Lampetra fluviatilis*),
- Lamproie marine (*Petromyzon marinus*).

Toutes actions ou travaux pouvant porter atteinte à l'équilibre biologique du milieu sont interdits. Sont notamment interdits les rejets d'effluents ne respectant pas les objectifs de qualité retenus pour la rivière.

Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

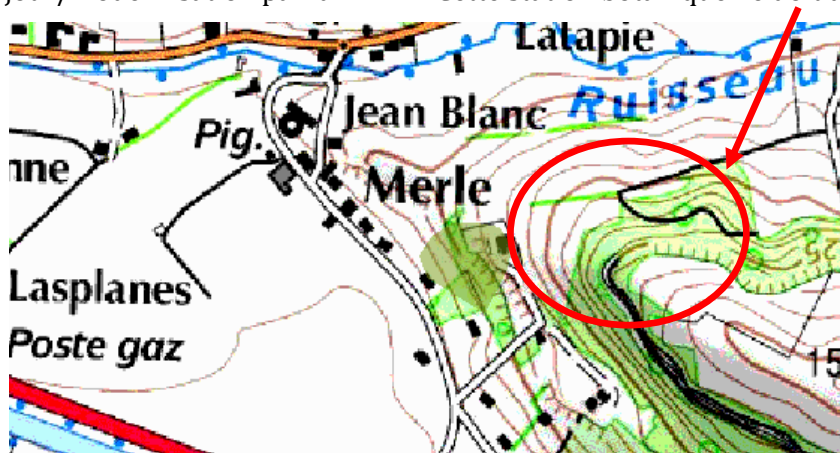
Une ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique faunistique et Floristique) est un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional. L'inventaire ZNIEFF est un outil de connaissance. Il ne constitue pas une mesure de protection juridique directe. Deux types de zones existent :

- les ZNIEFF de type 1, qui sont des zones d'une faible superficie, définies par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine national ou régional ;
- les ZNIEFF de type 2, qui sont de grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou offrant des potentialités biologiques importantes.

Une ZNIEFF de type 1 se trouve ainsi identifiée sur Saint-Romain-le-Noble. Ce site, répertorié comme la zone n° 48850000 a été inventoriée par la DIREN en 1986. Il s'agit de la **station botanique de Merle Haut et Merle Bas**. Elle se situe au lieu-dit « Merle » et occupe une superficie d'environ 1 ha.

Ce site est une station où l'on retrouve notamment la tulipe agenaise ou tulipe œil de soleil (*Tulipa Oculus Solis*), qui est une espèce protégée au niveau national.

Cette zone était valide jusqu'au 31 Décembre 1998 et ne fait pas l'objet d'une mise à jour/modernisation par la DIREN. Cette station botanique ne doit donc plus être très importante.



Source : DIREN Aquitaine, Fonds IGN, BD Carthage

Station Botanique de Merle Haut et Merle Bas



Tulipe de l'Agenais

Une ZNIEFF de type 2 a été récemment répertoriée « **Coteaux des Gascons et De Barrère** » répertoriée n° 720012952. Sa superficie totale est de 303 ha dont environ 186 ha sur la commune de Saint Romain le Noble. La ZNIEFF correspond à l'ensemble des coteaux calcaires, peu modifiés, des vallées des Gascons et de Barrère et une partie des coteaux de la vallée de la Garonne (à Laspeyres). Sont inclus les pelouses et landes sèches, les boisements thermophiles à chênes pubescents, les prairies de fauche ou de pâture exploitées extensivement. Sont exclus les cultures, les prairies fortement modifiées et les zones urbanisées.

Les enjeux se situent essentiellement autour de la présence d'espèces végétales protégées ou d'intérêt patrimonial (orchidacées, Tulipe d'Agen, tulipe jaune) et par la présence d'habitats naturels (fruticées, landes basses, pelouses sèches) accueillant un cortège important de lépidoptères et d'oiseaux.

Sites du réseau NATURA 2000

Le réseau NATURA 2000 est le réseau écologique européen cohérent de sites naturels. Son objectif principal est de favoriser le maintien de la biodiversité, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales, dans une logique de développement durable. Cet objectif peut requérir le maintien, voire l'encouragement d'activités humaines adaptées. Le réseau NATURA 2000 est composé des Zones de Protection Spéciale (ZPS), créées en application de la Directive « Oiseaux » et des Zones Spéciales de Conservation (ZSC), créées en application de la Directive « Habitats ». La Directive européenne n°92/43/CEE du 21 mai 1992 dite Directive « Habitats » encadre la conservation des habitats naturels de la faune et de la flore sauvages. Ces habitats cités par la directive (habitats côtiers et végétation des milieux salés, habitats d'eau douce, landes et fourrés tempérés, tourbières, habitat rocheux et grottes...) et les espèces animales et végétales notamment certaines espèces à enjeux inscrits sur les annexes des Directives Habitats et Oiseaux, qui leur sont inféodées (mammifères, reptiles, amphibiens, poissons, arthropodes, insectes et mollusques) ont fait l'objet d'un recensement par le Muséum National d'Histoire Naturelle et ont été codifiées (code Corine Biotope et Code NATURA 2000). Ce travail scientifique dont l'inventaire ZNIEFF a servi de base permet d'identifier les sites susceptibles d'intégrer le réseau NATURA 2000 en application de la Directive.

Au niveau communal La commune de Saint Romain le Noble est concernée par un SIC. Les SIC (site d'intérêt communautaire) correspondent aux périmètres initiaux du réseau NATURA 2000. Proposés par chaque Etat membre, ces sites sont désignés par la Commission européenne pour intégrer le réseau NATURA 2000.

Dans toute l'Aquitaine, **la Garonne** est classée, selon la directive habitat de Natura 2000, comme site d'importance communautaire, sous le code n° FR7200700. Ce site a été proposé comme SIC en Juillet 2003 et il constitue un axe principal de migration et de reproduction des espèces piscicoles amphihalines (lamproie, esturgeon, saumon, alose...).

Ce site est un espace de reproduction pour l'aloise feinte (*Alosa fallax*), l'esturgeon (*Acipenser planeri*), la grande alose (*Alosa alosa*), la lamproie de rivière (*Lampetra fluviatilis*) et la lamproie marine (*Petromyzon marinus*). La bouvière (*Rhodeus sericeus amarus*), la lamproie de Planer (*Lampetra planeri*), le saumon atlantique (*Salmo salar*) et le Toxostome (*Chondrostoma toxostoma*) peuvent également être rencontrés dans la Garonne.

En ce qui concerne les plantes d'intérêts communautaires, l'Angélique à fruits variables (*Angelica heterocarpa*) peut se trouver sur les abords de ce site.

Les enjeux de protection se concentrent autour de la faune piscicole et plus particulièrement des poissons migrateurs (voir APPB). Ainsi la vigilance se porte essentiellement autour de la qualité de l'eau et des moyens, mesures et préconisations qui participent à son maintien et à son amélioration.

c. Synthèse des données sur la faune - commune de Saint Romain le Noble

Avifaune

Bergeronnette grise Buse
variable Chardonneret
élégant Corneille noire
Epervier d'Europe Faucon
crécerelle Fauvette à tête
noire Geai des chênes
Grive musicienne
Hirondelle rustique
Martinet noir Merle noir
Moineau domestique
Mésange à longue queue
Mésange bleue Mésange
charbonnière

Milan royal *

Pic épeiche Pic vert
Pie bavarde Pinson
des arbres Pouillot
véloce Rougegorge
familier Rougequeue
noir Sittelle
torche-pot Tourterelle
turque Troglodyte
mignon

Mammifères Insectes

Belette d'Europe
Blaireau européen
Cerf élaphe
Chevreuil européen
Ecureuil roux
Fouine Hérisson
d'Europe Lapin de
garenne Lièvre
d'Europe Renard
roux

Micromammifères

Pas de données

Chiroptères

Pas de données

Pas de données

Reptiles

Lézard des murailles
Couleuvre verte et jaune

Amphibiens

Grenouille agile
Crapaud commun

Observations : Peu de données naturalistes existent sur cette commune. Cette étude ayant été réalisée sur une courte période (fin d'été, début d'automne), période peu propice à l'inventaire de la faune, ce listing n'est pas exhaustif. Le milan royal, seule espèce à statut, est un rapace observé en passage migratoire. Ses populations nicheuses les plus proches sont situées dans le Massif Central.

* Figure en annexe I de la Directive « Oiseaux » (n° 79/409 du 6 avril 1979)

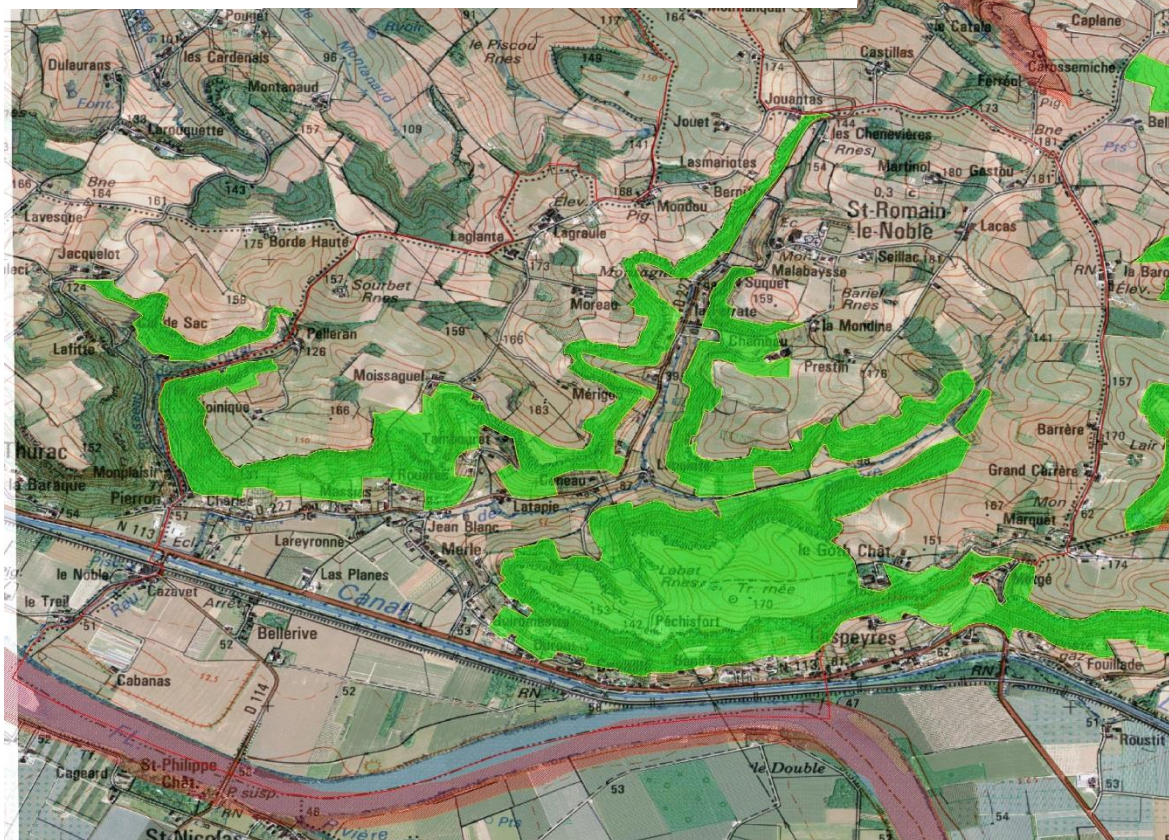
ZNIEFF et périmètre Natura 2000 sur Saint-Romain-le-Noble



Zone Natura 2000 de La Garonne



ZNIEFF Coteaux des Gascons et De Barrère



d. La nature ordinaire source de biodiversité

Les quelques haies qu'on retrouve dans le village peuvent servir de refuge et de couloir de déplacement pour la faune, ainsi que de régulation des écoulements d'eaux pluviales. Ces formations jouent un rôle important comme habitat de nombreux batraciens, insectes et oiseaux.

Les bois et forêts de feuillus parsemés sur le territoire jouent un rôle écologique majeur. Les écosystèmes forestiers, constitués de différentes strates et des lisières, abritent de très nombreuses espèces animales et végétales. Par ailleurs, les influences de l'écosystème forestier sur son environnement sont importantes : fourniture d'oxygène, fixation du carbone, régulation du régime de l'eau, réduction du bruit...

Ensuite, les ripisylves, formations végétales qui accompagnent les cours d'eau sont d'un grand intérêt écologique comme zones d'échange et d'apport de matières organiques, indispensables à la vie des invertébrés aquatiques. Elles forment aussi une zone tampon qui épure en partie les pollutions d'origine agricole et contribue au maintien des berges (notamment lors des crues).

Les prairies permanentes ou temporaires, sèches ou humides voire inondables, constituent également des milieux accueillant une faune et une flore spécifiques, et qui peuvent jouer un rôle important dans la régulation des écoulements d'eau, notamment en milieux périurbains et en tampon entre les constructions et les cours d'eau.

La continuité des milieux naturels est donc assurée essentiellement par les bois, forêts et bosquets, le réseau hydrologique et les haies bordant ces cours d'eaux, ainsi que les chemins et les talus. Le projet de Grenelle de l'environnement a pour objectif de créer une trame verte et une trame bleue sur le territoire. Il s'agit de l'ensemble de ces milieux, qui paraissent ordinaires mais qui sont primordiaux, qui contribuent à donner une continuité biologique aux territoires.

Enfin, les boisements naturels, les haies, les alignements d'arbres ou ripisylves ont été repérés et préservés dans le PLU en espaces boisés classés¹ ou en tant qu'éléments du paysage².

3. Etude des corridors écologiques

La prise en compte des corridors écologiques résulte de la loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010, dite loi Grenelle II.

La représentation et l'intégration des éléments naturels constituant un réseau écologique doit être intégré à l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme.

Qu'appelle-t-on corridor écologique ?

Un corridor écologique est un milieu ou un réseau de milieux répondant aux besoins fondamentaux des êtres vivants : se déplacer pour la faune ou se propager pour les plantes ou les animaux peu mobiles, de façon à pouvoir se nourrir ou se reproduire.

Afin de distinguer les grands ensembles de milieux naturels à un niveau régional ou national, on parle de **trame verte** et de **trame bleue**.

Les **trames vertes** correspondent aux corridors de déplacements des espèces animales terrestres. Les **trames bleues** correspondent aux corridors de déplacement des espèces liées à la présence de l'eau.

Ce volet a donc pour but de localiser et de cartographier les corridors écologiques à l'échelle du territoire de la commune de Saint Romain le Noble mais aussi au niveau régional en se référant au Schéma de Cohérence Ecologique Aquitain, en cours d'élaboration, à l'initiative de la DREAL Aquitaine (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) et réalisé par le bureau d'étude BIOTOPE.

a. Les notions de bases

Cette nouvelle notion de corridor écologique introduit des nouveaux mots :

Corridor écologique biologique, bio corridor ou continuité écologique : zone assurant la liaison fonctionnelle (ou la connectivité) entre les cœurs de nature.

Matrice paysagère : espaces agricoles et urbains (champs, villages, villes).

La notion de zone nodale : aussi appelé cœur de nature ou zone centrale ou zone noyau ou réserve de biodiversité. Zone riche en biodiversité qui tranche par rapport à la matrice paysagère agri-urbaine. Ces zones de biodiversité remarquable ont parfois un statut (réserve naturelle, espace naturel sensible, site Natura 2000, ZNIEFF...).

Zone-tampon zone de développement : espaces périphériques qui protègent les zones nodales et les corridors des influences extérieures potentiellement dommageables.

Végétation semi-naturelle : cela concerne, dans le paysage agricole, tout ce qui n'est pas cultivé.

On y intègre :

- Les bordures de chemins

¹ Ce classement au titre de l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme est strict. Rien ne doit compromettre le caractère boisé du site, l'abattage d'arbres est soumis à déclaration. Le boisement peut être existant ou à créer.

² Ce type de protection au titre de l'article L.123.1.7 du Code de l'Urbanisme semble plus souple. Des aménagements sont possibles (soumis à la réglementation de zone) s'ils ne compromettent pas la pérennité de l'élément du paysage.

- Les bordures de champ et de haies
- les friches
- les bosquets
- les landes
- les prairies permanentes à fleurs variées.

Liaison fonctionnelle : liaison plus ou moins perceptible entre deux habitats qui permettent aux êtres vivants de satisfaire à toutes leurs fonctions biologiques (parenthèses notamment leurs fonctions de reproduction et de nutrition). Exemple : présence de fleurs de graminées ou de fruits.

Fonctionnalités : en parlant d'un écosystème ou d'un habitat, il s'agit de l'ensemble des fonctions écologiques nécessaires pour assurer sa permanence, qu'elle soit abiotique (est liée au sol ou climat, par exemple la filtration de l'eau), ou biotiques (présence de proies ou de plante hôte, par exemple). Autre exemple de fonction : crues, présence d'arbres morts dans les forêts d'en bas que sur les cours d'eau...

Réseau écologique : ensemble de cœurs de nature, corridors et zone-tampon.

b. Pourquoi protéger les corridors écologiques ?

La prise en compte des réseaux écologiques permet aux écosystèmes de fonctionner. Ce principe va donc plus loin que la simple protection d'une espèce ou d'un territoire. Cela repose sur un constat de destruction des continuités existantes. S'il existe des zones favorables à la faune et la flore, les zones défavorables à la plupart des espèces qui correspondent aux zones d'activité des hommes (agglomération, infrastructures de transport, zones d'agriculture intensive) recouvrent la majorité de notre territoire, laissant peu de place aux espaces naturels favorables à la biodiversité. Les zones les plus remarquables ont fait l'objet de classements de protection, mais se trouvent maintenant très isolées.

La démographie, l'étalement urbain, l'exploitation agricole ou forestière et l'anthropisation des milieux naturels représentent autant de menaces sur les corridors écologiques. L'arrachage d'une haie, le comblement d'une mare, le drainage des terres agricoles, l'assèchement des zones humides, la canalisation des cours d'eau, les traitements herbicides détruisant la flore spontanée en bordure de champs, les pollutions diverses liées aux activités humaines, l'aménagement des axes de circulations en zones vierges sont autant de menaces qui nous obligent à prendre en compte les corridors écologiques.

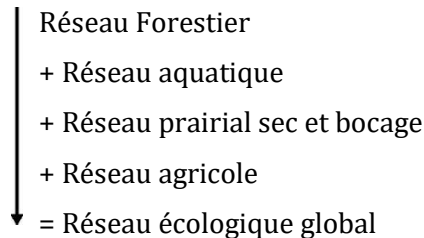
On parle aussi de fragmentations des milieux naturels, ce qui met en évidence le risque de perte de fonctionnalités écologiques, et nécessite aujourd'hui de voir plus loin dans la protection des espaces naturels.

Ainsi dans le Grenelle II Environnement, la prise en compte des corridors écologiques se fait par un engagement qui s'appelle la trame verte et bleue.

c. Méthodologie

L'exposé des notions et des définitions ci-dessus permet de définir une méthodologie. L'étude des corridors écologiques sur un territoire doit se faire à travers une étude de terrain qui aura pour but de recenser les différents milieux naturels, d'en hiérarchiser leur importance ou leur intérêt (espaces protégés, espaces remarquables, espace naturel de type ordinaire, etc.).

La détermination du réseau écologique global est obtenue par superposition des réseaux spécifiques :



d. Analyse à l'échelle supra territoriale à travers le SRCE Aquitaine

Le Schéma régional de cohérence écologique est une ressource qui consiste à représenter un Schéma Régional des Trames Vertes et Bleues. Ce schéma est en cours de consultation, il devrait être approuvé en 2015.

Ce travail a été mené par le bureau d'étude BIOTOPE, en collaboration avec le CETE (Centre des Etudes Techniques Aquitaine) à la demande du Conseil Régional d'Aquitaine.

Plusieurs sous trames écologiques ont été retenues, comme vu précédemment :

- Les milieux aquatiques
- Les milieux forestiers composés de conifères
- Les milieux forestiers composés de feuillus
- Les milieux ouverts et semi ouverts
- Les systèmes bocagers.

NDLR : Les systèmes dunaires ont été d'emblée exclus, ces milieux n'étant présents que sur la façade atlantique pour notre région.

Chaque sous trame se divise en deux sous rubriques :

- Le réseau écologique
- Les réservoirs de biodiversités.

Tableau de synthèse des différentes composantes du SRCE à retenir pour le territoire de Saint Romain le Noble

Dénomination	Sous rubrique	Présence	Représentation
Sous trame des milieux aquatiques	Le réseau écologique	Moyenne	Figure 1
	Réservoirs de biodiversité	non	
Sous trame des forêts de conifères et milieux associés	Le réseau écologique	non	
	Réservoirs de biodiversité	non	
Sous trame des forêts de feuillus et milieux associés	Le réseau écologique	Faible	Figure 2
	Réservoirs de biodiversité	non	
Sous trame des milieux ouverts et semi ouverts	Le réseau écologique	Importante	Figure 3
	Réservoirs de biodiversité	Importante	Figure 4
Sous trame des systèmes bocagers	Le réseau écologique	Moyenne	Figure 5
	Réservoirs de biodiversité	non	

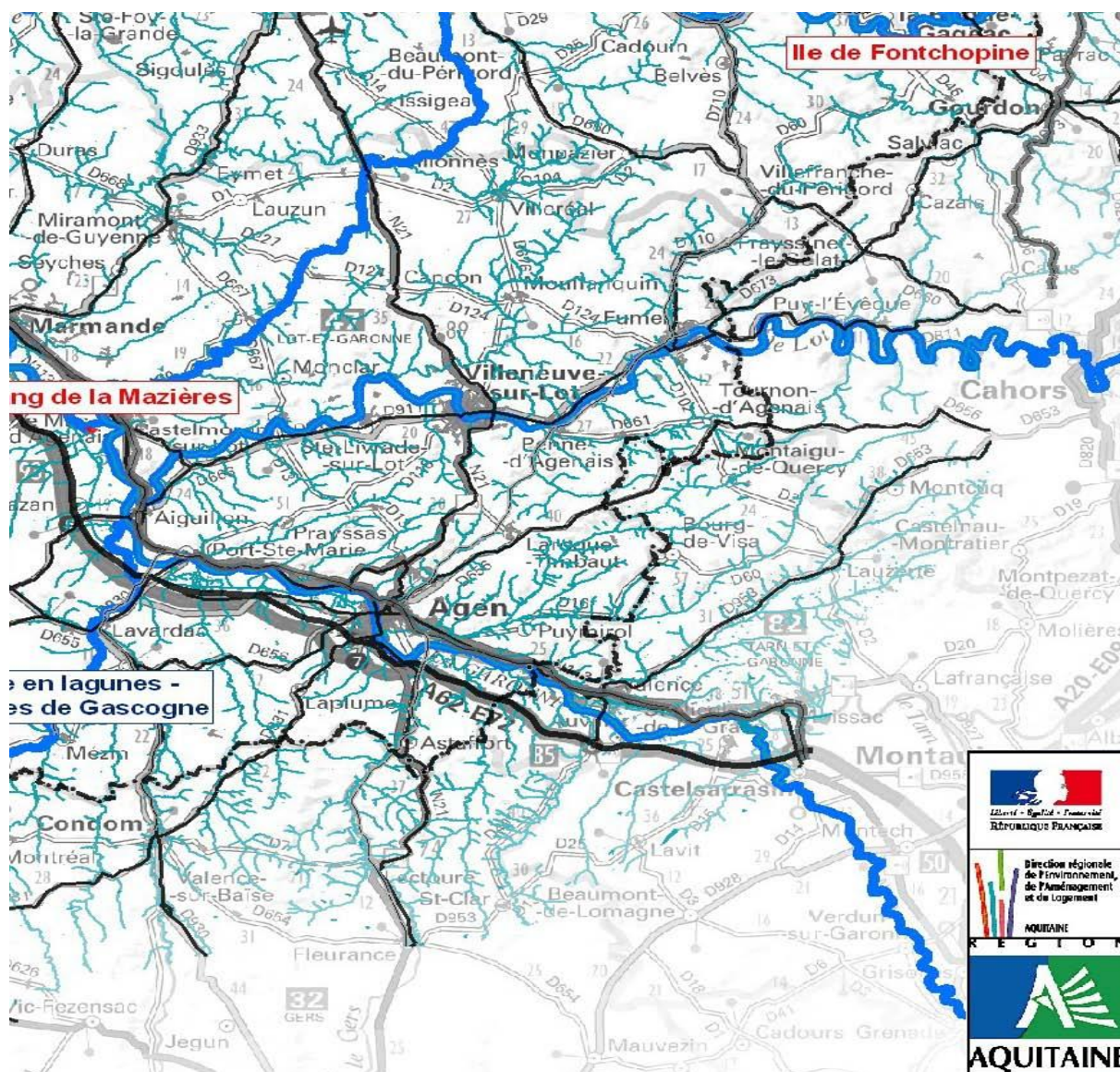
Les cartes figurant dans les pages suivantes identifient les principaux éléments au titre des corridors écologiques. Ces cartes étant réalisées à l'échelle de l'Aquitaine, il est difficile de faire un zoom sur une seule commune comme c'est le cas ici.

Néanmoins, afin de faciliter la lecture de ces cartes, vous pouvez retenir les éléments suivants :

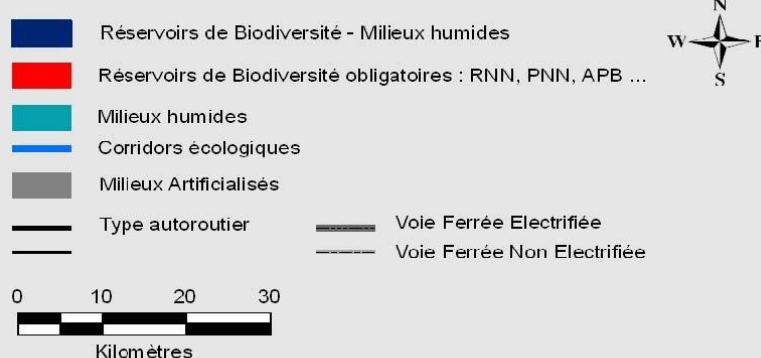
Pour localiser Saint Romain le Noble, se situer en dessous du "n" d'Agén, à gauche du point localisant Puymirol, et s'intéresser au chevelu de cours d'eau descendant vers le Sud et rejoignant la Garonne.

- Les éléments représentés : les grands linéaires correspondent aux éléments les plus intéressants pour chaque strate.
- Lorsqu'il s'agit de pointillés, les éléments constituant la sous trame se font rares et provoquent des discontinuités voire des interruptions.
- Les réservoirs biologiques : seule la sous trame des milieux ouverts semi ouverts comprend des éléments importants dans le périmètre d'étude et à proximité de celui-ci.

Figure 1 - Sous trame des milieux aquatiques – réseau écologique



La Garonne, fleuve à poissons migrateurs traverse le territoire de l'étude. Il identifie à la fois le cours d'eau mais aussi ces milieux riverains et annexes (ripisylve, gravières, bras morts, boisements humides, fourrés et végétation humide, etc...)

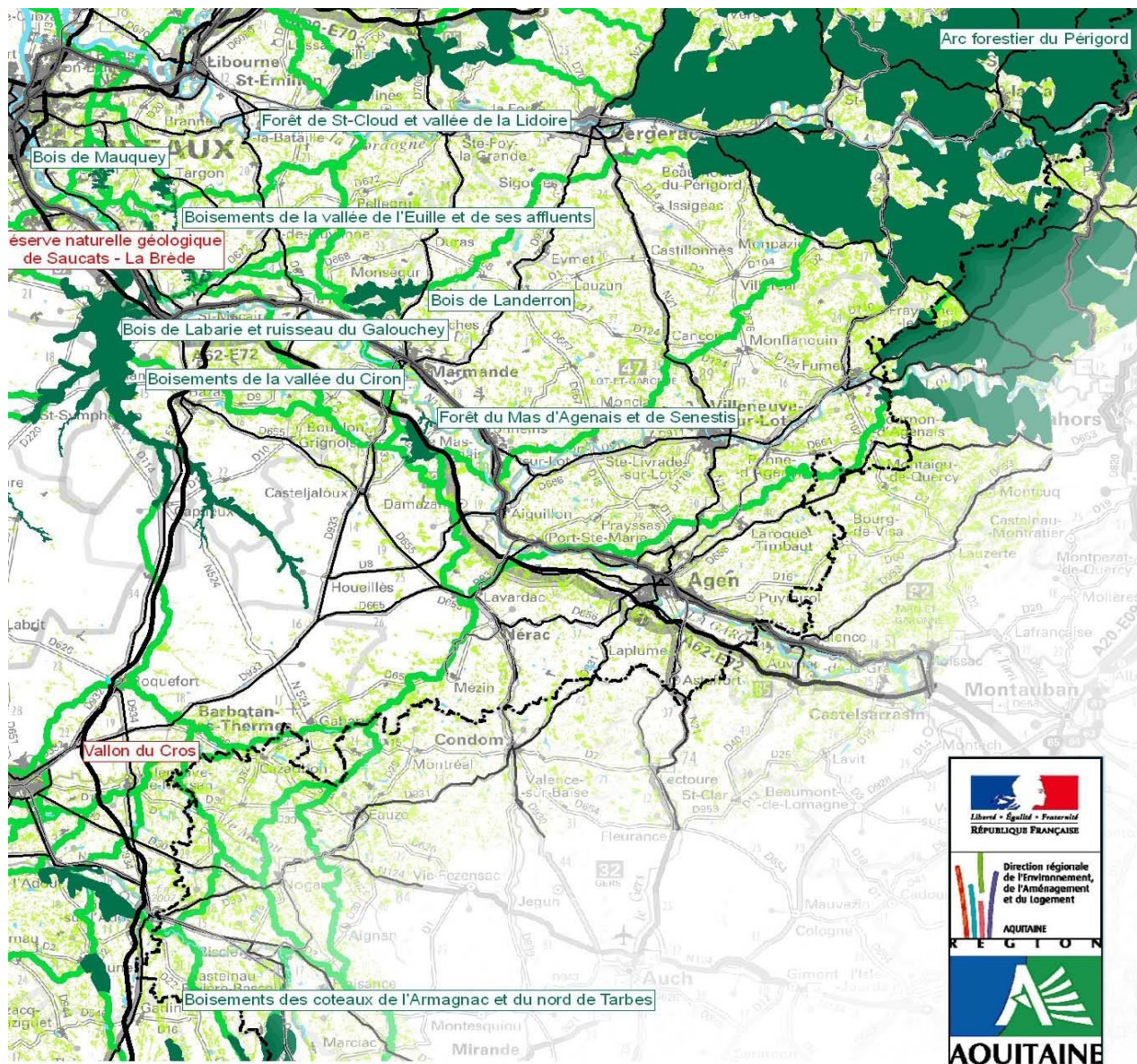


Sources : Corine Land Cover 2006, © IGN - Route500® - BDCARTO®
RFF - GPSO, A'LIENOR, Conseil Gégénral 33 - 40 - 64 - 47,
Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne et
du Périgord - Limousin, CREN Aquitaine, DREAL Aquitaine

Cartographie réalisée par la CETE S.O. et BIOTOPE

Juillet 2011

Figure 2 - Sous trame des forêts de feuillus et milieux associés - Réseau écologique



Peu représentée à l'échelle de notre territoire, cette sous trame localise des boisements de petite taille, rapprochés les uns des autres.

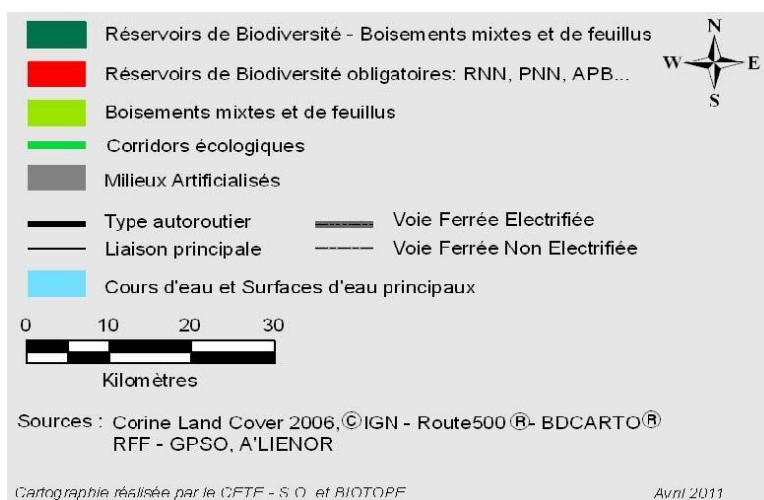
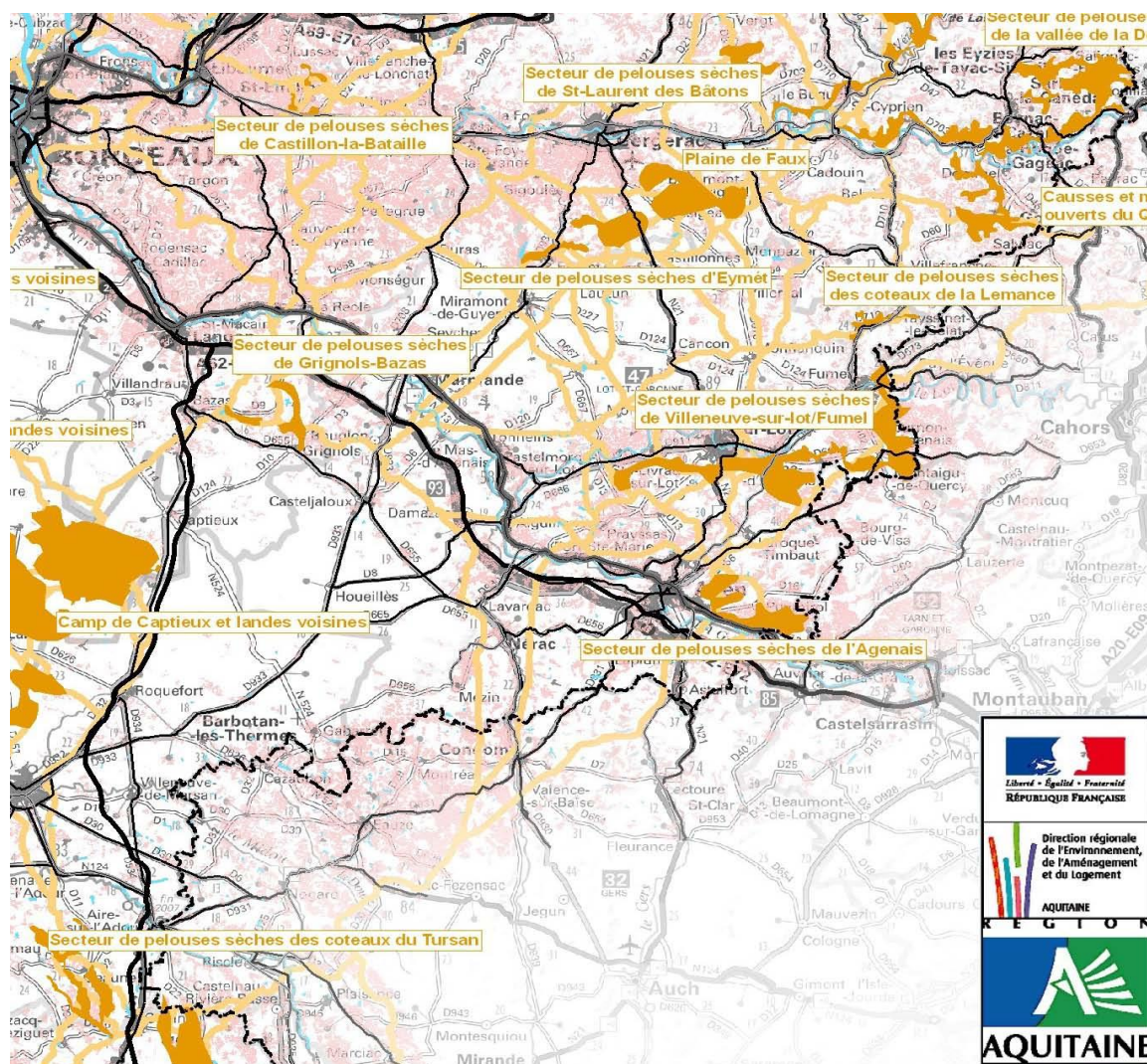


Figure 3 – Sous trame des milieux ouverts et semi ouvert – réseau écologique



Très représenté ici, Le réseau écologique des milieux ouverts et semi ouverts (comprendre pelouses sèches, prairies, et landes) est composé de nombreux éléments dont un réservoir biologique nommé "secteur des pelouses sèches de l'Agenais".

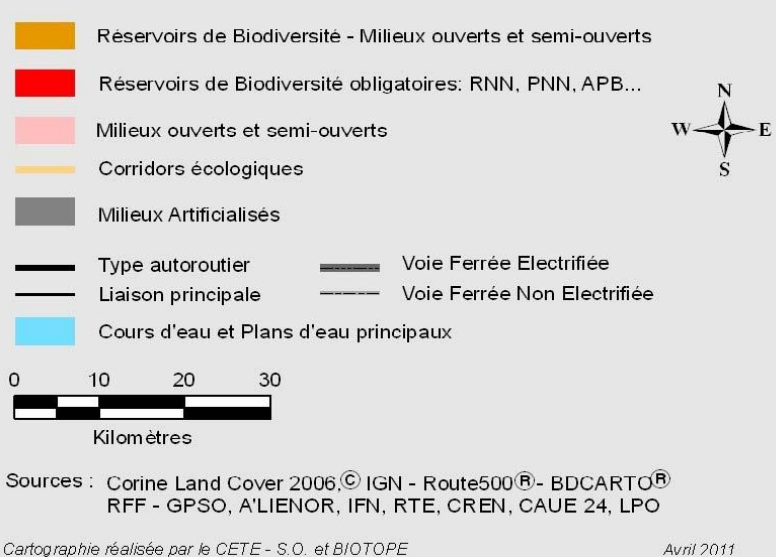
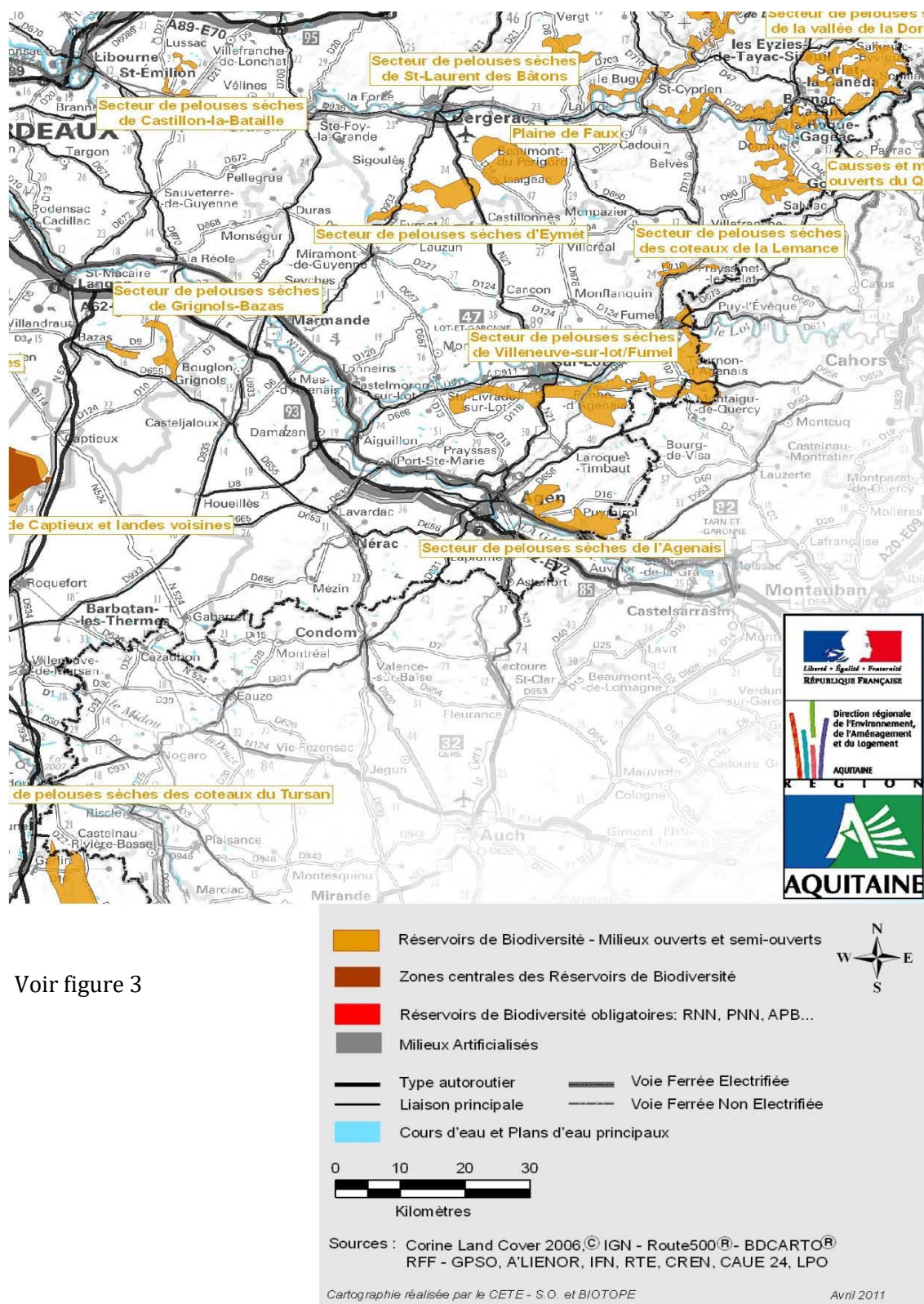
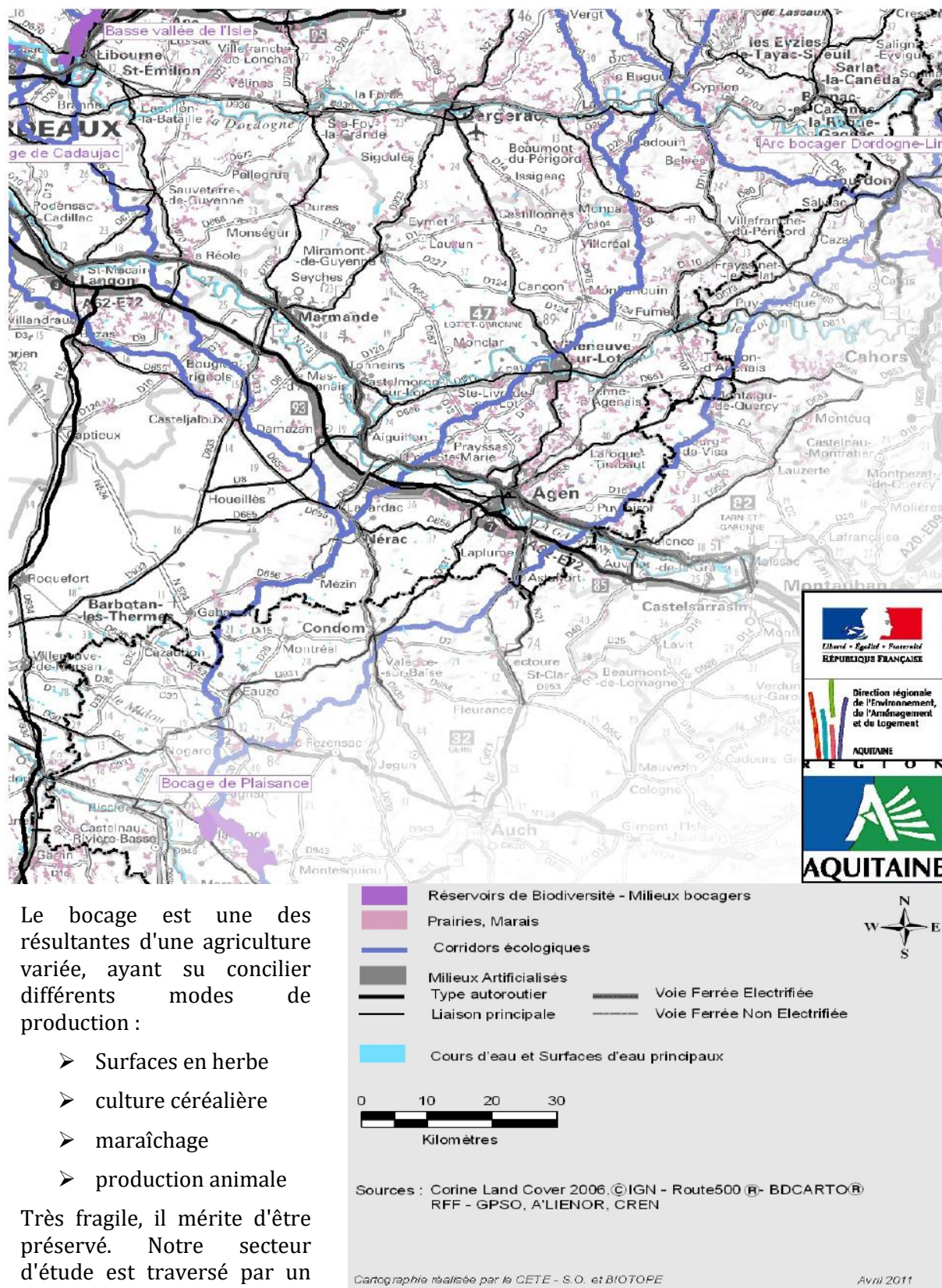


Figure 4 - Sous trame des milieux ouverts et semi ouvert – réservoirs de biodiversité



Voir figure 3

Figure 5 – Sous trame des systèmes bocagers – Réseau écologique



Le bocage est une des résultantes d'une agriculture variée, ayant su concilier différents modes de production :

- Surfaces en herbe
- culture céréalière
- maraîchage
- production animale

Très fragile, il mérite d'être préservé. Notre secteur d'étude est traversé par un réseau écologique à prendre à compte.

e. Analyse sur le territoire de la commune de Saint Romain le Noble.

Point méthodologique

Si à l'échelle régionale et supra territoriale l'analyse des corridors écologiques repose sur des éléments naturels d'assez grande importance, ce niveau d'importance étant en rapport avec cette échelle, le travail d'analyse à l'échelle de la commune se veut plus fin, et sans doute moins restrictif.

Nous avons pu constater qu'à l'échelle du SRCE Aquitaine, plusieurs éléments sont à prendre en compte à l'échelle du Sud Est de l'Agenais. Il reste maintenant à identifier les éléments constituant des corridors écologiques à l'échelle de la commune.

Dans un premier temps, les périmètres ZNIEFF et NATURA 2000 contribuent à tisser un premier chevelu.

Dans un second temps, il faut s'attacher à faire l'état de lieux des éléments existants, plus particulièrement concernant les milieux de transitions que sont les prairies naturelles, les zones de bocages, les haies champêtres, les petits points d'eau naturels ou semi naturels, les bosquets forestiers.

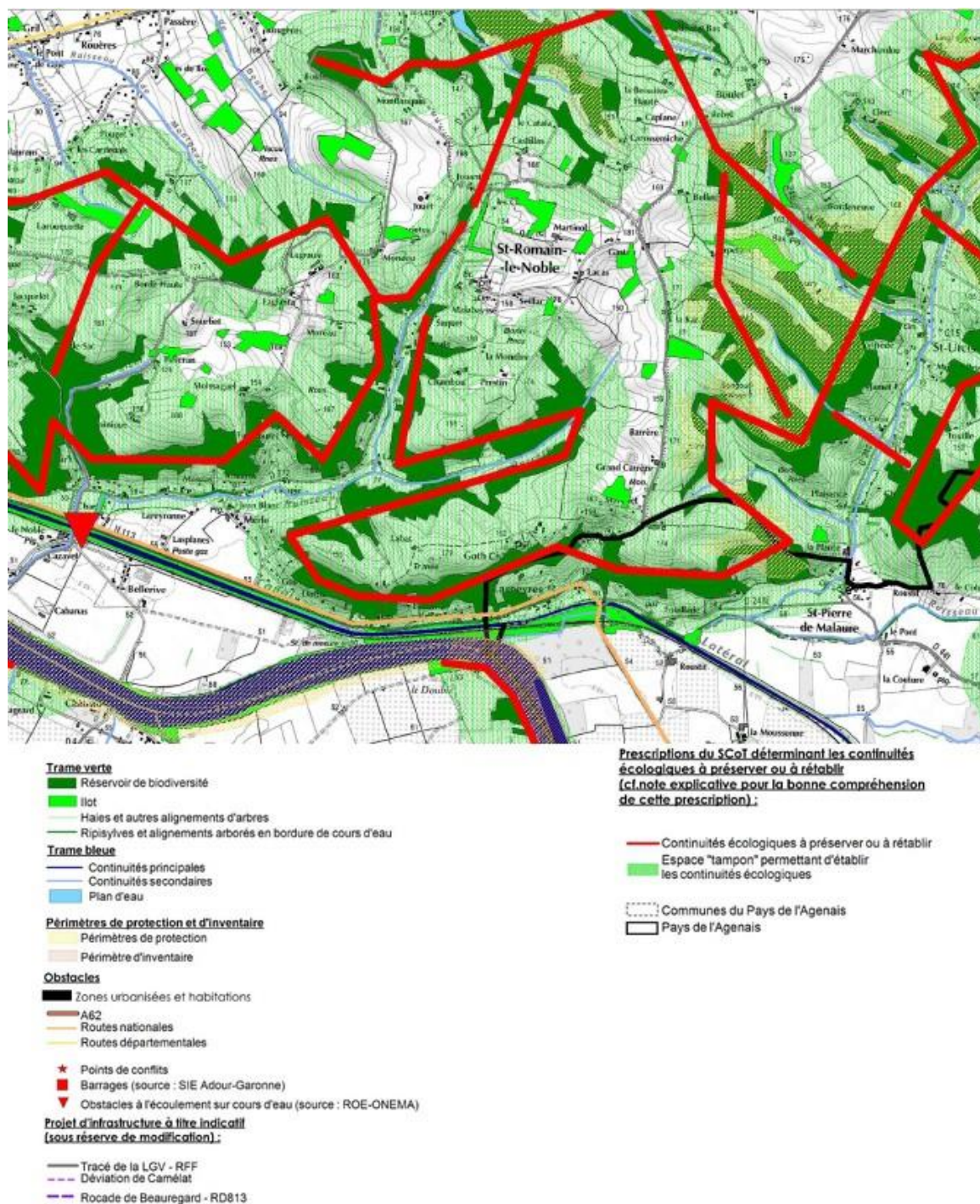
Cette analyse se décompose en trois étapes :

- Etape 1 : Représenter sur fond cartographique, en croisant photo interprétation, données issues de la campagne de terrain et les données issues de la base CORINE LAND COVER, les différents éléments listés ci-dessus, qui par leur importance, leur position, leur intérêt écologique, méritaient d'être retenus dans un schéma de "cohérence écologique" à l'échelle de la commune.
- Etape 2 : Le principe de la superposition de ces différents éléments, comme exposé précédemment doit permettre dans un second temps de pouvoir obtenir une représentation cartographique des corridors écologiques en mettant en évidence les différents milieux et zones naturelles composant un réseau écologique à l'échelle de territoire, propice à répondre aux exigences écologiques de cortèges faunistiques plus ou moins riches.
- Etape 3 : Faire ressortir les zones de déconnexion, de discontinuités écologiques d'une part, et les zones pouvant représenter des réservoirs de biodiversité, d'autre part.

Remarque : Ces réservoirs de biodiversité n'ont pas l'importance, ou/et l'intérêt écologique des réservoirs biologiques retenus à l'échelle du schéma régional.

Cartographie des Trames Vertes et Bleues produites pour le SCOT de l'Agenais

Source : Citadia – Biotope – www.pays-agenais.fr

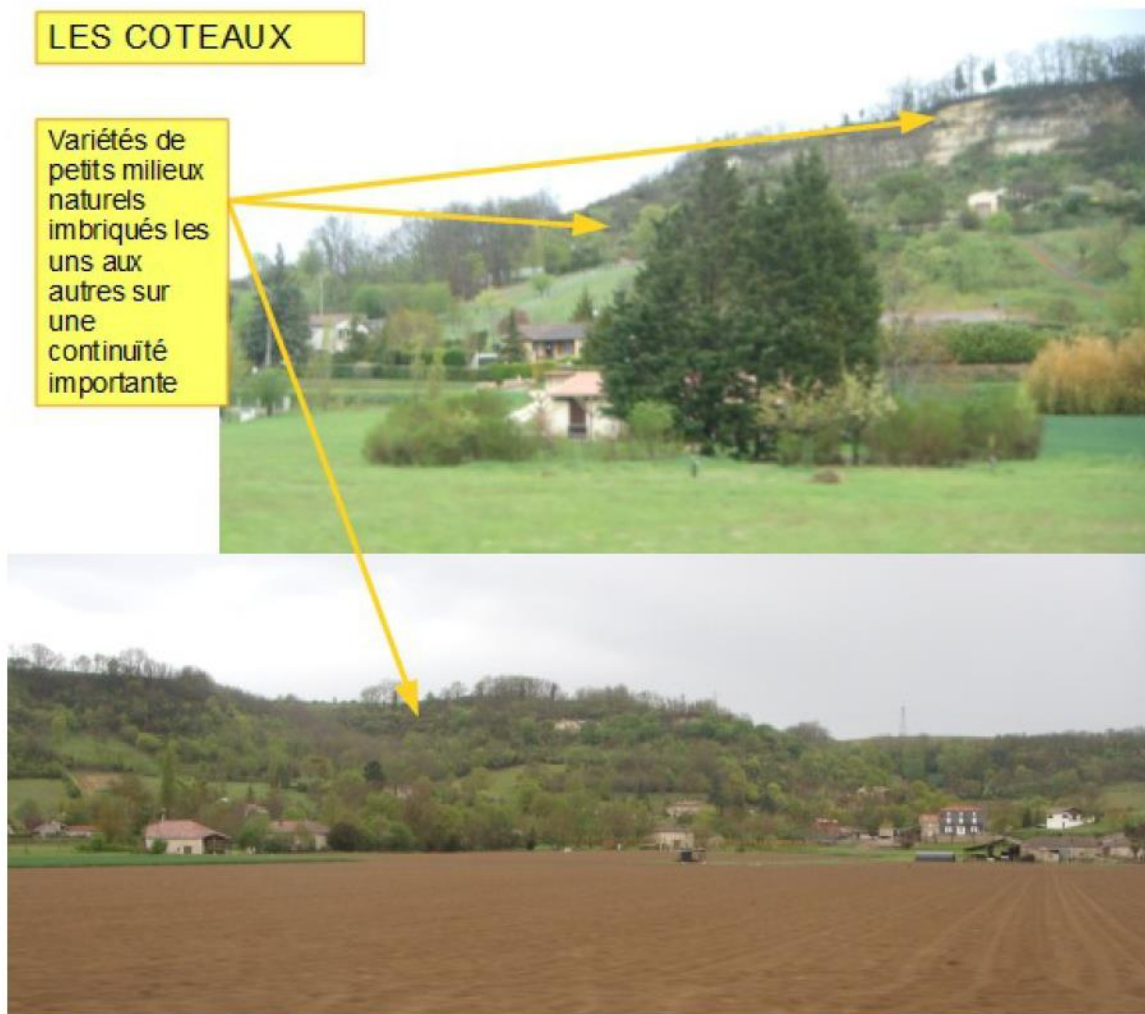


Cette carte a été extraite de la carte des Trames Vertes et Bleues produite dans le cadre de l'étude du SCOT de l'Agenais. Elle permet de donner un premier niveau d'information assez fournie. Celle-ci a été complétée par l'étude de terrain présentée en pages suivantes.

Etat des lieux des éléments existants : Exemples par l'étude de cas concrets

LES COTEAUX

Variétés de
petits milieux
naturels
imbriqués les
uns aux
autres sur
une
continuité
importante



Contexte général : Fortes pentes, favorisant l'installation d'habitats naturels à fort intérêt patrimonial

Milieux naturels représentés	Landes, fourrés secs, prairies et pelouses sèches, zones rupestres
------------------------------	--------------------------------------------------------------------

Cortèges faunistiques potentiellement présents	Reptiles, Passereaux thermophiles, insectes, potentiel important pour les chiroptères
------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------

Réseau (x) écologique (s) fonctionnel (s)	Milieux ouverts et semi ouverts
-------------------------------------------	---------------------------------

Orientations / Préconisations : Les fortes pentes interdisent l'anthropisation de ces zones, permettant leur préservation.



Contexte général : Coteaux alternant milieux ouverts, bocages et boisements feuillus	
Milieux naturels représentés	Boisements feuillus, prairies diverses, bocages
Cortèges faunistiques potentiellement présents	Avifaune très variée, Faune terrestre commune comprenant potentiellement des espèces remarquables (amphibiens, petits mammifères carnivores comme le vison d'Europe). Nombreuses espèces de papillons.
Réseau (x) écologique (s) fonctionnel (s)	Bocages, milieux ouverts et semi ouverts, boisements feuillus
Orientations / Préconisations : Conserver la vocation naturelle de la zone, maintenir l'existant en permettant à l'activité pastorale de perdurer.	



Contexte général : Zone de plateau agricole avec un habitat sous forme de petits hameaux

Milieus naturels représentés	Milieus ouverts et semi ouverts
Cortèges faunistiques potentiellement présents	Grande faune vertébrés, Avifaune commune et passereaux des milieux ouverts
Réseau (x) écologique (s) fonctionnel (s)	Milieus ouverts et semi ouverts, de façon moindre système bocagers et boisements feuillus

Orientations / Préconisations : Conservant les éléments bocagers existants, veiller à intégrer l'habitat dans son environnement naturel (plantations de haies d'ornements composées d'espèces locales, conserver et favoriser les arbres isolés)



LIEU DIT GASTOU

Plusieurs Bosquets forestiers interrompus par des parcelles agricoles de tailles importantes et ayant du mal à se connecter les uns aux autres

Seule cette plantation de peupliers joue un rôle de corridor entre les bords de la Garonne et les coteaux très éloignés, de plus interrompu par une route importante.



VALLEE ALLUVIALE

Contexte général : Agricole avec des parcelles de tailles importantes

Milieux naturels représentés

Haies et bosquets forestiers

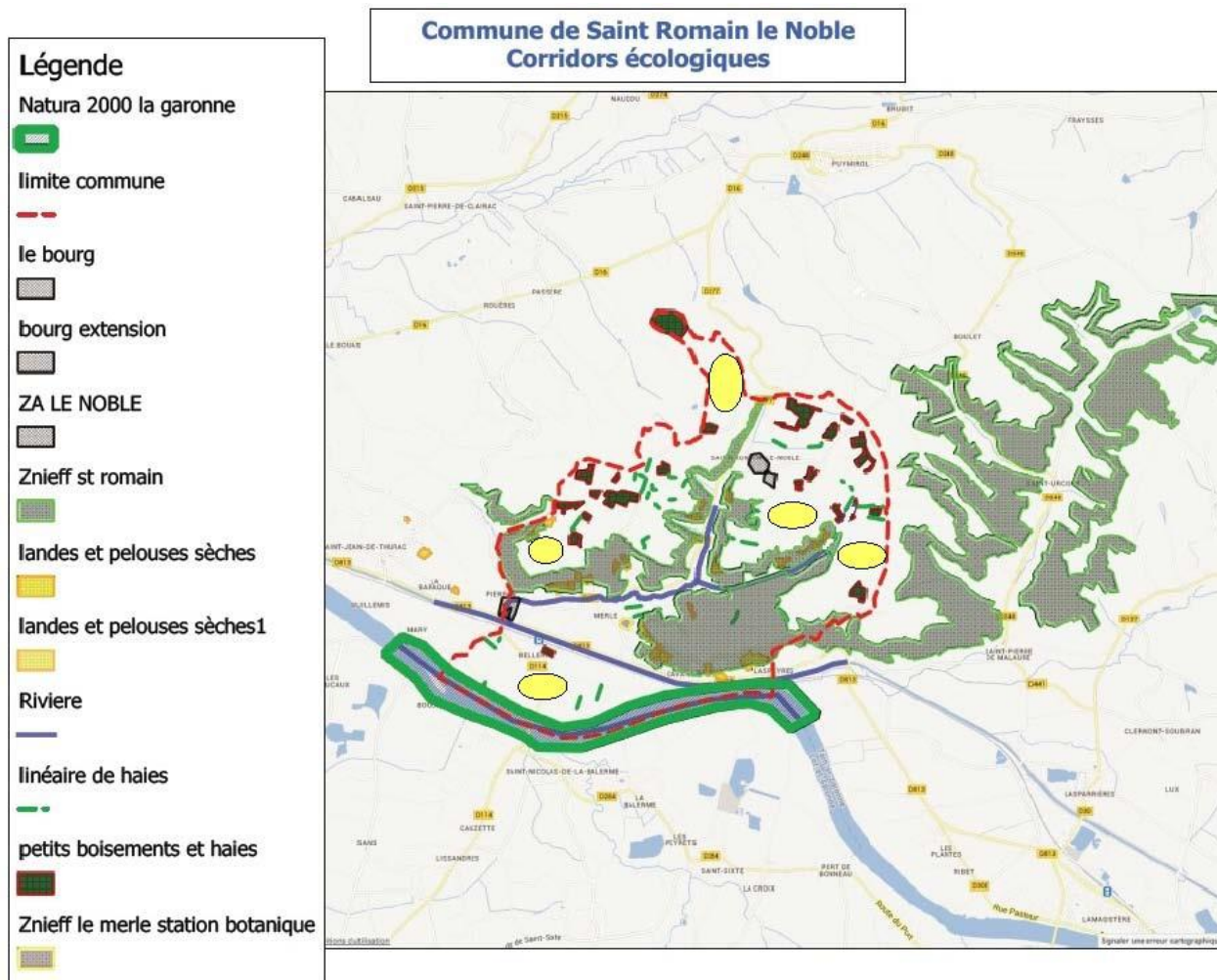
Cortèges faunistiques potentiellement présents

Faune ordinaire, peu de diversité du fait de la banalisation des milieux naturels

Réseau (x) écologique (s) fonctionnel (s)

Système bocager, mais peu fonctionnel, du fait de la rareté et de l'éloignement des milieux, en particulier dans le cas de la vallée alluviale.

Orientations / Préconisations : Restauration de l'effet corridor par l'implantation de haies bocagères



● Principales zones où l'on observe des discontinuités et des ruptures au titre des corridors écologiques

Prise en compte des corridors écologiques dans le PLU

Comme exposé précédemment, la situation actuelle des corridors écologiques est assez bonne.

Le PLU prévoit bien sûr d'ouvrir des zones à l'urbanisation, mais de façon à la fois raisonnée et pondérée.

Afin de bien prendre en compte quelques principes de bases indispensables au bon fonctionnement des espaces naturels et de son maillage au titre d'axes de déplacements pour la faune et la flore qui les composent.

Concernant le zonage : Les zones de corridors comme celle qui longent les ruisseaux sont à mettre en N ou Nco. Afin d'être pertinent dans le choix des éléments à protéger, il faut retenir ces quelques règles :

- ⇒ superficie minimale d'un élément isolé à garder et donc à faire figurer sur le zonage : environ 100 m² ou en linéaire (haie 30 m) ;
- ⇒ distance entre chaque élément pour conserver une cohérence écologique : Il serait préférable de prendre comme référence 100 m. La distance de 150 m est moins satisfaisante mais permettrait néanmoins de préserver un grand nombre d'éléments. En effet, elle est favorable pour la majeure partie de la faune. Plus la distance augmente, plus la biodiversité diminue (voir explications dans l'analyse photographique du rapport). La distance influe sur les capacités de déplacement nécessaires pour vivre, c'est à dire, se

loger, trouver un partenaire sexuel, se nourrir et se préserver des prédateurs. Ceci est particulièrement notable pour la petite faune (passereaux, insectes, petits vertébrés).

- ⇒ Concernant les zones de ruptures ou de discontinuités des cohérences écologiques, en ce qui concerne la commune de Saint Romain Le Noble, cette étude fait ressortir que peu de zones sont concernées. Néanmoins, l'orientation de base serait d'encourager la replantation de haies bocagères dans ces zones, et cela en sollicitant des dispositifs d'accompagnement comme celui de la chambre d'agriculture du Lot et Garonne nommé "Arbres dans le paysage rural en Lot et Garonne" (voir annexe à ce dossier).

Dans un second temps, les préconisations présentées en pages suivantes permettront de participer au bon maintien écologique des corridors écologiques tout en satisfaisant aux besoins d'aménager le territoire pour permettre à celui-ci de satisfaire à un nécessaire développement économique et démographique.

Volet Préconisations

Dans les zones à urbaniser (AU)

Espaces publics	Espaces Privés	Gestion des eaux pluviales
<ul style="list-style-type: none"> •Plantation d'arbres de haut jet •Haies champêtres •Gestion différenciée des espaces verts 	<ul style="list-style-type: none"> •Haies et plantations d'ornements composées d'espèces autochtones •Toitures végétalisées 	<ul style="list-style-type: none"> •Maintien d'une végétalisation dans les fossés, en y favorisant des plantes dépolluantes

Dans les zones urbanisées (U)

Le bâti	Des choix pour les réaménagements urbains
<ul style="list-style-type: none"> •Toitures végétalisées •Matériaux écologiques •Plantation d'arbres avec des essences locales (produites en local!!!) 	<ul style="list-style-type: none"> •Plan de stationnement •Jardins familiaux •Gestion différenciée sur les espaces verts.

Dans les zones naturelles (N)

Mise en place de différents niveaux de protection :

- ⇒ Espaces boisés classés
- ⇒ Eléments du paysage à classer (L.123-1-5 III 2°)
- ⇒ Les zones Nco et Aco pour les corridors écologiques

En bord de cours d'eau : Gérer la ripisylve en tant que milieu naturel en orientant les travaux vers des pratiques de génie écologique :

- ⇒ utilisation d'essences adaptées, *
- ⇒ lutte contre les espèces invasives et conservation des gros sujets d'aulnes et de frênes,
- ⇒ végétalisation du talus de berges, etc.

f. Conclusion

La commune de Saint Romain Le Noble présente un patrimoine naturel encore bien préservé.

Cette étude a pu montrer et décrire la variété des différents biotopes présents sur son territoire, ainsi que le maillage qu'ils constituent au titre des corridors écologiques.

Les enjeux de protection et de préservation de ces milieux naturels ne présentent pas de problématique importante pour les raisons suivantes :

- ⇒ Les zones protégées se trouvent très à l'écart des zones urbanisées mais aussi urbanisables :
 - Pentes importantes et fonds de vallon pour la ZNIEFF "des coteaux des Gascons",
 - Vallée alluviale inondable pour le périmètre NATURA 2000 de "la Garonne".

Concernant les corridors écologiques, d'un point de vue écologue, le territoire de la commune de Saint Romain le Noble présente un profil bien préservé, avec très peu de zones de discontinuité.

Afin de maintenir cette situation et de prendre en compte techniquement les zones où ce maillage tant à s'appauvrir, les propositions en termes d'orientations et de préconisations d'aménagement se veulent pragmatiques et ont pu être intégrées au PLU.

4. Les pollutions et nuisances

a. La pollution de l'eau

En ce qui concerne la qualité des eaux, la Garonne est classée en catégorie 2 par l'agence de l'Eau Adour-Garonne, ce qui correspond à un objectif de qualité passable des eaux (*Syndicat unifié d'Alimentation en eau potable et d'Assainissement du Sud du Lot, 2004*).

Sur la commune de Saint-Romain-le-Noble, les éventuelles sources de pollution sont :

- Les systèmes d'assainissement individuel lorsqu'ils fonctionnent mal,
- L'agriculture : L'élevage et les modes de cultures peuvent avoir un impact sur la qualité des eaux de surface et souterraines. En effet, malgré de sensibles efforts dans la gestion raisonnée des effluents, des engrais et produits de traitement utilisés, les pratiques agro-environnementales imposées par la conditionnalité des aides européennes, l'activité agricole peut encore être source de pollution des eaux,
- L'entretien des espaces verts et jardins : que cela soit sur le domaine public ou privé, l'entretien de ces espaces peut générer des pollutions par un usage excessif de produits de traitement et d'engrais, mais là aussi, les pratiques peuvent évoluer.
- Les transports routiers : La circulation automobile est à l'origine de plusieurs dépôts polluants : hydrocarbures (huile et essence), oxydes d'azote (issus des gaz d'échappement), chlorures (fondants contre le verglas), métaux provenant des pneus (zinc, cadmium), des freins (cuivre), ou de la chaussée (érosion de revêtements en bitume, zinc des glissières de sécurité) (*Georges RAIMBAULT et Michel LEGRET, 2002*). Du fait du lessivage par les pluies, une grande partie de ses polluants est susceptible de se dissoudre dans les eaux superficielles ou souterraines. La RD 813, voie à trafic important, est particulièrement concernée par ce type de pollution.

Le porter à connaissance note plusieurs sites susceptibles d'être source de pollution des sols ou des eaux souterraines :

Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
AQI4706177	Roussille SA	Carrière de sables et graviers	Lieu dit Cabanes, Cazavet	b08.12z	Activité terminée	Inventorié
AQI470059 8	Lacaze Gérard	Station service	Lieu dit Canelot	g47.30z	Ne sait pas	Inventorié
AQI470617 6	Nègre Pierre	Four à chaux	Lieu dit Dugou	c23.5	Activité terminée	Inventorié
AQI470617 8	Villanne Joseph	Carrière de sables et graviers	Lieu dit Laspeyres	b08.11z	Activité terminée	Inventorié

Source : PAC

b. La pollution de l'air

La principale source de pollution atmosphérique émane de la circulation routière. La présence de grandes voies de communication routière telles que la RD 813 génère des nuisances sonores et porte atteinte à la qualité de l'air.

En effet, il n'y a pas d'entreprise susceptible de produire des rejets polluants dans l'atmosphère.

c. Les nuisances

Un périmètre de bruit de 100 m est défini autour de la RD 813. Dans ce périmètre, des prescriptions spécifiques sont données aux constructeurs de bâtiments d'habitation.

La commune est également traversée par une ligne haute tension du nord-ouest au sud-est de la commune. Ce type d'infrastructure est susceptible de produire des nuisances sonores. De plus, cette ligne électrique produit des interférences électromagnétiques aux conséquences sanitaires mal connues, sans parler de son impact paysager non négligeable. **Toute nouvelle construction à usage d'habitation est fortement déconseillée à proximité de cet équipement.**

Une gravière se trouve aussi sur la commune de Saint-Sixte, elle génère un léger bruit continu qu'on entend même jusqu'à Saint-Romain-le-Noble. Ce bruit continu peut entraîner une certaine gêne sonore.

En ce qui concerne les nuisances visuelles, il est important de noter la présence de la centrale nucléaire de Golfech qu'on aperçoit des hauteurs de Saint-Romain-le-Noble, le matériel agricole d'occasion à l'entrée du bourg, ainsi que le local de l'entreprise Irri 2000, situé au lieu-dit « Le Noble » qui ne bénéficie d'aucune mesure d'intégration paysagère en entrée de la commune, en venant de la RD 813. La simple plantation de quelques arbres d'essences locales variées, persistantes ou non, permettrait d'améliorer cette entrée de village.



Centrale nucléaire de Golfech



Irri 2000



Matériel agricole d'occasion à l'entrée du bourg

Enfin, l'épandage de lisiers de canards, situées sur la commune de Saint-Urcisse, en limite avec Saint-Romain-le-Noble est une forme de nuisance olfactive. Néanmoins, elle reste ponctuelle et l'éleveur en question essaie de limiter cette nuisance au maximum.

5. Les risques naturels et technologiques

Les collectivités, dont les communes, sont responsables de la sécurité et de la salubrité publique locales. Un Plan Communal de Sauvegarde a été établi par la mairie à l'aide d'un bureau d'études et en lien avec la Préfecture. Ce document recense les différents risques présents sur le territoire et prévoit l'organisation nécessaire pour assurer l'alerte, l'information, la protection et le soutien de la population au regard des risques.

a. Les risques naturels

La commune de Saint-Romain-le-Noble est principalement concernée par les risques inondation et mouvements de sol. En ce qui concerne les risques retrait gonflement des sols argileux le niveau d'aléa est faible à moyen. Il peut être à fort dans quelques rares secteurs pour le risque incendie de forêt.

Risque d'inondation

La commune est dotée d'un Plan de Prévention des risques Naturel Inondation. Certains secteurs de la commune sont exposés aux risques d'inondation, essentiellement entre la RD 813 et la Garonne.

Dans cette zone, aucun projet de construction ne peut être accordé. Cependant, quelques maisons déjà existantes sont habitées.

Le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) du secteur de l'Agenais a été révisé le 7 septembre 2010. La procédure de révision des PPRI a été prescrite par arrêté préfectoral du 30 juillet 2014. Cette révision a pour objet de prendre en compte, comme crue de référence, la crue de juin 1875 (les précédents PPRI ayant été établis sur la base de la crue de 1930). Sur Saint-Romain-le-Noble, selon la crue de 1875, la zone inondable s'étend au nord de la RD 813 dans le secteur de Las Planes (Voir 4. Document graphique et 6. Annexes Carte des servitudes).

Par ailleurs une partie de la plaine longeant le ruisseau du Colon a connu un épisode d'inondation. En effet, le ruisseau du Colon est endigué à partir du lieu-dit « Jean Blanc ». Lors de la crue de mai 1999, la digue s'est rompue au lieu-dit « Massias » et le ruisseau a repris son ancien cours. Tout le sud de cette zone, notamment les lieux-dits « Lareyronne » et « Canelot », a été inondé. Depuis, des travaux de réparations de la digue ont été effectués, mais comme l'entretien n'est pas réalisé, un tel épisode pourrait très bien se renouveler. La zone est considérée comme inondable uniquement en cas de rupture de la digue.

Les secteurs sujets au risque d'inondation, y compris ceux qui ne sont pas inclus dans le PPRI (Inondation), ne font l'objet d'aucune extension urbaine. Ils sont classés dans le PLU comme zone comportant un risque d'inondation.

Risque d'éboulement

De nombreuses habitations sont construites en contre bas de falaises ou de blocs de rochers, qui pourraient se décrocher. Néanmoins, jusqu'à présent aucune maison n'a été touchée par les chutes de pierre et de rochers qui se sont déjà produites. »

De plus, le territoire de Saint-Romain-le-Noble est soumis à un PPR Mouvement de terrain depuis l'année 2000. Une étude menée dans le cadre de ce document a recensé trois types de risques d'éboulement sur Saint-Romain-le-Noble :

- Les chutes de pierres et de blocs comme cela est déjà arrivé aux lieux-dits « Mérigou » et « Guiromestre » ou au niveau du Château de Goth,
- Les glissements de terrains superficiels comme cela s'est déroulé au cours de l'année 1994 aux lieux-dits « Tambouret » et « Lapointe »,

- Les glissements de terrains profonds : Ce type d'éboulement a été observé sur photographie aérienne le long du coteau de « Laspeyres » à proximité de la RD 813. Il n'y a pas eu de glissement de ce type depuis très longtemps sur Saint-Romain-le-Noble.

Les secteurs sujets au risque de mouvements de terrain, y compris ceux qui ne sont pas inclus dans le PPR Mouvements de terrain, ne font l'objet d'aucune extension urbaine.

Risque retrait gonflement des sols argileux

La commune est aussi concernée par le risque retrait gonflement des sols argileux ; l'aléa est considéré comme faible à moyen.

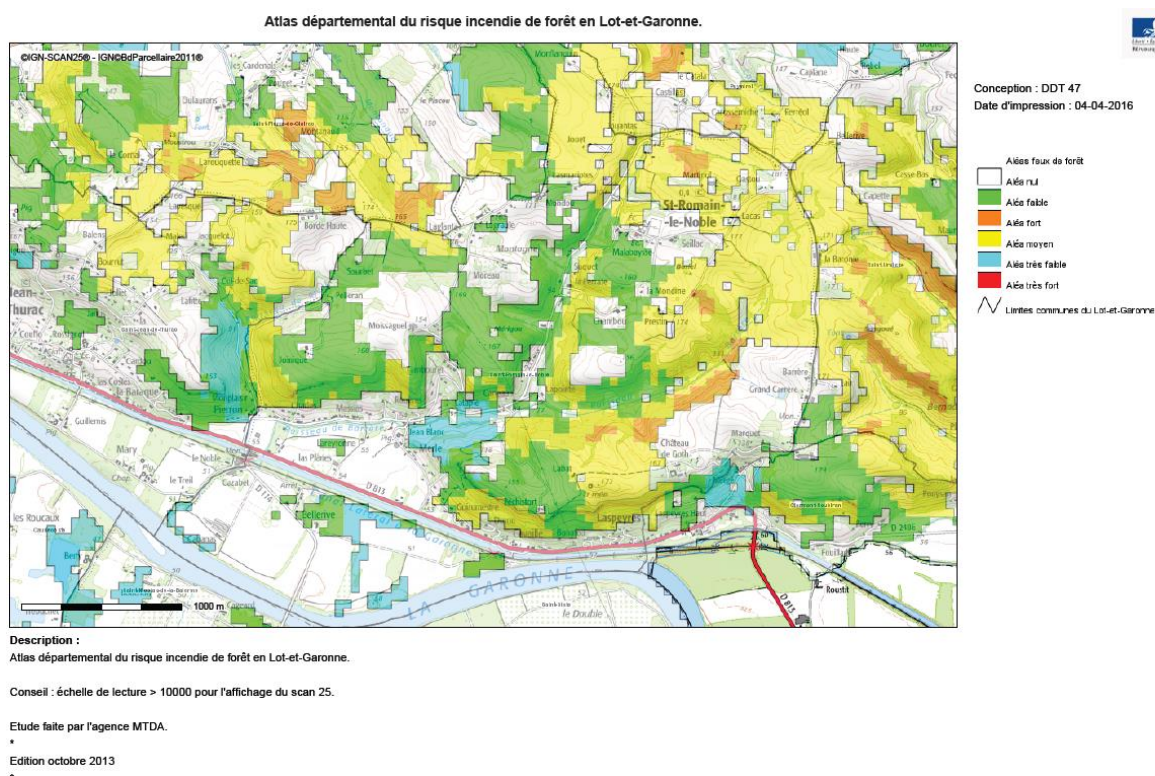
Des Plans de Prévention des Risques Naturels prévisibles (PPRN) Mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux ont été définis sur 137 communes du Lot-et-Garonne en 2006 puis 158 autres dont la commune de Saint-Romain-le-Noble le 2 février 2016.

Le règlement du PPRN est joint dans les Annexes du PLU.

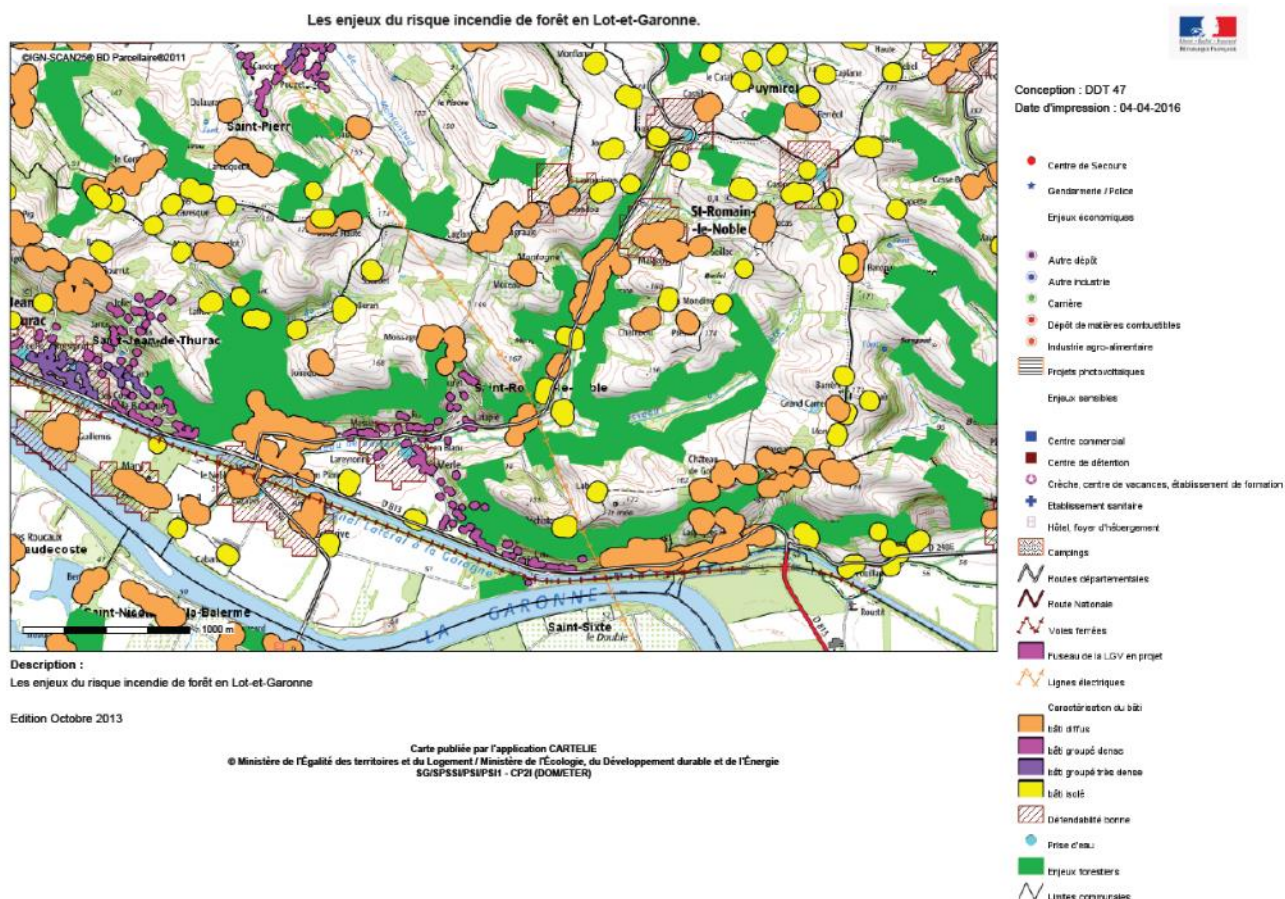
Risque feu de forêt

Le risque feu de forêt est peu prégnant sur la commune. Les enjeux se situent surtout sur les coteaux boisés peu accessibles.

Le PLU a été l'occasion d'une réflexion sur les moyens de DFCI à l'échelle de la commune. Les zones constructibles bénéficient d'une bonne défendabilité.



1. Rapport de présentation Plan Local d'Urbanisme de Saint-Romain le Noble



b. Les risques technologiques

Saint-Romain-le-Noble est traversée par trois conduites de gaz naturel haute pression. Elle est à ce titre concernée par le risque **Transport de Matière Dangereuse**.

Des contraintes d'urbanisme s'appliquent selon la zone de danger concernée.

Nom de la canalisation	Type de catégorie	Zones de dangers (rayon en m) et contraintes associés			Seuil d'occupation	
		Dangers très graves Effets Létaux Significatifs (ELS)	Dangers graves Premiers Effets Létaux (PEL)	Dangers significatifs Effets Irréversibles (IRE)	Nombre d'occupants autorisés	Equivalent logements
		<ul style="list-style-type: none"> Seuil d'occupation Pas d'ERP > 100 pers Pas d'IGH Pas d'INB 	<ul style="list-style-type: none"> Pas d'ERP > 300 pers à mobilité réduite de type (J, R, U) pour les DN <=150 	<ul style="list-style-type: none"> Pas d'ERP > 300 pers à mobilité réduite de type (J, R, U) pour les DN <=100 		
Conduite de gaz DN 200 Clermont Soubiran-Bon Encontre	B	35	55	70	30	12
Conduite de gaz DN 300 Astaffort-Saint Romain Le Noble	B	65	95	125	106	42
Conduite de gaz DN 200 Bajamont-Saint-Romain-Le Noble						

Source : TIGF

La servitude est détaillée dans les Annexes du PLU. Par ailleurs, le secteur d'information autour de la canalisation de gaz haute pression est indiqué sur le règlement graphique et sur la carte des contraintes annexée au dossier. Il correspond à la zone de dangers significatifs Effets Irréversibles (IRE).

Dans ce secteur, les nécessités du fonctionnement du service public conduisent à soumettre à une demande de renseignement auprès du gestionnaire concerné (Société Total Infrastructure Gaz de France - TIGF), pour toute occupation, autorisation du sol ou intervention.

La RD 813 et la voie de chemin de fer entre Bordeaux et Toulouse sont aussi considérées comme des itinéraires de **Transport de Matière Dangereuse**.

Enfin, un risque industriel majeur est également dû à la présence, à 10 km à vol d'oiseau, de la centrale nucléaire de Golfech. Saint-Romain-le-Noble est incluse dans son périmètre du Plan Particulier d'Intervention (PPI) pour le **risque nucléaire**.

c. Le risque routier

Dans le cadre de l'élaboration du Plan local d'Urbanisme, la sécurité routière est un enjeu important sur la commune.

Les éventuels voies ou carrefours dangereux ont été repérés de façon à prévoir leur aménagement et/ou si celui-ci n'est pas possible, stopper les extensions urbaines qu'ils desservent.

Les points dangereux sur les routes, sur la commune de Saint-Romain-le-Noble, sont les suivants :

- Croisement entre la RD 813 et la RD 114. Ce croisement est encore plus dangereux depuis l'ouverture du pont sur la Garonne ré-ouvert au cours de l'année 2010. Un emplacement réservé a été défini de l'autre côté de la RD 813 pour aménager et de sécuriser ce carrefour.
- Les sorties le long de la départementale n°277 mais le profil de la route et les nombreux virages permettent de limiter la vitesse des automobilistes.



Croisement dangereux entre la RD 813 et la RD 114

L'accidentologie¹ concerne essentiellement la RD 813, les autres RD plus sinueuses invitent plus à la prudence et à la limitation de la vitesse. Pour les trois derniers accidents, selon le cas, les causes sont la vitesse, l'alcool au volant, l'imprudence et l'inattention.

Répartition des accidents corporels sur la période 2003-2008 et 2011-2015

Année	Gravité de l'accident	Localisation
2004	accident léger	RD 813 au PR 2,200
2005	accident grave (2 blessés hospitalisés)	RD 813 au PR 3,000
2007	accident mortel	RD 813 au PR 1,782
2008	accident grave (un blessé hospitalisé)	RD 277 au PR 5,443
2012	1 blessé hospitalisé	RD 813 au PR 2,0110
2013	1 blessé hospitalisé	RD 813 au PR 2,0062
2014	1 blessé hospitalisé	RD 813 au PR 2,0971
2015	Aucun accident corporel	/

Source : porter à connaissance et DDT 47/SRS/CSRT

Le PLU intègre les enjeux suivants : limiter le nombre d'accès sur les voies passantes et/ou sans visibilité, aménager les carrefours dangereux, prévoir des aménagements pour les piétons et les cyclistes afin de sécuriser leurs déplacements...

¹ Seuls les accidents corporels ayant fait l'objet d'une prise en charge par les forces de l'ordre (Police ou Gendarmerie) sont pris en compte. Les accidents matériels ne sont pas répertoriés (DDT 47/SRS/CSRT).

E. L'analyse urbaine et architecturale

Vue aérienne du bourg au 1/2500



Source : IGN Ortho-Photo 2008

1. Le patrimoine répertorié

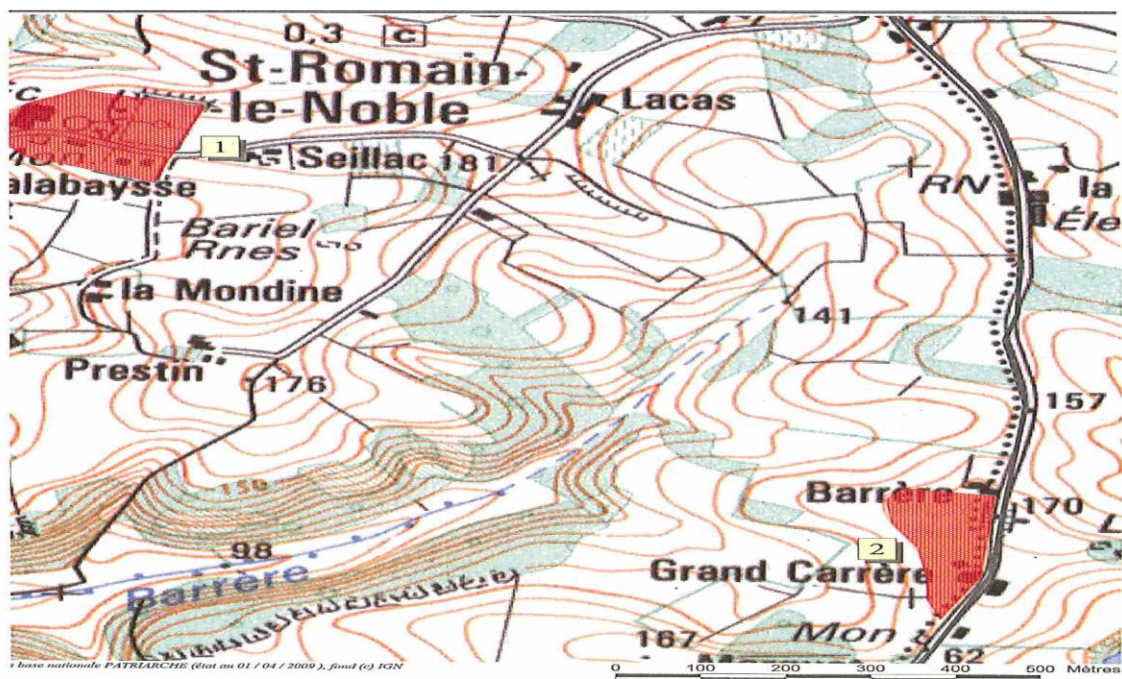
a. Les monuments classés ou inscrits

La commune de Saint-Romain-le-Noble ne possède aucun monument ou site inscrit ou classé sur son territoire.

b. Les sites archéologiques

Selon le Service Régional d'Archéologie de la Direction Régionales des Affaires Culturelles d'Aquitaine, les zones sensibles de la commune de Saint-Romain-le-Noble sont :

- L'église, le cimetière et l'habitat du Moyen-âge du bourg de Saint-Romain (1),
- L'occupation d'époque gallo-romaine au lieu-dit « Carrère » (2).



En application de l'article R 123-11-f du code de l'urbanisme, ces éléments sont reportés sur le plan des contraintes ou autres limitations d'utilisation du sol.

Ils figurent aussi sur le plan de zonage du PLU.

Les zones archéologiques, lorsqu'elles sont situées en campagne, sont par principe classées en zone naturelle dans le Plan local d'Urbanisme afin de préserver le secteur et d'éviter l'implantation de nouvelles constructions.

En zone urbaine, ce n'est pas le cas mais la règle sur l'archéologie préventive peut s'appliquer.

De plus, en dehors de ces zones, des découvertes fortuites au cours de travaux sont possibles. En ce cas, afin d'éviter toute destruction de site qui serait susceptible d'être sanctionnée par la législation relative aux crimes et aux délits contre les biens (articles 322-1 et 322-2 du Code Pénal), le service régional de l'archéologie devra être immédiatement prévenu, conformément à l'article L. 531-14 du Code du Patrimoine.

2. Diagnostic architectural et urbain

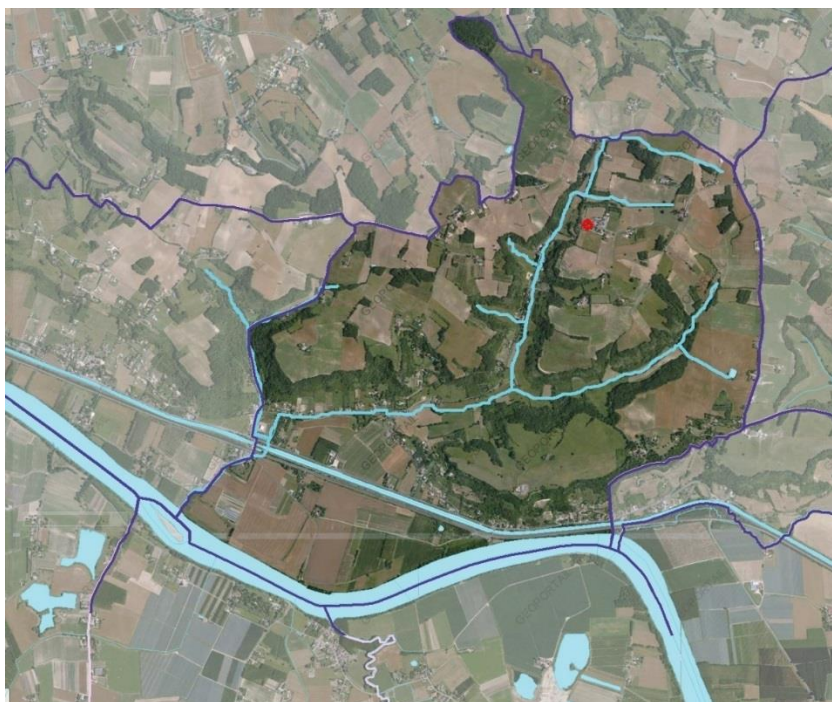
a. Première approche

La commune de Saint Romain le Noble se développe sur un territoire d'une superficie de 800 hectares.

Elle est située à 15 km à l'Est d'Agen relié par l'ancienne RN113.

On distingue trois grandes entités paysagères :

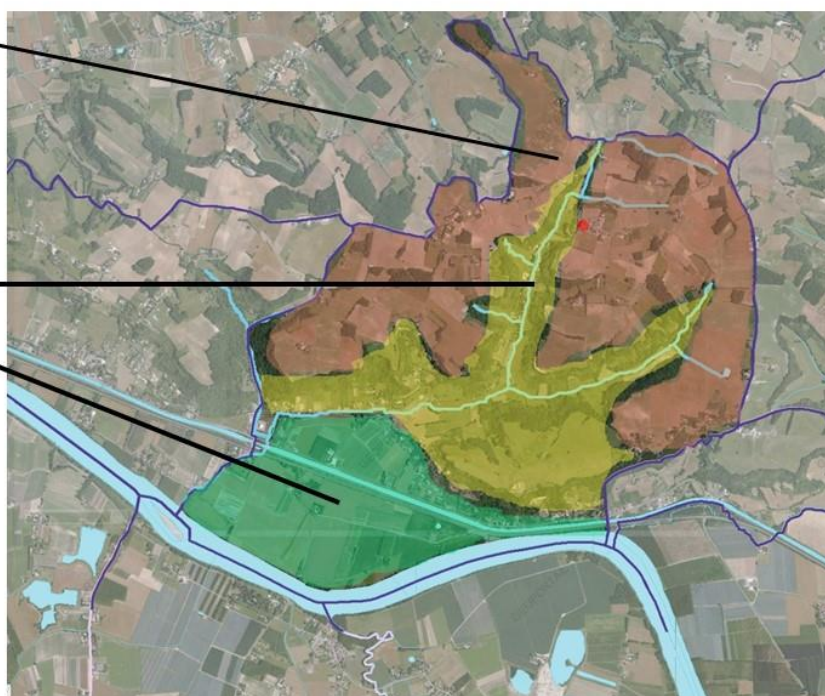
- au sud, représentant $\frac{1}{4}$ du territoire, une zone de plaine, limitée par la Garonne et traversée par le canal latéral à la Garonne
- au nord, une zone de plateaux entaillés par les vallées des rivières
- la zone des versants de coteaux orientés au sud.



La zone des plateaux au Nord

Les vallées et les versants de coteaux

La zone de plaine au Sud



b. Organisation urbaine

L'organisation urbaine de la commune est composée de 3 entités :

- Le bourg,
- Les hameaux,
- Le bâti diffus.

Le bourg

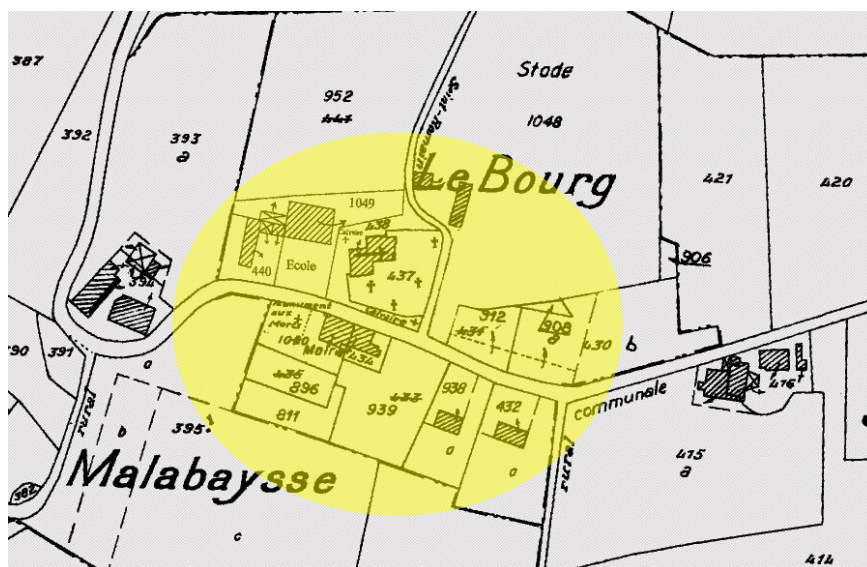


Le bourg

L'urbanisation de la commune de Saint-Romain-le-Noble s'est organisée autour de son centre historique représenté par l'église du 16^{ième} siècle et son cimetière accolé.

Ce développement s'est poursuivi en s'organisant autour de l'église.

Le bourg est principalement composé de l'église, de l'école organisée autour d'une place commune et de la mairie avec son monument au mort.



ASPECT URBAIN

L'ensemble formé par l'église et son cimetière, l'école et la mairie, constitue le bourg de Saint Romain. L'implantation des bâtiments en limite de voie publique, les limites de parcelles marquées par des murs de clôture ou des murs bahuts végétalisés, quelques arbres d'alignement créent des espaces publics clairement délimités de grande qualité et à forte identité malgré la faible densité des bâtiments, définissent l'aspect urbain.



La place

- du piéton,
- de la voiture,
- du végétal



ASPECT ARCHITECTURAL

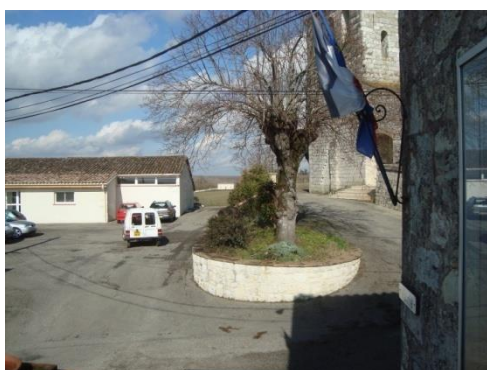
L'architecture du bourg est une architecture traditionnelle caractéristique du patrimoine rural en Lot-et-Garonne.

La typologie des bâtiments traditionnels se caractérise par des volumes simples (base rectangulaire), d'un étage au plus (un niveau sur niveau semi-enterré pour adaptation à la topographie), réalisés en moellons de pierre.

Les bâtiments sont couverts par des toitures sur génoise, à 4 pans quand ils sont isolés ou dominants ou à 2 pans dans les autres cas ; le faîtage est parallèle à la façade principale souvent implantée en limite de voirie.

Les pentes de toiture sont de l'ordre de 33%.

Les couvertures sont en tuile de terre cuite romane.



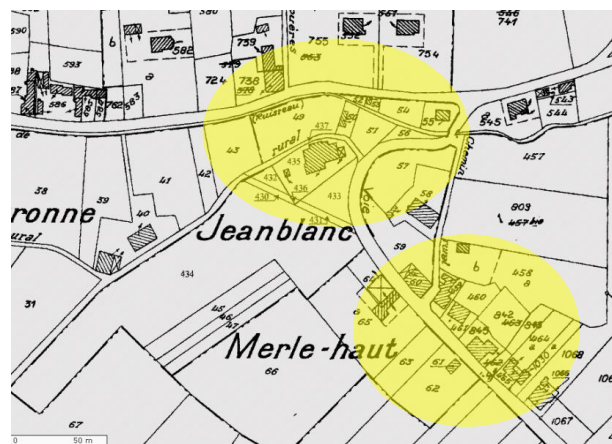
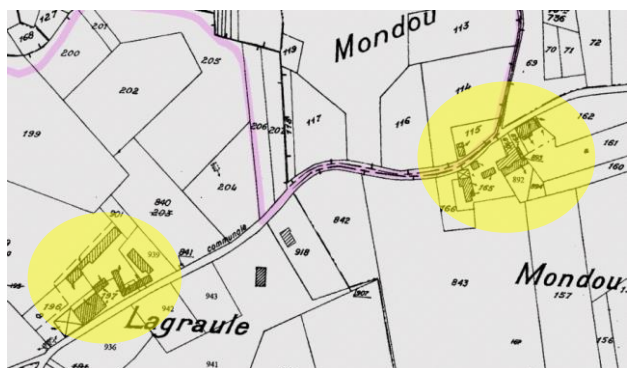
Les hameaux

L'autre forme urbaine rencontrée sur le territoire de la commune est celle des hameaux.

Ces hameaux se sont constitués autour de corps de fermes qui sont à eux seuls de véritables hameaux.

Le territoire de la commune de Saint-Romain est irrigué par ce type d'urbanisme que l'on retrouve en pied des versants de coteaux, le long de la plaine de la Garonne et sur les plateaux entourant le bourg.

Les hameaux se sont développés à partir des corps de ferme en s'étirant le long des routes.



Les corps de ferme autour des quels se sont constitués les hameaux représentent des éléments du patrimoine rural bâti remarquables.

Ils sont généralement constitués autour d'une cour centrale qui organise l'ensemble des bâtiments de la ferme, On trouve ainsi le corps de ferme principal, la grange ou le hangar, le pigeonnier.

Ces ensembles forment de petites unités urbaines dont l'organisation est comparable à celle du bourg.

Une implantation en limite de voirie, des clôtures clairement définies matérialisées par des murets en pierre délimitent des espaces communs possédant une forte identité.

Ce patrimoine constitue un véritable enjeu pour la qualité du développement de la commune.

Les éléments les plus remarquables se trouvent à "Mondou", "Lagraule", "Jean blanc« et "Merle Haut".



Le quartier de la gare constitue également un exemple remarquable d'organisation urbaine.

Les bâtiments d'architecture du 19^{ième} ou début du 20^{ième} siècle sont organisés autour d'une allée bordée d'arbres d'alignement.

La qualité de cet espace réalisée avec peu de moyens met en valeur l'importance des arbres d'alignement dans la composition urbaine.





L'habitat diffus

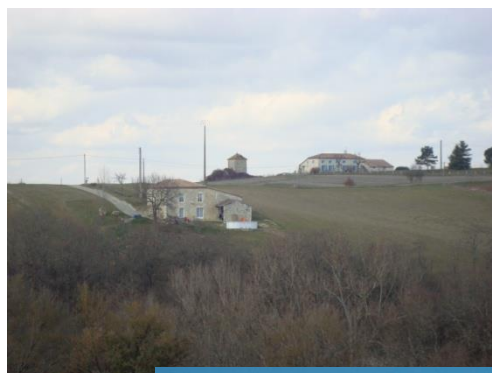
L'ensemble du territoire de la commune de Saint-Romain est parsemé d'unités d'habitat diffus et en particulier dans la vallée qui mène à Saint-Romain.

Deux typologies distinctes caractérisent ce type de construction : les bâtiments d'origine agricoles et l'habitat pavillonnaire.

Ces typologies se séparent sur bien des aspects :

- la fonction: les fermes sont des unités de travail qui associent logement et bâtiments de travail, l'habitat pavillonnaire a par définition une seule fonction, le logement
- la qualité des matériaux et du vocabulaire architectural d'une certaine pauvreté dans le cas des constructions actuelles qui banalise ce type de construction
- l'insertion dans le site tant du point de vue de l'implantation des constructions sur le terrain que des couleurs des matériaux est rarement conforme à ce qui se réalise traditionnellement.

Or, l'impact des constructions nouvelles est important dans le site du fait de leur contraste avec leur environnement bâti et paysager.



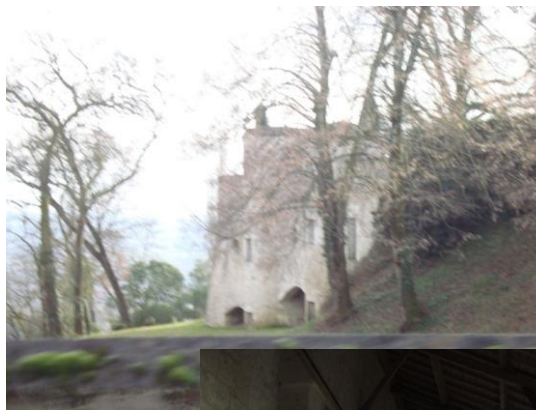
c. Le patrimoine architectural

Outre son patrimoine rural, la commune de Saint-Romain-le-Noble recèle sur son territoire, un patrimoine architectural de qualité.

A noter la présence d'une tour signal de l'ingénieur Claude Chappe, créateur d'un réseau de télégraphie aérienne. Il s'agit de la tour n°636, tour ronde, sur le réseau Avignon - Bordeaux utilisée entre 1834 et 1853. Cet élément remarquable mériterait d'être inscrit au registre des monuments historiques.

L'écluse est située sur le canal au lieu-dit Le Noble.

Enfin des éléments du petit patrimoine présentent un intérêt en tant que témoin d'un passé : pigeonniers, croix



L'église de Saint-Romain du 16^{ième} siècle avec son portail sculpté de monstres et de chimères, et son cimetière attenant forment un ensemble architectural remarquable



L'écluse sur le canal latéral à la Garonne



Pigeonnier à « Jean blanc »

Patrimoine végétal, on note aussi l'arboretum au sud de la commune, au bord du futur chemin de Saint-Jacques de Compostelle.

d. Enjeux et stratégie

La commune doit continuer son développement dans le respect d'un urbanisme et d'une architecture locale avec le souci d'une qualité environnementale.

Pour y parvenir, il s'agit de répondre à ces 3 questions :

- Comment implanter de nouvelles constructions sans porter atteinte à l'identité de chaque forme d'urbanisation spécifique ?
- Comment limiter la consommation de territoire pour répondre aux besoins de l'urbanisation ?
- Comment implanter de nouvelles constructions sans défigurer les paysages ?



L'identité de Saint-Romain-le-Noble est celle d'une commune rurale qui possède un patrimoine rural de qualité aux caractéristiques urbaines et architecturales fortes, le bourg et les hameaux décrit précédemment.

C'est cette identité qu'il faut s'attacher à préserver

L'impact d'une construction nouvelle est fort, que ce soit par sa forme, sa couleur, ses limites.

Il convient d'en limiter l'impact en limitant les zones d'extension possible, en particulier sur les plateaux (cône de visibilité).

Retrouver une structure urbaine et paysagère propre à la commune permettra l'intégration des nouvelles habitations tant au niveau visuel qu'au niveau du cadre de vie des habitants.

Les coteaux au sud de la commune ne sont pas construits. Pour limiter la consommation de territoire, permettre l'activité agricole et la persistance du patrimoine rural diffus, il convient de ne pas urbaniser cette partie de territoire.

Depuis le plateau au nord de la commune, on a une visibilité directe sur la bastide de Puymirol. Pour préserver la qualité de ce paysage, la possibilité d'extension sur cette partie de la commune doit être limitée et réfléchie (utilisation de techniques constructives adaptées en référence à l'architecture locale).



Le développement de la commune doit se réaliser par une densification du bourg et de certains hameaux qui respectent l'organisation de ces entités remarquables.

La structure de ce hameau est remarquable et peut être un exemple pour un développement de nouvelles constructions.

Les nouvelles constructions doivent pour s'intégrer respecter les éléments d'architecture locale. La proscription de certains matériaux ne doit pas être envisagée, mais leur utilisation doit se faire dans le respect des mises en œuvre locales. Dans les illustrations ci-dessus, l'utilisation du bois existe mais l'essence utilisée et la mise en œuvre ne correspondent pas à la mise en œuvre locale. Le bardage est à pose verticale sur les hangars, il est posé horizontalement sur la maison.



F. La consommation de l'espace agricole, naturel et forestier

1. La méthode

L'analyse de la consommation de l'espace s'est effectuée à partir de la comparaison des photos aériennes de l'IGN de 1999 et de 2008 et d'une localisation des constructions nouvelles apparues entre 2008 et 2012. La mairie a donné les informations nécessaires à la réalisation de la cartographie.

Les surfaces consommées ont été cartographiées en différenciant le type d'espace concerné.

2. En proportion une consommation pour les activités conséquente

Entre 2000 et 2012, le territoire de la commune de Saint-Romain-le-Noble a connu la construction de **27 logements d'habitation** (maisons individuelles uniquement) sur un total de 4,88 ha, soit une taille moyenne de terrain de 1877 m².

1600 m² ont été utilisés pour des annexes d'habitation (2).

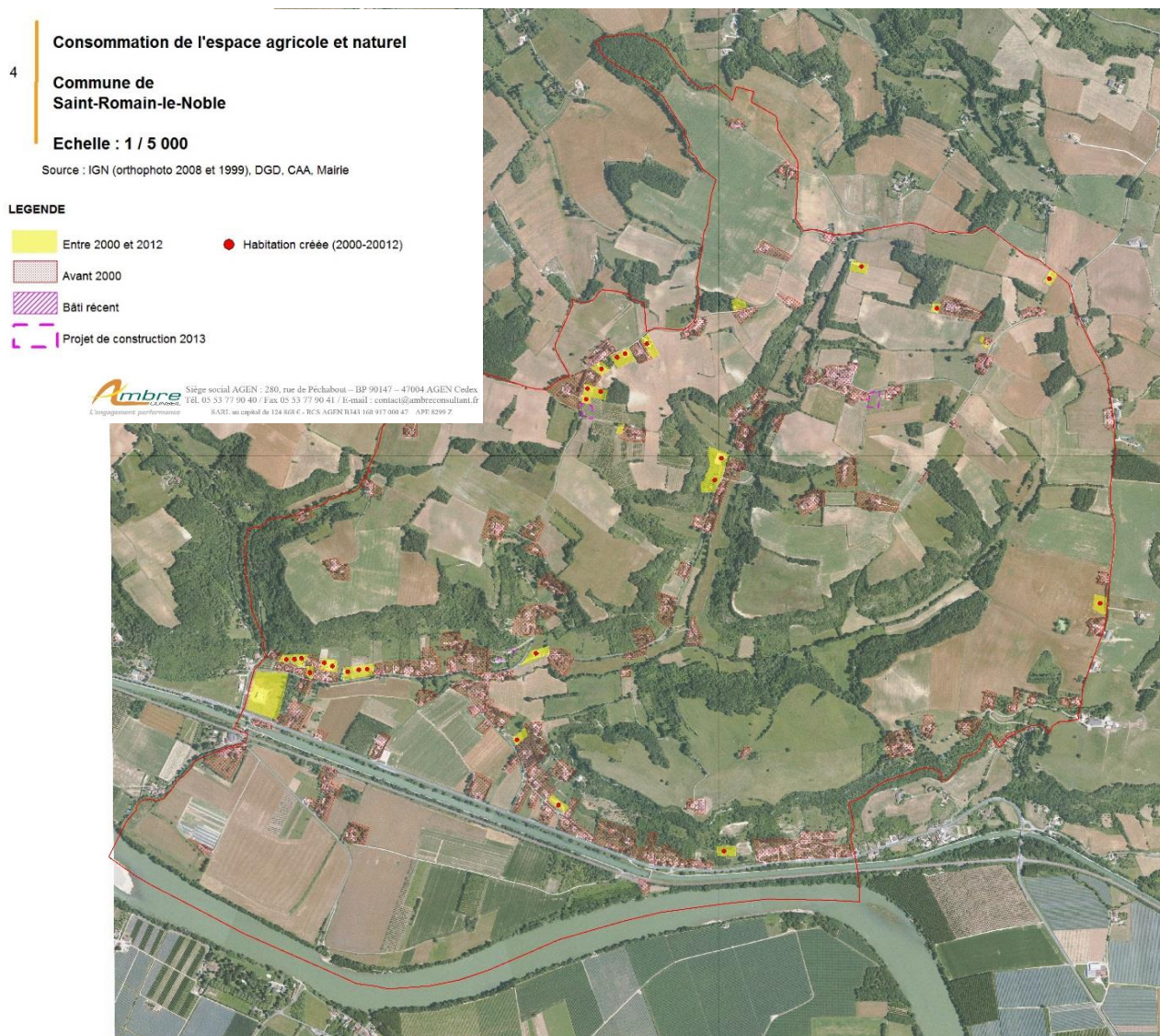
Sur la même période 2,5 hectares ont été consommés pour l'implantation de deux activités, l'une d'entre elles ayant consommée une large parcelle agricole.

Quelle que soit l'utilisation, c'est essentiellement des espaces agricoles qui ont été consommés par l'urbanisation (à 78 %). Les espaces naturels, le plus souvent boisés ne représentent que 18 % des surfaces consommées.

On peut noter que l'implantation d'une activité a consommé une grande parcelle agricole dans la plaine. Le PLU vise à valoriser au mieux cette consommation en densifiant ce secteur à travers des orientations d'aménagement et de programmation.

Consommation 2000-2012

	Total	Espaces agricoles	Espaces naturels	Friche	Nombre de projets	Moyenne en m²
Total	7,59	5,92	1,38	0,29		
Pour l'habitat	4,88	3,43	1,16	0,29	26	1877
Pour les annexes	0,16	0,16			2	800
Pour l'activité	2,56	2,34	0,22		2	12800



IV L'ancien POS

Le Plan d'Occupation des Sols (POS) de la commune de Saint-Romain-le-Noble date de l'année 1988. Il a été révisé en 1994 et en 1997, puis abrogé en 2005, car il ne respectait pas le contenu du Plan de Préventions des Risques Naturels (PPR Inondation et Mouvement de terrain).

Ce document d'urbanisme comprenait quatre zones différentes :

- La zone U qui correspondait au bourg de Saint-Romain-le-Noble et qui occupait une surface de 4,40 ha. Sur cette zone, seul le vestiaire du terrain de rugby a été construit depuis le début du POS.
- La zone NA qui correspondait au lotissement Charles. Sur cette zone de 1,20 ha, trois à quatre nouvelles constructions ont été bâties depuis l'année 1988.
- Trois zones NB qui occupaient 10,70 ha. Ces zones se situaient aux lieux-dits « Metgé », « Guiromestre » et « Tambouret ». Au lieu-dit « Metgé », une seule nouvelle maison a été construite depuis l'approbation du POS. A « Guiromestre », trois nouvelles constructions, ainsi que des agrandissements et des extensions ont eu lieu depuis 1988, tandis que deux nouvelles maisons ont été construites au lieu-dit « Tambouret ».
- La zone NC était réservée à l'activité agricole, sur 815,30 ha.
- La zone ND correspondait à la zone inondable de la Garonne où toute construction était interdite. Elle occupait une surface de 24 ha.

Néanmoins, il est important de préciser que les nouvelles constructions, se situant dans les zones NA et NB, n'ont pas forcément été réalisées pendant la période de validité du POS et ont pu être construites après 2005, une fois le POS abrogé.

En effet, entre 2005 et 2010, de nouvelles constructions ont pu être bâties dans le respect du règlement national d'urbanisme, c'est-à-dire dans ce qu'on appelle les Parties Actuellement Urbanisées (PAU).

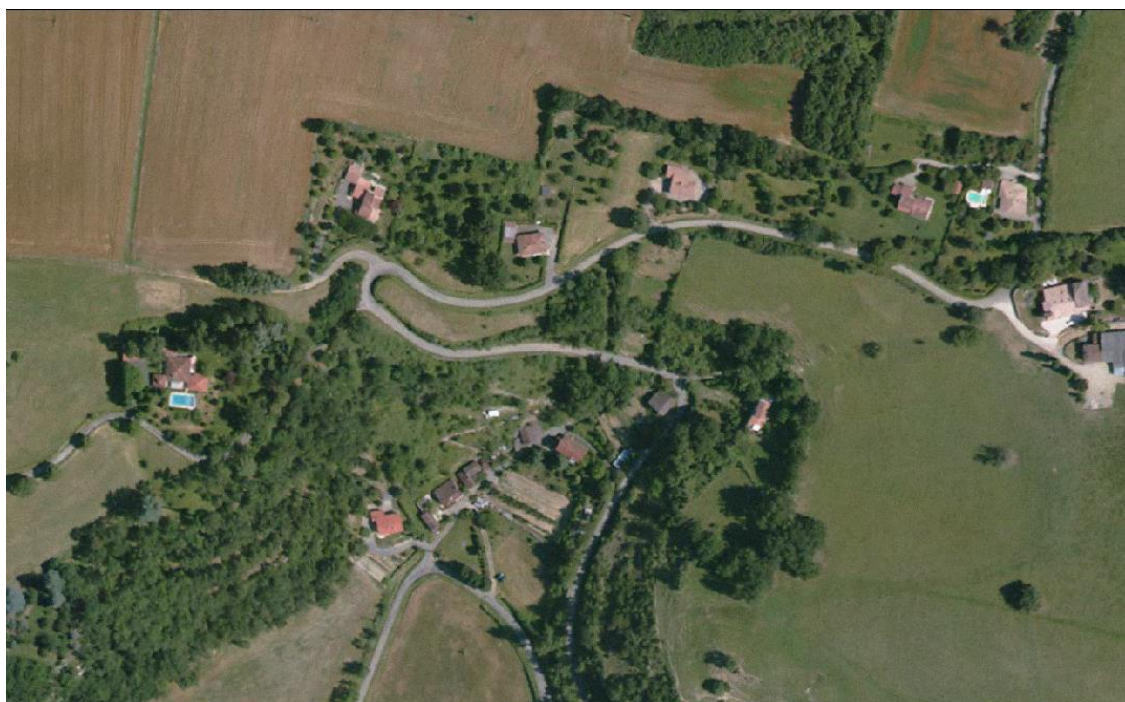
Vue aérienne du Lotissement Charles en 2008



Vue aérienne du lieu-dit « Guiromestre » en 2008



Vue aérienne du lieu-dit « Metgé »



Vue aérienne du lieu-dit « Tambouret »



La source de ces quatre photos aériennes est : IGN Ortho-Photo 2008

V Les atouts et faiblesses du territoire

De la synthèse du diagnostic réalisé, on peut d'ores et déjà dégager plusieurs enseignements. Ces éléments sont importants dans la définition des premières orientations du futur PLU.

A. Les atouts de Saint-Romain-le-Noble

- Une situation géographique plutôt avantageuse :

Saint-Romain-le-Noble est situé à seulement 18 km d'Agen, préfecture du département du Lot-et-Garonne et à moins de 12 km de Golfech et sa centrale nucléaire. Ces deux lieux sont des pôles d'emploi importants vers lesquels se tourne une part importante de la population de Saint-Romain-le-Noble.

- Un milieu rural préservé :

Les paysages agricoles et naturels de Saint-Romain-le-Noble sont très attrayants pour des jeunes couples à la recherche d'un retour à la campagne. La topographie accidentée de la commune, la Garonne, le canal latéral à la Garonne et sa voie verte ainsi que les chemins de randonnées donnent à Saint-Romain-le-Noble un cadre paysager de qualité, séduisant pour de futurs habitants.

- Des équipements scolaires, sportif, de transport et un service postal à préserver :

Saint-Romain-le-Noble possède une école primaire et un terrain de rugby dans le bourg. Au sud de la commune se trouvent aussi une agence postale et une gare SNCF de transports régionaux. Ces éléments sont importants à conserver et à améliorer pour augmenter l'attractivité de la commune.

- Un pont sur la Garonne, reliant le Lot-et-Garonne et le Gers, récemment ré-ouvert :

L'ouverture du pont sur la Garonne permet maintenant aux habitants de Saint-Nicolas de Balherme et des alentours de se rendre plus rapidement vers Agen. L'agence postale de Saint-Romain devrait en profiter.

B. Les faiblesses de Saint-Romain-le-Noble

- Un bourg ne jouant pas son rôle de centre :

Du fait de la topographie accidentée de la commune, le bourg de Saint-Romain-le-Noble ne peut accueillir que très peu de constructions et malgré la présence de l'église, de la mairie, du cimetière, de l'école et du terrain de rugby, il ne joue pas de rôle central sur la commune.

- L'absence de commerces et services et la faible présence d'artisans :

L'absence de commerces et services et dans un degré moindre, le faible nombre d'artisans sur la commune peut être un facteur négatif pour l'installation de nouveaux habitants qui recherchent un minimum de commodités.

- Une équipe de rugby en sommeil depuis 2014 faute de bénévoles.
- Des risques naturels très présents :

De par sa situation géographique dans la vallée de la Garonne et sa topographie accidentée, Saint-Romain-le-Noble possède de forts risques naturels sur son territoire (inondations, mouvements de terrain et chutes de pierres) ce qui rend la constructibilité du territoire plus compliquée.

Le PLU s'appuie sur les atouts de la commune pour la développer ; il cherche aussi à composer avec ses faiblesses et/ou à les atténuer, par exemple en renforçant le bourg centre et en permettant la densification de la zone d'activité de Le Noble.

PARTIE II JUSTIFICATIONS DU PLU

I Explication des choix retenus pour établir le Projet d'Aménagement et de Développement Durables et les orientations d'aménagement et de programmation

A. Elaboration du PADD

1. Le PADD : un document stratégique

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable définit les grandes orientations d'urbanisme et d'aménagement retenues pour l'ensemble de la commune, notamment en vue de **favoriser le renouvellement urbain**, de **préserver l'environnement** et de **privilégier la qualité urbaine et architecturale**. Il présente les choix et solutions d'aménagement retenus **par les élus** qui permettront la réalisation d'un **projet de territoire cohérent et durable**.

Ce document est un des documents constitutifs du dossier de Plan Local d'Urbanisme (PLU), il doit respecter les objectifs et principes d'équilibre énoncés aux articles **L. 110 et L. 121-1** du code de l'urbanisme.

Le PADD n'est plus directement opposable aux autorisations de construire ou d'occuper le sol comme la Loi Solidarité et Renouvellement Urbain le prévoyait. Cependant, le règlement du PLU, qui leur est opposable, doit être élaboré **en cohérence** avec le projet d'aménagement et de développement durables. Il ne doit contenir aucune disposition contraire à celui-ci.

Depuis la Loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement¹, l'article L. 123-1-3 du Code de l'Urbanisme a été modifié et ce dernier fixe ainsi trois objectifs au Projet d'Aménagement et de Développement Durable.

Le PADD :

- définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.
- arrête les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.
- fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

La Loi Urbanisme et Habitat du 3 juillet 2003, a distingué du PADD les **orientations d'aménagement particulières** relatives à des quartiers ou à des secteurs à mettre en valeur, à réhabiliter, à restructurer ou à aménager. Elles ont alors constitué un document à part entière avec lequel les autorisations d'urbanisme doivent être compatibles. La Loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement, a offert la possibilité d'enrichir ces orientations d'aménagement avec, le cas échéant, une programmation de l'ouverture des zones constructibles à l'urbanisation. A Saint-Romain-le-Noble, il a paru opportun de définir ce type d'OAP sur certains secteurs amenés à se développer.

¹ Complétée par la Loi dite ALUR du 24 mars 2014

Les orientations générales dégagées par le document du Projet d'aménagement et de développement durable s'appuient sur les éléments du diagnostic, les éléments du porter à connaissance de la commune, sur une volonté communale et sur le débat mené avec la population.

2. Le débat du PADD en conseil municipal

Le PADD a été débattu en conseil municipal le 24 mars 2011.

Monsieur le Maire a présenté le projet d'aménagement et de développement durable élaboré, en collaboration avec le cabinet AMBRE, bureau d'étude en urbanisme, comme suite au diagnostic territorial et au travail des élus sur le projet communal.

Après avoir débattu sur le document proposé, à l'unanimité, le conseil municipal a défini les orientations suivantes du PADD :

- 1 - Assurer le maintien de l'école en permettant l'installation de jeunes couples avec enfants sur le territoire communal. Possibilité de logement social ou locatif.
- 2 - Fixer des règles d'aménagement de manière claire et transparente vis-à-vis des habitants de la commune.
- 3 - Dégager des terrains pour les constructions dans un souci d'urbanisation raisonnée en prenant en compte /
 - L'intégration sociale des nouveaux habitants,
 - La préservation de l'agriculture, des paysages et du milieu naturel,
 - La protection des habitants contre les risques naturels,
 - La gestion économe des infrastructures,
- 4 - Préserver l'identité de la commune.

Ces orientations ont été reprises et formalisées dans le PADD de la façon suivante :

Mettre en œuvre un développement durable de Saint-Romain-le-Noble

Objectif 1 : Dynamiser la démographie de la commune pour atteindre environ 500 habitants à un horizon de 10 ans tout en économisant l'espace

Objectif 2 : Permettre le renforcement de l'effectif scolaire

Objectif 3 : Développer un éco-hameau innovant au sud-est du village

Objectif 4 : Faire de la zone de la gare de Saint-Romain un site clé en termes de transport doux

Objectif 5 : Développer l'activité sans créer de nuisances pour les habitants

Mettre en valeur le patrimoine de Saint-Romain-le-Noble et protéger la population contre les risques

Objectif 1 : Préserver, protéger et mettre en valeur le patrimoine de la commune

Objectif 2 : Prévenir les risques naturels et routiers

3. La concertation

La délibération du conseil municipal en date du 10 décembre 2008 prescrivant l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme et complétée par la délibération du 15 octobre 2009, fixe les modalités de la concertation selon les formes suivantes :

- des articles dans la presse et dans le bulletin municipal,
- la tenue d'une ou plusieurs réunions publiques d'information,
- l'affichage en mairie de panneaux réalisés par le bureau d'études chargé de l'élaboration du PLU faisant apparaître les éléments du PLU,
- la mise à disposition d'un registre destiné aux observations de toute personne intéressée tout au long de la procédure, en mairie aux heures et jours ouvrables,
- les éléments techniques du projet envisagé disponible.

a. Articles dans la presse et dans le bulletin municipal,

Le PLU a fait l'objet de deux bulletins d'information en février 2010 et en février 2012.

De même, la presse locale à travers des articles sur la vie du village et les décisions du conseil municipal a participé à l'information de la population quant à l'avancement des études du PLU.

b. Réunions publiques

Une réunion de concertation avec la population a été réalisée le 22 mai 2012 sur le diagnostic et le Projet d'aménagement et de développement durable. Une quarantaine de personnes était présente. Des explications sur le cadre réglementaire et la procédure de Plan Local d'Urbanisme ont été données par le bureau d'études Ambre Conseil. Le diagnostic communal a été présenté avant de passer à l'explication du projet de document d'urbanisme et notamment du PADD. Le débat a permis d'échanger sur la procédure de PLU en particulier la concertation, des problématiques de circulations routière, la prise en compte de la zone agricole et des élevages, le choix des zones de développement urbain, le patrimoine et les logements locatifs.

Une deuxième réunion publique a eu lieu le 18 janvier 2016 réunissant une trentaine d'habitants dont les élus. La représentante du bureau d'études a fait le point sur la procédure réglementaire, ainsi qu'un rappel sur le diagnostic et le PADD (pilier du PLU). Elle a ensuite présenté en détail les orientations d'aménagement et de programmation, le règlement graphique et écrit (documents à disposition en mairie avant et après la réunion). Cette réunion a été l'occasion d'un large échange avec la population sur la procédure, les effets du règlement du PLU, la prise en compte du patrimoine végétal, la constructibilité des terrains, le périmètre de la zone inondable délimitée sur le plan... L'exposition en mairie du projet de PLU s'est poursuivie encore 15 jours après la réunion publique.

c. Affichage et registre

Un registre de remarques a été mis à disposition des habitants à partir de février 2010. Le diagnostic a été affiché en mairie dès sa remise par le bureau d'études en juin 2010.

Les documents du PLU ont été mis à disposition des habitants au fur et à mesure de leur élaboration.

Les annotations, concernant essentiellement des demandes en terrains constructibles, ont été étudiées de façon à pouvoir être prises en compte dans le PLU lorsqu'elles étaient cohérentes avec le projet communal.

Comme suite à la dernière exposition en mairie effectuée en début d'année, des observations ont été notées dans le registre concernant la zone inondable délimitée sur le règlement graphique. Cela a permis de modifier le document pour différencier la zone d'aléa définie en se basant sur la crue de la Garonne de 1875 et la zone susceptible d'être inondée en cas de rupture de la digue du Colon

B. Justification des choix du PADD

Pour chaque orientation d'aménagement du Projet d'Aménagement et de Développement Durable développée dans une fiche, un paragraphe « Constat et diagnostic » permet de justifier l'orientation tandis que les principaux enjeux sont énoncés.

1. Au regard des dynamiques économiques et démographiques

La commune de Saint-Romain-le-Noble est essentiellement résidentielle. Plus de la moitié de la population travaille, mais elle le fait essentiellement sur une autre commune, Agen en particulier. Selon les objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale du Pays de l'Agenais, Saint-Romain-le-Noble n'est pas référencée comme pôle de développement pour les activités, néanmoins rien n'empêche la densification de la petite zone d'activités existante. « Promouvoir une gestion économe de l'espace à vocation économique » étant un des objectifs du SCoT. Le règlement et les orientations d'aménagement et de programmation du PLU s'inscrivent dans cette volonté. Cela permet de valoriser un espace déjà consommé et perdu pour l'agriculture, il n'y a aucune consommation supplémentaire en espace naturel ou agricole.

Il a ainsi été créé une petite zone urbaine spécifique au Noble pour les activités commerciales et artisanales.

Par ailleurs, les activités économiques qui ne produisent pas de nuisance, petit artisanat, commerces, tertiaire sont autorisées en zone Uc ou AU.

Un autre objectif du SCoT consiste à « Conforter l'activité agricole et valoriser un espace agricole pérenne ». C'est ce à quoi s'attache le PLU de Saint-Romain-le-Noble. Les sièges d'exploitations agricoles restent à distance de tout développement urbain. L'espace agricole est préservé dans la mesure du possible, seules les terres situées à proximité immédiate du bourg et le secteur de Gastou sont concernés par un développement urbain. La stricte limitation de la consommation des espaces naturels et agricoles réduit l'impact du PLU sur l'activité agricole.

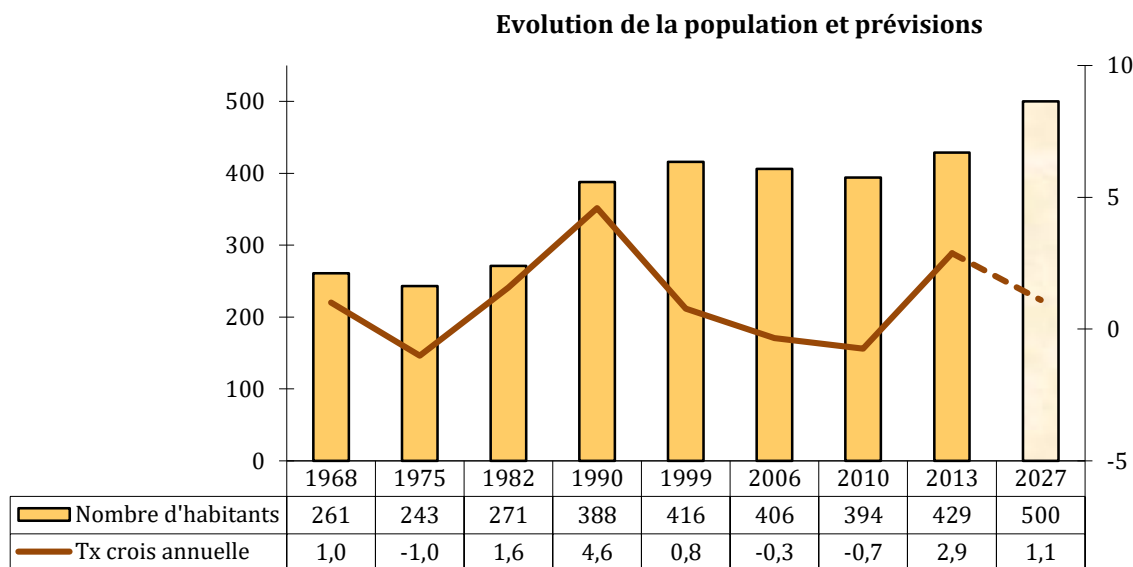
Enfin, la préservation des paysages ruraux et le maintien du cadre de vie sur la commune permettra de conserver un potentiel de développement du tourisme vert à travers les chemins de randonnées, la voie verte et le canal. Le PLU respecte là aussi les objectifs du SCoT.

Les zones réservées aux activités non agricoles sont reprises dans le tableau suivant. Il est clair que l'ensemble des surfaces n'est pas constructible. En zone UxL des prescriptions sont imposées dans l'étude urbaine permettant de déroger à la loi Barnier et la zone est en partie bâtie. En zone NL, une grande partie du secteur est en zone inondable donc inconstructible.

Les zones réservées aux activités (hors activité agricole)

Zones	Lieu-dit	Surface zone (en ha)	Surface constructible (en ha)
UxL	Charles	2,8	0,83
NL	Ecluse et gare	6,3	0,13
Total Activité et loisirs		9,1	0,96

Comme le PADD le précise, la démographie de Saint-Romain-le-Noble a évolué positivement depuis 1975. Après une légère déprise entre 1999 et 2010, la croissance démographique a repris ces dernières années et semble se confirmer avec 429 habitants en 2013.



Source : INSEE, prévisions Mairie

Les élus souhaitent mettre en œuvre une politique d'accueil volontaire afin de préserver leurs équipements publics et en particulier l'école. Ils envisagent ainsi un niveau de population d'environ **500 habitants à un horizon de 10-12 ans**.

Population éventuelle en 2027	500
<i>Habitants supplémentaires</i>	<i>70</i>
<i>Logements à créer*</i>	<i>30</i>

*Avec un nombre de personnes par foyer d'environ 2,3

NB. ATTENTION Ces prévisions dont les calculs sont arrondis sont à prendre avec précaution.

Le calcul des surfaces à prévoir en extension urbaine est fonction des logements possibles en restauration et insertion ainsi que des besoins en équipements ou éventuellement en développant des activités. La commune doit en priorité, restaurer ou construire en insertion du bâti actuel avant de développer en extension. Cependant sur Saint-Romain-le-Noble, ce potentiel est très limité.

Quatre scénarios de développement avaient été envisagés et débattus par la commission puis le conseil municipal :

- Scénario 1 : Atteindre une croissance de 0,8% par an sur 10 ans (comme entre 1990 et 1999) → Hypothèse basse
- Scénario 2 : Maintenir le rythme actuel de 1,2 % de croissance par an sur 10 ans (comme entre 2006 et 2008) → hypothèse moyenne
- Scénario 3 : Atteindre une population de 500 habitants en 10 ans, soit une croissance démographique d'environ 1,9 % par an sur 10 ans → hypothèse moyenne à haute

- Scénario 4 : Atteindre une croissance de 4,6 % par an sur 10 ans (comme entre 1982 et 1990) → hypothèse très forte

C'est le scénario 3 qui a été retenu et mis à jour avec les données démographiques récentes.

Ce niveau de construction est cohérent avec l'évolution passée entre 2000 et 2012 (en moyenne 2,3 logement/an) sachant qu'il n'a pas été envisagé un éventuel desserrement des foyers. En effet, le phénomène de décohabitation pourrait imposer la nécessité de prévoir un volant de logements supplémentaires afin d'atteindre l'objectif démographique recherché.

Evolution du nombre de personnes par foyer

	2011	2027
Nombre de foyers constants	165	165
Nombre de personnes par foyer	2,4	2,3
Personnes en foyer	396	379
Perte d'habitants		17

Ainsi avec un nombre de personnes par foyer situé à environ 2,3, il faudrait près de 40 logements pour atteindre 500 habitants en 2027 (31 +8 pour compenser le desserrement des ménages).

Afin de rester sur les évolutions récentes en matière de pression foncière, les élus ont choisi de ne pas prendre en compte le desserrement des foyers.

2. Au regard des objectifs de réduction de la consommation des espaces naturels et agricoles fixés par le SCoT

a. Les objectifs de consommation de l'espace définis dans le SCoT

Des objectifs de réduction de la consommation des espaces naturels et agricoles et de maîtrise de l'étalement urbain ont été fixés dans le Schéma de Cohérence Territoriale. Ce document d'urbanisme fixe un objectif de réduction de 30% de la consommation foncière à des fins résidentielles.

Des prescriptions sont définies afin d'atteindre cet objectif : L'extension urbaine ne s'effectuera pas en linéaire le long des voies sauf en cas de remplissage de dents creuses (un cas). Le nouvel hameau envisagé s'appuie sur du bâti existant, ancien et récent et bénéficie de mesures d'intégration paysagère. Il ne pose pas de problème en ce qui concerne la capacité des réseaux.

La consommation totale de terre agricole (activité comprise) représente environ 0,55 % de la SAU évalué par le cadastre en 2007.

Par ailleurs, avec 2,46 ha, les espaces ouverts à l'urbanisation pour l'habitat n'excèdent pas 3,5 ha soit 30 % de la surface ouverte à l'urbanisation pour l'habitat entre 2000 et 2012. Le PLU est donc conforme aux préconisations du SCoT.

PRESRIPTIONS

Le SCoT impose :

Les conditions d'un développement du logement économe en espace :

- **Limitier le développement de l'habitat isolé dans les espaces agricoles et naturels, et limiter la création nouvelle de hameaux** (Cf. définition d'un hameau insérée en annexe du SCoT – Recommandations chapitre 1.1.2).
- Limiter le développement de l'habitat isolé, ainsi que l'extension depuis ce type d'habitat, et interdire dans les documents d'urbanisme la conception linéaire le long des axes routiers (cf. III.3.2 du DOO).
 - Limiter la création et le développement isolé de nouveaux hameaux dans les documents d'urbanisme, mais permettre toutefois l'extension des hameaux déjà existants à la date d'approbation du présent SCoT. Seuls les hameaux déjà constitués peuvent être étendus uniquement au sein ou en continuité directe de ces derniers.
 - Dans l'éventuel cas de création de nouveaux hameaux ou dans le cas d'une extension d'un hameau existant, les constructions nouvelles ne devront pas générer de nuisances, ni porter atteinte aux :
 - o espaces agricoles ayant une valeur et un potentiel agronomique, biologique et économique ;
 - o espaces naturels identifiés en tant que continuités écologiques (Cf. partie III-1. du présent document).
 - o paysages de qualité du Pays de l'Agenais, et générer notamment des impacts visuels. Les nouvelles constructions devront favoriser leur intégration qualitative dans le paysage (Cf. partie III-3. du présent document).
 - Aussi, toute création ou extension de hameaux sera conditionnée à la présence et la capacité des réseaux urbains (Cf. adduction en eau potable et électricité). Les réseaux présents devront présenter les capacités suffisantes pour accueillir les nouvelles constructions.
- **Résorber la vacance sur le territoire de l'Agenais**
- Lorsque les diagnostics des documents d'urbanisme auront identifié plus de 8 % de logements vacants et plus de 20 unités dans le parc total, les documents d'urbanisme communaux ou intercommunaux devront définir un objectif de sortie de vacance.
 - Lors de la définition des stratégies d'aménagement et de développement urbain dans les documents d'urbanisme communaux ou intercommunaux, les friches urbaines et industrielles devront faire l'objet d'une réflexion sur les possibilités de réaménagement et de réappropriation pour les mêmes usages, voire de nouveaux usages.

b. Les besoins en surfaces constructibles au regard des objectifs démographiques de la commune

Les élus de Saint-Romain-le-Noble envisagent une évolution démographique annuelle de 1,3 %, et une moyenne de 3 nouveaux logements par an.

Les besoins seraient alors d'environ 30 logements supplémentaires sur 10-12 ans afin d'accueillir 70 nouveaux habitants.

En appliquant un objectif de consommation de l'espace respectueux des orientations générales du SCoT, les surfaces constructibles nécessaires à la création d'habitat seraient d'environ 4 ha de surfaces libres.

Objectifs démographiques et besoins en zones constructibles

	2013	Population 2027	Commentaires
Nombre d'habitants	429	500	
Nb habitants supplémentaires		70	
Taux de croissance annuel		1,1 %	
Besoin en logements		30	
Surface nécessaire (sans rétention foncière)		3,6 ha	<i>Avec une taille moyenne par lot de 1200 m² contre 1880 consommés entre 2000 et 2012 soit plus de 30 % de réduction</i>

c. L'offre potentielle en logements issue du PLU

Logements vacants et changements de destination

Les 17 logements vacants répertoriés par l'INSEE en 2012 ne sont pas tous mobilisables.

Par ailleurs, les élus ont fait le point sur les anciens bâtiments agricoles susceptibles de changer de destination (en zones naturelle et agricole). Une vingtaine de bâtiments a été repérés en vue d'un éventuel changement de destination mais il est difficile d'évaluer les réalisations éventuelles dans les 20 ans.

Ainsi, les logements vacants et les bâtiments agricoles susceptibles de changer de destination ne constituent pas un potentiel de logements nouveaux important (entre 5 et 10).

Le potentiel dans les dents creuses

Il n'a pas été repéré un grand nombre de parcelles bâties susceptibles d'être subdivisées. D'une manière générale, le règlement n'interdit pas une telle densification, cependant la configuration du foncier et les souhaits actuels des propriétaires ne nous permettent pas de considérer ce potentiel comme significatif.

Les dents creuses ont été repérées en zone Uc bâtie et Nh (hameau de Medgé). La partie inondable de Guiromestre et Merle a été reclassée en zone agricole ou naturelle.

Trois à treize lots sont néanmoins envisageables sur environ 2 ha. La rétention sur ces secteurs peut être particulièrement forte.

Le potentiel dans les surfaces en extension

Deux zones de développement urbain ont été délimitées en extension des zones bâties : au sud du bourg et à Gastou. Ces zones à urbaniser (AU) bénéficient d'orientations d'aménagement et de programmation visant à les densifier tout en favorisant une bonne intégration paysagère.

Avec 2,46 ha de zone à urbaniser, les espaces ouverts à l'urbanisation n'excèdent pas 3,5 ha soit 30 % de la surface ouverte à l'urbanisation pour l'habitat entre 2000 et 2012. Le PLU est donc conforme aux préconisations du SCoT.

Les surfaces constructibles pour l'habitat

Zones	Lieu-dit	Surface (en ha)	Rétention foncière	Nombre total de lots	
				mini	maxi
Uc	Bourg	0,15	Très forte	0	1
	Moreau / Lagraule	0,37	Moyenne	2	3
	Latapie Rouères	0,49	Moyenne	1	2
	Merle	0,09	Moyenne	0	1
	Guiromestre	0,31	Moyenne	0	3
Nh	Metgé	0,55	Forte	0	3
AUa	Gastou	1,43	Faible	8	10
AUe	Bourg	1,03	Faible	8	10
Total habitat		4,42		19	33

d. Cohérence entre les besoins exprimés et les surfaces urbanisables

Les besoins en logements sur les dix prochaines années se situent autour de 30 logements (hors décohabitation). Entre 3 et 13 logements pourront être créés en dents creuses (la rétention foncière pouvant être particulièrement forte) et entre 16 et 20 logements en extension (ouverture à l'urbanisation d'espaces agricoles). A ceci, il y a lieu de rajouter 5 à 10 logements pouvant être issus de changement de destination ou de restauration du bâti vacant. Ainsi un total de 24 à 43 logements pourrait être créé dans les 10 ans, ce chiffre est cohérent avec les besoins exprimés (30 logements en dix ans).

3. Au regard des objectifs en équipements

Les objectifs de développement définis par les élus vont participer au maintien des équipements publics en particulier l'école. Le terrain de sport est classé en zone urbaine.

L'aménagement des voies en particulier au niveau de certains carrefours est programmé à travers la définition d'emplacements réservés. Les orientations d'aménagement et de programmation prévoient la création de liaisons douces vers les équipements publics.

Enfin l'aménagement du secteur de la gare et de l'écluse est envisagé. Comme le SCoT de l'Agenais le préconise, la réouverture de la gare de Saint-Romain-le-Noble sera favorisée à travers le développement de l'habitat et des activités localement.

4. Au regard des enjeux paysagers et environnementaux

La protection de l'environnement et des paysages constitue la toile de fond du projet communal : elle s'inscrit dans les deux axes du projet.

Les différents éléments patrimoniaux identitaires de la commune à préserver et mettre en valeur ont été mis en évidence dans le diagnostic. Des mesures sont prises dans le Plan local d'Urbanisme pour en assurer la préservation (voir zonage, règlement, orientations d'aménagement).

Les objectifs paysagers et environnementaux visent à :

- Privilégier une extension urbaine en continuité du bourg ;
- Marquer des limites franches au développement du bourg ;
- Interdire les développements linéaires le long des voies ;
- Préserver le territoire rural du mitage ;
- Protéger les éléments végétaux structurants du paysage ;
- Préserver les éléments du patrimoine bâti ;
- Favoriser les déplacements doux ;
- Préconiser une économie des ressources (sol, eau et énergie) ;
- Prendre en compte les risques naturels dans les choix d'aménagement.

II Motifs de délimitation des zones, des règles et des orientations d'aménagement et de programmation

A. La délimitation des zones

1. Les zones urbaines (U)

L'article R 123-5 du Code de l'Urbanisme précise que « peuvent être classés en zone urbaine, les **secteurs déjà urbanisés** et les secteurs où les **équipements publics** existants ou en cours de réalisation ont une **capacité suffisante** pour desservir les constructions à implanter ».

Sur Saint-Romain-le-Noble, les zones urbaines sont réparties en secteur à vocation principale d'habitat (Uc) et en secteur réservé aux activités économiques, aux activités à dominante touristique ou de loisirs (UxL).

Elles ont été définies sur le règlement graphique dans le souci de :

- Favoriser la centralité du bourg,
- Permettre une certaine densification tout en préservant le cadre de vie et la sécurité routière,
- Prendre en compte les activités économiques existantes (agriculture et entreprises) et développer le tourisme.

a. Le secteur Uc à vocation principale d'habitat

La zone urbaine à caractère principal d'habitat correspond au bourg et aux extensions urbaines plus récentes vers le Noble incluant le lotissement de Charles, Latapie, Jean Blanc, Guiromestre, Laspeyres et Lagraule. Comme le reste de la commune, cette zone n'est pas raccordable à un au réseau d'assainissement collectif. Sur Merle et Guiromestre, la zone urbaine a été réduite conformément à l'avis du Préfet sur le dossier de PLU arrêté afin de reclasser en zone naturelle ou agricole les secteurs inondables selon la crue de 1875.

Le secteur Uc présente une densité faible à moyenne ; il est destiné principalement à l'habitat, aux services et activités complémentaires à l'habitat et comprend au bourg, la mairie, l'église et le terrain de rugby.

La majorité des constructions est implantée à plus de 5 m des voies ; c'est ce que l'article 6 du règlement préconise. La densification est néanmoins possible car les constructions peuvent s'implanter sur au moins une limite séparative. Le prospect par rapport aux voies départementales (défini dans le règlement écrit) est cohérent avec l'existant aux alentours immédiats de la parcelle.

La qualité urbaine et du cadre de vie est préservée grâce aux préconisations architecturales et à la protection de bâti d'intérêt patrimonial et d'éléments végétaux (au titre de l'article L. 123-1-5-III 2° du code de l'urbanisme, comme espaces boisés classés ou corridors écologiques).



Les extensions urbaines le long des voies
La zone du bourg



Photos : Géoportail

Lagraule



b. Le secteur UxL à caractère principal d'activité économique

Le secteur UxL est un secteur de la zone urbaine réservé aux activités économiques, aux activités à dominante touristique ou de loisirs. Elle correspond à la parcelle où est implantée l'entreprise Irri 2000 susceptible d'accueillir de nouvelles activités sans nuisance pour les habitations environnantes.



Photos : Géoportail

2. Les zones à urbaniser (AU)

« Les zones à urbaniser sont dites " zones AU ". Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation. Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone. Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.

Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation peut être subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme. » (R123-6 du code de l'urbanisme). Elles peuvent aussi être ouvertes à l'urbanisation sans procédure, si les modalités d'urbanisation et le règlement sont déjà définis. Ce type de zone n'a pas été prévu à Saint-Romain-le-Noble.

Sur la commune, les zones à urbaniser AU couvrent des secteurs à caractère naturel destinés à être ouverts à l'urbanisation sous forme d'une ou plusieurs opérations d'aménagement d'ensemble ou opérations groupées. Elles sont destinées principalement à l'habitat, aux services et activités complémentaires à l'habitat. Le PLU définit deux zones AU : au bourg et à Gastou.

La mairie a fait le choix de privilégier une urbanisation organisée plutôt qu'au fur et à mesure de la réalisation des réseaux car cela semble plus adapté à la configuration des zones AU définies sur le territoire de Saint-Romain-le-Noble. L'objectif poursuivi est d'éviter une urbanisation au coup par coup, consommatrice d'espace.

a. Le secteur AUc à Gastou

Cette zone à urbanisée a été définie au nord de la commune afin de favoriser le passage des futurs habitants par le bourg, favorisant ainsi la fréquentation de l'école. Ce secteur s'appuie sur une construction récente existante et un ancien corps de ferme. Sa délimitation et son organisation ont été étudiés de façon à limiter l'impact visuel de la future zone urbaine, notamment depuis la bastide de Puymirol.

Un espace vert au centre permettra de gérer les eaux de ruissellement. Les constructions devront s'intégrer dans la pente afin de limiter les mouvements de sol.

La surface ouverte à l'urbanisation est d'environ 1,43 ha. L'assainissement sera de type individuel.

La zone de Gastou vient étoffer une amorce d'urbanisation avec une construction récente, autorisée par délibération du conseil municipal en dérogation à la PAU (Partie Actuellement Urbanisée) dans une optique de renforcement à terme de ce secteur. Ainsi cette construction autorisée après avis du STAP et modification du permis était destinée à être une amorce de zone constructible. Le regroupement d'habitations sur cette zone est en cohérence avec les infrastructures déjà existantes (route et accès rapide au bourg, moins de 2 min pour aller vers les écoles) ; il est prévu en référence au PADD p 5 « Objectif 2 : Permettre le renforcement de l'effectif scolaire ». Le ramassage scolaire est possible et la défense incendie est assurée par un poteau déjà installé sur le site. La capacité du réseau AEP étant plus adaptée à un développement urbain qu'au niveau du bourg.

Par ailleurs, la création de zones constructibles uniquement au bourg s'est aussi heurtée au manque de mobilité foncière. Le choix de la zone de Gastou, reste cohérent au regard des objectifs de la commune.



Extension du bourg

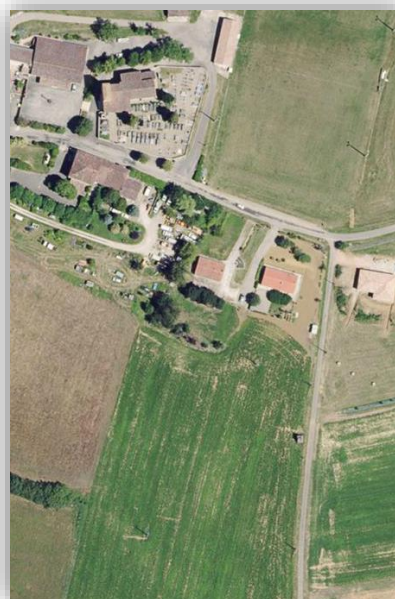


Photo Géoportail

3. Le secteur AUe au bourg

Ce secteur s'étend en continuité au sud du bourg devant deux maisons plus récentes ; c'est une zone exposée plein sud. Il est proposé un éco quartier avec une liaison douce vers le bourg.

Un espace vert au sud permettra d'intégrer la zone d'écoulement des eaux. Il pourra accueillir les ouvrages nécessaires à la gestion des eaux pluviales et à l'assainissement. Il servira d'espace tampon vis-à-vis de la zone agricole et abritera un corridor écologique en continuité de la haie champêtre existante.

La volumétrie du bâti respectera les constructions traditionnelles du bourg.

Une étude de faisabilité quant à la mise en place d'un assainissement groupé sera réalisée avant ouverture à l'urbanisation.

4. Les zones agricoles

« Les zones agricoles sont dites " zones A ". Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

En zone A peuvent seules être autorisées :

- les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ;
- les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.» (R. 123-7 du code de l'urbanisme).

Les dispositions des alinéas précédents ne s'appliquent pas dans les secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels des constructions peuvent être autorisées à la condition qu'elles ne portent atteinte ni à la préservation des sols agricoles et forestiers ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages.

Sur Saint-Romain-le-Noble, il a été défini un secteur Ax pour les artisans situés en campagne.

a. La zone agricole (A)

Elle correspond aux zones agricoles cultivées ou en jachère ainsi qu'aux bâtiments et au siège d'exploitation. Le règlement de zone permet le développement de l'agriculture en préconisant en cas de construction nouvelle à usage agricole ou nécessaire à l'agriculture, des modalités d'insertion paysagères (articles 11 et 13).

L'aménagement ou l'extension d'équipements publics d'infrastructure est autorisé.

La zone peut aussi comprendre des bâtiments d'habitation existants qui pourront évoluer, faire l'objet d'une éventuelle extension ou d'annexe sous condition de taille et de cohérence avec le bâti.

Des bâtiments agricoles susceptibles de changer de destination ont été repérés (voir fiche en annexes du Rapport de présentation).

b. Le secteur agricole bâti où les constructions et installations à usage d'activités économiques sont autorisées

Deux secteurs Ax réservés ont été délimités. Ils permettront aux activités existantes d'évoluer de façon mesurée (emprise au sol maximale 60 % et taille de la pastille autour du bâti existant très réduite).

Dans la plaine à Canelot, le secteur Ax correspond à un transporteur, la constructibilité est limitée par la présence de la zone inondable.

Sur les coteaux à La Baronnie, le secteur Ax correspond à un artisan maçon.

5. Les zones naturelles (N)

« Les zones naturelles et forestières sont dites " zones N ". Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

a) Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;

b) Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;

c) Soit de leur caractère d'espaces naturels.

En zone N, seules peuvent être autorisées :

- les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et forestière ;
- les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. » (Article R*123-8 du code de l'urbanisme).

Les dispositions des alinéas précédents ne s'appliquent pas dans les secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels des constructions peuvent être autorisées à la condition qu'elles ne portent atteinte ni à la préservation des sols agricoles et forestiers ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages.

Sur Saint-Romain-le-Noble plusieurs secteurs à constructibilité limitée ont été délimités : le secteur Nh (Secteur bâti où des constructions nouvelles peuvent être autorisées sous condition) et le secteur NL (Secteur dans lequel des activités de loisirs sont autorisées sous certaines conditions).

a. La zone naturelle (N)

La zone naturelle regroupe les zones boisées ainsi que les secteurs présentant un intérêt écologique (bords de cours d'eau, coteaux boisés) ou paysager (bord de canal, abords de la tour chappe).

Ainsi, en règle générale, une bande de 35 m a été classée en zone naturelle le long de cours d'eau sauf si la zone était déjà urbanisée. Les principaux boisements ont été classés zone en N.

La zone naturelle comprend aussi des constructions isolées lesquelles pourront évoluer, faire l'objet d'une éventuelle extension ou d'annexe sous condition de taille et de cohérence avec le bâti.

Cette zone n'a pas vocation à accueillir du bâti nouveau, exception faite des installations et constructions liées à la protection, à l'entretien du milieu, à sa mise en valeur ou à sa découverte pédagogique, aux équipements publics ainsi qu'à l'agriculture ou à la forêt sous réserve de leur compatibilité avec la sensibilité du milieu.

Le règlement a pour but de protéger ces espaces naturels en vue de maintenir la biodiversité du territoire.

b. Le secteur bâti où des constructions nouvelles peuvent être autorisées sous condition (Nh)

Un secteur de quartier susceptible d'être renforcé sous conditions et à caractère principal d'habitat a été défini sur la commune : à Medgé au sud-est du territoire. L'extension, la restauration et le changement de destination des constructions existantes est autorisé ainsi que la construction d'habitation individuelle à caractère pavillonnaire. La taille et la capacité de ce secteur sont très limitées. La hauteur totale des constructions est limitée à un étage plus comble et l'emprise au sol du bâti est limitée en fonction de la taille du terrain pour ne pas désavantager les petits terrains. Le nombre d'habitations susceptible d'être construites sur ce secteur est très restreint.

Ce secteur ne consomme pas d'espace naturel ou agricole mais des friches inutilisées ou des jardins. Des dispositions quant aux accès et à la circulation routière sont inscrites dans le règlement graphique afin de sécuriser les accès.



Medgé

Géoportail



La Gare

c. Le secteur dans lequel des activités touristiques et de loisirs sont autorisées sous certaines conditions (NL)

Ce secteur correspond au site de l'écluse et au pôle de la gare lesquels pourront faire l'objet d'aménagements touristiques et de loisirs ainsi avec la création d'un stationnement de co-voiturage (pouvant devenir un stationnement relais si l'arrêt de Saint-Romain-le-Noble est remis en vigueur).

Les orientations d'aménagement et de programmation définissent les modalités d'aménagement du secteur et justifient, avec le règlement de zone, de la dérogation au regard de l'article L. 111-1-4 du code de l'urbanisme.

Le règlement limite la constructibilité à 300 m² d'emprise au sol du bâti nouveau, à compter de la date d'approbation du présent PLU. De plus, l'emprise au sol occupée par des Habitations Légères de Loisirs, habitations mobiles, caravanes ou tentes de façon simultanée ne pourra excéder 1000 m². Le règlement du PPRI en vigueur au moment de la demande d'autorisation d'urbanisme, s'appliquera pour toute occupation ou utilisation du sol concernée par le dit-règlement. Par ailleurs des conditions d'intégration dans le milieu naturel et le paysage sont définies.

Ce secteur ne consomme pas vraiment d'espaces agricoles et naturels puisque l'aménagement du stationnement se fera au niveau de la gare et que les parcelles agricoles ne sont pas constructibles car situées en zone inondable.

B. Explication des dispositions réglementaires spécifiques ou « dispositions thématiques »

Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme (articles R. 123-11 et 12), le règlement écrit et graphique peut définir des dispositions réglementaires spécifiques se superposant au règlement de zone et représentées dans les documents graphiques sous forme, surfacique, linéaire ou ponctuel selon la disposition concernée.

Un certain nombre de trames se superpose donc au zonage.

1. Les zones archéologiques

Pour information, les périmètres concernés par des zones archéologiques repérées par le Service Régional de l'Archéologie ont été reportées sur le règlement graphique. Ces zones peuvent être complétées au fur et à mesure de réalisation de fouilles sur le territoire communal. Ainsi dans le cas de découvertes fortuites en cours de travaux en dehors de ces zones, le SRA doit être immédiatement informé, conformément aux dispositions de l'article L. 531-14 du code du Patrimoine.

Code du patrimoine - Article L.531-14

Lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisation antique, vestiges d'habitation ou de sépulture anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis au jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au préfet. Celui-ci avise l'autorité administrative compétente en matière d'archéologie.

Si des objets trouvés ont été mis en garde chez un tiers, celui-ci doit faire la même déclaration.

Le propriétaire de l'immeuble est responsable de la conservation provisoire des monuments, substructions ou vestiges de caractère immobilier découverts sur ses terrains. Le dépositaire des objets assume à leur égard la même responsabilité.

L'autorité administrative peut faire visiter les lieux où les découvertes ont été faites ainsi que les locaux où les objets ont été déposés et prescrire toutes les mesures utiles pour leur conservation.

Enfin, conformément à l'article R. 111-4 du code de l'urbanisme (article d'ordre public s'appliquant même en cas de PLU), un projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

2. Les espaces boisés classés (EBC)

Les espaces boisés classés délimités sur les documents graphiques du règlement du PLU sont soumis aux dispositions de l'article L. 130-1 du code de l'urbanisme. Ces espaces sont régis par un régime strict qui interdit le défrichement. Ce classement a pour objet de garantir l'intégrité et la pérennité des éléments concernés. Il interdit tout changement d'affectation ou mode d'occupation des sols de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.

Les boisements présents sur les coteaux soumis au risque glissement de terrain ont ainsi été classés en EBC en conservant une distance par rapport aux voies et aux terres agricoles.

3. Les secteurs d'information autour des conduites de gaz haute pression

Ils reprennent les périmètres d'information autour des trois conduites de gaz haute pression avec les préconisations en fonction des distances par rapport à la conduite.

4. Les éléments du patrimoine identifiés et protégés au titre de l'article L. 123-1-5 III 2° du code de l'urbanisme

Le PLU a permis de repérer des éléments d'identité du territoire tant au niveau du paysage que du patrimoine bâti. **Ce recensement n'est pas exhaustif et pourra être enrichi au fur et à mesure de l'évolution du document d'urbanisme.**

a. Les éléments bâtis

Il s'agit d'éléments du petit patrimoine, pigeonniers, puits, tour chappe et calvaires. L'objectif est de préserver leur intégrité. Les règles définies et indiquées en début de règlement, visent à protéger ces éléments. Le permis de démolir est obligatoire. La démolition est en principe interdite sauf risque avéré pour les personnes. La question s'est posée de permettre les extensions pour les pigeonniers mais une extension limitée permettrait difficilement de réaliser un ensemble harmonieux et des extensions de taille importante n'étaient pas souhaitables hors zones constructibles.

b. Les éléments végétaux et naturels

Les ripisylves et végétation rivulaire, les bois et bosquets et les haies : ces éléments végétaux bénéficient de mesures de préservation adaptées permettant une protection de l'élément sans interdire toute exploitation.

c. Les sites

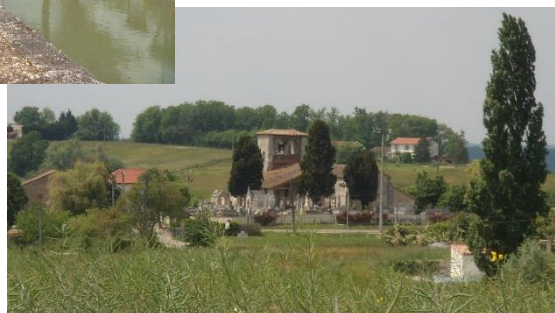
Il s'agit d'ensembles bâtis dans un écrin naturel comme le bourg et le canal. L'objectif est de maintenir les caractéristiques du site lui apportant son intérêt paysager ou patrimonial. Le bâti situé dans le secteur est soumis à permis de démolir.



Le canal et l'écluse



Le bourg de Saint Romain



Voies Navigables de France (VNF) indique dans un document fourni le 19/01/2016 :

« Le canal est passé d'une économie de transport à une économie essentiellement touristique, dans laquelle les intérêts paysagers et patrimoniaux prennent une place essentielle. L'Etat considère le Canal des Deux Mers comme un ouvrage exceptionnel et de ce fait doit veiller à ce que les aménagements qui concernent directement le canal ou qui sont situés à ses abords ne lui portent pas atteinte mais participent à sa mise en valeur et à sa sauvegarde.

Une vision globale s'impose donc pour permettre d'assurer une cohérence d'ensemble et une meilleure «lisibilité» dans l'espace et dans le temps, des avis concernant la valorisation de ces espaces, à la fois sur le Domaine Public Fluvial et dans la zone d'influence du canal. Tout aménagement léger ou projet de développement touristique qui serait autorisé par l'intermédiaire de votre [document d'urbanisme] devra impérativement tenir compte du fort enjeu patrimonial du Canal des deux Mers et respecter les contraintes qui y sont attachées. »

La protection au titre de l'article L. 123-1-5 II 2° du code de l'urbanisme du canal et de ses abords ainsi que son classement en zone naturelle est cohérente avec ces préconisations.

d. Les ouvertures visuelles

Les élus et le paysagiste ont repéré un certain nombre d'ouvertures visuelles le long des crêtes à préserver. Les constructions, installations ou plantations susceptibles de les occulter sont interdites.

e. Les espaces non aedificandi

Il s'agit de périmètres non constructibles pour des motifs paysagers :

- points de vue vers Les Chenevières depuis le bourg ;
- point de vue sur le sud du bourg depuis Malabaysse. Ce dernier pourra être rendu constructible dans le cadre de l'extension de la zone AUe à travers une urbanisation organisée garantissant une bonne insertion paysagère. Il s'agit avant tout d'éviter toute construction agricole susceptible d'obérer l'extension du bourg et d'avoir un impact paysager négatif.

Espace agricole entre le bourg et Chenevières



Sud du bourg

5. Les emplacements réservés (ER)

L'emprise de ces emplacements réservés est repérable sur les documents graphiques, l'identification étant permise par l'affectation d'un numéro. La liste établie dans le règlement graphique précise la destination, la collectivité bénéficiaire de la réserve et la référence cadastrale.

L'inscription d'un emplacement réservé rend inconstructibles les terrains concernés pour toute utilisation différente de celle ayant initié la réserve. L'article L. 123.17 du Code de l'Urbanisme prévoit en contrepartie la possibilité pour le propriétaire du terrain concerné de mettre la collectivité bénéficiaire de la réserve en demeure d'acquérir son bien.

Le PLU se doit de préserver les terrains qui seront utiles au développement de la commune et à la structuration de son urbanisation, en corrélation avec l'expansion prévue :

- emplacements de voies à créer ou à élargir,
- espace public ...

6. Les secteurs de risques et nuisances

En application de l'article R. 123-11 b) du code de l'urbanisme, les documents graphiques du règlement font, en outre, apparaître s'il y a lieu :

« Les secteurs où les nécessités du fonctionnement des services publics, de l'hygiène, de la protection contre les nuisances et de la préservation des ressources naturelles ou l'existence de risques naturels, tels qu'inondations, incendies de forêt, érosion, affaissements, éboulements, avalanches, ou de risques technologiques justifient que soient interdites ou soumises à des conditions spéciales les constructions et installations de toute nature, permanentes ou non, les plantations, dépôts, affouillements, forages et exhaussements des sols ».

a. Les secteurs de risque inondation

La zone inondable reprend l'ensemble du périmètre inondable défini par le Plan de Prévention des Risques Naturel « Secteur de l'Agenais » - risque inondation (arrêté préfectoral du 7 septembre 2010) ainsi que le périmètre et les niveaux d'aléas de la crue 1875 qui correspond à la carte d'aléa retenue dans le cadre de la révision du dit-PPRI.

Le règlement du PPRI s'applique dans la zone concernée par le PPR actuel. Dans l'attente de l'approbation de sa révision, le choix a été de le faire s'appliquer aussi sur les secteurs d'aléa définis en se basant sur la crue de juin 1875. Une fois exécutoire, le nouveau règlement et zonage du PPRI révisé s'appliquera.

Le règlement graphique reporte aussi une zone susceptible d'être inondée en cas de rupture de la digue du Colon. Sa délimitation en a été définie par la Mairie à partir des observations de terrain réalisées lors de la crue de 1999 durant laquelle ce phénomène, pouvant de se reproduire à terme, a eu lieu.

Dans ce périmètre, le risque inondation doit être pris en considération pour toute occupation ou utilisation du sol susceptible d'être autorisée, en fonction de la zone du PLU concernée. La zone urbaine ne s'y est pas étendue afin de préserver la perméabilité des sols et limiter l'impact du risque potentiel sur les biens et les personnes. Le PADD insiste sur cet enjeu et il en fait une

orientation générale d'aménagement¹, comme d'ailleurs le choix de localiser les principales zones d'extension urbaine au nord de la commune pour favoriser le maintien de l'école.

b. Le risque mouvement de terrain

Le zonage du PPR mouvement de terrain est repris en encart sur le règlement graphique et en annexes du PLU. L'objectif est d'informer sur le risque et d'en limiter l'impact, le règlement du PPR s'applique.

c. Le risque retrait gonflement des sols argileux

Le zonage du PPR « Mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux » est repris en encart sur le règlement graphique et en annexes du PLU. L'objectif est d'informer sur le risque et d'en limiter l'impact, le règlement du PPR s'applique.

d. Les nuisances olfactives

Pour information, un périmètre de 150 m a été délimité autour des bâtiments d'élevage afin d'éviter la construction d'habitation nouvelle sauf exception (l'exploitant lui-même).

Le Code de l'environnement impose une distance de 50 ou 100 m selon la taille de l'élevage. La distance a été étendue à 150 m pour limiter les nuisances éventuelles sur le voisinage et si besoin, permettre une éventuelle évolution de l'élevage.

e. Nuisances sonores

Pour information le périmètre de bruit des infrastructures de transports terrestres, a été délimité sur le règlement graphique. Les mesures s'y appliquant sont reprises en annexes du PLU. Ce périmètre concerne les abords de la voie ferrée et ceux de la RD 813.

7. Les périmètres concernés par les orientations d'aménagement et de programmation

Des orientations d'aménagement et de programmation ont été définies sur les principales zones de développement urbain. Le règlement graphique indique pour rappel, les zones concernées.

8. Le secteur de performances énergétiques renforcées

Un secteur de performances énergétiques renforcées a été délimité autour de la zone AUE dédiée à l'éco-hameau. L'objectif est de minimiser la consommation énergétique et limiter les Gaz à Effet de Serre. Le règlement spécifique est précisé article 15 de la zone AUE.

¹ Objectif 2 : Prévenir les risques naturels et routiers

C. Justification des règles par zone**ARTICLE 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES**

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONES U		
Zone Uc	<ul style="list-style-type: none"> – L'industrie, – Les exploitations agricoles et forestières, – Les terrains de camping et de caravanage, – Les carrières et gravières, – Les dépôts de ferrailles, de matériaux, les déchets (en dehors des containers de collecte sélective), les véhicules désaffectés... – Les panneaux photovoltaïques au sol. 	<i>Zone essentiellement d'habitat</i> <i>Secteurs non adapté à ce type d'occupation du sol</i> <i>Eviter les nuisances</i> <i>Préserver l'aspect de la zone, limiter les pollutions</i> <i>Privilégier le photovoltaïque sur toiture ou terrasse : économie espace</i>
Zone UxL	<ul style="list-style-type: none"> – Les carrières et gravières, – Les exploitations agricoles, – Les panneaux photovoltaïques au sol. 	<i>Privilégier le photovoltaïque sur toiture ou terrasse : économie espace</i>
ZONES AU		
Zone AUc	<ul style="list-style-type: none"> – L'industrie, – Les exploitations agricoles et forestières, – Les entrepôts, – Les terrains de camping et de caravanage, – Le stationnement de caravanes isolées ou non, les habitats mobiles et les constructions légères de loisirs, – Les carrières et gravières, – Les dépôts de ferrailles, de matériaux, les déchets (en dehors des containers de collecte sélective), les véhicules désaffectés..., – Les panneaux photovoltaïques au sol. 	<i>Zone essentiellement d'habitat</i> <i>Privilégier le photovoltaïque sur toiture ou terrasse : économie espace</i>
Zone AUe	Idem AUc	

JUSTIFICATION DES REGLES APPLICABLES

ARTICLE 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONES A		
Zone A	<ul style="list-style-type: none"> – Toutes les constructions et installations nouvelles sauf celles nécessaires à l'exploitation agricole et aux services publics et équipements collectifs. – Les dépôts de ferrailles inutiles pour l'exploitation agricole, les déchets (en dehors des containers de collecte sélective ou du traitement des effluents et sous-produits de l'exploitation agricole), les véhicules désaffectés... 	<p><i>Correspond au caractère de la zone selon le Code de l'Urbanisme</i></p> <p><i>Préserver l'aspect de la zone, limiter les pollutions</i></p> <p><i>Prise en compte du risque</i></p>
Zone Ax	Tous travaux, constructions ou installations nouvelles en dehors de ceux cités en article 2.	
ZONES N		
Zone N	Tous travaux, constructions ou installations nouvelles en dehors de ceux cités en article 2.	<i>Zone naturelle à préserver pour la qualité des sites paysagers et naturels</i>
Zone Nh	<ul style="list-style-type: none"> – L'industrie, – Les exploitations agricoles ou forestières, – Les entrepôts, – Les terrains de camping et de caravanage, – Les carrières et gravières, – Les dépôts de ferrailles, de matériaux, les déchets (en dehors des containers de collecte sélective), les véhicules désaffectés... – Les panneaux photovoltaïques au sol. 	<i>Secteur de taille et de capacité d'accueil limité destiné à l'habitat</i>
Zone NL	Tous travaux, constructions ou installations nouvelles en dehors de ceux cités en article 2.	

ARTICLE 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONES U		
Zone Uc	<ul style="list-style-type: none"> - Les affouillements et exhaussements de sols sont à admis à condition d'être nécessaires soit : <ul style="list-style-type: none"> o aux constructions, installations, ouvrages et aménagements admis dans la zone, o à des fouilles archéologiques, o au fonctionnement ou au renforcement des réseaux publics ou d'intérêt collectif. <p>et à condition de présenter une remise en état du site ou une intégration adaptée au paysage environnant après travaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les entrepôts à condition d'être lié à une activité existante et que leur volume et leur aspect soient compatibles avec le caractère des constructions avoisinantes - Les activités économiques (non citées dans l'article 1) sont autorisés à condition que : <ul style="list-style-type: none"> o Les nuisances et risques prévisibles soient compatibles avec la proximité de l'habitat, o elles répondent à des besoins utiles à la vie et à la commodité des habitants de la zone. <p><u>Dans la zone susceptible d'être inondée en cas de rupture de la digue du Colon :</u> Les travaux, aménagements, constructions, installations, extensions ou changement de destination, susceptibles d'être admis devront prendre en compte le risque inondation.</p>	<p><i>Eviter les nuisances pour l'habitat tout en permettant la mixité urbaine</i></p>
Zone UxL	<ul style="list-style-type: none"> - Les affouillements et exhaussements de sols sont à admis à condition d'être nécessaires soit : <ul style="list-style-type: none"> o aux constructions, installations, ouvrages et aménagements admis dans la zone, o à des fouilles archéologiques, o au fonctionnement ou au renforcement des réseaux publics ou d'intérêt collectif. <p>et à condition de présenter une remise en état du site ou une intégration adaptée au paysage environnant après travaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les habitations sont autorisées à condition de correspondre à des locaux de gardiennage inclus dans les bâtiments d'activités. - Les constructions, installations, dépôts de matériaux à condition : <ul style="list-style-type: none"> o d'être nécessaires aux activités commerciales, artisanales ou industrielles autorisées sur la zone, o de ne présenter aucun danger, ni entraîner aucune nuisance ou insalubrité pouvant causer des dommages ou troubles notables aux personnes, aux biens et aux éléments naturels, o de présenter des qualités architecturales et paysagères aptes à assurer une bonne intégration dans le site. 	<p><i>Encadrer strictement la création de logement afin d'éviter à terme des conflits de voisinage</i></p> <p><i>Eviter les nuisances pour le voisinage</i></p> <p><i>Préservation des paysages</i></p>

ARTICLE 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
	<p>En outre, pour les dépôts de déchets, ils ne pourront être autorisés qu'à condition d'être occultés par un aménagement paysager, une clôture opaque ou situés à l'intérieur d'un bâtiment fermé et :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ soit de s'effectuer au niveau des containers de collecte sélective, ▪ soit d'être inhérents au processus de fabrication des activités artisanales et industrielles autorisées. Dans ce cas, l'entreprise veillera à réduire la quantité des déchets produits et à limiter leur temps de stockage. <p>– L'extension des constructions existantes sous réserve qu'elle n'ajoute pas de nuisances supplémentaires à l'environnement, aux habitations et que toutes les précautions soient prises pour réduire ces dernières.</p>	<i>Maintien de la qualité des paysages</i>
ZONES AU		
Zone AUc	<p>– Les affouillements et exhaussements de sols sont à admis à condition d'être nécessaires soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ aux constructions, installations, ouvrages et aménagements admis dans la zone, ○ à des fouilles archéologiques, ○ au fonctionnement ou au renforcement des réseaux publics ou d'intérêt collectif. <p>et à condition de présenter une remise en état du site ou une intégration adaptée au paysage environnant après travaux.</p> <p>– Les constructions nouvelles à condition d'être réalisées sous forme d'une ou plusieurs opérations d'ensemble (voir définitions en début de règlement) respectant les orientations d'aménagement du secteur (Pièce 3 du PLU) et que le projet par sa situation ou son importance, n'impose pas, soit la réalisation par la commune d'équipements publics nouveaux hors de proportion avec ses ressources actuelles, soit un surcroît important des dépenses de fonctionnement des services publics.</p> <p>– Les activités économiques (non citées dans l'article 1) à condition que :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ les nuisances et risques prévisibles soient compatibles avec la proximité de l'habitat et, ○ elles répondent à des besoins utiles à la vie et à la commodité des habitants de la zone. 	<p><i>Secteur d'OAP</i> <i>L'opération d'ensemble permettra d'organiser plus facilement le bâti.</i></p> <p><i>Eviter les nuisances pour l'habitat tout en permettant la mixité urbaine</i></p>
Zone AUe	Idem AUc	

ARTICLE 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONES A		
Zone A	<ul style="list-style-type: none"> - Les affouillements et exhaussements de sols sont à admis à condition d'être nécessaires soit : <ul style="list-style-type: none"> o aux constructions, installations, ouvrages et aménagements admis dans la zone, o à des fouilles archéologiques, o au fonctionnement ou au renforcement des réseaux publics ou d'intérêt collectif. <p>et à condition de présenter une remise en état du site ou une intégration adaptée au paysage environnant après travaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'habitation du chef d'exploitation n'est admise qu'à condition de démontrer le caractère nécessaire de sa présence sur le siège d'exploitation. - Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou équipements collectifs sont autorisées à condition qu'elles soient compatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. - La réhabilitation, la création d'annexe(s) et/ou l'extension d'un bâtiment d'habitation existant est autorisée dès lors qu'elle ne compromet pas l'activité agricole ou les qualités paysagères du site. <ul style="list-style-type: none"> o Les extensions ne devront pas, par leur volume, leur architecture et/ou emplacement, défigurer ni altérer le caractère de la construction initiale. Elles seront mesurées (voir définitions en début de règlement). o Les bâtiments annexes seront situés à proximité du bâtiment principal, de manière à former un ensemble cohérent. - Le changement de destination des constructions agricoles susceptibles de changer de destination listées en partie II du présent règlement, sont admis à condition de ne pas aggraver les risques, nuisances ou atteintes au milieu naturel ni rendre plus difficile l'intégration du bâti dans son environnement. Les changements de destination devront être soumis à l'avis conforme de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles ou Forestiers. <p><u>Dans la zone susceptible d'être inondée en cas de rupture de la digue du Colon :</u></p> <p>Les travaux, aménagements, constructions, installations, extensions ou changement de destination, susceptibles d'être admis devront prendre en compte le risque inondation.</p>	<p><i>STECAL créé autour d'activités existantes</i></p> <p><i>Voir code de l'urbanisme</i></p>

ARTICLE 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONES A		
Zone Ax	<ul style="list-style-type: none"> – Les affouillements et exhaussements de sols sont à admis à condition d'être nécessaires soit : <ul style="list-style-type: none"> ○ aux constructions, installations, ouvrages et aménagements admis dans la zone, ○ à des fouilles archéologiques, ○ au fonctionnement ou au renforcement des réseaux publics ou d'intérêt collectif. et à condition de présenter une remise en état du site ou une intégration adaptée au paysage environnant après travaux et de prendre en compte le risque inondation. – l'extension, la réhabilitation, les aménagements ou extensions de constructions existantes sont autorisés à condition de ne pas aggraver les risques, nuisances ou atteintes au milieu naturel ni rendre plus difficile l'intégration du bâti dans son environnement. – Les dépôts constructions et installations nécessaires à l'activité économique existante à condition d'être intégrés dans le paysage et de ne pas aggraver les risques, nuisances ou atteintes au milieu naturel. <p><u>Dans la zone susceptible d'être inondée en cas de rupture de la digue du Colon :</u> Les travaux, aménagements, constructions, installations, extensions ou changement de destination, susceptibles d'être admis devront prendre en compte le risque inondation.</p>	<p><i>Permettre l'évolution de l'activité tout en préservant l'environnement et la zone agricole</i></p> <p><i>Protection contre les risques</i></p>

ARTICLE 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONES N		
Zone N	<ul style="list-style-type: none"> - Les affouillements et exhaussements de sols sont à admis à condition d'être nécessaires soit : <ul style="list-style-type: none"> o à des fouilles archéologiques, o au fonctionnement ou au renforcement des réseaux publics ou d'intérêt collectif. et à condition de présenter une remise en état du site ou une intégration adaptée au paysage environnant après travaux. - Les travaux, aménagements, installations et constructions, à condition d'être nécessaires soit : <ul style="list-style-type: none"> o à l'irrigation ; o à l'entretien et à la gestion des cours d'eau ou de leurs berges ; o à la mise en valeur du site sous réserve de la préservation du milieu naturel et des paysages. o l'exploitation agricole ou forestière et sous réserve de ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. - Les constructions et installations nécessaires aux services publics et équipements collectifs sont admis à condition qu'elles soient compatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. - La réhabilitation, la création d'annexe(s) et/ou l'extension d'un bâtiment d'habitation existant est autorisée dès lors qu'elle ne compromet pas l'activité agricole ou les qualités paysagères du site. <ul style="list-style-type: none"> o Les extensions ne devront pas, par leur volume, leur architecture et/ou emplacement, défigurer ni altérer le caractère de la construction initiale. Elles seront mesurées (voir définitions en début de règlement). o Les bâtiments annexes seront situés à proximité du bâtiment principal, de manière à former un ensemble cohérent. - Le changement de destination des constructions agricoles susceptibles de changer de destination listées en partie II du présent règlement sont admis à condition de ne pas aggraver les risques, nuisances ou atteintes au milieu naturel ni rendre plus difficile l'intégration du bâti dans son environnement. Les changements de destination devront être soumis à l'avis conforme de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites. 	<p><i>Permettre l'aménagement d'infrastructures tout en préservant la zone naturelle. Permettre l'entretien des cours d'eau, l'irrigation, la création de chemin de randonnée par exemple ou l'installation d'équipements légers</i></p> <p><i>Permettre l'évolution des habitations existantes.</i></p> <p><i>Valoriser le patrimoine bâti</i></p>

ARTICLE 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONES N		
Zone N	<p><u>Dans la zone susceptible d’être inondée en cas de rupture de la digue du Colon :</u> Les travaux, aménagements, constructions, installations, extensions ou changement de destination, susceptibles d’être admis devront prendre en compte le risque inondation.</p>	<i>Protection contre les risques</i>
Zone Nh	<ul style="list-style-type: none"> - Les affouillements et exhaussements de sols sont à admis à condition d’être nécessaires soit : <ul style="list-style-type: none"> o aux constructions, installations, ouvrages et aménagements admis dans la zone, o à des fouilles archéologiques, o au fonctionnement ou au renforcement des réseaux publics ou d’intérêt collectif. <p>et à condition de présenter une remise en état du site ou une intégration adaptée au paysage environnant après travaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les activités économiques (non citées dans l’article 1) à condition que : <ul style="list-style-type: none"> o Les nuisances et risques prévisibles soient compatibles avec la proximité de l’habitat, o elles répondent à des besoins utiles à la vie et à la commodité des habitants de la zone. 	<i>Zone d’habitat à constructibilité limitée</i>
Zone NL	<ul style="list-style-type: none"> - Les affouillements et exhaussements de sols sont à admis à condition d’être nécessaires soit : <ul style="list-style-type: none"> o aux constructions, installations, ouvrages et aménagements admis dans la zone, o à des fouilles archéologiques, o au fonctionnement ou au renforcement des réseaux publics ou d’intérêt collectif. <p>et à condition de présenter une remise en état du site ou une intégration adaptée au paysage environnant après travaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les aménagements, constructions, changement de destination et extensions, installations sont autorisés à condition : <ul style="list-style-type: none"> o d’être nécessaires au service public de la voie d’eau ou à vocation touristique, culturelle ou commerciale liées à la voie d’eau et à ses dépendances (gîtes, hôtellerie, restauration, location de vélos,...) et o de justifier de leur intégration dans leur environnement naturel. - Les terrains de camping et de caravanage, les hébergements hôteliers sont autorisés à condition d’être situés en dehors de la zone inondable et de justifier de leur intégration dans leur environnement naturel. 	<i>Zone dédiée au tourisme et aux loisirs</i>

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONES U		
Zone Uc	<p>Pour être constructible, un terrain doit être desservi par un ou plusieurs accès débouchant sur une ou plusieurs voies publiques ou privées dans des conditions et caractéristiques techniques répondant à l'importance du projet envisagé, à la destination des constructions ou des aménagements envisagés. Elles doivent en particulier, permettre le passage des engins de lutte contre l'incendie et de collecte des ordures ménagères.</p> <p>Lorsque le projet est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur une des voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation est interdit.</p> <p>Aucun nouvel accès direct ne sera autorisé sur la RD 813.</p>	<p><i>Garantir des accès sécurisés pour chaque lot ou bâtiment principal (habitation en particulier)</i></p> <p><i>Sécuriser la desserte incendie</i></p> <p><i>Motifs de sécurité routière</i></p>
Zone UxL	<p>Pour être constructible, un terrain doit être desservi par un ou plusieurs accès débouchant sur une ou plusieurs voies publiques ou privées dans des conditions et caractéristiques techniques répondant à l'importance du projet envisagé, à la destination des constructions ou des aménagements envisagés. Elles doivent en particulier, permettre le passage des engins de lutte contre l'incendie et de collecte des ordures ménagères.</p> <p>Aucun nouvel accès direct ne sera autorisé sur la RD 813 ou sur la RD277.</p>	<p><i>Garantir des accès sécurisés</i></p> <p><i>Motifs de sécurité routière</i></p>
ZONES AU		
Zone AUc	<p>Pour être constructible, un terrain doit être desservi par un ou plusieurs accès débouchant sur une ou plusieurs voies publiques ou privées dans des conditions et caractéristiques techniques répondant à l'importance du projet envisagé, à la destination des constructions ou des aménagements envisagés. Elles doivent en particulier, permettre le passage des engins de lutte contre l'incendie et de collecte des ordures ménagères.</p> <p>La sécurité des piétons et des cycles sera assurée par des aménagements spécifiques.</p> <p>Voies nouvelles</p> <p>En cas de voies nouvelles, si elles doivent être classées ultérieurement dans la voirie communale ou intercommunale, les voies privées ouvertes à la circulation automobile seront conformes au règlement de voirie en vigueur.</p>	<p><i>Sécuriser les accès</i></p> <p><i>Sécuriser la desserte incendie</i></p> <p><i>Favorise et sécuriser les déplacements doux</i></p>
Zone AUe	<p>Idem AUc</p> <p>Voies nouvelles</p> <p>En cas de voies nouvelles, si elles doivent être classées ultérieurement dans la voirie communale ou intercommunale, les voies privées ouvertes à la circulation automobile seront conformes au règlement de voirie en vigueur.</p> <p>En cas de voirie en impasse, elle devra être aménagée de telle sorte que les véhicules de lutte contre l'incendie puissent faire demi-tour sur une aire de manœuvre de caractéristiques satisfaisantes.</p>	<p><i>Sécuriser la desserte incendie</i></p>

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONE A		
Zone A	<p>Pour être constructible, un terrain doit être desservi par un ou plusieurs accès débouchant sur une ou plusieurs voies publiques ou privées dans des conditions et caractéristiques techniques répondant à l'importance du projet envisagé, à la destination des constructions ou des aménagements envisagés. Elles doivent en particulier, permettre le passage des engins de lutte contre l'incendie et de collecte des ordures ménagères.</p> <p>Lorsque le projet est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur une des voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation est interdit.</p> <p>Les constructions nouvelles autorisables sur les zones A, riveraines d'une route départementale, devront être desservies par une voie existante débouchant sur la route départementale en un carrefour déjà aménagé. Aucun nouvel accès ne sera créé sauf s'il permet de remplacer et sécuriser un accès dangereux.</p>	<p><i>Sécuriser les accès.</i></p> <p><i>Motif de sécurité routière</i></p> <p><i>Motif de sécurité routière</i></p>
Zone Ax	<p>Le terrain doit être desservi par un ou plusieurs accès débouchant sur une ou plusieurs voies publiques ou privées dans des conditions et caractéristiques techniques répondant à l'importance du projet envisagé, à la destination des constructions ou des aménagements envisagés. Elles doivent en particulier, permettre le passage des engins de lutte contre l'incendie.</p>	<p><i>Sécuriser les accès lorsqu'ils sont nécessaires. Garantir l'accessibilité des véhicules incendie</i></p>
ZONE N		
Zone N	<p>Le terrain doit être desservi par un ou plusieurs accès débouchant sur une ou plusieurs voies publiques ou privées dans des conditions et caractéristiques techniques répondant à l'importance du projet envisagé, à la destination des constructions ou des aménagements envisagés. Elles doivent en particulier, permettre le passage des engins de lutte contre l'incendie.</p> <p>Les constructions nouvelles autorisables sur les zones N, riveraines d'une route départementale, devront être desservies par une voie existante débouchant sur la route départementale en un carrefour déjà aménagé. Aucun nouvel accès ne sera créé sauf s'il permet de remplacer et sécuriser un accès dangereux.</p>	<p><i>Sécuriser les accès lorsqu'ils sont nécessaires. Garantir l'accessibilité des véhicules incendie</i></p> <p><i>Motif de sécurité routière</i></p>

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONE N		
Zone Nh	Pour être constructible, un terrain doit être desservi par un ou plusieurs accès débouchant sur une ou plusieurs voies publiques ou privées dans des conditions et caractéristiques techniques répondant à l'importance du projet envisagé, à la destination des constructions ou des aménagements envisagés. Elles doivent en particulier, permettre le passage des engins de lutte contre l'incendie et de collecte des ordures ménagères.	<i>Sécuriser les accès et assurer la desserte incendie</i>
Zone NL	<p>Pour être constructible, un terrain doit être desservi par un ou plusieurs accès débouchant sur une ou plusieurs voies publiques ou privées dans des conditions et caractéristiques techniques répondant à l'importance du projet envisagé, à la destination des constructions ou des aménagements envisagés. Elles doivent en particulier, permettre le passage des engins de lutte contre l'incendie.</p> <p>Les constructions nouvelles autorisables sur les zones N, riveraines d'une route départementale, devront être desservies par une voie existante débouchant sur la route départementale en un carrefour déjà aménagé. Aucun nouvel accès ne sera créé sur une route départementale sauf s'il permet de remplacer et sécuriser un accès dangereux.</p>	

ARTICLE 4 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS OU DE L'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONES U		
Zone Uc	<p><i>Eau potable</i> Le branchement sur le réseau collectif d'eau potable est obligatoire pour toute construction ou installation nouvelle qui requiert une alimentation en eau. L'existence d'un réseau public d'adduction d'eau n'est pas une condition à elle seule suffisante, la desserte ne sera effective que si les caractéristiques du réseau l'autorisent.</p> <p><i>Electricité</i> Pour les nouvelles constructions, lorsque les réseaux sont enterrés, les branchements privés doivent l'être également.</p> <p><i>Eaux pluviales</i> Les eaux pluviales et les eaux usées seront séparées même si celles-ci doivent se rejeter dans un même réseau. En l'absence de réseau, le constructeur doit réaliser des dispositifs d'évacuation des eaux pluviales, adaptés à l'opération et au terrain. La gestion et l'infiltration à la parcelle seront privilégiées.</p> <p><i>Eaux usées</i> Un dispositif d'assainissement individuel conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire. Tout rejet des eaux usées non traitées dans les fossés, ruisseaux et cours d'eau est interdit.</p> <p><i>Autre</i> Lors de travaux de maintenance ou de mise en place de réseaux publics, on prendra en considération soit la pose de fourreaux et de chambres de tirage en vue de l'installation de la fibre optique, soit l'enfouissement du réseau fibre optique (ou autre réseau) aérien existant, soit les exigences techniques imposées par le gestionnaire des infrastructures numériques.</p>	<p><i>Motifs d'insertion paysagère</i></p> <p><i>Viser une bonne gestion des écoulements</i> <i>Favoriser la gestion des eaux en site propre</i></p> <p><i>Protection contre les risques de pollution.</i></p> <p><i>Prise en compte du schéma départemental de développement du numérique</i></p>
Zone UxL	<p><i>Eau potable</i> Le branchement sur le réseau collectif d'eau potable est obligatoire pour toute construction ou installation nouvelle qui requiert une alimentation en eau. L'existence d'un réseau public d'adduction d'eau n'est pas une condition à elle seule suffisante, la desserte ne sera effective que si les caractéristiques du réseau l'autorisent.</p> <p><i>Electricité</i> Lorsque les réseaux sont enterrés, les branchements privés doivent l'être également.</p> <p><i>Eaux pluviales</i> Les eaux pluviales et les eaux usées seront séparées même si celles-ci doivent se rejeter dans un même réseau.</p>	<i>idem</i>

ARTICLE 4 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS OU DE L'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
	<p>En l'absence de réseau, le constructeur doit réaliser des dispositifs d'évacuation des eaux pluviales, adaptés à l'opération et au terrain.</p> <p>Le cas échéant, l'évacuation des eaux pluviales peut être subordonnée, à un pré traitement approprié.</p> <p>La gestion et l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle seront privilégiées.</p> <p>Eaux usées</p> <p>Un dispositif d'assainissement individuel conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.</p> <p>Tout rejet des eaux usées non traitées dans les fossés, ruisseaux et cours d'eau est interdit.</p> <p>Eaux résiduaires</p> <p>Tout rejet des eaux résiduaires non traitées dans les fossés, ruisseaux et cours d'eau est interdit.</p> <p>Fourreaux en attente</p> <p>En plus des fourreaux nécessaires aux différents réseaux, lors de l'aménagement ou la création de voies, de travaux de maintenance ou de mise en place de réseaux publics, deux fourreaux en attente enterrés seront prévus, ainsi que les chambres de tirage et les branchements correspondants, jusqu'à la limite de propriété.</p>	<p><i>Préserver la qualité des eaux souterraines</i></p> <p><i>Favoriser la gestion des eaux en site propre</i></p> <p><i>Protection du milieu</i></p> <p><i>Prise en compte du schéma départemental de développement du numérique</i></p>
ZONE AU		
Zone AUc	<p>Eau potable</p> <p>Le branchement sur le réseau collectif d'eau potable est obligatoire pour toute construction ou installation nouvelle qui requiert une alimentation en eau.</p> <p>L'existence d'un réseau public d'adduction d'eau n'est pas une condition à elle seule suffisante, la desserte ne sera effective que si les caractéristiques du réseau l'autorisent.</p> <p>Electricité</p> <p>Pour les nouvelles constructions, la création de réseaux, les extensions, les renforcements ainsi que les nouveaux branchements seront obligatoirement enterrés.</p> <p>Eaux pluviales</p> <p>Les eaux pluviales et les eaux usées seront séparées même si celles-ci doivent se rejeter dans un même réseau.</p> <p>En l'absence de réseau, le constructeur doit réaliser des dispositifs d'évacuation des eaux pluviales, adaptés à l'opération et au terrain. La gestion et l'infiltration à la parcelle seront privilégiées.</p> <p>Eaux usées</p> <p>Un dispositif d'assainissement individuel ou groupé conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.</p>	<i>Idem Uc</i>

ARTICLE 4 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS OU DE L'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
	<p>Tout rejet des eaux usées non traitées dans les fossés, ruisseaux et cours d'eau est interdit.</p> <p><i>Autre</i> Lors de travaux de maintenance ou de mise en place de réseaux publics, on prendra en considération soit la pose de fourreaux et de chambres de tirage en vue de l'installation de la fibre optique, soit l'enfouissement du réseau fibre optique (ou autre réseau) aérien existant, soit les exigences techniques imposées par le gestionnaire des infrastructures numériques.</p>	
Zone AUe	<p><i>Eau potable</i> Idem AUc</p> <p><i>Electricité</i> Idem AUc</p> <p><i>Eaux pluviales</i> Idem AUc</p> <p><i>Eaux usées</i> Le raccordement à un système d'assainissement groupé est obligatoire.</p> <p><i>Autre</i> Idem AUc</p>	<p><i>Idem Uc</i></p> <p><i>Privilégier ce type d'assainissement pour favoriser la densité</i></p>

ARTICLE 4 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS OU DE L'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONE A		
Zone A	<p>Eau potable</p> <p>Le branchement sur le réseau collectif d'eau potable est obligatoire pour toute construction ou installation nouvelle qui requiert une alimentation en eau.</p> <p>L'existence d'un réseau public d'adduction d'eau n'est pas une condition à elle seule suffisante, la desserte ne sera effective que si les caractéristiques du réseau l'autorisent.</p> <p>En cas d'impossibilité technique de branchement au réseau public d'eau potable, l'utilisation d'une ressource privée à des fins alimentaires peut être envisagée. Les modalités d'exploitation de cette ressource sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Pour les constructions à usage unifamilial alimentées en eau à partir d'un point d'eau privé, cette alimentation est soumise à déclaration auprès de la Délégation Territoriale de l'Agence Régionale de Santé. – Pour les constructions à usage collectif ou agroalimentaire alimentées en eau à partir d'un point d'eau privé, cette alimentation doit faire l'objet d'une autorisation préfectorale. <p>L'autorisation de construire ne pourra être délivrée qu'après vérification de la qualité de l'eau et de l'adéquation entre la capacité de la ressource et les besoins à satisfaire.</p> <p>Electricité</p> <p>Pour les nouvelles constructions, lorsque les réseaux sont enterrés, les branchements privés doivent l'être également.</p> <p>Toutefois, lorsque les conditions techniques et économiques le justifient, un autre mode de réalisation est susceptible d'être autorisé.</p> <p>Eaux pluviales</p> <p>En l'absence de réseau collectif d'évacuation des eaux pluviales, le constructeur doit réaliser à sa charge les aménagements permettant le libre écoulement des eaux pluviales. La gestion et l'infiltration à la parcelle seront privilégiées.</p> <p>Eaux usées</p> <p>Les eaux pluviales et les eaux usées seront séparées.</p> <p>Un dispositif de traitement individuel, conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.</p> <p>Tout rejet des eaux usées non traitées dans les fossés, ruisseaux et cours d'eau est interdit.</p> <p>Eaux résiduaires</p> <p>Les eaux usées d'origine agricole seront traitées par un dispositif conforme à la réglementation en vigueur.</p> <p>Tout rejet des eaux résiduaires non traitées dans les fossés, ruisseaux et cours d'eau est interdit.</p>	<p><i>Toutes les constructions ou installations ne requièrent pas un raccordement</i></p> <p><i>L'usage de puits peut-être autorisée sous conditions notamment pour les activités agricoles</i></p> <p><i>Préserver le cadre naturel et bâti sans pour autant imposer des surcoûts exorbitants pour des projets individuels</i></p> <p><i>Viser une gestion des eaux en site propre</i></p> <p><i>Objectifs de salubrité</i></p> <p><i>Préservation de la qualité des eaux de surfaces et souterraines.</i></p> <p><i>idem</i></p>

ARTICLE 4 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS OU DE L'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
Zone Ax	<p><i>Eau potable</i></p> <p>Le raccordement au réseau public d'adduction potable est la règle générale pour toute construction ou installation nouvelle qui requiert une alimentation en eau.</p> <p><i>Electricité</i></p> <p>Pour les nouvelles constructions, lorsque les réseaux sont enterrés, les branchements privés doivent l'être également.</p> <p>Toutefois, lorsque les conditions techniques et économiques le justifient, un autre mode de réalisation est susceptible d'être autorisé.</p> <p><i>Eaux pluviales</i></p> <p>En l'absence de réseau collectif d'évacuation des eaux pluviales, le constructeur doit réaliser à sa charge les aménagements permettant le libre écoulement des eaux pluviales. La gestion et l'infiltration à la parcelle seront privilégiées.</p> <p><i>Eaux usées</i></p> <p>Les eaux pluviales et les eaux usées seront séparées même si celles-ci doivent se rejeter dans un même réseau.</p> <p>Un dispositif de traitement individuel, conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.</p> <p>Tout rejet des eaux usées non traitées dans les fossés, ruisseaux et cours d'eau est interdit.</p>	Idem UxL

ARTICLE 4 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS OU DE L'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONES N		
Zone N	Idem A	
Zone Nh	<p>Eau potable</p> <p>Le branchement sur le réseau collectif d'eau potable est obligatoire pour toute construction ou installation nouvelle qui requiert une alimentation en eau.</p> <p>L'existence d'un réseau public d'adduction d'eau n'est pas une condition à elle seule suffisante, la desserte ne sera effective que si les caractéristiques du réseau l'autorisent.</p> <p>Electricité</p> <p>Pour les nouvelles constructions, lorsque les réseaux sont enterrés, les branchements privés doivent l'être également.</p> <p>Toutefois, lorsque les conditions techniques et économiques le justifient, un autre mode de réalisation est susceptible d'être autorisé.</p> <p>Eaux pluviales</p> <p>Les eaux pluviales et les eaux usées seront séparées même si celles-ci doivent se rejeter dans un même réseau.</p> <p>En l'absence de réseau, le constructeur doit réaliser des dispositifs d'évacuation des eaux pluviales, adaptés à l'opération et au terrain. La gestion et l'infiltration à la parcelle seront privilégiées.</p> <p>Eaux usées</p> <p>Un dispositif d'assainissement individuel conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.</p> <p>Tout rejet des eaux usées non traitées dans les fossés, ruisseaux et cours d'eau est interdit.</p>	<i>Idem Uc</i>
Zone NL	Idem Nh	

ARTICLE 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
TOUTES ZONES		
Toutes Zones	Sans objet.	<i>Application de la loi ALUR</i>

ARTICLE 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

ZONES U		
Zone Uc	<p>Sauf dispositions spécifiques indiquées sur le règlement graphique, les constructions doivent être implantées au minimum à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 mètres de l'alignement des voies et emprises publiques existantes ou à créer. - 15 mètres depuis la limite d'emprise de la RD 813, - 6 mètres de la limite du domaine public de la RD 277. - 10 mètres de la berge des cours d'eau. - 20 mètres du domaine public fluvial du canal des Deux Mers (sauf construction dont l'activité est directement liée à la voie d'eau et qui peut être implantée avec un recul minimal de 6 mètres des limites du DPF).¹ 	<p><i>Préserver la forme urbaine Pour des motifs paysagers ou de préservation du bâti existant, l'implantation pourra s'aligner sur bâti existant sur la parcelle ou la parcelle attenante.</i></p>
Zone UxL	<p>Les constructions doivent être implantées au minimum à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 mètres de l'alignement des voies et emprises publiques existantes. - 6 mètres de la limite du domaine public de la RD 277. - 10 mètres de la berge des cours d'eau. - 35 mètres de l'axe de la RD 813. <p>Le long de la RD 813, en dehors de l'emprise de la voirie, les 25 premiers mètres de la bande de recul seront dédiés au fossé et à des espaces verts.</p> <p>De 25 mètres à 35 mètres, il sera possible d'aménager, à condition qu'ils bénéficient d'un aménagement paysager : du stationnement, un bassin de rétention, une bâche incendie.</p> <p>Les dépôts ou installations susceptibles de générer des pollutions ou des nuisances seront implantés à plus de 35 mètres de la berge des cours d'eau et 50 m des habitations existantes.</p>	<p><i>Règlement départemental</i></p> <p><i>OAP et règles permettant de déroger à l'amendement Dupont</i></p>

¹ Tous travaux, de quelque nature que ce soit dont la propriété est adjacente au DPF doit impérativement être soumis à l'accord de Voie Navigable de France.

ARTICLE 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONES AU		
Zone AUc	Sauf disposition spécifique indiquée sur le règlement de zonage, les constructions doivent être implantées au minimum à 5 mètres de l'alignement des voies et emprises publiques existantes ou à créer.	
Zone AUe	Les constructions seront implantées à au moins 5 m de l'axe des voies et des emprises publiques. Le recul sera calculé de façon à garantir le bon ensoleillement des constructions situées de l'autre côté de la voie.	<i>Economiser l'énergie</i>
ZONE A		
Zone A	Les constructions et installations autorisées doivent être implantées au minimum à : <ul style="list-style-type: none"> – 75 mètres de l'axe de la RD 813¹, – 10 mètres de la limite du domaine public de la RD 114 et de la RD277. – 5 mètres de la limite du domaine public de la voirie communale ou des autres voies ouvertes à la circulation publique, – 2 mètres du domaine public de la ligne de chemin de fer (sauf construction ou installation liée au chemin de fer). – 20 mètres du domaine public fluvial du canal des Deux Mers (sauf construction dont l'activité est directement liée à la voie d'eau et qui peut être implantée avec un recul minimal de 6 mètres des limites du DPF)². Les règles générales pourront être modifiées et les dimensions des retraits adaptées dans le cas de restauration ou extension de bâtiments existants présentant une autre implantation, l'extension pouvant s'aligner sur l'existant.	<i>Loi Barnier</i> <i>Motif de sécurité routière</i> <i>Cf. servitude</i> <i>Servitude du canal</i>
Zone Ax	Les constructions doivent être implantées au minimum à : <ul style="list-style-type: none"> – 5 mètres de l'alignement des voies et emprises publiques existantes. – 75 mètres de l'axe de la RD 813¹ 	<i>Loi Barnier</i>

¹ A l'exception des constructions et installations citées dans l'article L111-1-4 du code de l'urbanisme.

² Tous travaux, de quelque nature que ce soit dont la propriété est adjacente au DPF doit impérativement être soumis à l'accord de Voie Navigable de France.

ARTICLE 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

ZONES N		
Zone N	<p>Les constructions et installations autorisées doivent être implantées au minimum à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 mètres de la limite du domaine public de la voirie communale ou des autres voies ouvertes à la circulation publique, sauf dans le cas où la construction existante présente un retrait différent, dans ce cas ses extensions pourront être implantées en prolongement du bâti. - 6 mètres de la limite du domaine public de la RD 277 et de la RD 114. - 75 mètres de l'axe de la RD 813¹. - 10 mètres de la berge des cours d'eau. - 2 mètres du domaine public de la ligne de chemin de fer (sauf construction ou installation liée au chemin de fer). - 20 mètres du domaine public fluvial du canal des Deux Mers (sauf construction dont l'activité est directement liée à la voie d'eau et qui peut être implantée avec un recul minimal de 6 mètres des limites du DPF)². 	
Zone Nh	<p>Les constructions et installations autorisées doivent être implantées au minimum à 5 mètres de la limite du domaine public de la voirie communale.</p>	
Zone NL	<p>Les constructions et installations autorisées doivent être implantées au minimum à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 75 mètres de l'axe de la RD 813¹, - 6 mètres de la limite du domaine public de la RD 114, - 5 mètres de la limite du domaine public de la voirie communale ou des autres voies ouvertes à la circulation publique, - 2 mètres du domaine public de la ligne de chemin de fer (sauf construction ou installation liée au chemin de fer). - 6 mètres du domaine public fluvial du canal des Deux Mers. En exception à cette règle, une construction pourra être implantée à l'alignement de celles existantes². 	

¹ Cette règle ne s'applique pas aux exceptions signalées dans l'art. L. 111-1-4 du Code de l'Urbanisme.

² Tous travaux, de quelque nature que ce soit dont la propriété est adjacente au DPF doit impérativement être soumis à l'accord de Voie Navigable de France.

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

ZONES U		
Zone Uc	Les parties de construction qui ne sont pas en limite séparative doivent observer un retrait d'au moins 3 m.	<i>Respecter la forme urbaine. Favoriser la densification.</i>
Zone UxL	Lorsqu'elles ne sont pas implantées en limite séparative, les constructions doivent être implantées à au moins 1,5 mètres de celle-ci. En cas d'implantation en limite séparative, des mesures seront prises pour éviter la propagation des incendies.	<i>Favoriser la densification.</i>
ZONES AU		
Zone AUc	Idem Uc	
Zone AUe	La construction principale doit s'implanter sur au moins une limite séparative aboutissant aux voies. Les parties de constructions qui ne sont pas en limite séparative doivent observer un retrait d'au moins 3 mètres. Lorsqu'elle n'est pas mitoyenne, la construction sera implantée de manière à éviter de porter ombre aux habitations situées sur les fonds voisins.	<i>Favoriser l'ensoleillement du bâti</i>
ZONE A		
Zone A	Les parties de constructions qui ne sont pas en limite séparative doivent observer un retrait d'au moins 3 m. Les constructions agricoles seront implantées à 20 m minimum de la limite des zones d'habitation U ou AU.	<i>Limiter les éventuelles nuisances près des principales zones d'habitat.</i>
Zone Ax	Les parties de constructions qui ne sont pas en limite séparative doivent observer un retrait d'au moins 3 m.	
ZONES N		
Zone N	Idem Ax	
Zone Nh	Idem Ax	<i>Constructibilité limitée, éloigner le bâti du voisinage pour éviter les éventuelles nuisances</i>
Zone NL	Idem Ax	

ARTICLE 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONES		
Toutes zones sauf UxL, A, N	Il n'est pas fixé de règle.	
Zone UxL	La distance minimale entre constructions est fixée à 1,5 mètre. Cette distance peut être nulle lorsque des mesures sont prises pour éviter la propagation des incendies.	<i>Favoriser la densification.</i>
Zone A	Des constructions non contiguës implantées sur une même propriété doivent être séparées d'au moins 3 m. Les constructions à usage d'habitation susceptibles d'être autorisées, devront être implantées à plus de 150 m des bâtiments principaux de l'exploitation agricole. Les annexes doivent être situées à proximité immédiate du bâtiment principal de manière à former un ensemble cohérent.	<i>Limiter les éventuelles nuisances pour l'habitat même de l'agriculteur</i> <i>Limiter le mitage</i>
Zone N	Des constructions non contiguës implantées sur une même propriété doivent être séparées d'au moins 3 m. Les annexes doivent être situées à proximité immédiate du bâtiment principal de manière à former un ensemble cohérent.	<i>Limiter le mitage</i>

ARTICLE 9 - EMPRISE AU SOL

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONES U		
Zone Uc	Il n'est pas fixé de règle.	<i>Densification possible sous réserve de maintien d'un minimum d'espaces verts</i>
Zone UxL	Il n'est pas fixé de règle.	<i>Densification possible</i>
ZONES AU		
Zone AUc	Il n'est pas fixé de règle.	<i>Densification possible sous réserve d'un minimum d'espaces verts</i>
Zone AUe	Il n'est pas fixé de règle.	<i>Densification possible sous réserve d'un minimum d'espaces verts</i>
ZONE A		
Zone A	Les extensions des bâtiments d'habitation existante ou issue de changement de destination, seront limitées (voir définitions en début de règlement).	Extension limitée
Zone Ax	L'emprise au sol des constructions (hors toitures végétalisées) ne peut excéder 60 % de la surface du terrain.	Extension limitée, la taille de la pastille est d'ailleurs très réduite.
ZONES N		
Zone N	<p>L'emprise au sol des constructions nouvelles non agricoles ni forestières susceptibles d'être autorisées ne devra pas dépasser 40 m².</p> <p>Les extensions des bâtiments d'habitation existante ou issue de changement de destination, seront limitées (voir définitions en début de règlement).</p> <p>L'emprise au sol des constructions (hors toitures végétalisées) ne peut excéder 30 % de la surface du terrain. Pour des terrains dont la superficie est inférieure ou égale à 600 m², l'emprise au sol des constructions pourra atteindre 50 %, dans les mêmes conditions.</p>	<i>Constructibilité limitée</i>
Zone Nh	L'emprise au sol des constructions (hors toitures végétalisées) ne peut excéder 30 % de la surface du terrain. Pour des terrains dont la superficie est inférieure ou égale à 600 m², l'emprise au sol des constructions pourra atteindre 50 %, dans les mêmes conditions.	<i>Constructibilité limitée. Ne pas défavoriser les propriétaires de petits terrains</i>
Zone NL	<p>L'emprise au sol du bâti nouveau, à compter de la date d'approbation du présent PLU, ne peut excéder 300 m² de la surface totale de la zone.</p> <p>L'emprise au sol occupée par des HLL⁶, habitations mobiles, caravanes ou tentes de façon simultanée ne pourra excéder 1000 m².</p>	<i>Constructibilité limitée</i>

⁶ Habitations Légères de Loisirs

ARTICLE 10 - HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONES U		
Zone Uc	La hauteur des constructions ne doit pas excéder R+1+C. Cette règle ne s'applique pas dans le cas de la rénovation ou de l'extension d'un bâtiment ancien, pour lequel la hauteur d'origine pourra être maintenue ou lorsqu'un alignement par rapport à l'égout du toit d'un bâtiment voisin s'avère nécessaire. Dans le cas de constructions ou installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif la hauteur pourra être portée à 9 m (équivalent R+2).	<i>Conserver une certaine homogénéité du bâti</i> <i>Assouplissement de la règle pour ce type de bâtiment</i>
Zone UxL	La hauteur totale de la construction ne doit pas excéder 10 m le long du ruisseau, 6 m le long de la RD 277 mètres.	<i>Zone d'activité</i>
ZONES AU		
Zone AUc	La hauteur de la construction ne doit pas excéder R+1+C. Pour la façade donnant sur le chemin rural mitoyen de Saint Romain à Puymirol ou la VC n°2 elle ne dépassera pas R+C. Cette règle ne s'applique pas dans le cas de la rénovation ou de l'extension d'un bâtiment ancien, pour lequel la hauteur d'origine pourra être maintenue.	<i>Limiter l'impact visuel</i>
Zone AUe	La hauteur de la construction orientée au sud ne doit pas excéder R+1+C.	
ZONE A		
Zone A	La hauteur à l'égout du toit ou au niveau supérieur de l'acrotère des constructions agricoles, ne dépassera pas 8 mètres. Peuvent sortir du gabarit les silos ainsi que les superstructures propres aux activités autorisées dans la zone. La hauteur ne dépassera pas R+1+C pour les habitations susceptibles d'être autorisées (RDC pour les annexes). L'ensemble de la règle ne s'applique pas dans le cas d'une rénovation ou extension d'un bâtiment ancien pour lequel la hauteur d'origine pourra être maintenue ou lorsqu'un alignement par rapport au faitage d'un bâtiment voisin s'avère nécessaire.	<i>Limiter l'impact visuel des constructions agricoles sur les paysages</i>
Zone Ax	La hauteur à l'égout du toit ou au niveau supérieur de l'acrotère des constructions à usage d'activité ne dépassera pas 8 mètres. Pour les habitations, la hauteur ne dépassera pas l'existant ou R+1+C (RDC pour les annexes).	<i>Bâtiments d'activité en campagne</i>

ARTICLE 10 - HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONES N		
Zone N	La hauteur totale des éventuelles constructions ne dépassera pas 3,5 mètres. La hauteur à l'égout du toit des éventuelles extensions sera conforme à celle du bâti existant ou inférieure à R+1+C.	<i>Constructibilité limitée</i>
Zone Nh	La hauteur des constructions nouvelles ne doit pas excéder R+1+C. Cette règle ne s'applique pas dans le cas de la rénovation ou de l'extension d'un bâtiment ancien, pour lequel la hauteur d'origine pourra être maintenue ou lorsqu'un alignement par rapport à l'égout du toit d'un bâtiment voisin s'avère nécessaire.	<i>Préserver l'aspect de la zone Et l'homogénéité du bâti</i>
Zone NL	La hauteur totale de la construction ne doit pas excéder 4,5 mètres (équivalent RDC). Cette règle ne s'applique pas dans le cas de la rénovation ou de l'extension d'un bâtiment ancien, pour lequel la hauteur d'origine pourra être maintenue ou lorsqu'un alignement par rapport à l'égout du toit d'un bâtiment voisin s'avère nécessaire.	Limiter l'impact visuel en plaine

**ARTICLE 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENTS DE LEURS
ABORDS**

Toutes zones	Rappel du code de l'urbanisme L'autorisation de construire peut être refusée ou n'être accordée que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou des ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains.	<i>Les élus et le service instructeur peuvent mettre en avant cet article du Code de l'Urbanisme pour exiger du pétitionnaire une bonne insertion du projet dans le paysage naturel ou bâti.</i>
---------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONES U		
Zone Uc	<p>Les choix en matière d'implantation, de volumes et d'aspect des constructions devront être faits en tenant compte de l'environnement bâti ou naturel.</p> <p>Toute caricature d'une architecture étrangère à la région est interdite.</p> <p>Les panneaux solaires associés aux constructions doivent être intégrés à celles-ci, en toiture ou en façade.</p> <p>L'emploi de matériaux locaux sera favorisé.</p> <p>Volumes</p> <p>On recherchera une simplicité de volume en accord avec le site.</p> <p>Façades</p> <p>Les façades présenteront des teintes en harmonie avec le milieu environnant.</p> <p>Les matériaux bruts doivent être recouverts d'un parement (peinture, enduit, bardage, vêture, ...), à moins que le matériau et sa mise en œuvre soient de qualité suffisante pour rester apparents (béton architectonique, pierre et moellons naturels, ...)</p> <p>Les décors et percements s'inspireront de la simplicité et de la sobriété de l'architecture traditionnelle locale, sans décors faire-valoir inutiles.</p> <p>Les coffrets des volets roulants ne feront pas saillis.</p> <p>Toitures</p> <p>Le sens du ou des faîtage(s), les pentes et le type de couverture d'une construction ancienne caractéristique de l'architecture locale seront conservés. Pour les constructions nouvelles, les pentes des toitures seront comprises entre 30 % et 40 %. La couverture sera constituée de tuiles de type canal traditionnelles, romanes ou méridionales de teintes vieillies, en harmonie avec le bâti environnant. En exception à cette règle, les toitures terrasse pourront être autorisée.</p> <p>Les matériaux de remplacement ne sont autorisés que s'ils sont peu visibles depuis les voies et s'ils couvrent des bâtiments annexes.</p> <p>Des adaptations à la règle pourront être admises dans le cas de pigeonnier ou pour permettre ou faciliter l'emploi de technologies liées aux énergies renouvelables (panneaux</p>	<p><i>Ces règles ont pour objectif de rechercher une bonne intégration paysagère du bâti et de respecter le patrimoine bâti</i></p> <p><i>Limiter le transport</i></p> <p><i>Préserver l'aspect le paysage</i></p> <p><i>Favoriser les économies d'énergie fossile, limiter les GES</i></p>

ARTICLE 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENTS DE LEURS ABORDS

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONES U		
	<p>solaires, etc.) et de matériaux permettant des économies d'énergies (mise en œuvre de toitures terrasses végétalisées, vérandas, etc.).</p> <p>Annexes</p> <p>Les annexes doivent être traitées dans le même esprit et le même coloris que le bâtiment principal. Elles pourront aussi être réalisées en matériaux naturels de type bois.</p> <p>Clôtures</p> <p>Les clôtures ne sont pas obligatoires. Si elles sont réalisées, leur hauteur totale ne dépassera pas 2 m (par rapport à la voie ou au fond voisin). En bordure d'une voie de circulation, celles-ci seront constituées au choix :</p> <ul style="list-style-type: none"> – d'un muret enduit de 0,60 m surmonté ou non d'une clôture transparente (grille, barrière ou haie peu dense), – d'un mur de 1,70 m, – d'une haie champêtre doublée ou non d'un grillage éventuellement posé sur un soubassement. <p>En exception des règles ci-dessus, les constructions ou installations nécessaires aux services publics (installations sportives,...) peuvent être clôturées par un grillage, sans limitation de hauteur.</p> <p>Les clôtures doivent permettre la libre circulation de la petite faune.</p> <p>Les abords de la construction</p> <p>Lors de la création ou l'aménagement d'une voie ou d'un chemin d'accès, son insertion dans le paysage sera recherchée. Il s'agira de :</p> <ul style="list-style-type: none"> – intégrer ces voies à la pente en privilégiant les murs de soutènement en amont de la voie plutôt que les remblais ou l'enrochement, – favoriser les revêtements perméables, – végétaliser ou planter les abords des voies. <p>Les extracteurs, groupes extérieurs de climatisation, antennes ou paraboles ou autres dispositifs techniques, seront disposés de façon à être le moins visible possible du domaine public.</p> <p>L'intégration dans le paysage des espaces utilitaires (points tri, transformateurs électriques...) sera soignée.</p> <p>Pour les bâtiments agricoles susceptibles de changer de destination :</p> <p>Voir p 18.</p>	<p><i>Travailler la qualité de l'interphase espace public/espace privé pour préserver la qualité du paysage urbain.</i></p> <p><i>Insertion du bâti nouveau lorsque la création d'un chemin est nécessaire.</i></p> <p><i>Préserver la qualité du patrimoine bâti</i></p>
Zone UxL	<p>Les choix en matière d'implantation de volumes et d'aspect des constructions devront être faits en tenant compte de l'environnement bâti ou naturel.</p> <p>Les matériaux bruts doivent être recouverts d'un parement (peinture, enduit, bardage, vêtue, ...), à moins que le matériau</p>	<p><i>Des efforts d'insertion paysagère du bâti sont demandés</i></p>

ARTICLE 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENTS DE LEURS ABORDS

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONES U		
	<p>et sa mise en œuvre soient de qualité suffisante pour rester apparents (béton architectonique, pierre et moellons naturels, ...)</p> <p>Volumes</p> <p>La division du bâtiment en volumes fonctionnels sera recherchée afin d'éviter l'effet « barre » d'une construction aux dimensions importantes.</p> <p>Façades</p> <p>Les coloris des façades et toitures, de couleur non agressive, devront être en harmonie, pour les volumes principaux avec l'environnement naturel ou bâti. L'utilisation de matériaux plus sombres comme le bois et la tôle peinte en gris foncé pourra rendre plus discrète l'intégration du bâtiment dans le paysage.</p> <p>Les façades du bâtiment, visibles depuis les espaces publics feront l'objet d'une architecture soignée prenant en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les proportions entre les différents volumes composant le bâtiment, – le rythme et l'ordonnancement des ouvertures ou tous autres éléments composant la façade (éléments de structure visibles, éléments de décoration...), – l'harmonie des couleurs entre les volumes principaux et les différents éléments de la façade. <p>Toitures</p> <p>Les toitures présenteront des teintes en harmonie avec le milieu environnant.</p> <p>Clôtures</p> <p>Les clôtures opaques (minérales ou végétales) sont obligatoires au niveau des éventuels dépôts aériens (matériaux, bennes, produits de fabrication, sous-produits, citernes à gaz liquéfié ou à mazout ...) visibles depuis les voies, espaces publics ou fonds voisins.</p> <p>Les abords de la construction</p> <p>Les extracteurs, groupes extérieurs de climatisation, antennes ou paraboles ou autres dispositifs techniques, seront disposés de façon à être le moins visible possible du domaine public.</p> <p>Les terrains doivent être aménagés et entretenus de manière à ce que l'aspect de la zone ne s'en trouve pas altéré.</p>	Dérogation Amendement Dupont

**ARTICLE 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENTS DE LEURS
ABORDS**

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONES AU		
Zone AUc	<p>Les choix en matière d'implantation de volumes et d'aspect des constructions devront être faits en tenant compte de l'environnement bâti ou naturel.</p> <p>Toute caricature d'une architecture étrangère à la région est interdite.</p> <p>L'emploi de matériaux locaux sera favorisé.</p> <p>Implantation</p> <p>Les constructions doivent s'adapter au terrain naturel existant et non l'inverse.</p> <p>Les projets respecteront les principes et dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les constructions s'intégreront harmonieusement à la pente naturelle dans laquelle elles s'inscrivent, par le choix d'implantation sur le terrain et par une conception architecturale adaptées (création d'un demi-niveau, construction sur pilotis, encastrement dans le terrain,...), <ul style="list-style-type: none"> ○ les volumes de déblais et de remblais seront : <ul style="list-style-type: none"> ▪ soit minimisés autant que possible compte tenu du gabarit (emprise et hauteur) de la construction projetée, et de la pente du terrain naturel, ▪ soit sensiblement équivalents, ○ les abords non bâtis du terrain aboutissant aux limites séparatives seront aménagés ou préservés en pente douce sur une largeur d'au moins 3 mètres, de manière à aboutir en limite séparative au niveau du terrain naturel, ○ les talus à forte pente après travaux devront être adoucis, végétalisés ou traités par un muret de soutènement revêtu (pierre, bois, enduit, végétalisation,...). <p>Volumes</p> <p>On recherchera une simplicité de volume en accord avec le site.</p> <p>Façades</p> <p>Les façades présenteront des teintes en harmonie avec le milieu environnant.</p> <p>Les matériaux bruts doivent être recouverts d'un parement (peinture, enduit, bardage, vêtue, ...), à moins que le matériau et sa mise en œuvre soient de qualité suffisante pour rester apparents (béton architectonique, pierre et moellons naturels, ...).</p> <p>Les décors et percements s'inspireront de la simplicité et de la sobriété de l'architecture traditionnelle locale, sans décors faire-valoir inutiles.</p> <p>Les coffrets des volets roulants ne feront pas saillis.</p>	<p><i>Objectifs d'intégration paysagère du bâti.</i></p> <p><i>Limiter le transport</i></p> <p><i>Limiter l'impact paysager et le risque mouvement de sol</i></p>

ARTICLE 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENTS DE LEURS ABORDS

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONES AU		
	<p>Toitures</p> <p>Les pentes des toitures seront comprises entre 30 % et 40 %. La couverture sera constituée de tuiles de type canal traditionnelles, romanes ou méridionales de teintes vieilles, en harmonie avec le bâti environnant. En exception à cette règle, les toitures terrasse pourront être autorisée.</p> <p>Les matériaux de remplacement ne sont autorisés que s'ils sont peu visibles depuis les voies et s'ils couvrent des bâtiments annexes.</p> <p>Des adaptations à la règle pourront être admises pour permettre ou faciliter l'emploi de technologies liées aux énergies renouvelables (panneaux solaires, etc.) et de matériaux permettant des économies d'énergies (mise en œuvre de toitures terrasses végétalisées, vérandas, etc.).</p> <p>Annexes</p> <p>Les annexes doivent être traitées dans le même esprit et le même coloris que le bâtiment principal. Elles pourront aussi être réalisées en matériaux naturels de type bois.</p> <p>Clôtures</p> <p>Les clôtures ne sont pas obligatoires. Si elles sont réalisées, leur hauteur totale ne dépassera pas 1,5 m et elles seront légères, avec des effets de transparence (grille, barrière ou haie peu dense) et devront permettre la libre circulation de la petite faune.</p> <p>Les clôtures opaques soulignant artificiellement le parcellaire sont interdites.</p> <p>Les abords de la construction</p> <p>Lors de la création ou l'aménagement d'une voie ou d'un chemin d'accès, son insertion dans le paysage sera recherchée. Il s'agira de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - intégrer ces voies à la pente en privilégiant les murs de soutènement en amont de la voie plutôt que les remblais ou l'enrochement, - favoriser les revêtements perméables, - végétaliser ou planter les abords des voies. <p>Les extracteurs, groupes extérieurs de climatisation, antennes ou paraboles ou autres dispositifs techniques, seront disposés de façon à être le moins visible possible du domaine public.</p> <p>L'intégration dans le paysage des espaces utilitaires (points tri, transformateurs électriques...) sera soignée.</p>	<p><i>Travailler la qualité de l'interphase espace public/espace privé pour préserver la qualité du paysage urbain. Préserver la biodiversité</i></p>
Zone AUe	<p>Idem AUc +</p> <p>Toitures</p> <p>Le faitage principal sera parallèle aux courbes de niveau.</p>	<p><i>Objectifs d'intégration paysagère du bâti.</i></p> <p><i>Orientation sud des constructions pour en favoriser l'insertion paysagère et l'ensoleillement</i></p>

ARTICLE 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENTS DE LEURS ABORDS

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
	ZONE A	
Zone A	<p>Les choix en matière d'implantation de volumes et d'aspect des constructions devront être faits en tenant compte de l'environnement bâti ou naturel.</p> <p>Toute caricature d'une architecture étrangère à la région est interdite.</p> <p>Les matériaux bruts doivent être recouverts d'un parement (peinture, enduit, bardage, vêtue, ...), à moins que le matériau et sa mise en œuvre soient de qualité suffisante pour rester apparents (béton architectonique, pierre et moellons naturels, ...)</p> <p>L'emploi de matériaux locaux sera favorisé.</p> <p>Les clôtures</p> <p>Les clôtures, comme les portails et portes de jardins, resteront sobres et discrètes, respectant l'esprit des abords immédiats des bâtiments traditionnels.</p> <p>Les clôtures opaques (minérale ou végétale) sont néanmoins autorisées au niveau des éventuels dépôts aériens (matériaux, bennes, stockages d'effluents, sous-produits, citernes à gaz liquéfié ou à mazout ...), visibles depuis les voies, espaces publics ou fonds voisins.</p> <p>La hauteur totale des clôtures ne dépassera pas 2 m sauf nécessité spécifique lié à une activité agricole ou à un équipement public ou d'intérêt collectif. Hormis dans les exceptions citées ci-dessus, elles doivent permettre la libre circulation de la petite faune.</p> <p>Les abords de la construction</p> <p>Lors de la création ou l'aménagement d'une voie ou d'un chemin d'accès, son insertion dans le paysage sera recherchée. Il s'agira de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - intégrer ces voies à la pente en privilégiant les murs de soutènement en amont de la voie plutôt que les remblais ou l'enrochement, - favoriser les revêtements perméables, - végétaliser ou planter les abords des voies. <p>Les extracteurs, groupes extérieurs de climatisation, antennes ou paraboles ou autres dispositifs techniques, seront disposés de façon à être le moins visible possible du domaine public.</p> <p>L'intégration dans le paysage des espaces utilitaires (points tri, transformateurs électriques...) sera soignée.</p> <p>Pour les constructions à usage d'habitation - Voir AUc</p> <p>Pour les constructions à usage agricole ou dans le prolongement de l'activité agricole</p> <p>La division du bâtiment en volumes fonctionnels sera recherchée afin d'éviter l'effet « barre » d'une construction aux dimensions importantes. Le cas échéant, pour les bâtiments de grande longueur, il sera préférable de les implanter</p>	<p><i>Objectifs de bonne insertion paysagère.</i></p> <p><i>Pour des volumes importants l'implantation du bâti, comme son aspect extérieur, doivent être étudiés de façon à en limiter l'impact paysager.</i></p> <p><i>Limiter le transport</i></p> <p><i>Eviter de souligner artificiellement le contour des parcelles dans le paysage.</i></p> <p><i>Permettre d'occulter les dépôts pour limiter les nuisances visuelles.</i></p> <p><i>Limiter l'impact paysager des bâtiments agricoles dans le paysage rural</i></p>

ARTICLE 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENTS DE LEURS ABORDS

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONE A		
	<p>parallèlement aux courbes de niveau et de minimiser les remblais et déblais.</p> <p>Les coloris des façades, de couleur non agressive, devront être en harmonie, pour les volumes principaux avec l'environnement naturel ou bâti. L'utilisation de matériaux plus sombres comme le bois pourra rendre plus discrète l'intégration du bâtiment dans le paysage.</p> <p>De même pour les couvertures, il y aura lieu d'éviter les teintes vives : mélange de nuances recommandé et intégration des teintes dans l'environnement.</p> <p>Les toitures végétales sont autorisées comme l'intégration de capteurs solaires dans la toiture</p> <p>Pour les bâtiments agricoles susceptibles de changer de destination :</p> <p>Voir p 18.</p>	<p><i>Préserver le patrimoine bâti</i></p>
Zone Ax	<p>Les matériaux bruts doivent être recouverts d'un parement (peinture, enduit, bardage, vêtue, ...), à moins que le matériau et sa mise en œuvre soient de qualité suffisante pour rester apparents (béton architectonique, pierre et moellons naturels, ...). L'emploi de matériaux locaux tel que le bois sera favorisé.</p> <p>La division d'un bâtiment à usage d'activité en volumes fonctionnels sera recherchée, afin d'éviter l'effet « barre » d'une construction aux dimensions importantes.</p> <p>Les coloris des façades, de couleur non agressive, devront être en harmonie, pour les volumes principaux avec l'environnement naturel ou bâti. L'utilisation de matériaux plus sombres comme le bois et la tôle peinte en gris foncé pourra rendre plus discrète l'intégration du bâtiment dans le paysage. De même pour les couvertures, il y aura lieu d'éviter les teintes vives : mélange de nuances recommandé et intégration des teintes dans l'environnement. Les toitures végétales sont autorisées comme l'intégration de capteurs solaires dans la toiture.</p> <p>Clôtures</p> <p>Les clôtures opaques (minérales ou végétales) sont obligatoires au niveau des éventuels dépôts aériens (matériaux, bennes, citernes à gaz liquéfié ou à mazout ...) visibles depuis les voies, espaces publics ou fonds voisins.</p> <p>La hauteur totale des clôtures ne dépassera pas 2 m.</p>	<p><i>Limiter le transport</i></p> <p><i>Favoriser l'insertion paysagère d'un bâti artisanal</i></p> <p><i>Permettre d'occulter les dépôts pour limiter les nuisances visuelles.</i></p>

**ARTICLE 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENTS DE LEURS
ABORDS**

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONES N		
Zone N	<p>Les constructions autorisées devront s'intégrer harmonieusement dans le paysage naturel. Les changements de destination, extensions, réhabilitations ou aménagements de construction existante doivent tenir compte du caractère architectural de la construction (enduit, forme et couverture de toiture, orientation et volumétrie du bâti, proportion, rythme et ordonnancement des percements...) ainsi que ne pas porter atteinte au paysage ni au milieu naturel environnant. D'éventuelles dérogations aux règles ci-dessus pourront être accordées si elles sont justifiées dans le cadre de la réduction de la consommation d'énergie et d'une meilleure insertion du bâtiment dans le milieu naturel.</p> <p>Les matériaux bruts doivent être recouverts d'un parement (peinture, enduit, bardage, vêtue, ...), à moins que le matériau et sa mise en œuvre soient de qualité suffisante pour rester apparents (béton architectonique, pierre et moellons naturels, ...)</p> <p>L'emploi de matériaux locaux sera favorisé.</p> <p>Les annexes doivent être traitées dans le même esprit et le même coloris que le bâtiment principal. Elles pourront aussi être réalisées en matériaux naturels de type bois.</p> <p>Les clôtures</p> <p>Les clôtures, comme les portails et portes de jardins, resteront sobres et discrètes, respectant l'esprit des abords immédiats des bâtiments traditionnels.</p> <p>La hauteur totale des clôtures ne dépassera pas 2 m. Elles doivent permettre la libre circulation de la petite faune.</p> <p>Pour les bâtiments agricoles susceptibles de changer de destination :</p> <p>Voir p 18.</p>	<p><i>Objectifs de bonne insertion paysagère.</i></p> <p><i>Limiter le transport</i></p> <p><i>Favoriser l'insertion paysagère de ce type de bâti</i></p> <p><i>Eviter de souligner artificiellement le contour des parcelles dans le paysage.</i></p> <p><i>Préserver la biodiversité</i></p>

ARTICLE 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENTS DE LEURS ABORDS

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONES N		
Zone Nh	<p>Les changements de destination, extensions, réhabilitations ou aménagements de construction existante doivent tenir compte du caractère architectural de la construction (enduit, forme et couverture de toiture, orientation et volumétrie du bâti, proportion, rythme et ordonnancement des percements...) ainsi que ne pas porter atteinte au paysage ni au milieu naturel environnant. D'éventuelles dérogations aux règles ci-dessus pourront être accordées si elles sont justifiées dans le cadre de la réduction de la consommation d'énergie et d'une meilleure insertion du bâtiment dans le milieu naturel.</p> <p>Les matériaux bruts doivent être recouverts d'un parement (peinture, enduit, bardage, vêtue, ...), à moins que le matériau et sa mise en œuvre soient de qualité suffisante pour rester apparents (béton architectonique, pierre et moellons naturels, ...).</p> <p>L'emploi de matériaux locaux sera favorisé.</p> <p>Les annexes doivent être traitées dans le même esprit et le même coloris que le bâtiment principal. Elles pourront aussi être réalisées en matériaux naturels de type bois.</p> <p><i>Pour les constructions à usage d'habitation - Voir AUc</i></p> <p><i>Clôtures - Voir AUc</i></p> <p><i>Les abords de la construction - Voir AUc</i></p>	<p><i>Motif de préservation des paysages</i></p>
Zone NL	<p>Les constructions, extensions, aménagements et installations susceptibles d'être autorisés doivent s'intégrer dans leur environnement naturel et bâti.</p> <p>Les matériaux bruts doivent être recouverts d'un parement (peinture, enduit, bardage, vêtue, ...), à moins que le matériau et sa mise en œuvre soient de qualité suffisante pour rester apparents (béton architectonique, pierre et moellons naturels, ...).</p> <p>L'emploi de matériaux locaux tel que le bois sera favorisé.</p> <p>L'intégration dans le paysage des espaces utilitaires (points tri, transformateurs électriques...) sera soignée</p>	<p><i>Favoriser l'insertion paysagère</i></p> <p><i>Limiter le transport</i></p>

JUSTIFICATION DES REGLES APPLICABLES

ARTICLE 12 – AIRES DE STATIONNEMENT

ZONES U et AU	Rappel : Les normes de stationnement pour les personnes à mobilité réduite seront respectées.
----------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONES U		
Zone Uc	<p>Le stationnement des véhicules de toute nature, correspondant aux besoins des installations et constructions doit être assuré en dehors de la voie publique.</p> <p>La règle générale de stationnement est édictée dans les définitions au début du règlement.</p> <p>Pour les stationnements à l'air libre, les revêtements en matériaux perméables seront privilégiés.</p> <p>Dans les constructions à usage d'habitation il est conseillé de prévoir le stationnement des deux-roues dans un local fermé et facilement accessible.</p>	<p><i>Eviter les problèmes de stationnement.</i></p> <p><i>Favoriser les modes doux de déplacement</i></p>
Zone UxL	<p>Tout stationnement des véhicules de toutes catégories et toutes les opérations de chargement et déchargement étant interdites sur les voies publiques, les obligations en matière d'aires de stationnement et d'évolution doivent être situées à l'intérieure des parcelles et calculées en fonction des visiteurs, du personnel et de l'activité.</p> <p>La règle générale de stationnement est édictée dans les définitions au début du règlement.</p> <p>Le stationnement des deux-roues devra être prévu dans des conditions satisfaisantes.</p> <p>Pour les stationnements à l'air libre, les revêtements en matériaux perméables seront privilégiés.</p>	<p><i>Eviter le stationnement sur la voirie</i></p> <p><i>Favoriser les modes doux de déplacement</i></p> <p><i>Favoriser la gestion des eaux en site propre</i></p>
ZONES AU		
Zone AUc	<p>Le stationnement des véhicules de toute nature, correspondant aux besoins des installations et constructions doit être assuré en dehors de la voie publique.</p> <p>La règle générale de stationnement est édictée dans les définitions au début du règlement.</p> <p>Pour les stationnements à l'air libre, les revêtements en matériaux perméables seront privilégiés.</p> <p>Le stationnement des deux-roues devra être prévu dans des conditions satisfaisantes.</p>	<p><i>Eviter le stationnement sur la voirie</i></p> <p><i>Favoriser la gestion des eaux en site propre</i></p> <p><i>Favoriser les modes doux de déplacement</i></p>
Zone AUe	<p>Le stationnement des véhicules de toute nature, correspondant aux besoins des installations et constructions doit être assuré en dehors de la voie publique.</p> <p>La règle générale de stationnement est édictée dans les définitions au début du règlement.</p> <p>A défaut d'être recouverts de panneaux solaires, les stationnements seront réalisés en matériaux perméables, et arborés, à raison d'un arbre de haut jet pour 4 places de stationnement.</p> <p>Le stationnement des deux-roues devra être prévu dans des conditions satisfaisantes.</p>	<p><i>Eviter le stationnement sur la voirie</i></p> <p><i>Favoriser la gestion des eaux en site propre. Favoriser la production d'énergie renouvelable</i></p> <p><i>Favoriser les modes doux de déplacement</i></p>
ZONE A		

ARTICLE 12 – AIRES DE STATIONNEMENT

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
Zone A	<p>Le stationnement des véhicules de toute nature, correspondant aux besoins des installations et constructions doit être assuré en dehors de la voie publique.</p> <p>Les aires de manœuvres doivent être indépendantes des voies publiques.</p> <p>La règle générale de stationnement est édictée dans les définitions au début du règlement.</p> <p>Pour les stationnements à l'air libre, les revêtements en matériaux perméables seront privilégiés.</p>	<p><i>Eviter le stationnement sur la voirie</i></p> <p><i>Favoriser la gestion des eaux en site propre.</i></p>
Zone Ax	<p>Le stationnement des véhicules de toute nature, correspondant aux besoins des installations et constructions doit être assuré en dehors de la voie publique.</p> <p>La règle générale de stationnement est édictée dans les définitions au début du règlement.</p> <p>Pour les stationnements à l'air libre, les revêtements en matériaux perméables seront privilégiés.</p>	<p><i>Favoriser la gestion des eaux en site propre.</i></p>
ZONES N		
Zone N	<p>Le stationnement des véhicules de toute nature, correspondant aux besoins des installations et constructions doit être assuré en dehors de la voie publique.</p> <p>Pour les stationnements à l'air libre, les revêtements en matériaux perméables seront privilégiés.</p>	<p><i>Eviter le stationnement sur la voirie</i></p>
Zone Nh	<p>Le stationnement des véhicules de toute nature, correspondant aux besoins des installations et constructions doit être assuré en dehors de la voie publique.</p> <p>La règle générale de stationnement est édictée dans les définitions au début du règlement.</p> <p>Pour les stationnements à l'air libre, les revêtements en matériaux perméables seront privilégiés.</p>	<p><i>Eviter le stationnement sur la voirie</i></p> <p><i>Favoriser la gestion des eaux en site propre.</i></p>
Zone NL	<p>Le stationnement des véhicules de toute nature, correspondant aux besoins des installations et constructions doit être assuré en dehors de la voie publique.</p> <p>La règle générale de stationnement est édictée dans les définitions au début du règlement.</p> <p>Le stationnement des deux-roues devra être prévu dans des conditions satisfaisantes.</p> <p>Pour les stationnements à l'air libre, les revêtements en matériaux perméables seront privilégiés.</p>	

¹ Un toit ou mur végétalisé pourra compenser un espace vert au sol.

ARTICLE 13 - ESPACES LIBRES, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET PLANTATIONS

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONE AU		
Zone AUc	<p>Les espaces libres doivent être aménagés ou plantés d'essences locales afin de s'harmoniser avec le milieu environnant (voir listes d'essences dans le Rapport de présentation).</p> <p>Au moins 50 % de la parcelle sera aménagée en espaces verts.</p> <p>Les places et parcs de stationnement à l'air libre devront être arborés.</p> <p>Des espaces verts et/ou de jeux à hauteur de 10 % minimum de la surface de l'opération seront réalisés.</p> <p>Les ouvrages techniques de gestion de l'eau et leurs abords (tels que bassins de rétention ou d'infiltration) doivent sous réserve des contraintes de fonctionnement et de sécurité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - faire l'objet d'un aménagement paysager à dominante végétale contribuant à leur insertion dans leur environnement naturel et bâti, - être conçu pour répondre à des usages ludiques ou d'agrément compatible avec leur destination (espace vert de détente, aire de jeux...). 	<p><i>Motifs paysager et de maintien de la biodiversité</i></p> <p><i>Limiter l'imperméabilisation des sols, climatiser la ville</i></p> <p><i>Créer des espaces communs aménagés : objectifs paysager, de maintien de la biodiversité et espaces de socialisation</i></p> <p><i>Valoriser les aménagements hydrauliques pour le cadre paysager et la biodiversité</i></p>
Zone AUe	<p>Idem AUc +</p> <p>Une haie mixte, de 2 rangées d'arbustes et d'arbres sera plantée au droit des zones agricoles afin de former écran contre les nuisances, sans gêner l'activité agricole.</p>	<p><i>Prolonger le corridor écologique, créer un espace tampon entre la zone d'habitat et la zone agricole</i></p>

JUSTIFICATION DES REGLES APPLICABLES

ARTICLE 13 - ESPACES LIBRES, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET PLANTATIONS

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONE A		
Zone A	<p>Les arbres de hautes tiges existants et les masses végétales significatives, doivent être maintenus.</p> <p>Néanmoins, leur coupe pourra être autorisée pour des raisons sanitaires ou de sécurité.</p> <p>En cas d'incompatibilité avec le projet, leur abattage pourra être autorisé à condition qu'ils soient alors remplacés par des plantations de valeur équivalentes sur l'unité foncière.</p> <p>La plantation d'arbres et d'arbustes devra minimiser l'impact visuel des bâtiments dans le paysage. Les végétaux seront choisis parmi les essences locales (voir listes d'essences dans le Rapport de présentation).</p> <p>Un aménagement paysager des parcelles à usage d'habitation sera réalisé à travers des plantations d'arbres de haute tige et/ou de haies mixtes. Ces dernières ne devront pas souligner artificiellement le parcellaire.</p> <p>A proximité des bâtiments agricoles, il doit être planté un minimum de 5 arbres de haute tige de préférence sous forme de bosquet et associés à des arbustes (pourront être pris en compte les arbres de haute tige existants participant à la végétalisation des abords).</p>	<p><i>Préservation de la biodiversité, intégration paysagère</i></p> <p><i>Favoriser l'insertion paysagère du bâti ; aménagement des abords</i></p>
Zone Ax	<p>Les espaces libres doivent être aménagés ou plantés d'essences locales afin de s'harmoniser avec le milieu environnant (voir listes d'essences dans le Rapport de présentation).</p> <p>Une haie champêtre sera implantée en limite de parcelle. En particulier le long de la RD 813, des mesures seront prises pour assurer l'insertion paysagère des constructions à travers des plantations mixtes d'arbres et arbustes.</p>	<p><i>Préservation de la biodiversité, intégration paysagère</i></p>

ARTICLE 13 - ESPACES LIBRES, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET PLANTATIONS

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
ZONE N		
Zone N	<p>Les arbres de hautes tiges existants et les masses végétales significatives, doivent être maintenus.</p> <p>Néanmoins, leur coupe pourra être autorisée pour des raisons sanitaires ou de sécurité.</p> <p>En cas d'incompatibilité avec le projet, leur abattage pourra être autorisé à condition qu'ils soient alors remplacés par des plantations de valeur équivalentes sur l'unité foncière.</p> <p>Les espaces libres doivent être aménagés ou plantés d'essences locales afin de s'harmoniser avec le milieu environnant (voir listes d'essences dans le Rapport de présentation).</p>	<i>Préservation de la biodiversité</i>
Zone Nh	<p>Les arbres de hautes tiges existants et les masses végétales significatives, doivent être maintenus.</p> <p>Néanmoins, leur coupe pourra être autorisée pour des raisons sanitaires ou de sécurité.</p> <p>En cas d'incompatibilité avec le projet, leur abattage pourra être autorisé à condition qu'ils soient alors remplacés par des plantations de valeur équivalentes sur l'unité foncière.</p> <p>Au moins 50 % de la superficie en espaces verts existante à la date d'approbation du PLU sera préservée¹.</p> <p>Les espaces libres doivent être aménagés ou plantés d'essences locales afin de s'harmoniser avec le milieu environnant (voir listes d'essences dans le Rapport de présentation).</p>	<i>Préservation de la biodiversité, intégration paysagère</i>
Zone NL	<p>Les boisements naturels seront préservés sauf nécessité d'intérêt général.</p> <p>Les places et parcs de stationnement à l'air libre devront être arborés.</p> <p>Une haie champêtre entourera le parking relai (voir listes d'essences dans le Rapport de présentation).</p> <p>Le long de la RD 813, les plantations existantes seront préservées.</p>	<i>Préservation de la biodiversité, intégration paysagère</i>

¹ Un toit ou mur végétalisé pourra compenser un espace vert au sol.

ARTICLE 13 - ESPACES LIBRES, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET PLANTATIONS

Essences à privilégier pour la plantation de haies zones U, AU

<i>Grand arbustif</i>		<i>Arbustif moyen</i>		<i>Sous arbustif</i>	
<i>Nom usuel</i>	<i>Nom latin</i>	<i>Nom usuel</i>	<i>Nom latin</i>	<i>Nom usuel</i>	<i>Nom latin</i>
Alisier	Sorbus torminalis	Cotoneaster	Cotoneaster sp.	Bruyères	Erica sp.
Fruitiers divers		Daphne	Daphné sp.	Ciste	Cistus sp.
Houx	Ilex aquifolium	Olivier Bohême	Eleagnus sp.	Hélianthème	Helianthemum
Néflier	Mespilus germanica	Escallonia	Escallonia punctata	Hortensia	Hydrangea sp.
Robinier	Roninia psudacacia	Feijoa	Feijoa	Millepertuis	Hypericum sp.
Rhododendron	Rhododendron sp.	Filaire	Phyllyrea angustifolia	Potentille	Potentilla sp.
Saule	Salix sp.	Fusain d'Europe	Eonymus europaeus		
Sorbier	Sorbus sp.	Fusain du Japon	Eonymus japonicus		
Sureau noir	Sambucus nigra	Genêt	Genista, Spartium sp.		
<i>Arbustif moyen</i>		Cytise	Cytisus sp.		
<i>Nom usuel</i>	<i>Nom latin</i>	Grevillia	Grévillea sp.		
Abelia	Abelia sp.	Laurier noble	Laurus nobilis		
Aubépine	Crateagus sp.	Laurier tin	Viburnum tinus		
Berberis	Berberis sp.	Laurier rose	Nérion oleander		
Bourdaie	Rhamnus frangula	Lavatera	Lavatera sp.		
Cheiranthus	Cheiranthus sp.	Miscanthus	Miscanthus		
Choysa	Choysa ternata	Noisetier	Corylus avellana		
Cornouiller	Cornus sp.	Olearia	Olearia sp.		
		Perovskia	Perovskia		
		Pittosporum	Pittosporum tobira		
		Romarin	Rosmarinus		
		Troène	Ligustrum sp.		
		Viorne	Viburnum		

Essences à privilégier pour la plantation de haies zones N et A

<i>Grand arbustif</i>		<i>Arbustif moyen</i>		<i>Sous arbustif</i>	
<i>Nom usuel</i>	<i>Nom latin</i>	<i>Nom usuel</i>	<i>Nom latin</i>	<i>Nom usuel</i>	<i>Nom latin</i>
Fruitiers divers		Daphne	Daphné sp.	Bambou	Divers naian
Houx	Ilex aquifolium	Filaire	Phyllyrea angustifolia	Bruyères	Erica sp.
Néflier	Mespilus germanica	Fusain d'Europe	Eonymus europaeus	Ciste	Cistus sp.
Robinier	Roninia psudacacia	Genêt	Genista, Spartium sp.	Hélianthème	Helianthemum
Saule	Salix sp.	Cytise	Cytisus sp.	Potentille	Potentilla sp.
Sureau noir	Sambucus nigra	Laurier noble	Laurus nobilis		
<i>Arbustif moyen</i>		Laurier tin	Viburnum tinus		
<i>Nom usuel</i>	<i>Nom latin</i>	Noisetier	Corylus avellana		
Aubépine	Crateagus sp.	Viorne	Viburnum		
Bourdaie	Divers				
Brande	Rhamnus frangula				
Cornouiller	Erica scoparia				
	Cornus sp.				

ARTICLE 14 - COS

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
Toutes zones	Sans objet	<i>Application de la loi ALUR</i>

ARTICLE 15 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
Toutes zones sauf zone AUe	Il est fortement conseillé que les bâtiments soient équipés d'un système de valorisation des eaux pluviales Il conviendra dans la mesure du possible de privilégier l'utilisation des énergies renouvelables. Les plantations prendront en compte l'optimisation de l'ensoleillement et la protection contre les vents dominants.	<i>Economiser l'eau</i> <i>Limitation des GES</i> <i>Climatisation naturelle du bâtiment</i>
Zone AUe	Les bâtiments seront équipés d'un système de valorisation des eaux pluviales (citerne avec pompe...). La consommation maximale en énergie primaire de la construction sera inférieure à 40k Wh/m²/an. Les constructions à énergie passive ou positive sont préconisées. Les plantations prendront en compte l'optimisation de l'ensoleillement et la protection contre les vents dominants.	<i>Economiser l'eau</i> <i>Limitation des GES</i> <i>Climatisation naturelle du bâtiment</i> <i>Economiser l'énergie</i>

ARTICLE 16 - OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET DE RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

ZONES	CONTENU	JUSTIFICATIONS
Zones UxL, AUc, AUe	Le raccordement au réseau de Haut débit ou THD est obligatoire lorsqu'il existe. Dans le cas contraire, un fourreau en attente enterré sera réservé.	<i>Prise en compte du SCoT du Pays de l'Agenais et du schéma départemental de développement du numérique</i>
Zones Uc, A, Ax, N, Nh, NL	Il n'est pas fixé de règle.	

D. Justifications des orientations d'aménagement et de programmation : gérer l'espace de façon économe et préserver le cadre de vie

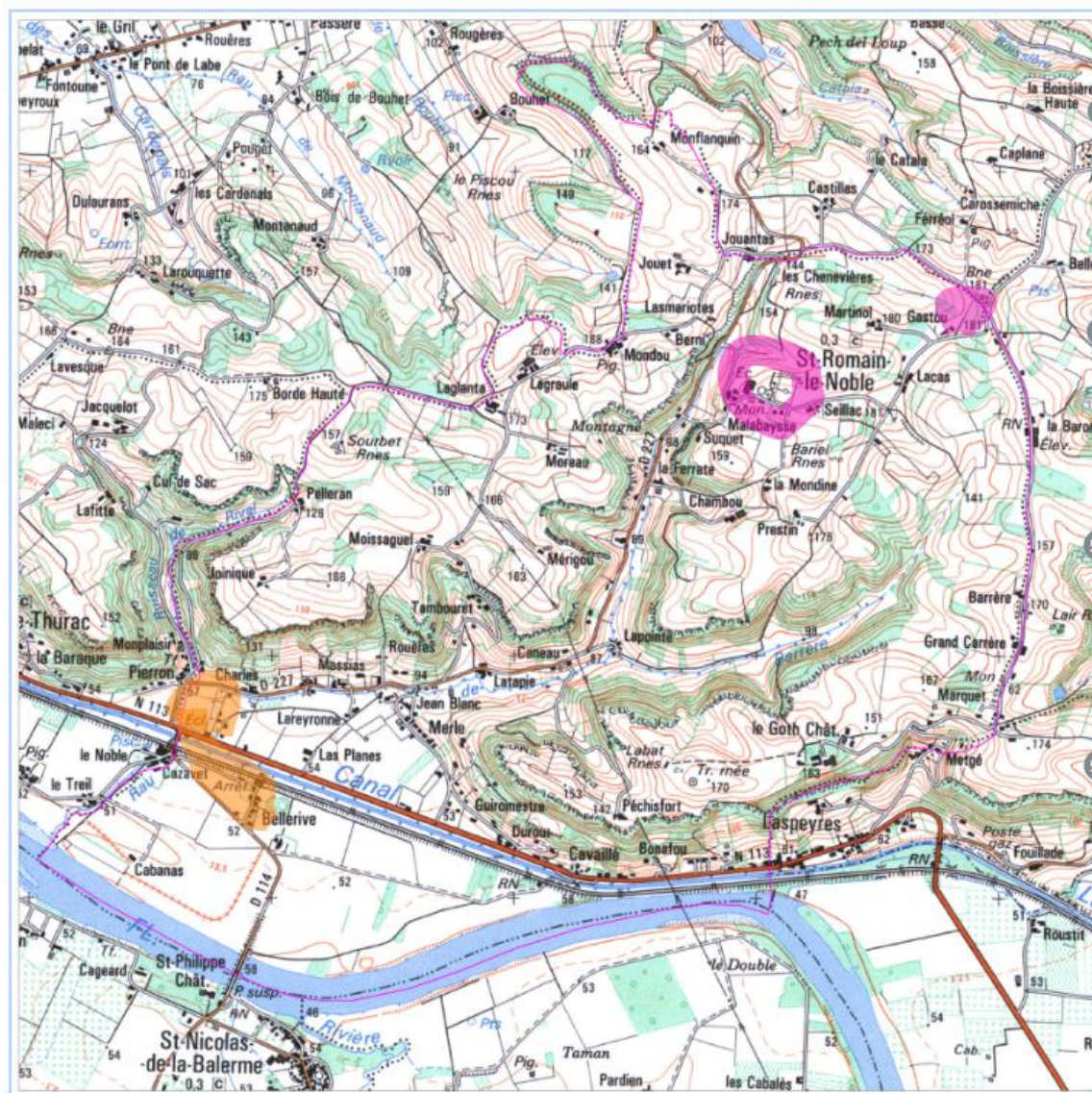
Selon l'Art. L. 123-1-4.- code de l'urbanisme (modifié par la Loi du 24 mars 2014), « les orientations d'aménagement et de programmation [OAP] comprennent des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements. », « dans le respect des orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ». Pour les communes non-membres d'un EPCI ou les communes membres d'un EPCI non compétent en matière de PLU, les OAP « n'ont donc pas l'obligation de comporter des dispositions en matière d'habitat, de transports et de déplacements¹ ». C'est le cas pour la commune Saint-Romain-le-Noble.

« En ce qui concerne l'aménagement, les orientations peuvent définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune. Elles peuvent favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation, un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces. Elles peuvent comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants. Elles peuvent porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager. Elles peuvent prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics. » Avec le règlement, les OAP définissent les conditions d'aménagement et d'équipement des zones AU bénéficiant de réseaux dans leur périphérie immédiate (CU art. R*. 123-6, al. 2, mod. par D. no 2012-290, 29 févr. 2012, art. 22).

Sur Saint-Romain-le-Noble, les orientations d'aménagement et de programmation ne fixent pas une programmation de l'ouverture des zones à urbaniser. Cela n'a pas semblé nécessaire pour plusieurs raisons. Il a fallu en premier lieu limiter l'ouverture des zones constructibles afin de respecter les engagements du Grenelle II et les prescriptions du SCoT. Le nombre et la taille des zones AU restent très limités.

¹ Rép. min. no 17303 : JO Sénat Q, 8 sept. 2011, p. 2335

Les secteurs d'orientations d'aménagement et de programmation



1. L'extension du bourg de Saint-Romain-le-Noble

Les orientations d'aménagement et de programmation visent à favoriser une organisation urbaine cohérente avec celle du bourg et une densification du secteur. Elles définissent des mesures en vue de la création d'un éco quartier en lien avec la structure du bourg.

2. Le hameau de Gastou

Les OAP favorisent une insertion paysagère optimale de la zone à urbaniser tout en organisant la desserte et en sécurisant les déplacements. La gestion des écoulements est aussi prise en compte à travers la création d'un espace vert et la mise en place de doucines.

3. *Densification de la zone d'activité de le Noble et entrée de la zone Uc*

Cette orientation d'aménagement insiste sur la sécurisation des accès et traite les autres points à étudier pour déroger au recul de 75 m par rapport à la voie de circulation (traitement des éventuelles nuisances, traitement paysager). L'objectif est de densifier la parcelle en permettant l'implantation de nouveaux bâtiments tout en mettant en place des mesures d'intégration paysagère.

4. *Aménagement de la zone de loisirs de l'écluse et du secteur de la gare*

Les OAP déterminent des propositions d'aménagement pour le secteur de l'écluse et de la gare. Elles définissent les mesures permettant de déroger au recul imposé par l'article L. 111-1-4 du code de l'urbanisme.

III Evaluation des incidences des orientations du Plan Local d'Urbanisme sur l'environnement, prise en compte de sa préservation et mise en valeur

A. Incidences sur les milieux naturels et les paysages et dispositions prises en vue de leur préservation

Le PLU de Saint-Romain-le-Noble a un impact positif sur les milieux naturels et les paysages car il permet de fixer des règles pour l'extension urbaine de la commune, là où seul le Règlement National d'Urbanisme s'appliquait.

Ainsi en délimitant des zones constructibles, le mitage sera évité comme l'urbanisation en doigts de gant le long des voies avec la banalisation du paysage que cela implique et l'impact négatif sur les milieux naturels.

Le document d'urbanisme définit des objectifs de réduction de la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers. L'impact du développement urbain sera moindre grâce à une densification du parcellaire tant en matière d'habitat que d'activité.

La préservation d'éléments du paysage végétaux et d'espaces boisés classés aura une incidence positive sur le milieu naturel comme sur les paysages. Des zones inconstructibles sont délimitées afin de préserver les vues sur le bourg et depuis le bourg, ce qui permettra d'éviter toute construction en zone agricole sur des secteurs inclus dans un point de vue remarquable.

Le canal latéral à la Garonne est protégé conformément aux préconisations de VNF (cf. B.4.c., le règlement écrit II Règlement des dispositions thématiques ainsi que les prescriptions en pièce 6. Annexes).

B. Incidences sur les ressources naturelles et dispositions prises en vue de leur préservation

Consommation effective (sous réserve d'urbanisation) des espaces naturels et agricoles avec la révision du PLU

Type d'espace	boisement	agricole	friche jardin	TOTAL
HABITAT				
Uc			1,41	
AU		2,46		
Nh			0,55	
s TOTAL		2,46	1,96	
ACTIVITES				densification Constructibilité très limité
UxL				
Ax		0,5		
NL			0,13	
s TOTAL		0,5	0,13	
TOTAL		2,96	2,09	5,05

Environ **5 ha** d'espaces agricoles, friche ou jardins pourraient être consommés sur les 10 prochaines années pour l'habitat et les activités non agricoles. Le PLU permettra de valoriser près de 2 ha de dents creuses et friches (jardins ou autres terrains non boisés et inexploités) qui se trouvent le plus souvent en milieu de la zone déjà bâtie.

L'analyse de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers entre 2000 et 2012 fait état de **7,59 ha** consommés dont 4,88 pour l'habitat avec 27 habitations. Avec près de **4,5 ha** envisagés pour la consommation sur les dix prochaines pour 30 logements, la densification est conséquente. En conservant le même niveau de consommation que précédemment, il faudrait consommer plus 7,5 ha de terres pour obtenir le même nombre de logements.

Ainsi le PLU permet de maîtriser et organiser l'urbanisation sur la commune tout en économisant l'espace.

1. Consommation des espaces agricoles et mesures de préservation du potentiel agronomique et économique des terres

L'agriculture est très présente sur le territoire de Saint-Romain-le-Noble, puisqu'on compte 14 sièges d'exploitation agricole et exploitations ayant leur siège hors commune et plus de 63 % des surfaces occupées par cette activité.

Le PLU impacte faiblement l'agriculture : il réduit de 2,96 ha la surface en terres agricoles exploitées **soit environ 0,05 % de la SAU**.

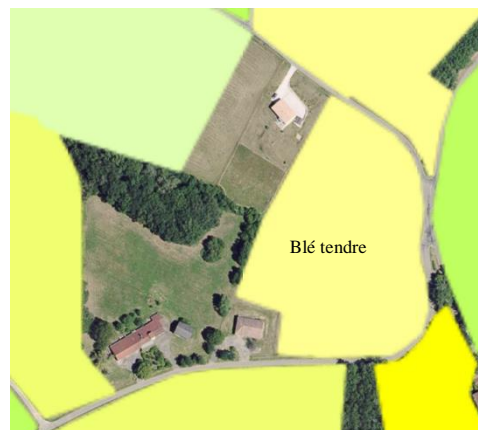
Ces terres ne sont pas irriguées ni utilisées pour de l'épandage. Sur Gastou leur qualité est médiocre.

Registre Parcellaire agricole 2012

Le bourg



Gastou



Les zones AU sont éloignées des activités agricoles sensibles telles que l'élevage et des sièges d'exploitation. Leur choix, en tant que zones à urbaniser ou extension de zones urbanisées, est justifiée dans le PADD (choix des zones de développement urbain au nord de la commune). Une ouverture des zones à urbaniser sous forme d'opération(s) d'ensemble et des orientations d'aménagement et de programmation imposant une densité minimale, permettront de valoriser au mieux ces terres et de ne pas les gaspiller pour quelques constructions isolées qui réduisent tout un potentiel agricole pour une très faible densité de logements à l'hectare.

Hormis les parcelles occupées par des habitations existantes, la zone agricole est définie au plan de zonage après une enquête auprès des agriculteurs exploitant sur la commune permettant d'identifier les terres à protéger pour la pérennité de ce secteur économique. La zone agricole retient donc les terres ayant une valeur agronomique biologique ou économique avérée.

Ainsi, le zonage A s'est avant tout attaché à préserver le potentiel de terres agricoles pour favoriser le maintien d'une agriculture viable sur la commune.

L'objectif d'assurer la pérennité de l'activité agricole se traduit :

- en préservant l'outil de travail agricole : c'est-à-dire en évitant le morcellement des entités agricoles identifiées par un développement urbain diffus, affirmant la vocation agricole des terres et limitant la réduction des espaces agricoles ;
- en confirmant la vocation agricole des terres irriguées ;
- en évitant de créer des contraintes à l'activité agricole, du fait des activités d'élevage (prise en compte de distances par rapport aux zones bâties ...).

L'ensemble de la zone A couvre environ **479 ha** soit 56 % du territoire communal, avec des ensembles homogènes importants d'un seul tenant.

Le « mitage » dans l'espace agricole a été limité pour préserver la fonctionnalité de ces espaces.

2. Consommation des espaces naturels et forestiers et mesures de préservation

Aucun espace forestier n'est impacté négativement par le PLU. Au contraire ce document d'urbanisme met en place des mesures de protection des boisements en espaces boisés classés (sur les coteaux soumis aux mouvements de terrain) ou en éléments du paysage.

Le PLU permet de valoriser 2 ha de friches ou jardins ayant déjà perdu leur caractère agricole, naturel et forestier. C'est autant de surfaces qui ne sont pas prises sur les espaces naturels ou forestiers.

3. Incidence sur la ressource en eau et mesures de préservation

La présence de 70 à 100 habitants supplémentaires sur la commune pourrait avoir des effets sur la ressource en eau du fait de l'artificialisation des sols (voir § sur la consommation des espaces naturels et agricoles), de l'augmentation des besoins en eau et des rejets dans le milieu. C'est pourquoi des mesures ont été prises pour limiter les incidences du PLU sur la ressource en eau :

- Le PLU préserve les zones humides et leurs fonctionnalités en protégeant les bords de cours d'eau en zone naturelle.
- Chaque projet d'envergure (lotissement, construction, installation ou aménagement d'importance) sera soumis à la loi sur l'Eau. En outre, plusieurs mesures sont prises dans le PLU :
 - le règlement article 4 préconise une gestion des eaux pluviales en site propre ainsi que leur valorisation - article 15 afin de limiter la modification des flux hydrauliques et réduire les besoins en eau potable ;
 - l'article 13 des zones U et AU, impose un maintien d'au moins la moitié des espaces verts afin de favoriser le maintien de la perméabilité des sols ;
 - les orientations d'aménagement et de programmation définissent aussi des mesures pour limiter l'imperméabilisation des sols. Ainsi, les opérations

d'aménagement doivent mettre en œuvre une gestion des eaux en site propre. Le règlement préconise la valorisation des eaux pluviales au niveau des constructions nouvelles

- La capacité du réseau d'eau potable est suffisante pour alimenter les zones à urbaniser envisagées et le renforcement des zones urbanisées (après vérification auprès du Syndicat compétent).
- Des analyses de sol seront réalisées avant toute construction nouvelle afin d'adapter le système d'assainissement aux besoins. En zone AUe une étude analysera la faisabilité d'un assainissement groupé.
- Les déchets ménagers supplémentaires issus de l'augmentation de population seront traités conformément au mode de traitement en vigueur, la filière étant organisée par la communauté de communes dans le respect du Code de l'environnement. Le règlement du PLU impose, article 11, une intégration soignée des espaces utilitaires dont les points tri.

C. Incidences en matière de risques et de nuisances

Le PLU prend en compte les risques naturels de la façon suivante :

- Report des zones des zones de risque inondation sur le règlement graphique et rappel du règlement du PPR et définition, dans le secteur concerné par le risque inondation en cas de rupture de digue, de préconisations spécifiques en vue de se prémunir contre ce risque.
- Rappel du PPR mouvements de terrain (éboulement et glissement) dans le règlement graphique et dans les annexes du PLU.
- Rappel du PPR mouvements de terrain lié au retrait-gonflement des sols argileux dans le règlement graphique et dans les annexes du PLU.
- Prise en compte de l'aléa incendie avec la présence d'une borne incendie notamment près de Gastou. Les zones d'extension urbaine présentent une bonne défendabilité selon l'atlas du risque feu de forêt défini en 2013.

En ce qui concerne les risques technologiques ou routiers, le PLU définit les dispositions suivantes :

- Inconstructibilité de la majorité du périmètre des 75 m le long de la RD 813 (route à grande circulation) hors zone urbanisée et zone d'activité, sauf dérogations citées dans l'article L. 111-1-4 du code de l'urbanisme.
- Aménagement des accès sur la RD 813 et du carrefour à Gastou.
- Définition des accès et organisation de la circulation routière et douce pour préserver la sécurité de tous (article 3 du règlement des zones concernées et orientations d'aménagement et de programmation).
- Inscription sur le document graphique du périmètre d'information autour des canalisations de gaz haute pression afin que tout constructeur soit informé de la nécessité de consulter le gestionnaire de réseau.
- Rappel des limitations des occupations du sol aux abords de ces infrastructures techniques en début de règlement.

L'urbanisation envisagée n'est pas susceptible de créer des nuisances particulières :

- La zone d'activité UxL ne doit pas accueillir des activités sources de nuisances ou de danger susceptibles d'impacter les habitations les plus proches.
- La localisation des zones constructibles prend en compte l'activité agricole et en particulier l'élevage en évitant d'engendrer des incompatibilités de voisinage.
- Il n'y a pas de développement de l'habitat dans le périmètre de bruit des infrastructures terrestres.

D. Incidences sur l'énergie et la qualité de l'air

La réduction de la consommation des espaces naturels et agricoles à travers la densification des zones à urbaniser et le remplissage des dents creuses, le refus du mitage, la localisation des zones constructibles autour du bourg, favorisent une politique de déplacement plus verte à travers la création de liaisons douces, la mise en place d'un contexte favorable à l'utilisation du covoiturage. Ces dispositions auront un effet tant sur la limitation des consommations énergétiques que sur la qualité de l'air.

La densité réduira aussi les consommations énergétiques des bâtiments. En particulier, au niveau de la zone AUe où les constructions mitoyennes sont préconisées et l'orientation plein sud est très favorable aux économies d'énergie.

Le règlement écrit article 15 définit des mesures pouvant conduire à une limitation des consommations énergétiques des bâtiments :

« Il conviendra de privilégier l'utilisation des énergies renouvelables.

Les plantations prendront en compte l'optimisation de l'ensoleillement et la protection contre les vents dominants. »

Dans le secteur de l'éco quartier, les élus ont souhaité imposer des dispositions plus strictes que la RT2012 dans l'article 15 : 40kwh/m²/an contre 50 pour la RT. Le règlement préconise des bâtiments à énergie passive ou positive.

Par ailleurs, l'article 11 du règlement n'empêche pas l'utilisation de dispositifs permettant les économies d'énergie y compris dans le cœur de village.

La présence du végétal, favorisée par les dispositions des articles 11 (cf. éléments du paysage) et 13 (plantations obligatoires, préservation d'espaces verts) ainsi que les orientations d'aménagement et de programmation (orientation du bâti), permettront une climatisation naturelle des zones urbanisées et à urbaniser.

Ce même végétal joue un rôle important dans le traitement de la pollution de l'air, la capture des poussières et éléments polluants présents dans l'air, la transformation du gaz carbonique. Le bon équilibre en développement urbain et préservation des zones naturelles et agricoles est très favorable au maintien de la qualité de l'air.

La principale source de pollution atmosphérique se situe aux abords de la RD 813. Le PLU de n'aura pas d'impact négatif significatif sur le flux journalier de circulation sur cette voie. L'impact de l'augmentation du niveau de population sur Saint-Romain-le-Noble sera limité par la possibilité de développer le co-voiturage et l'usage de transport collectif en particulier si l'arrêt de la gare est remis en œuvre.

IV Justifications de la non soumission du PLU à la procédure d'évaluation environnementale

A. Evaluation environnementale au cas par cas

Le PADD a été débattu avant le 1^{er} février 2013, il comprend tout un volet sur la protection de l'environnement et des paysages. Le PLU n'est donc pas soumis à la procédure au cas par cas pour l'évaluation environnementale.

B. Evaluation environnementale du fait de l'impact sur un périmètre Natura 2000

1. Impacts directs et mesures de préservation

La zone Natura 2000 du réseau hydrographique de la Garonne (n° FR7200700) n'est pas concernée par des développements urbains. Les zones à urbaniser restent éloignées du périmètre Natura 2000 classé en zone naturelle avec une ripisylve protégée en éléments du paysage.

Le quartier de Guiromestre et de Cavaillé qui est le plus proche du périmètre Natura 2000 présente peu de possibilités de constructions et reste séparé de la Garonne par la route départementale.

Pour les constructions nouvelles, la gestion des eaux de pluies devra s'effectuer à la parcelle et aura donc peu d'incidences sur le réseau hydrographique local. Les effluents devront être traités conformément aux normes en vigueur. Ainsi les rejets dans le milieu naturel ne sont pas susceptibles de créer des pollutions notoires y compris au niveau de la petite zone d'activité puisqu'ils seront traités sur place.

L'artificialisation des sols ne sera pas totale : un minimum de 50 % des espaces verts existants à la date d'approbation du PLU devra être conservé. La délimitation d'éléments du paysage à préserver et d'espaces boisés classés protège une grande partie de la végétation existante. La surface à urbaniser reste minime au regard du territoire communal.

2. Impacts indirects et mesures de préservation

Le site Natura 2000 concerné étant de type milieu humide, on peut s'interroger sur un impact indirect du PLU sur la qualité de ces milieux. Néanmoins, les zones constructibles les plus importantes sont à destination principale d'habitat et devront bénéficier de système d'assainissement aux normes en vigueur.

Pour les constructions nouvelles, la gestion des eaux de pluies devra s'effectuer à la parcelle et aura donc peu d'incidences sur le réseau hydrographique local. Les effluents devront être traités conformément aux normes en vigueur ainsi les rejets dans le milieu naturel ne sont pas susceptibles de créer des pollutions notoires y compris au niveau de la petite zone d'activité puisqu'ils seront traités sur place.

Comme nous l'avons rappelé dans le § précédent, l'artificialisation des sols ne sera pas totale dans les zones constructibles car des espaces verts, véritables coulées vertes ou espaces tampons sont prévus au sein des espaces privés comme des espaces publics. Les nombreux éléments du paysage naturels délimités sur le plan préservent la végétation existante et les zones humides. Les différents éléments végétaux serviront de filtre aux éventuelles pollutions de l'air ou de l'eau qui seraient susceptibles d'atteindre la zone Natura 2000.

C. Procédure d'évaluation environnementale du fait de l'impact du plan

Comme nous l'avons démontré précédemment, le PLU n'est pas susceptible d'avoir des effets notables sur l'environnement. Le document d'urbanisme de Saint-Romain-le-Noble ne permet pas la réalisation de travaux et ouvrages ou aménagements de nature à affecter de façon notable un site Natura 2000 (voir B.).

La ZNIEFF **Coteaux des Gascons et De Barrère** est, elle aussi, préservée de toute urbanisation. Elle est en grande partie classée en zone naturelle et en espaces boisés classés.

Le PLU n'aura pas pour effet d'augmenter l'exposition des biens et des personnes aux risques naturels ou technologiques : la zone inondable est classée en zone naturelle ou agricole avec un petit secteur NL (de loisirs) et des prescriptions spécifiques sont indiquées dans le règlement du PLU. Le PLU sécurise les déplacements à travers la mise en place d'emplacements réservés et le regroupement des accès.

Les nuisances et pollutions notamment aux abords de la voie à grande circulation (RD813) ne seront pas augmentées de façon significative.

Enfin la commune est incluse dans un SCOT approuvé ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale : le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays de l'Agenais approuvé le 28 février 2014.

Au regard des efforts de réduction de la consommation de l'espace et des mesures prises pour préserver les milieux, la qualité de l'eau et les continuités écologiques, il n'est donc pas apparu nécessaire de réaliser une évaluation environnementale du document d'urbanisme.

V Articulation du PLU avec les autres documents d'urbanisme de portée supérieure, plans et programme, prise en compte et respect des normes, autres schémas et plans

A. Rapport de compatibilité du PLU avec les documents de portée normative supérieure

Le PLU de Saint-Romain-le-Noble doit être compatible avec un certain nombre de plans ou programmes. Nous ne citerons ici que ceux qui concernent cette commune.

Il doit en priorité être compatible avec le SCoT du Pays de l'Agenais dont la compatibilité avec les autres plans ou programmes a été étudiée lors de son élaboration.

1. Le SCoT du Pays de l'Agenais

Voir grille d'analyse ci-jointe

Grille élaborée par Citadia – Biotopie – Horizon Conseil

Grille de compatibilité entre le SCOT du pays de l'Agenais et le PLU de Saint Romain le Noble

PHASE ELABORATION DU DOCUMENT D'URBANISME	OBJECTIF DU DOO	PRESCRIPTION (P) OU RECOMMANDATION (R)	PAGE DU DOO	PRISE EN COMPTE DANS LE PLU
	1 Les conditions du développement urbain : les objectifs et principes pour une organisation équilibrée et équitable du Pays de l'Agenais			
PHASE ELABORATION DU DOCUMENT D'URBANISME	Les objectifs et principes pour une organisation équilibrée et équitable du Pays de l'Agenais	P	10-12	Communauté de Communes Porte d'Aquitaine en Pays de Serre 60 à 65 logements/an
		R	13	Territoire rural devant maîtriser son développement au profit du pôle de proximité (Puymirol)
		P	18	Pas d'échancier d'ouverture à l'urbanisation
	Réduire la consommation foncière à des fins résidentielles	P	14	Phase 1 / 2013 – 2018 : objectif de réduction de 30% de la consommation foncière à des fins résidentielles
		R	15	Phase 2 / 2019 – 2024 : objectif de réduction de 40% de la consommation foncière à des fins résidentielles
		P	18	Développement urbain en continuité des espaces bâtis et en greffe avec l'existant. Le PLU analyse le potentiel et les capacités de densification des secteurs urbanisés, avant toutes ouvertures de nouvelles zones à urbaniser, avec éventuellement des opérations de renouvellement urbain (réhabilitation, rénovation, changement de vocation) ou extension en continuité directe des espaces déjà urbanisés.
		P	18	Intégration paysagère des nouvelles extensions urbaines assurée et concertation avec la profession agricole.
		P	19	Arrêt du développement de l'habitat isolé, notamment le long des voies de communication ainsi que de l'extension depuis ce type d'habitat Création d'un nouvel hameau, les constructions nouvelles ne généreront pas de nuisances et ne porteront pas atteinte aux : <ul style="list-style-type: none"> o espaces agricoles ayant une valeur ou un potentiel agronomique, biologique et économique. Avec 2,46 ha consommés, les espaces ouverts à l'urbanisation pour l'habitat n'excèdent pas 3,5 ha soit 70 % de la surface ouverte à l'urbanisation pour l'habitat entre 2000 et 2012. Le PLU est donc conforme aux préconisations du SCoT; o continuités écologiques maintenues ; o paysages: Impacts visuels maîtrisés : intégration qualitative dans le paysage des futures constructions. Bonne capacité des réseaux urbains (Cf. adduction en eau potable et électricité).
		P	19	Prise en compte d'une partie des logements vacants. Valorisation des friches urbaines et jardins.
		R	20	Densification de la zone d'activité et des zones urbaines recherchée. Le règlement la facilite. Le PLU privilégie les opérations d'ensemble en zone AU.
		R	21	Objectifs de densité minimale définis dans les OAP afin de garantir l'équilibre entre pérennisation des espaces naturels et agricoles et urbanisation. Habitat mixte éco quartier, zone de Gastou zone Uc
	Améliorer et diversifier l'offre résidentielle	P	22	Offre diversifiée en zone U, AUe et AUc.
		R	23	Possibilité de créer des logements sociaux en zone AUe
	Assurer une meilleure articulation entre « transports en commun et développement urbain	P	31	<u>Dans les communes desservies par les réseaux routiers de transports en commun du Conseil Général et du Conseil Régional :</u> Localisation des secteurs de développement de l'habitat en continuité du bourg ou près de l'arrêt de bus scolaire. Si remise en fonctionnement de la gare possibilité d'aménager un stationnement relais.
	Les objectifs et principes de report modal pour la construction d'un véritable maillage de transports alternatifs à l'automobile	P	36	Mise en place de cheminements doux dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation. Concentration des zones d'habitat pour créer les conditions pour un développement de l'offre en transports collectifs. Le règlement impose la création d'aires de stationnement pour les 2 roues Réalisation prévue d'une aire de stationnement près de la gare.
		R	37	Mise en place de cheminements doux dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation. Aires de stationnement vers la périphérie des zones AU.
	Les grands projets d'infrastructures pour le Pays de l'Agenais	P et R	42-44	La commune de Saint-Romain-le Noble n'est pas directement concernée.
	Les objectifs et principes pour une meilleure accessibilité vers les pôles d'équipements et de services	R	46	La commune de Saint-Romain-le Noble n'est pas directement concernée.
	Les objectifs et principes relatifs à l'aménagement numérique du territoire	P	47	Le règlement du PLU impose le raccordement au THD lorsqu'il existe en zone AU et UxL.
	Les objectifs et principes relatifs aux équipements culturels et de loisirs	P	48	Création d'une zone NL autour de l'écluse et de la gare.

OBJECTIF DU DOO	PRESCRIPTION (P) OU RECOMMANDATION (R)	PAGE DU DOO	PRISE EN COMPTE DANS LE PLU
1 Les conditions du développement urbain : les objectifs et principes pour une organisation équilibrée et équitable du Pays de l'Agenais (suite)			
Les objectifs et principes relatifs aux équipements publics	P	49	Volonté de maintenir l'école en dynamisant la démographie communale.
Les objectifs et principes relatifs aux équipements publics l'aménagement spatial de l'équipement commercial	P et R	61-68	La commune de Saint-Romain-le Noble n'est pas directement concernée.
Les objectifs et principes relatifs aux commerces de proximité	P	69	Commerces de proximité autorisées en zone U et AU. Maintien de l'agence postale.

PHASE ELABORATION DU DOCUMENT D'URBANISME	OBJECTIF DU DOO	PRESCRIPTION (P) OU RECOMMANDATION (R)	PAGE DU DOO	PRISE EN COMPTE DANS LE PLU
	2 Les objectifs et principes relatifs au positionnement du Pays de l'Agenais comme carrefour et pôle économique du Grand Ouest			
	Organiser spatialement le développement économique pour rechercher un meilleur équilibre des emplois et des actifs et programmer une ouverture progressive des nouveaux sites	P	73	Non concerné.
	Optimiser la capacité d'accueil des sites existants et favoriser le renouvellement urbain	P	74	Saint Romain n'est pas identifié comme zone de développement mais volonté de densification pour valoriser l'espace (aucune extension prévue).
		P	75	Accueil des activités économiques possible hors zones d'activités, dans les tissus urbains pour les activités de proximité (artisanat, commerces, services...) sans source de nuisances et compatibles avec le voisinage de l'habitat. La desserte en très haut débit par fibre optique devra être programmée dans les zones destinées à accueillir des activités économiques en particulier pour les activités tertiaires ou de recherche, notamment pour renforcer la compétitivité et l'attractivité du Pays de l'Agenais. Pas de carrière.
	Promouvoir une gestion économe de l'espace à vocation économique	R	76-77	L'étude de densification de la zone d'Activité : pas d'analyse économique spécifique, valorisation selon opportunité.
	Améliorer la qualité paysagère des zones d'activités économiques existantes et à créer	P	78	Voir OAP : gestion des eaux pluviales en site propre, limitation de l'affichage, végétalisation des abords... Règlement article 11.
	Conforter les pôles économiques structurants du territoire et soutenir le développement des activités artisanales	P	80	Maintien des artisans existants à travers des zones Ax.
		R	81	Non concerné.
	Conforter l'activité agricole et valoriser un espace agricole pérenne	P	84	Réalisation d'un diagnostic agricole en concertation avec les acteurs du monde agricole (aucun détail disponible sur les modalités de réalisation du diagnostic lors de cette phase).
		P	84	Pas d'enclavement des exploitations agricoles ni morcellement dans les choix de localisation des zones d'urbanisation future. Pas d'implantation de panneaux solaires au sol sur les terres agricoles productives. Le règlement autorise la diversification et la valorisation des productions locales (ateliers de transformation, magasins de vente directe,...) sur les sites de production (exploitations). Le règlement permet le changement d'affectation des anciens bâtiments agricoles ayant une valeur architecturale et patrimoniale, qui n'ont plus d'usage agricole et ne compromettent pas le fonctionnement actuel ou futur de l'exploitation et qui ne nécessitent pas la création des nouveaux réseaux (Cf. art. L123-3-1 du Code de l'Urbanisme).
		R	85	La Chambre d'Agriculture et la Direction Départementale des Territoires ont été associés à l'élaboration de PLU. Aucun détail disponible sur les modalités de réalisation du diagnostic lors de cette phase).
		R	86	Le PLU intègre une zone inconstructible de 150 mètres autour des bâtiments agricoles d'élevage et des bâtiments agricoles générateurs de nuisances afin de permettre le maintien ou la création d'unités agricoles homogènes, l'évolution des pratiques d'élevage dans le temps, améliorer les conditions de travail autour des installations, atténuer les perceptions des riverains inhérents à la présence d'animaux. Le PLU permet de valoriser le potentiel économique et environnemental de l'activité agricole en matière de tourisme, de loisirs, de gestion des espaces naturels et de la mise en valeur des paysages.
	Mettre en œuvre la stratégie de développement touristique autour de l'itinérance	P	88-89	Identification des atouts touristiques territoriaux : Voie Verte et Canal, circuits de randonnées, liaison canal et coteaux ... Pas de carrière.

PHASE ELABORATION DU DOCUMENT D'URBANISME	OBJECTIF DU DOO	PRESCRIPTION (P) OU RECOMMANDATION (R)	PAGE DU DOO	PRISE EN COMPTE DANS LE PLU
	3 Les objectifs et principes pour la protection des espaces et sites naturels, agricoles, forestiers ou urbains (suite)			
	Protéger la trame verte et bleue	P	93-94	Reprise d'une carte TVB à l'échelle 1/5000ème à travers le zonage, les EBC, les éléments du paysage et les corridors écologiques. Les continuités écologiques sont préservées.
		R	95	<u>Pour les milieux naturels :</u> Pas de mitage de l'habitat qui fragmente les milieux ni d'infrastructure importante. <u>Pour les espaces boisés :</u> Pas de construction dans les espaces boisés une partie est classée en Espaces Boisés Classés. <u>Pour les milieux aquatiques :</u> La zone inondable est inconstructible.
	Gérer la ressource en eau potable	P	98	Adéquation entre potentiel de développement urbain et capacités d'alimentation en eau potable Eloignement des nouvelles zones constructibles des bords de cours d'eau. Mesures visant à réduire le risque de pollution vers la nappe phréatique dans les OAP de la zone d'activité. Maintien d'espaces tampons à proximité immédiate des cours d'eau de manière à limiter les apports et les pollutions diverses dans le milieu.
	Gérer les eaux pluviales	P et T	100	Le règlement du PLU impose la gestion des eaux pluviales. 50 % des surfaces non bâties doit être maintenu en espaces verts.
		R	102	Non concerné
	Valoriser la trame bâtie existante (bastides, centres villes et centres bourgs historiques)	P	103	Respect de la silhouette villageoise.
		R	103	Respect de la trame urbaine.
	Veiller à l'intégration paysagère des extensions urbaines (aspect qualitatif et paysager)	P	104	Extensions urbaines organisées et intégration dans le paysage. Gestion des eaux en site propre, densification, énergies renouvelables... Développement de l'urbanisation en continuité directe des espaces bâtis existants et possibilités de redensification, comblement dents creuses... Pas d'extension linéaire.
		R	105	Zone d'éco quartier. Maintien de coupures franches d'urbanisation.
	Conserver et valoriser les éléments du patrimoine	P	106	Préservation d'EBC, préservation d'éléments du paysage, règlement encadrant les restauration du bâti ancien.
	Préserver les espaces agricoles (symbole et identité du territoire) comme atouts paysagers majeurs	P	108	Volet agricole du diagnostic réalisé en concertation avec les acteurs du monde agricole. Zones d'habitat en continuité du village et développement d'un hameau. Changement d'affectation possible d'anciens bâtiments agricoles (voir plus haut). Pas de développement dispersé de l'habitat dans un souci d'économie de foncier et de maintien des espaces agricoles. Equilibre entre espaces urbanisés, agricoles, naturels et forestiers dans un souci d'économie de foncier (gestion économe de l'espace). Maintien des espaces tampons entre les espaces urbanisés et les espaces agricoles. Pas d'implantation de panneaux solaires au sol sur les terres agricoles productives. Préservation des grandes unités paysagères du territoire (cf. plus haut).
	Préparer et orienter la reconversion des carrières vers de nouveaux usages en lien avec la préservation de l'environnement et des paysages	R	110	Non concerné.
	Préserver les points de vues remarquables	P	111	Repérage des cônes de visibilité et perspectives de qualité. Repérage des points de vue sur les lignes de crêtes Maintien d'ouvertures visuelles.

PHASE ELABORATION DU DOCUMENT D'URBANISME	OBJECTIF DU DOO	PRESCRIPTION (P) OU RECOMMANDATION (R)	PAGE DU DOO	PRISE EN COMPTE DANS LE PLU
	3 Les objectifs et principes pour la protection des espaces et sites naturels, agricoles, forestiers ou urbains (suite)			
	Valorisation des entrées de ville	P et R	112	OAP sur la zone UxL.
	Limiter et mieux gérer les risques naturels et technologiques	P	113	Prise en compte des risques et des PPRN. Mesures pour prévenir les nuisances générées par les activités (éviter les problèmes de cohabitation entre activités et zones d'habitat). Extension de la zone considérée comme inondable (secteur du Colon) et prise en compte de la Crue 1875. En l'absence de Plan de Prévention des Risques Inondation, prendre en compte l'atlas des zones inondables. Préservation des champs d'expansion de crues du futur développement urbain en les classant en zone à dominante naturelle ou agricole.
		R	115	Prise en compte des impacts sur la santé des émissions de bruits, (aux abords des routes). Limitation aux "dents creuses" des possibilités de construction à usage d'habitat aux abords de voies classées à grande circulation,...) et mesures de protection (accès).
	Réduire les gaz à effet de serre, encourager les économies d'énergies et promouvoir le développement des	P	117	Favoriser la production d'énergies renouvelables sur le bâti. Possibilités d'aménagement du parc relais de la gare pour le développement du co-voiturage.
	Optimiser la collecte et la valorisation des déchets	P	119	Règlementation des espaces de tri en zone AU.

2. Le SDAGE Adour Garonne

Le SCoT du Pays de l'Agenais est compatible avec les orientations fondamentales du **schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)** Adour Garonne.

Le SDAGE fixe les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau.

Pour ce faire, il définit les objectifs quantitatifs et qualitatifs ainsi que les aménagements à réaliser pour les atteindre.

Le 1^{er} décembre 2015, le comité de bassin Adour-Garonne a adopté le nouveau schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) pour les années 2016 à 2021

Il recense 4 orientations fondamentales présentant chacune des enjeux et des actions spécifiques. Sont rappelée ici les éléments concernant le PLU de Saint-Romain-le-Noble.



Sources de données : IGN

Orientation A : Créer les conditions de gouvernance favorables à l'atteinte des objectifs du SDAGE

⇒ Concilier les politiques de l'eau et de l'aménagement du territoire

- ✱ Partager la connaissance des enjeux environnementaux avec les acteurs de l'urbanisme
 - A32 Consulter le plus en amont possible les structures ayant compétence dans le domaine de l'eau
 - A34 Informer les acteurs de l'urbanisme des enjeux liés à l'eau
- ✱ Intégrer les enjeux de l'eau dans les projets d'urbanisme et d'aménagement du territoire, dans une perspective de changements globaux
 - A35 Définir, en 2021, un objectif de compensation de l'imperméabilisation nouvelle des sols
 - A36 Améliorer l'approche de la gestion globale de l'eau dans les documents d'urbanisme et autres projets d'aménagement ou d'infrastructure
 - A37 Respecter les espaces de fonctionnalité des milieux aquatiques dans l'utilisation des sols et la gestion des eaux de pluie
 - A38 Prendre en compte les coûts induits liés à l'eau dans les projets d'urbanisme
 - A39 Identifier les solutions et les limites éventuelles de l'assainissement et de l'alimentation en eau potable en amont des projets d'urbanisme et d'aménagement du territoire

Orientation B : Réduire les pollutions

⇒ Agir sur les rejets en macro polluants et micropolluants

- B2 Réduire les pollutions dues au ruissellement d'eau pluviale

- B4 Promouvoir l'assainissement non collectif là où il est pertinent
- B5 Prendre en compte les dépenses de maintenance des équipements liés aux services de l'eau
- ⇒ Préserver et reconquérir la qualité de l'eau pour l'eau potable et les activités de loisirs liées à l'eau
 - ✱ Des eaux brutes conformes pour la production d'eau potable. Une priorité : protéger les ressources superficielles et souterraines pour les besoins futurs
 - B24 Préserver les ressources stratégiques pour le futur (ZPF)
 - B26 Rationaliser l'approvisionnement et la distribution de l'eau potable

Orientation C : Améliorer la gestion quantitative

- ⇒ Gérer durablement la ressource en eau en intégrant le changement climatique
 - C14 Généraliser l'utilisation rationnelle et économe de l'eau et quantifier les économies d'eau 160
 - C15 Améliorer la gestion quantitative des services d'eau potable et limiter l'impact de leurs prélèvements

Orientation D : Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques

- ⇒ Gérer, entretenir et restaurer les cours d'eau, la continuité écologique et le littoral
 - ✱ Préserver, restaurer la continuité écologique
 - D20 Mettre en œuvre les mesures nécessaires à la restauration de la continuité écologique

Le Plan local d'Urbanisme de Saint-Romain-le-Noble ambitionne une préservation de la ressource en eau en limitant strictement le développement de l'urbanisation, en préservant les bords de cours d'eau de toute urbanisation et en protégeant les continuités écologiques dont la ripisylve.

Ce document d'urbanisme recherche une économie de la ressource en eau à travers :

- Une consommation des espaces naturels et agricoles maîtrisée,
- Des préconisations dans le règlement écrit et les orientations d'aménagement et de programmation en vue de la valorisation des eaux de pluies pour les constructions nouvelles et une gestion des eaux pluviales en site propre,
- Des aménagements permettant de limiter l'imperméabilisation des sols,
- La préservation des abords du canal et de la Garonne.

Il est donc compatible avec le SDAGE Adour Garonne 2016-2021.

3. Le SAGE de la Vallée de la Garonne

Le périmètre du SAGE de la Vallée de la Garonne a été défini le 24 septembre 2004 par arrêté inter-préfectoral. L'arrêté de création de la Commission Locale de l'Eau (CLE) a été prescrit le 27/09/2010. La dernière modification de l'arrêté de la CLE a eu lieu le 19 janvier 2012. Le SAGE document est en cours d'élaboration, il devrait être adopté fin 2016.

Au-delà de l'enjeu « ressource » qui est à l'origine du SAGE, l'état des lieux et le diagnostic du SAGE ont mis en exergue d'autres enjeux sur le territoire de la Vallée de la Garonne. Les quatre principaux enjeux sont les suivants :

- la gestion raisonnée du risque inondation
- la restauration des fonctionnalités environnementales du corridor fluvial
- la gestion des étiages (ressource en eau superficielle et souterraine)
- l'amélioration de la qualité de l'eau (ressource en eau superficielle et souterraine).

Le SCoT du Pays de l'Agenais et en conséquence le PLU de Saint-Romain-le-Noble doit être compatible avec les objectifs de protection définis par le SAGE en vigueur sur le territoire. L'ensemble des enjeux définis dans ce SAGE est traité dans les thématiques du SDAGE (cf. partie précédente).

4. Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation Adour Garonne

Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) Adour Garonne est en cours d'élaboration. En 2011, sur chaque bassin a été établi un état des lieux sur les risques d'inondation sous forme d'un document appelé Évaluation Préliminaire des Risques d'Inondation et arrêté par le Préfet coordonnateur des bassins Adour-Garonne (Préfet de la Région Midi-Pyrénées)

La liste des Territoires à Risques Importants d'inondation (TRI) a été arrêtée par le préfet coordonnateur de bassin le 11 janvier 2013. En Aquitaine, 10 TRI ont été retenus.

Le secteur de l'Agenais est inclus dans un territoire à risques importants.

Un travail de cartographie sera effectué sur chacun des TRI (décembre 2013). Il doit permettre de caractériser les surfaces inondables selon 3 scénarii d'inondations d'événements (fréquent, moyen et rare). Une cartographie des risques doit également être élaborée pour localiser les enjeux dans les zones inondables et quantifier les conséquences dommageables au sein des TRI. Ces cartes seront approuvées par le préfet coordonnateur de bassin après consultation des préfets de département.

Courant 2015 un plan de gestion du risque inondation intégrant les stratégies locales de gestion du risque inondation sur les TRI sera élaboré¹.

¹ Source : Site internet de la DREAL consulté le 26 août 2013.

5. La Charte du Pays de l'Agenais

La Charte du Pays de l'Agenais a été approuvée en Juin 2004. Les quatre grandes orientations de ce document sont :

- **Orientation 1 : « Développer dans le temps un territoire équilibré »** avec notamment l'objectif 1.3 « Mettre l'environnement au service de la qualité de vie »,
- **Orientation 2 : « Jouer la carte d'une économie offensive et le pari de l'intelligence »** avec l'objectif 2.3 « Conforter et renforcer le secteur agricole, facteur d'identité du Pays » et l'objectif 2.4 « Exploiter le potentiel touristique du territoire »,
- Orientation 3 : « Répondre aux enjeux de la société pour une vie quotidienne de qualité »,
- Orientation 4 : « Doter le territoire d'une gouvernance locale afin de faire vivre le projet de territoire ».

B. Normes à respecter ou à prendre en compte

Le PLU de Saint-Romain-le-Noble est tenu de respecter ou prendre en compte différentes normes, plans ou programmes. Cette obligation concerne en tout premier lieu, les grands principes d'équilibre énoncés à l'article L. 121-1 du code de l'urbanisme.

Certains schémas à prendre en compte sont en cours d'élaboration tel que le Plan Régional de l'Agriculture Durable.

Il n'y a pas de Projet d'intérêt Général ou d'Opération d'Intérêt National touchant Saint-Romain-le-Noble.

1. Les grands principes d'équilibre énoncés à l'article L. 121-1 du code de l'urbanisme

La loi SRU complétée par la loi ENE a défini les obligations des documents d'urbanisme regroupées à l'article L. 121-1 :

Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable :

1° L'équilibre entre :

a) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;

b) L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;

c) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;

d) Les besoins en matière de mobilité.

1° bis La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

2° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

3° La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

Art. L. 121.1 du Code de l'urbanisme (Modifié par L01 n°2014-366 du 24 mars 2014 - art. 132)

Le PLU de Saint-Romain-le-Noble respecte ces différentes dispositions de la façon suivante :

- Le PLU vise un développement urbain maîtrisé en limitant strictement l'extension des zones constructibles sur les zones agricoles ou naturelles aux besoins en matière d'habitat, d'activités économiques. Ces besoins ont été évalués par les élus en fonction d'un objectif d'évolution démographique qu'ils ont défini en conseil municipal en vue de maintenir le dynamisme de la commune et la valorisation des équipements et services publics en particulier l'école. Cet objectif est cohérent avec celui défini dans le SCoT du Pays de l'Agenais. De même, les surfaces à ouvrir à l'urbanisation ont été calculées selon les critères restrictifs de consommations de l'espace fixés dans le dit-schéma, permettant ainsi une gestion économe et planifiée des espaces agricoles et naturels. Une densification des espaces urbains est recherchée au niveau des zones d'habitat comme de la zone d'activité. Cela permet de limiter les surfaces en espaces naturels agricoles et forestiers consommées.
- Différentes mesures sont prises pour préserver les espaces naturels, agricoles et forestiers et les paysages : un zonage préservant les bords de cours d'eau de la construction, limitant la réduction du parcellaire agricole ou forestier, la protection d'éléments du paysage tant bâtis que naturels (à travers l'utilisation de l'article L. 123-1-5 III 2° ou tout simplement un classement en zone naturelle), la définition d'OAP visant à la préservation du cadre de vie...
- Le PLU vise à préserver le site du bourg. Il prend en compte la préservation des entrées de ville à travers son règlement graphique et les OAP (zone UxL et NL).
- Comme nous l'avons vu, les besoins futurs en termes d'habitat, de développement économique et d'équipements sont pris en compte : le nombre de logements nécessaire est évalué, la mixité sociale sera recherchée notamment dans la zone AU située près du bourg, comme dans une certaine mesure la mixité des fonctions (les entreprises existantes pourront se maintenir et les activités compatibles avec l'habitat sont autorisées en zone Uc. Les besoins en équipements ont été pris en compte que ce soit au niveau des infrastructures techniques liées à l'eau, les communications numériques (voir articles 16 du règlement) par exemple ou les équipements de superstructure (école). Des mesures favorisent les économies d'énergie, la réduction des GES et la préservation de la qualité de l'air.
- La gestion de l'eau, des effluents et des déchets est prise en compte dans la programmation de l'ouverture à l'urbanisation et en privilégiant une urbanisation recentrée autour du bourg sous forme d'opérations d'ensemble, plutôt qu'au cas par cas et par du mitage. L'importance des surfaces préservées en zone naturelle ou agricole, la préservation de la végétation naturelle concourent à la protection et restauration des continuités écologiques et de la biodiversité, comme les mesures préconisant une végétalisation des parcelles bâties (article 13 du règlement).
- Des mesures de protection contre les risques ont été prises qu'ils soient naturels comme le risque inondation pour lequel des mesures sont définies dans le règlement du PLU, ou liés à la sécurité routière (aménagement des carrefours, limitation du nombre d'accès, déplacements doux). Le diagnostic et les mesures qui ont été intégrées dans le PLU ont permis de prendre en compte et limiter les risques de pollution et de nuisances ; par exemple à travers des mesures d'isolation acoustique dans le périmètre de bruit autour de la RD 813 et de la voie de chemin de fer, l'éloignement des zones d'habitat par rapport aux sièges d'exploitation et surtout aux bâtiments d'élevage en activité, etc.

2. Le Schéma Régional de cohérence écologique Aquitaine

La loi n°2010-788 du 12 Juillet 2010 portant Engagement national pour l'Environnement a défini l'obligation pour l'Etat et les Régions d'identifier leur Trame Verte et Bleue régionale dans le cadre d'un **Schéma Régional de Cohérence Ecologique**.

L'objectif du SRCE est, sur la base d'un diagnostic des continuités écologiques (réservoirs de biodiversité et corridors identifiés dans un atlas cartographique à l'échelle 1/100000^{ème}) de définir les enjeux prioritaires pour la préservation et la remise en état des continuités écologiques régionales et de déterminer un plan d'actions stratégique pour y répondre.

La DREAL et la Région Aquitaine ont donc lancé conjointement la démarche d'élaboration du SRCE aquitain au début de l'année 2012.

Les documents de travail disponibles ont été utilisés lors de l'élaboration du SCoT ; ils ont été repris et complétés par une analyse à l'échelle de la commune de Saint-Romain-le-Noble. La préservation des continuités écologiques a été recherchée à travers différentes mesures (limitation du mitage des espaces agricoles et forestiers, préservation d'éléments du paysage végétaux notamment ripisylve, préservation des bords de cours d'eau, préconisations pour la végétalisation des parcelles...).

SRCE d'Aquitaine a été adopté le 24 décembre 2015 par arrêté du préfet de région, après approbation par le Conseil régional le 19 octobre 2015.

LE PLU de Saint-Romain-le-Noble est en conformité avec les orientations du SRCE Aquitaine.

Rappel des enjeux et orientations du SRCE

Orientations transversales

- une amélioration des connaissances pour identifier les continuités écologiques et leur diffusion aux acteurs du territoire
- la sensibilisation et la formation des acteurs du territoire

Source : SRCE projet soumis à consultations – Mars 2014

Enjeux transversaux

- une urbanisation croissante et une artificialisation des sols à limiter
- un réseau d'infrastructures dense et fragmentant à maîtriser
- des zones humides et des continuités latérales des cours d'eau à préserver
- les continuités longitudinales des cours d'eau à préserver/restaurer
- un maillage de milieux ouverts nécessaire au fonctionnement des espèces et à leur déplacement, à maintenir

Enjeux territorialisés par grande région naturelle

- le particularisme du Massif des Landes de Gascogne, mosaïque de milieux favorables au déplacement des espèces
- l'arc forestier du Périgord, un territoire diversifié et riche
- un littoral encore préservé mais très fragile
- un espace montagnard, riche et spécifique, à préserver
- un maillage de milieux naturels diffus et de faible superficie au sein des grandes régions naturelles à dominante agricole du nord de la Garonne et de l'Adour

Prise en compte du SRCEA dans le PLU de Saint-Romain-le-Noble

1. AMELIORATION DES CONNAISSANCES 2. SENSIBILISATION ET FORMATION DES ACTEURS		<p>Les deux premières actions transversales ne concernent pas directement l'élaboration du PLU. Encore que certains éléments du diagnostic du PLU puissent être intégrés dans l'amélioration des connaissances sur les continuités écologiques. Par ailleurs la concertation nécessaire auprès de la population sur le projet de document d'urbanisme a bien mis en avant la nécessité de préserver et restaurer ces éléments.</p>
3. URBANISATION ET ARTIFICIALISATION DES SOLS	OBJECTIF 3.1 : Accompagner les porteurs de documents d'urbanisme pour la prise en compte du SRCE et des continuités écologiques	<p>Prise en compte des travaux préliminaires sur le SRCE dans le diagnostic du PLU.</p>
	3.1.1/ Apporter une aide méthodologique aux porteurs de SCOT et PLU-i pour la prise en compte du SRCE et des continuités écologiques	
	OBJECTIF 3.2 : Accompagner des porteurs de projets afin d'agir en faveur de la préservation ou de la remise en état des continuités écologiques	<p>Préservation d'éléments du paysage végétaux et espaces boisés classés en milieu urbain.</p>
	3.2.1/ Soutenir des actions opérationnelles de préservation ou remise en état des continuités écologiques à une échelle territoriale pertinente	
	OBJECTIF 3.3 : Accompagner la prise en compte réglementaire des continuités écologiques dans les projets d'aménagement	<p>Préservation d'éléments du paysage végétaux et espaces boisés classés en milieu urbain.</p>
	3.3.1/ Favoriser la prise en compte réglementaire des continuités écologiques dans les études d'impact des projets d'aménagement	
	OBJECTIF 3.4 : Préserver les continuités écologiques en milieu urbain et périurbain	
4. RESEAU D'INFRASTRUCTURES	3.4.1/ Vulgariser et mobiliser les outils et zonages existants pour préserver et gérer les espaces naturels et agricoles urbains et périurbains	<p>Préservation d'éléments de la trame verte entre le canal et la RD813.</p>
	OBJECTIF 4.1 : Favoriser la prise en compte des continuités écologiques dans les infrastructures existantes	<p>Préservation d'éléments de la trame verte entre le canal et la RD813.</p>
	4.1.1/ Améliorer la perméabilité des infrastructures de transport existantes (gestion et rénovation)	
	4.1.2/ Sensibiliser et former les acteurs des infrastructures pour prendre en compte les continuités écologiques	<p>Préservation d'éléments de la trame verte entre le canal et la RD813.</p>
	OBJECTIF 4.2 : Accompagner la prise en compte réglementaire des continuités écologiques dans la construction de nouvelles infrastructures	
	4.2.1/ Accompagner la prise en compte réglementaire du SRCE à toutes les phases des projets de l'Etat et des collectivités	
	4.2.2/ Proposer le cas échéant, la réalisation des mesures compensatoires dans les secteurs identifiés à enjeux dans le SRCE (cf. diagnostic) - sous réserve du principe de limitation du recours à la compensation d'une part et de la proximité géographique entre impact et lieu de compensation d'autre part	

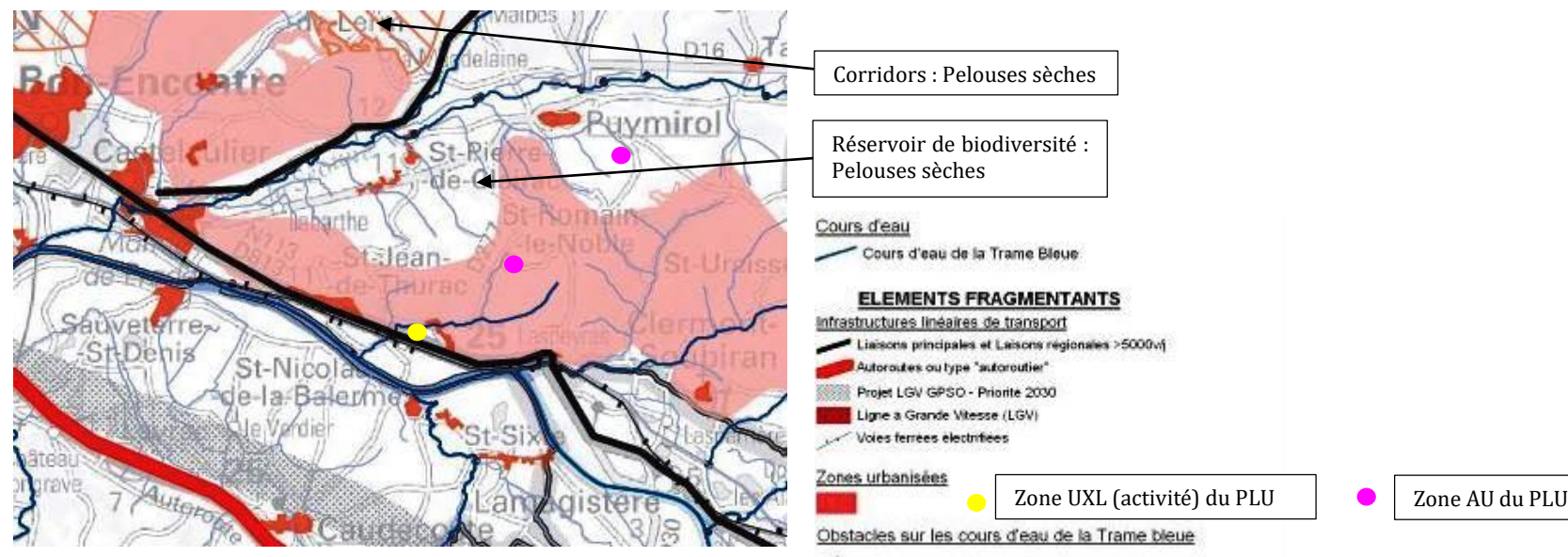
1. Rapport de présentation Plan Local d'Urbanisme de Saint-Romain le Noble

5. ZONES HUMIDES ET CONTINUITES LATERALES DES COURS D'EAU	OBJECTIF 5.1 : Préserver les zones humides et les continuités latérales des cours d'eau		Délimitation de zones naturelles en bord de cours d'eau et dans les zones humides répertoriées. Inscription d'éléments du paysage végétaux pour la végétation rivulaire.
	5.1.1/ Favoriser la prise en compte des zones humides et des continuités latérales dans les documents d'urbanisme en s'appuyant sur les outils de protection et de connaissance	R R R	
	5.1.2/ Développer, le long des cours d'eau y compris sur les secteurs urbains, les bandes végétalisées par plantation d'essences locales présentant un intérêt pour la biodiversité ou par régénération naturelle	R R	
	OBJECTIF 5.2 : Prendre en compte les milieux aquatiques et zones humides dans les activités agricoles		
	5.2.1/ Sensibiliser et encourager les activités agricoles compatibles avec le maintien de la biodiversité développées sur ou à proximité des milieux aquatiques et des zones humides	R R R	
	OBJECTIF 5.3 : Redonner aux milieux aquatiques et humides leur rôle d'interface entre les trames vertes et bleues et reconnecter les zones humides aux cours d'eau		
6. CONTINUITES LONGITUDINALES DES COURS D'EAU			Nombre de constructions limitées. Le règlement rappelle les règles pour la gestion des effluents d'origine domestique, agricole ou artisanale. Il vise une maximisation de la gestion des eaux de pluies en site propre.
6.1.6/ Améliorer et préserver la qualité de l'eau des cours d'eau			
7. MAILLAGE DE MILIEUX OUVERTS	OBJECTIF 7.1: Préserver et restaurer des secteurs de prairies		Préservation en éléments du paysage de certains bosquets et en EBC des boisements situés dans les coteaux soumis au risque mouvement de sol (éboulement, glissement).
	7.1.1/ Valoriser les modes de gestion durable pour assurer le maintien des prairies et favoriser leur implantation par une démarche contractuelle	R R R	
	7.1.2/ Préserver et restaurer les secteurs de bocage	R R	
	OBJECTIF 7.2: Préserver et restaurer des secteurs de pelouses sèches		Zones d'habitat éloignées des élevages pour éviter une incompatibilité de voisinage.
	7.2.1/ Soutenir l'élevage	R R	
	7.2.2/ Soutenir les actions en faveur des pelouses sèches	R R	
8. MASSIF DES LANDES DE GASCogne	OBJECTIF 8.1 : Préserver le réservoir de biodiversité "Conifères et milieux associés" du Massif des Landes de Gascogne		Territoire de Saint-Romain-le-Noble non concerné.
	8.1.1/ Maintenir le caractère peu fragmenté du massif (et éviter sa fragmentation par le mitage, les grandes infrastructures linéaires...)	R R R	
	8.1.2/ Préserver la biodiversité du massif forestier en luttant contre les risques d'incendie	R	
	OBJECTIF 8.2 : Préserver et remettre en état les continuités écologiques des milieux ouverts, humides et feuillus		
	8.2.1/ Favoriser le maintien des landes, des milieux humides et des forêts galeries au sein du massif des Landes de Gascogne	R R R	

13. PAYS DE L'ADOUR ET NORD GARONNE	OBJECTIF 13.1 : Conserver ou restaurer les éléments fixes du paysage		Préservation d'éléments du paysage végétaux et espaces boisés classés.
	13.1.1/ Préserver les éléments structurants (haies, bosquets, bordures enherbées, arbres isolés ou en culture) existants et les restaurer dans les territoires très dégradés	RuRu	
	13.1.2/ Préserver le réseau de petits massifs boisés de feuillus et les zones de pelouses sèches sur pechs et tertres	RuRu	
	13.1.3/ Sensibiliser tous les acteurs (élus, propriétaires, gestionnaires et agriculteurs...) à intégrer des actions en faveur des éléments fixes du paysage	Ru	

Les documents de travail disponibles en 2012 ont été utilisés lors de l'élaboration du diagnostic du PLU ; ils ont été repris et complétés par une analyse à l'échelle de la commune. La préservation des continuités écologiques a été recherchée à travers différentes mesures (limitation du mitage des espaces agricoles et forestiers, préservation d'éléments du paysage végétaux notamment ripisylve, préservation des bords de cours d'eau, préconisations pour la végétalisation des parcelles, définition de corridors écologiques à préserver et/ou à créer...).

Trames vertes et bleus régionales



3. Les plans climats énergie territoriaux

a. Le Schéma Régional Climat Air Energie d'Aquitaine

Le cadre du Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie a été défini par la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement. Le SRCAE fait l'objet d'une élaboration sous la double autorité du Préfet de région et du Président du Conseil régional.

L'objectif de ce schéma est de définir des orientations régionales à l'horizon de 2020 et 2050 en matière de lutte contre la pollution atmosphérique, de maîtrise de la demande énergétique, de développement des énergies renouvelables, de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation aux changements climatiques. Ces orientations serviront de cadre stratégique pour les collectivités territoriales et devront faciliter et renforcer la cohérence régionale des actions engagées par ces collectivités territoriales.

Le Schéma Régional Climat Air Energie d'Aquitaine (SRCAE) d'Aquitaine a été approuvé le 15 novembre 2012 par le Président et le Préfet de la Région.

Le SRCAE fixe, à l'échelon régional et aux horizons 2020 et 2050 les orientations permettant d'atténuer la contribution du territoire au changement climatique, de s'adapter à ses effets et de prévenir ou de réduire la pollution atmosphérique ou d'en atténuer les effets¹.



La commune de Saint-Romain-le-Noble ne fait pas partie des zones sensibles à la qualité de l'air pour lesquelles des préconisations spécifiques sont définies.

L'Agenda 21 - Plan Climat Energie Territorial du Lot-et-Garonne intègre déjà les différentes orientations du SRCAE. En ce qui concerne le PLU de Saint-Romain-le-Noble, on peut citer : le regroupement du bâti et la densification, les préconisations du règlement concernant l'utilisation d'énergie renouvelable dans le bâti et facilitant l'utilisation des dispositifs de production d'énergie douce et d'implantation de toitures végétales, la mise en place de liaisons douces au sein des quartiers... Ces éléments permettant de limiter la consommation d'énergie et la production de GES (Gaz à Effet de Serre) tandis que la préservation des éléments végétaux contribue au maintien de la qualité de l'air.

¹ Source : Préfet de la Région Aquitaine, Région Aquitaine, Explicit, 2012. Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie d'Aquitaine 73 p + Annexes.

b. L'Agenda 21 - Plan Climat Energie Territorial du Lot-et-Garonne

L'agenda 21-PCET du département du Lot-et-Garonne a été finalisé en avril 2012. Il constitue l'outil-cadre de la politique territoriale de développement durable (DD) du Conseil général. Le PCET est directement intégré à l'Agenda 21 territorial. En matière de GES, l'A21-PCET du département vise à :

- Réduire de 30 % par rapport à 2005 et d'ici 2020 les émissions de GES du secteur du bâtiment,
- Porter à 23 % d'ici 2020 la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale du territoire,
- Réduire de 15 % par rapport à 2005 et d'ici 2020 les émissions de GES liées aux transports,
- Réduire de 20 % par rapport à 2005 et 2020 les émissions de GES du secteur agricole,
- Réduire de 20 % par rapport à 2005 et d'ici 2020 teqCO2 par habitant et par an.

Des actions sont déclinées pour parvenir à atteindre ces objectifs, notamment de promouvoir une mobilité durable, soutenir et promouvoir une agriculture de proximité, de qualité et respectueuse de l'environnement et du climat, améliorer la gestion de l'eau et des milieux naturels.

Le PLU se fixe des objectifs similaires à travers son règlement et ses orientations d'aménagement et de programmation :

- Préserver le potentiel agronomique du territoire et valoriser les activités agricoles,
- Préserver d'une manière forte et durable les cœurs de biodiversité et les corridors écologiques (préservation de la ZNIEFF en EBC et zone naturelle),
- Intégrer les facteurs climatiques et énergétiques dans les à urbaniser ⇒ Voir OAP et règlement.
- Gérer plus durablement les ressources en eau (voir article 15),
- Favoriser l'usage des modes alternatifs à la voiture (déplacements doux et covoiturage)...

4. Le Plan Régional de l'Agriculture Durable

L'art 51 de la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010 prévoit l'élaboration d'un Plan Régional de l'Agriculture Durable (PRAD) arrêté par le Préfet pour une durée de 7 ans.

Le Plan Régional Agriculture Durable a pour objectif « de définir les grandes orientations de la politique agricole, agroalimentaire et agro-industrielle de l'Etat en région en tenant compte des spécificités de territoires (zone de Montagne) ainsi que des enjeux économiques, sociaux et environnementaux locaux à venir ».

En Aquitaine, le PRAD est en cours d'élaboration, des enjeux pour l'agriculture en Aquitaine ont été entérinés (source DRAAF Aquitaine) :

- Adapter les exploitations agricoles aux enjeux de demain en renforçant leur performance et leur attractivité.
- Préserver les territoires agricoles pour accompagner l'économie agricole locale.
- Orienter les exploitations agricoles vers des pratiques agronomiques préservant les ressources naturelles.
- Organiser la production afin de permettre une alimentation locale, de qualité et le développement de l'agriculture biologique.

- Favoriser l'agriculture de montagne, facteur de développement des territoires pyrénéens.

Ce plan **ne sera pas directement opposable** au PLU de Saint-Romain-le-Noble. Néanmoins, ces grands enjeux, tout au moins ceux concernant la commune, ont été pris en compte lors de la révision de son document d'urbanisme, en particulier la nécessaire préservation de l'espace agricole.

C. Les plans ou programme de cadrage sans degré d'opposabilité juridique particulière

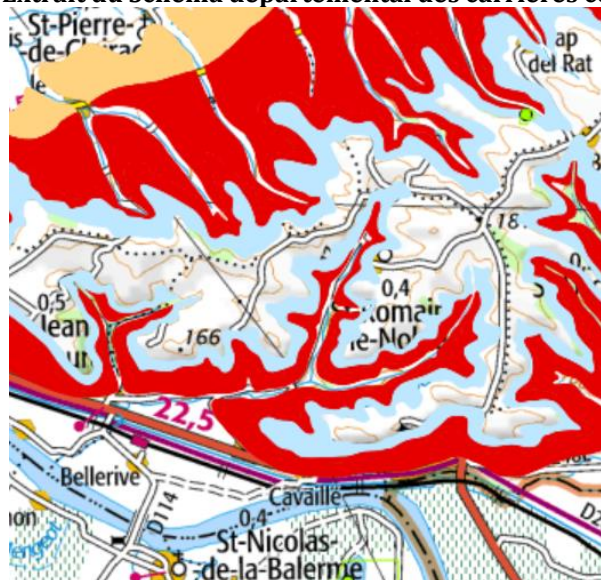
Le projet de PLU de Saint-Romain-le-Noble peut aussi être examiné au regard des plans ou programme de cadrage sans degré d'opposabilité juridique particulière, en lien avec ce document d'urbanisme : Schéma départemental d'accueil des gens du voyage, Schéma directeur d'aménagement numérique du Département 47, Schéma départemental des carrières...

1. Le Schéma Départemental des Carrières

Le Schéma Départemental des Carrières, approuvé par arrêté préfectoral en date du 29 juin 2006, identifie les zones prioritaires pour la création des nouvelles carrières, en fonction des besoins recensés à échéance de 10 ans. Pour satisfaire les besoins en matériaux tout en protégeant l'environnement, les schémas départementaux des carrières ont pour objectifs-clés la préservation de la ressource, la promotion d'une utilisation rationnelle des matériaux, la réduction du recours aux matériaux alluvionnaires, la recherche de modes de transport adaptés, la prise en compte du devenir des sites, et la protection de l'environnement. Le schéma lot-et-garonnais tient compte de toutes les contraintes recensées sur le territoire du département, et notamment de la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles. Il soutient une gestion rationnelle et équilibrée de l'espace, tout en promouvant une utilisation économe des matières premières. Il fixe également les objectifs à atteindre en matière de remise en état et de réaménagement des sites d'extraction.

Le PLU de Saint-Romain-le-Noble ne prévoit pas de périmètre de possibilité d'extraction de matériaux sur le territoire.

Extrait du Schéma départemental des carrières concernant Saint-Romain-le-Noble



Légende

- Calcaires Blancs de l'Agenais : Calcaires lacustres micritiques massifs blanchâtres, jaunâtres à rosâtres localement caverneux
- Calcaires Gris de l'Agenais : Calcaires lacustres gris caverneux fétides à Planorbes et niveaux argilo-calcaires riches en silex
- Colluvions : Colluvions argilo-sableuses et sableuses de versants, fond de vallons et cones de déjection associés
- Molasses de l'Agenais : Argiles carbonatées silteuses micacées jaunâtres, verdâtres à bleutées à niveaux sableux ou argilo-sableux feldspathiques
- Moyennes Terrasses : Sables, graviers et galets à matrice argilo-sableuse

2. Le schéma départemental d'accueil des gens du voyage

Le département de Lot-et-Garonne s'est doté d'un schéma départemental d'accueil des gens du voyage, approuvé par arrêté préfectoral le 19 octobre 2002. Ce document prescrit, au vu d'une évaluation des besoins, les aires d'accueil à réaliser ou à réhabiliter, leur destination, leur capacité et définit la nature des actions à caractère social nécessaires aux populations concernées. Le schéma départemental d'accueil des gens du voyage de Lot-et-Garonne a été révisé et approuvé le 26 février 2011.

La commune de Saint-Romain-le-Noble n'est pas concernée par l'obligation de créer une aire de stationnement des gens du voyage.

Le stationnement des caravanes isolées n'est pas interdit sur l'ensemble du territoire communal. Il est autorisé en zone Uc. Ainsi la loi du 5 juillet 2000 prévoyant, dans les zones constructibles, que des terrains bâtis ou non bâtis puissent être aménagés afin de permettre l'installation de caravanes constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs, est prise en compte dans le PLU.

3. Le Schéma directeur d'aménagement numérique du Département 47

La loi du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique, dite loi Pintat, a créé le schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN). Ce dernier définit une stratégie de développement des réseaux établie à l'échelle d'un département au moins. Il vise à soutenir la cohérence des initiatives publiques et leur bonne articulation avec les investissements privés.

Pour le Lot-et-Garonne, c'est le Conseil général qui est maître d'ouvrage pour l'élaboration du SDTAN. Ce dernier, intitulé Schéma Directeur d'Aménagement Numérique Très Haut Débit de Lot-et-Garonne, a été approuvé en 2011. Il prévoit notamment une mobilisation financière importante d'équipements des territoires en très haut débit, la création d'un syndicat mixte ouvert dédié à l'aménagement numérique, un schéma d'ingénierie, la pose systématique de fourreaux, la connaissance des réseaux ou encore le développement d'un pôle SIG départemental.

Un syndicat mixte « Lot-et-Garonne numérique » a été créé. Il regroupe le Conseil général, le Conseil régional d'Aquitaine, le Syndicat départemental d'électricité et d'énergies, en partenariat avec l'ensemble des communautés d'agglomérations et des communautés de communes dont celle du Mézinais.

Dans les zones à urbaniser (AU) et UxL du PLU, le règlement du PLU impose le raccordement au réseau du Haut ou Très Haut débit lorsqu'il existe.

VI Indicateurs de suivi de l'évaluation du plan

Selon l'article L123-12-1 du Code de l'Urbanisme, «le conseil municipal procède, neuf ans au plus tard après la délibération portant approbation ou révision du plan local d'urbanisme, à une analyse des résultats de l'application de ce plan au regard des objectifs prévus à l'article L. 121-1» de ce même-code.

A. Les indicateurs concernant la satisfaction en besoins en logements

Les élus pourront anticiper sur l'analyse de l'application du PLU et effectuer un bilan de la satisfaction des besoins en logements tous les trois ans. Ainsi l'indicateur suivant est proposé :

$I = (\text{Moyenne du nombre effectif de logements réalisés par an}) / (\text{Moyenne du nombre de logements prévus par an dans le PLU}) * 100.$

La "moyenne du nombre de logements prévus par an dans le PLU" se situe autour de 4.

La "moyenne du nombre effectif de logements réalisés par an" est la moyenne du nombre de logements réalisés par an entre la date d'approbation du PLU et la date du débat organisé par le conseil municipal au plus tard neuf ans après l'approbation du PLU. Ce débat peut être organisé avant, tous les trois ans par exemple. La "moyenne du nombre effectif de logements réalisés par an" est la moyenne du nombre de logements réalisés par an entre les dates des deux débats en conseil municipal.

Cet indicateur doit être interprété tel que :

Plus l'indicateur est proche de 100 %, mieux les besoins estimés par la mairie en logements sur la commune sont satisfaits.

Si l'indicateur est assez éloigné de 100 %, plusieurs cas de figure peuvent se présenter :

- Les surfaces rendues constructibles par le PLU peuvent ne pas être réellement disponibles à la construction (problèmes de rétention foncière),
- Les objectifs fixés dans le PLU, en termes de logements, peuvent être trop élevés.

Si, au contraire, l'indicateur est largement supérieur à 100 %, il est fortement probable que les objectifs fixés dans le PLU, en termes de logements, soient trop faibles. Il en est alors de même pour les surfaces rendues constructibles par le PLU.

En fonction des résultats de l'indicateur, la mairie pourra prévoir ou non une mise en révision du PLU.

Des indicateurs concernant la moyenne du nombre de logements locatifs construits par an ou la moyenne du nombre de logements sociaux réalisés par an sont également définis.

Les indicateurs suivants sont définis :

- Nombre de logements créés entre N et N+9,
- Nombre de logements locatifs créés entre N et N+9 et pourcentage par rapport au nombre total de logements créés,
- Nombre de logements locatifs sociaux créés entre N et N+9 et pourcentage par rapport au nombre total de logements créés,
- Nombre de logements en accession sociale à la propriété créés entre N et N+9 et pourcentage par rapport au nombre total de logements créés.

Les élus peuvent aussi avoir intérêt à connaître l'âge du chef de foyer et le cas échéant, le nombre et l'âge des enfants, afin de viser une cohérence entre la capacité des équipements scolaires et de petite enfance et la population. Cela permettrait de savoir si l'objectif de maintien des équipements scolaires peut être atteint et en cas de « fuite » d'élèves, en rechercher les raisons et essayer d'y remédier.

Une analyse de l'évolution des logements occupés par les personnes âgées peut aussi s'avérer utile.

Le PLU ne présentant pas un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants, aucun indicateur n'est indiqué pour ce point.

B. Les indicateurs environnementaux de suivi

Le PLU de Saint-Romain-le-Noble n'est pas soumis à évaluation environnementale, le territoire communal comprend un périmètre Natura 2000, mais l'impact du PLU sera mesuré.

Néanmoins, il peut être intéressant pour les élus de disposer d'indicateurs de suivis du plan en cohérence avec ceux définis dans le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays de l'Agenais. Les indicateurs suivants sont issus du Rapport de présentation du SCoT et adaptés aux caractéristiques du territoire communal ainsi qu'aux possibilités effectives de suivi à l'échelle de la commune.

Propositions d'indicateurs environnementaux de suivis

Indicateurs	Données	Unités	Sources, organismes	Périodicité de suivi
Occupation du sol	Superficies et proportions d'espaces urbanisés, naturels et agricoles dans le document d'urbanisme : - Consommation de l'espace à des fins d'habitats - Consommation de l'espace à des fins économiques - Consommation de l'espace à vocation d'équipements	% ou nombre d'ha	Commune CORINE Land Cover (base de données sur l'occupation des sols), SPOT Image, IGN	3 ans
Périmètres d'inventaire et de protection	- Superficies couvertes par des périmètres d'inventaire : ZNIEFF ou ZICO - Superficies couvertes par des périmètres de protection : SIC, réserves naturelles, APPB, ... ZNIEFF : 186 ha sur St Romain	Nombre d'ha	DREAL Aquitaine	6 ans
Surfaces protégées par les documents d'urbanisme	Superficies d'espaces boisés classés - Evolution des éléments de patrimoine recensés au titre de la loi Paysage (article L.123-1-5-III 2° du CU) - Linéaires de ripisylves et de haies protégés dans le PLU	Nombre d'ha et de m/l	Commune	3 ans
Identification du petit patrimoine et des éléments significatifs du paysage	Eléments remarquables du paysage et du patrimoine bâti classés au titre de la loi paysage (art. 123-1-5-III 2° du CU)		Commune	3 ans
Evolution de l'occupation du Sol et des paysages (analyse spatiale et quantitative)	- Rythme de la consommation foncière (ha/an) (cf. indicateurs page 11 / consommation d'espace) - Comparaison entre l'évolution des surfaces urbanisées et l'évolution de la population - Taux d'évolution des surfaces agricoles, forestières et naturelles		Commune CORINE Land Cover (base de données sur l'occupation des sols), SPOT Image, IGN	3 ans
Alimentation en eau potable	- Consommation moyenne d'eau potable par habitant et par an (évolution) - Qualité des eaux prélevées pour l'alimentation en eau potable		- Agence de l'Eau - DDASS - Gestionnaires du réseau d'eau potable	Annuel
Assainissement	Nombre de dispositifs autonomes contrôlés par an /pourcentage de conformité des installations non collectives contrôlées / nombre de mise en conformité des dispositifs autonomes		SPANC	Annuel
Développement des énergies alternatives	Nombre d'installations et surfaces de capteurs photovoltaïques et thermiques installés Surfaces en toitures ou murs végétalisés		Commune	6 ans
Gestion des déchets	Taux de refus du tri Usage des points tri (données qualitatives sur la propreté des abords et le civisme)		Communauté de Communes	Annuel

BIBLIOGRAPHIE

Association « Au fil des Séounes » et Lycée professionnel L'Oustal. Janvier 2010. Diagnostic de Territoire : Un projet d'éco mobilité sur le canton de Puymirol.

CER France 47. Avril 2009. Gestion 47.

DDT 47 Service Urbanisme – Habitat. Juillet 2010. Porter à connaissance.

Folléa et Gauthier. Septembre 2001. Guide des Paysages et de l'urbanisation de Lot-et-Garonne.

Mairie de Saint-Romain-le-Noble. 2007. Cadastre de Saint-Romain-le-Noble.

Mairie de Saint-Romain-le-Noble. 2009. Cahier des charges de l'appel d'offre pour l'élaboration du PLU de Saint-Romain-le-Noble.

MM. Georges RAIMBAULT et Michel LEGRET, Directeurs de recherche au Laboratoire central des Ponts & Chaussées (LCPC) de Nantes (février 2002) auprès du Sénat.

Relance Agronomique Aquitaine. CRAA-INRA. Ministère de L'Agriculture. J. WILBERT. 1987.

Relance Agronomique Aquitaine. CRAA-INRA. Ministère de L'Agriculture. J. WILBERT. 1986. Fichier descriptif des unités cartographiques (sols & RFU). Inventaire et localisation des cartographies pédologiques en Aquitaine.

SAUR. 2007. Commune de Saint-Romain-le-Noble. Synthèse Contrôles des installations d'assainissement non collectif. de l'étude.

SAUR. 2011, Eau47. Syndicat des Eaux du Sud du Lot, commune de Saint-Romain-le-Noble. Contrôles périodiques des installations d'assainissement non collectif. Synthèse de l'étude.

Syndicat unifié d'Alimentation en eau potable et d'Assainissement du Sud du Lot. Juin 2004. Etude préalable au zonage d'assainissement de Saint-Romain-le-Noble.

GLOSSAIRE DES SIGLES ET DES ABREVIATIONS

AOVDQS : Appellation d'Origine Vin de Qualité Supérieure

ASA : Association Syndicale Autorisée

CLAE : Centre de Loisirs associé à l'école

DIREN : Direction Régionale de l'Environnement

DRAAF : Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt

EPTB : Etablissement Public Territorial de Bassin

PAU : Parties Actuellement Urbanisées

PLU : Plan Local d'Urbanisme

POS : Plan d'Occupation des Sols

PPR : Plans de Préventions des Risques

PPRI : Plans de Préventions des Risques d'Inondation

PPRN : Plan de Prévention des Risques Naturels

RNU : Règlement National d'Urbanisme

RPI : Regroupement Pédagogique Intercommunal

SAGE : Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux

SAU : Surface Agricole Utile

SAUR : Société d'Aménagement Urbain et Rural

SCoT : Schéma de Cohérence Territoriale

SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

SDIS : Service Départemental d'Incendie et de Secours

SIC : Site d'Importance Communautaire

SPANC : Service Public d'Assainissement Non Collectif

SRU : Solidarité et Renouvellement Urbain

TER : Train Express Régionaux

TIGF : Total Infrastructure Gaz de France

UH : Urbanisme et Habitat

ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

ANNEXES

I Zoom sur la notion de haie, d'un point de vue écologue

Utilités pour l'homme

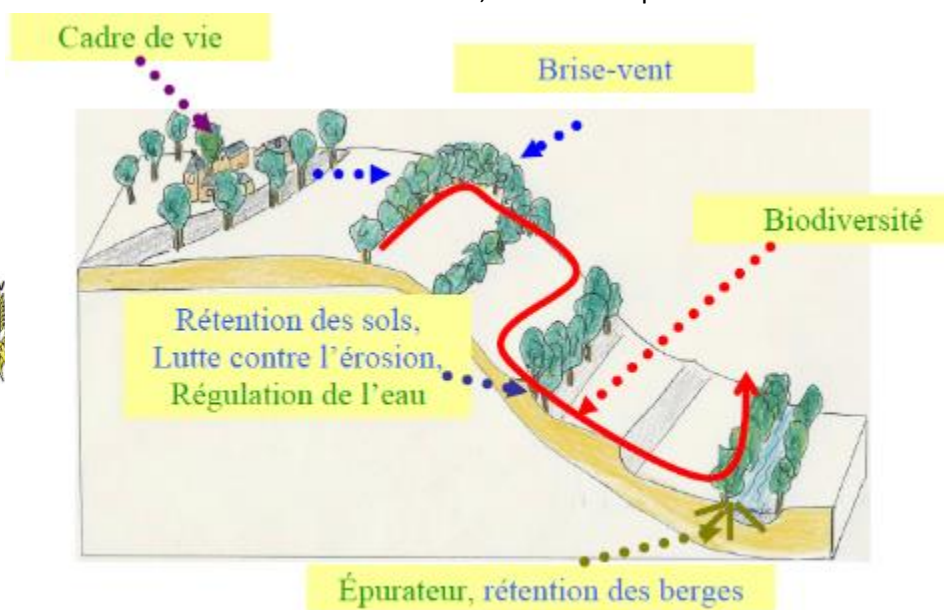
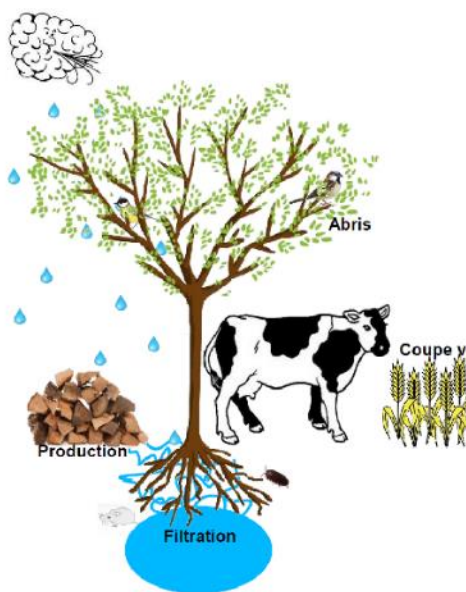
Le produit de la taille peut servir de bois de chauffage (fagots de petits bois).
Fruits et baies à l'automne.
Plantes médicinales.

Intérêts paysagers

Protection visuelle (mitoyenneté, route).
Élément de valeur du paysage (esthétique, couleur) rompt la monotonie des plaines agricoles.

Intérêts écologiques

Rôle coupe vent.
Lutte contre l'érosion des parcelles agricoles.
Régulation hydraulique : captage des eaux de pluies au niveau racinaire permettant de capter l'eau et la diriger vers les nappes phréatiques.
Biodiversité : diversité des essences végétales et des espèces animales s'y installant.
Corridor écologique : sert d'axe de déplacement pour beaucoup d'espèces. Zone d'abri (repos, nidification).
Lutte contre les ravageurs : en servant d'axe de déplacement ou de conduction pour des espèces auxiliaires ou utiles, les haies permettent une



En vert, rôles agricoles ; en bleu, rôles environnementaux.

Source PAC



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

direction départementale
des Territoires
Lot-et-Garonne

Service Urbanisme Habitat
Atelier d'Urbanisme
1722 avenue de Colmar
47916 Agen cedex 9

Elaboration

prescrite par délibération du conseil municipal du 10 décembre 2008

Contraintes

Échelle 1 / 10000

Porter à connaissance

Articles L. 121-2, et R. 121-1 du Code de l'Urbanisme.



III Fiches ZNIEFF



ZONES NATURELLES
D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE,
FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

COTEAUX DES GASCONS ET DE BARRÈRE (Identifiant national : 720012952)

(ZNIEFF continentale de type 2)

(Identifiant régional : 48390000)

La citation de référence de cette fiche doit se faire comme suite : GERA, 2012.- 720012952, COTEAUX DES GASCONS ET DE BARRÈRE. - INPN, SPN-MNHN Paris, 17P. <http://inpn.mnhn.fr/zone/znieff/720012952.pdf>

Région en charge de la zone : Aquitaine

Rédacteur(s) : GERA

Centroïde calculé : 477136°-1907417°

1. DESCRIPTION	2
2. CRITERES D'INTERET DE LA ZONE	3
3. CRITERES DE DELIMITATION DE LA ZONE	3
4. FACTEUR INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE	3
5. BILAN DES CONNAISSANCES - EFFORT DE PROSPECTION	4
6. HABITATS	4
7. ESPECES	6
8. LIENS ESPECES ET HABITATS	17
9. SOURCES	17



1. DESCRIPTION

1.1 Localisation administrative

- Clermont-Soubiran (INSEE : 47067)
- Saint-Jean-de-Thurac (INSEE : 47248)
- Saint-Romain-le-Noble (INSEE : 47274)
- Saint-Urcisse (INSEE : 47281)

1.2 Altitudes

Minimum (m) : 60

Maximum (m) : 170

1.3 Superficie

526,57 hectares

1.4 Liaisons écologiques avec d'autres ZNIEFF

Id nat. : [720020116](#) - PELOUSES CALCAIRES DE SAINT-URCISSE (Type 1) (Id reg. : 48390001)

1.5 Commentaire général

Système de coteaux, du Pays de Serres, disposés de part et d'autre du ruisseau des Gascons, du ruisseau de Barrère et d'une partie de la Garonne, offrant de nombreuses pentes d'exposition (soit nord nord-est soit sud sud-ouest, soit parfois carrément plein nord ou plein sud), généralement peu cultivées (ou plutôt anciennement cultivées), sur un substrat calcaire (calcaire blanc de l'Agenais, formé de calcaires tendres à durs, plus ou moins marneux) et argileux (molasses diverses de l'Aquitainien moyen).

Ces coteaux présentent des formations végétales correspondant à la série du chêne pubescent et ses différentes formes de dégradation (fruticées, landes basses et pelouses sèches). Ces formations végétales, en cours de fermeture (progression de la forêt thermophile), sont riches et diversifiées en espèces, avec notamment une grande diversité d'orchidées, des espèces à distribution méridionale ou sub-méditerranéenne (espèces en limite d'aire de répartition) et des espèces à distribution plus océanique (coteaux des bords de Garonne).

L'intérêt de ces coteaux est écologique et patrimonial avec des habitats naturels d'intérêt communautaire, de très nombreuses espèces végétales rares et menacées en région Aquitaine et en Lot-et-Garonne. Ces milieux constituent également des milieux d'une grande richesse pour les lépidoptères et l'avifaune, le tout étant à étudier plus en détail. On note également de belles populations de la tulipe jaune (*Tulipa sylvestris* subsp. *sylvestris*) et de la tulipe d'Agen (*Tulipa Agenensis*), espèces protégées au niveau national.

De nombreuses pelouses sèches occupent les coteaux bordant le ruisseau de Barrère (et son affluent). Relativement moins prospectées et moins connues que celles de Saint-Urcisse, elles présentent des potentialités floristiques (et notamment en orchidées) qu'il conviendrait de mieux évaluer.

1.6 Compléments descriptif

1.6.1 Géomorphologie

- Coteau, cuesta
- Vallon
- Talweg
- Vallée

Commentaire sur la géomorphologie

aucun commentaire

1.6.2 Activités humaines

- Agriculture



- Sylviculture
- Elevage
- Tourisme et loisirs
- Habitat dispersé

Commentaire sur les activités humaines

aucun commentaire

1.6.3 Statut de propriété

- Indéterminé

Commentaire sur le statut de propriété

aucun commentaire

1.6.4 Mesures de protection

- Zone Spéciale de Conservation (Directive Habitat)

Commentaire sur les mesures de protection

La ZSC concerne une partie de la vallée des Gascons.

2. CRITERES D'INTERET DE LA ZONE

Patrimoniaux

Ecologique
Faunistique
Floristique
Phanérogames

Fonctionnels

Ralentissement du ruissellement
Rôle naturel de protection contre l'érosion des sols
Fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales

Complémentaires

Paysager
Pédagogique ou autre (préciser)

Commentaire sur les intérêts

aucun commentaire

3. CRITERES DE DELIMITATION DE LA ZONE

- Répartition et agencement des habitats
- Degré d'artificialisation du milieu ou pression d'usage
- Contraintes du milieu physique

Commentaire sur les critères de délimitation de la zone

La ZNIEFF de type II correspond à l'ensemble des coteaux calcaires, peu modifiés, des vallées des Gascons et de Barrère et une partie des coteaux de la vallée de la Garonne (à Laspeyres). Sont inclus les pelouses et landes sèches, les boisements thermophiles à chênes pubescents, les prairies de fauche ou de pâture exploitées extensivement. Sont exclus les cultures, les prairies fortement modifiées et les zones urbanisées.

4. FACTEURS INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE

FACTEUR	Potentiel / Réel
Habitat humain, zones urbanisées	
Extraction de matériaux	



FACTEUR	Potentiel / Réel
Dépôts de matériaux, décharges	
Infrastructures et équipements agricoles	
Nuisances liées à la surfréquentation, au piétinement	
Mises en culture, travaux du sol	
Traitements de fertilisation et pesticides	
Pâturage	
Suppressions ou entretiens de végétation	
Abandons de systèmes culturaux et pastoraux, apparition de friches	
Coupes, abattages, arrachages et déboisements	
Plantations, semis et travaux connexes	
Sports et loisirs de plein-air	
Cueillette et ramassage	
Envahissement d'une espèce ou d'un groupe	
Fermeture du milieu	

Commentaire sur les facteurs

aucun commentaire

5. BILANS DES CONNAISSANCES - EFFORTS DES PROSPECTIONS

Aucun	Faible	Moyen	Bon
<ul style="list-style-type: none"> - Mammifères - Oiseaux - Reptiles - Amphibiens - Poissons - Autres Invertébrés - Bryophytes - Algues - Champignons - Lichens 	<ul style="list-style-type: none"> - Insectes - Ptéridophytes 	<ul style="list-style-type: none"> - Phanérogames - Habitats 	

6. HABITATS

6.1 Habitats déterminants

CORINE BIOTOPE	Source	Surface (%)	Observation
31.88 Fruticées à Genévriers communs			
34.32 Pelouses calcaires sub-atlantiques semi-arides			
34.33 Prairies calcaires subatlantiques très sèches			



6.2 Habitats autres

CORINE BIOTOPE	Source	Surface (%)	Observation
31.8 Fourrés			
34.4 Lisières (ou ourlets) forestières thermophiles			
38.2 Prairies de fauche de basse altitude			
41.7 Chênaies thermophiles et supra-méditerranéennes			

6.3 Habitats périphériques

CORINE BIOTOPE	Source	Surface (%)	Observation
41.7 Chênaies thermophiles et supra-méditerranéennes			
81 Prairies améliorées			
82 Cultures			
83 Vergers, bosquets et plantations d'arbres			
86.2 Villages			
86.5 Serres et constructions agricoles			
89.2 Lagunes industrielles et canaux d'eau douce			

6.4 Commentaire sur les habitats

aucun commentaire



7. ESPECES

7.1 Espèces déterminantes

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
Phanérogames	82283	Anacamptis laxiflora (Lam.) R.M.Bateman, Pridgeon & M.W.Chase, 1997			Informateur : Esnault S.				2007
	86083	Bituminaria bituminosa (L.) C.H.Stirt., 1981			Informateur : Marcoux G.				1989 - 2007
	89920	Cephalanthera damasonium (Mill.) Druce, 1906			Informateur : Esnault S.				2007
	92467	Coriaria myrtifolia L., 1753			Informateur : Esnault S.				1989 - 2007
	95269	Dorycnium hirsutum (L.) Ser., 1825			Informateur : Esnault S.				1989 - 2007
	95279	Dorycnium pentaphyllum Scop., 1772			Informateur : Esnault S.				1989 - 2007
	96456	Epipactis muelleri Godfery, 1921			Informateur : Marcoux G.				2007
	99028	Fumana procumbens (Dunal) Gren. & Godr., 1847			Informateur : Esnault S.				2007
	100275	Gladiolus italicus Mill., 1768			Informateur : Esnault S.				2007
	106342	Linum strictum L., 1753			Informateur : Esnault S.				2007
	110421	Ophrys virescens Philippe, 1859			Informateur : Esnault S.				2007
	110425	Ophrys lutea Cav., 1793			Informateur : Esnault S.				2007
	110445	Ophrys passionis Sennen, 1926			Informateur : Esnault S.				2007

- 6/17 -



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	113148	Phillyrea latifolia L., 1753			Informateur : Esnault S.				2007
	116096	Prunus mahaleb L., 1753			Informateur : Esnault S.				2007
	122254	Sedum sediforme (Jacq.) Pau, 1909			Informateur : Marcoux G.				2007
	124842	Stachelina dubia L., 1753			Informateur : Marcoux G.				2007
	127915	Tulipa agenensis DC., 1804			Informateur : Marcoux G.				1996
	127966	Tulipa sylvestris L., 1753			Informateur : Marcoux G.				2007
	612530	Ophrys occidentalis (Scappat.) Scappat. & M.Demange, 2005			Informateur : Esnault S.				2007

7.2 Espèces autres

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
Insectes	52121	Libelloides coccajus (Denis & Schiffermüller, 1775)			Informateur : Esnault S.				2007
	53623	Coenonympha pamphilus (Linnaeus, 1758)			Informateur : Esnault S.				2007
	53661	Coenonympha arcania (Linnaeus, 1761)			Informateur : Esnault S.				2007
	53668	Maniola jurtina (Linnaeus, 1758)			Informateur : Esnault S.				2007
	53878	Argynnis paphia (Linnaeus, 1758)			Informateur : Esnault S.				2007
	53973	Lycaena phlaeas (Linnaeus, 1761)			Informateur : Esnault S.				2007

- 7/17 -



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	54271	Lysandra bellargus (Rottemburg, 1775)			Informateur : Esnault S.				2007
	54414	Colias crocea (Geoffroy in Fourcroy, 1785)			Informateur : Esnault S.				2007
	54417	Gonepteryx rhamni (Linnaeus, 1758)			Informateur : Esnault S.				2007
	65839	Mantis religiosa (Linnaeus, 1758)			Informateur : Esnault S.				2007
	219821	Argynnis adippe (Denis & Schiffermüller, 1775)			Informateur : Esnault S.				2007
	219826	Colias alfacariensis Ribbe, 1905			Informateur : Esnault S.				2007
Phanérogames	79734	Acer campestre L., 1753			Informateur : Esnault S.				2007
	80410	Agrimonia eupatoria L., 1753			Informateur : Marcoux G.				1989 - 2007
	80990	Ajuga reptans L., 1753			Informateur : Marcoux G.				1996
	81844	Malva setigera Spenn., 1829			Informateur : Esnault S.				2007
	82285	Anacamptis morio (L.) R.M.Bateman, Pridgeon & M.W.Chase, 1997			Informateur : Esnault S.				2007
	82288	Anacamptis pyramidalis (L.) Rich., 1817			Informateur : Esnault S.				2007
	84110	Arum italicum Mill., 1768			Informateur : Esnault S.				2007
	84173	Arundo donax L., 1753			Informateur : Esnault S.				2007
	84306	Asperula cynanchica L., 1753			Informateur : Marcoux G.				2007
	86087	Blackstonia perfoliata (L.) Huds., 1762			Informateur : Esnault S.				1989 - 2007

- 8/17 -



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	86289	Brachypodium pinnatum (L.) P.Beauv., 1812			Informateur : Esnault S.				1989 - 2007
	86305	Brachypodium sylvaticum (Huds.) P.Beauv., 1812			Informateur : Marcoux G.				2007
	86490	Briza media L., 1753			Informateur : Marcoux G.				1989 - 2007
	87652	Campanula glomerata L., 1753			Informateur : Marcoux G.				2007
	88510	Carex flacca Schreb., 1771			Informateur : Marcoux G.				2007
	88905	Carex sylvatica Huds., 1762			Informateur : Marcoux G.				2007
	89180	Carlina vulgaris L., 1753			Informateur : Marcoux G.				2007
	89338	Catapodium rigidum (L.) C.E.Hubb., 1953							1989
	89723	Centaurea jacea subsp. grandiflora (Gaudin) Schübler & G.Martens, 1834			Informateur : Marcoux G.				2007
	89840	Centaureum erythraea Rafn, 1800			Informateur : Esnault S.				2007
	89852	Centaureum pulchellum (Sw.) Druce, 1898			Informateur : Esnault S.				2007
	89926	Cephalanthera longifolia (L.) Fritsch, 1888			Informateur : Esnault S.				2007
	90278	Cervaria rivini Gaertn., 1788			Informateur : Esnault S.				1989 - 2007
	90317	Chaenorchimum origanifolium (L.) Kostel., 1844							1989
	91274	Cirsium acaulon (L.) Scop., 1769			Informateur : Marcoux G.				2007
	92501	Cornus sanguinea L., 1753			Informateur : Esnault S.				2007

- 9/17 -



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	92517	Hippocrepis emerus (L.) Lassen, 1989			Informateur : Marcoux G.				1996
	92606	Corylus avellana L., 1753			Informateur : Marcoux G.				2007
	92876	Crataegus monogyna Jacq., 1775			Informateur : Marcoux G.				2007
	95149	Dipsacus fullonum L., 1753			Informateur : Esnault S.				2007
	95793	Echium vulgare L., 1753			Informateur : Marcoux G.				1989 - 2007
	97141	Eryngium campestre L., 1753			Informateur : Marcoux G.				1989 - 2007
	97434	Eupatorium cannabinum L., 1753			Informateur : Esnault S.				2007
	97452	Euphorbia amygdaloides L., 1753			Informateur : Marcoux G.				1996 - 2007
	97511	Euphorbia exigua L., 1753							1989
	97537	Euphorbia helioscopia L., 1753			Informateur : Marcoux G.				1996
	99260	Galega officinalis L., 1753							1989
	99473	Galium mollugo L., 1753			Informateur : Marcoux G.				2007
	99828	Genista tinctoria L., 1753			Informateur : Esnault S.				2007
	100310	Glechoma hederacea L., 1753			Informateur : Marcoux G.				1996
	100338	Globularia bisnagarica L., 1753			Informateur : Marcoux G.				2007
	100356	Globularia vulgaris L., 1753							1989
	100607	Gymnadenia conopsea (L.) R.Br., 1813			Informateur : Esnault S.				1989 - 2007

- 10/17 -



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	100956	Helianthemum nummularium (L.) Mill., 1768			Informateur : Marcoux G.				2007
	101101	Helichrysum stoechas (L.) Moench, 1794			Informateur : Marcoux G.				2007
	102352	Pilosella officinarum F.W.Schultz & Sch.Bip., 1862							1989
	102797	Himantoglossum hircinum (L.) Spreng., 1826			Informateur : Esnault S.				2007
	102842	Hippocrepis comosa L., 1753			Informateur : Esnault S.				1989 - 2007
	102900	Holcus lanatus L., 1753			Informateur : Marcoux G.				2007
	103081	Hyacinthus orientalis L., 1753			Informateur : Marcoux G.				1996
	103316	Hypericum perforatum L., 1753			Informateur : Marcoux G.				2007
	104397	Juniperus communis L., 1753			Informateur : Esnault S.				1989 - 2007
	105145	Lathraea clandestina L., 1753			Informateur : Marcoux G.				1996
	105211	Lathyrus latifolius L., 1753			Informateur : Esnault S.				1989 - 2007
	105817	Leucanthemum vulgare Lam., 1779			Informateur : Esnault S.				2007
	105966	Ligustrum vulgare L., 1753			Informateur : Esnault S.				2007
	106283	Linum usitatissimum subsp. angustifolium (Huds.) Thell., 1912			Informateur : Esnault S.				2007
	106288	Linum catharticum L., 1753			Informateur : Esnault S.				2007
	106346	Linum tenuifolium L., 1753			Informateur : Esnault S.				2007

- 11/17 -



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	106347	Linum trigynum L., 1753			Informateur : Esnault S.				2007
	106370	Neottia ovata (L.) Bluff & Fingerh., 1837			Informateur : Esnault S.				2007
	106565	Lonicera etrusca Santi, 1795			Informateur : Esnault S.				1989 - 2007
	107117	Lythrum salicaria L., 1753			Informateur : Esnault S.				2007
	107224	Malva alcea L., 1753							1989
	107711	Medicago sativa L., 1753			Informateur : Marcoux G.				2007
	108027	Mentha aquatica L., 1753			Informateur : Esnault S.				2007
	108168	Mentha suaveolens Ehrh., 1792			Informateur : Marcoux G.				2007
	108904	Muscari neglectum Guss. ex Ten., 1842			Informateur : Marcoux G.				1996
	109838	Odontites luteus (L.) Clairv., 1811			Informateur : Marcoux G.				2007
	110221	Ononis pusilla L., 1759			Informateur : Marcoux G.				2007
	110335	Ophrys apifera Huds., 1762			Informateur : Esnault S.				2007
	110345	Ophrys aranifera Huds., 1778			Informateur : Esnault S.				2007
	110410	Ophrys insectifera L., 1753			Informateur : Esnault S.				2007
	110468	Ophrys scolopax Cav., 1793			Informateur : Esnault S.				2007
	110966	Orchis purpurea Huds., 1762			Informateur : Esnault S.				2007

- 12/17 -



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	111289	Origanum vulgare L., 1753			Informateur : Marcoux G.				1989 - 2007
	111369	Loncomelos pyrenaicus (L.) Hrouda, 1988			Informateur : Marcoux G.				1996
	111391	Ornithogalum umbellatum L., 1753			Informateur : Esnault S.				2007
	113469	Helminthotheca echioides (L.) Holub, 1973			Informateur : Marcoux G.				2007
	113596	Pimpinella saxifraga L., 1753			Informateur : Marcoux G.				2007
	113906	Plantago media L., 1753			Informateur : Marcoux G.				2007
	114011	Platanthera bifolia (L.) Rich., 1817			Informateur : Esnault S.				2007
	114012	Platanthera chlorantha (Custer) Rchb., 1828			Informateur : Esnault S.				2007
	114539	Polygala calcarea F.W.Schultz, 1837			Informateur : Esnault S.				2007
	115570	Potentilla tabernaemontani Asch., 1891			Informateur : Marcoux G.				2007
	115998	Prunella laciniata (L.) L., 1763			Informateur : Marcoux G.				1989 - 2007
	116392	Pulicaria dysenterica (L.) Bernh., 1800			Informateur : Esnault S.				2007
	116407	Pulmonaria affinis Jord., 1854			Informateur : Marcoux G.				2007
	116485	Pyracantha coccinea M.Roem., 1847			Informateur : Marcoux G.				2007
	116703	Quercus pubescens Willd., 1805			Informateur : Esnault S.				1989 - 2007
	117526	Rhamnus alaternus L., 1753			Informateur : Marcoux G.				1989 - 2007

- 13/17 -



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	117616	Rhinanthus minor L., 1756			Informateur : Esnault S.				2007
	118529	Rosa stylosa Desv., 1809			Informateur : Esnault S.				2007
	118865	Rosmarinus officinalis L., 1753			Informateur : Esnault S.				2007
	118916	Rubia peregrina L., 1753			Informateur : Esnault S.				2007
	120685	Salvia pratensis L., 1753							1989
	120753	Poterium sanguisorba L., 1753			Informateur : Esnault S.				2007
	121334	Scabiosa columbaria L., 1753			Informateur : Marcoux G.				2007
	122636	Jacobaea vulgaris Gaertn., 1791							1989
	122810	Serapias lingua L., 1753			Informateur : Esnault S.				2007
	122837	Serapias vomeracea (Burm.f.) Briq., 1910			Informateur : Esnault S.				2007
	123037	Seseli montanum L., 1753			Informateur : Esnault S.				1989 - 2007
	123367	Silaum silaus (L.) Schinz & Thell., 1915			Informateur : Marcoux G.				2007
	124319	Sorbus domestica L., 1753			Informateur : Marcoux G.				1989 - 2007
	124346	Sorbus torminalis (L.) Crantz, 1763			Informateur : Marcoux G.				1989 - 2007
	124453	Spartium junceum L., 1753			Informateur : Esnault S.				1989 - 2007
	124701	Spiranthes spiralis (L.) Chevall., 1827			Informateur : Esnault S.				2007



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	124797	Betonica officinalis L., 1753			Informateur : Marcoux G.				2007
	124805	Stachys recta L., 1767							1989
	125295	Succisa pratensis Moench, 1794			Informateur : Esnault S.				2007
	125447	Dioscorea communis (L.) Caddick & Wilkin, 2002			Informateur : Marcoux G.				1996
	125981	Teucrium chamaedrys L., 1753			Informateur : Esnault S.				2007
	126573	Thymus serpyllum L., 1753			Informateur : Esnault S.				1989 - 2007
	127314	Trifolium fragiferum L., 1753			Informateur : Marcoux G.				2007
	127439	Trifolium pratense L., 1753			Informateur : Marcoux G.				2007
	127454	Trifolium repens L., 1753			Informateur : Marcoux G.				2007
	128175	Ulmus minor Mill., 1768			Informateur : Esnault S.				2007
	129083	Viburnum lantana L., 1753			Informateur : Marcoux G.				2007
	129666	Viola reichenbachiana Jord. ex Boreau, 1857			Informateur : Marcoux G.				1996
	129669	Viola riviniana Rchb., 1823			Informateur : Marcoux G.				1996
	129968	Vitis vinifera L., 1753			Informateur : Esnault S.				2007
	134387	Euphorbia flavicoma subsp. verrucosa (Fiori) Pignatti, 1973			Informateur : Esnault S.				2007
	135185	Helianthemum grandiflorum subsp. grandiflorum							1989



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	137383	Linum suffruticosum subsp. appressum (Caball.) Rivas Mart., 1978							1989
	137440	Lotus corniculatus subsp. corniculatus			Informateur : Marcoux G.				2007
	137867	Molinia caerulea subsp. arundinacea (Schränk) K.Richt., 1890			Informateur : Marcoux G.				2007
	161094	Ophrys apifera var. aurita Moggr., 1869			Informateur : Esnault S.				2007
	718738	Ophrys apifera var. curviflora A.Soulé, 2004			Informateur : Esnault S.				2007
Ptérédophytes	116265	Pteridium aquilinum (L.) Kuhn, 1879			Informateur : Esnault S.				2007



7.3 Espèces à statut réglementé

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
Phanérogames	101101	Helichrysum stoechas (L.) Moench, 1794	Autre	Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire (lien)
	127915	Tulipa agenensis DC., 1804	Déterminante	Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain (lien)

8. LIENS ESPECES ET HABITATS

Non renseigné

9. SOURCES

- Laporte Th.(1997) "Etude des sites à Tulipes sauvages du Lot-et-Garonne. Espaces Naturels d'Aquitaine."
- Schmidt I.(1995) "Faisabilité d'une gestion conservatoire des pelouses a orchidées du Lot-et-Garonne. Conservatoire des sites d'Aquitaine. Université Paris 7, DESS Espaces et milieux. Rapport de stage 3 vol."
- Marcoux G.() "".
- Esnault S.() "".



ZONES NATURELLES
D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE,
FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

La Garonne de Montréjeau jusqu'à Lamagistère (Identifiant national : 730003045)

(ZNIEFF continentale de type 1)

(Identifiant régional : Z2PZ0316)

La citation de référence de cette fiche doit se faire comme suite : Cellé Jaoua (Nature
Midi-Pyrénées), 2015.- 730003045, La Garonne de Montréjeau jusqu'à Lamagistère.
- INPN, SPN-MNHN Paris, 34P. <http://inpn.mnhn.fr/zone/znieff/730003045.pdf>

Région en charge de la zone : Midi-Pyrénées
Rédacteur(s) : Cellé Jaoua (Nature Midi-Pyrénées)
Centroïde calculé : 503709°-1854778°

1. DESCRIPTION	2
2. CRITERES D'INTERET DE LA ZONE	4
3. CRITERES DE DELIMITATION DE LA ZONE	4
4. FACTEUR INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE	5
5. BILAN DES CONNAISSANCES - EFFORT DE PROSPECTION	5
6. HABITATS	5
7. ESPECES	7
8. LIENS ESPECES ET HABITATS	34
9. SOURCES	34



1. DESCRIPTION

1.1 Localisation administrative

- Arnaud-Guilhem (INSEE : 31018)
- Ausson (INSEE : 31031)
- Beauchalot (INSEE : 31050)
- Beauzelle (INSEE : 31056)
- Blagnac (INSEE : 31069)
- Bordes-de-Rivière (INSEE : 31076)
- Bousens (INSEE : 31084)
- Capens (INSEE : 31104)
- Carbonne (INSEE : 31107)
- Castelnau-d'Estrétefonds (INSEE : 31118)
- Castillon-de-Saint-Martory (INSEE : 31124)
- Cazères (INSEE : 31135)
- Clarac (INSEE : 31147)
- Couladère (INSEE : 31153)
- Estancarbon (INSEE : 31175)
- Fauga (INSEE : 31181)
- Fenouillet (INSEE : 31182)
- Figarol (INSEE : 31183)
- Gagnac-sur-Garonne (INSEE : 31205)
- Gensac-sur-Garonne (INSEE : 31219)
- Gourdan-Polignan (INSEE : 31224)
- Grenade (INSEE : 31232)
- Huos (INSEE : 31238)
- Labarthe-Inard (INSEE : 31246)
- Labarthe-Rivière (INSEE : 31247)
- Lacroix-Falgarde (INSEE : 31259)
- Lestelle-de-Saint-Martory (INSEE : 31296)
- Mancieux (INSEE : 31314)
- Marquefave (INSEE : 31320)
- Martres-Tolosane (INSEE : 31324)
- Mauran (INSEE : 31327)
- Mauzac (INSEE : 31334)
- Merville (INSEE : 31341)
- Miramont-de-Comminges (INSEE : 31344)
- Montaut (INSEE : 31361)
- Montespan (INSEE : 31372)
- Montréjeau (INSEE : 31390)
- Montsaunès (INSEE : 31391)
- Muret (INSEE : 31395)
- Noé (INSEE : 31399)
- Ondes (INSEE : 31403)
- Palaminy (INSEE : 31406)
- Pinsaguel (INSEE : 31420)
- Pointis-de-Rivière (INSEE : 31426)
- Pointis-Inard (INSEE : 31427)
- Ponlat-Taillebourg (INSEE : 31430)
- Portet-sur-Garonne (INSEE : 31433)
- Rieux-Volvestre (INSEE : 31455)
- Roquefort-sur-Garonne (INSEE : 31457)
- Roques (INSEE : 31458)
- Roquettes (INSEE : 31460)
- Saint-Christaud (INSEE : 31474)
- Saint-Gaudens (INSEE : 31483)
- Saint-Jory (INSEE : 31490)
- Saint-Julien-sur-Garonne (INSEE : 31492)
- Saint-Martory (INSEE : 31503)
- Salles-sur-Garonne (INSEE : 31525)
- Saubens (INSEE : 31533)
- Seilh (INSEE : 31541)
- Toulouse (INSEE : 31555)
- Valentine (INSEE : 31565)
- Vieille-Toulouse (INSEE : 31575)
- Villeneuve-de-Rivière (INSEE : 31585)
- Clermont-Soubiran (INSEE : 47067)
- Saint-Romain-le-Noble (INSEE : 47274)
- Saint-Sixte (INSEE : 47279)
- Auvillar (INSEE : 82008)
- Boudou (INSEE : 82019)
- Bourret (INSEE : 82023)
- Castelferrus (INSEE : 82030)
- Castelmayran (INSEE : 82031)
- Castelsarrasin (INSEE : 82033)
- Cordes-Tolosannes (INSEE : 82045)
- Donzac (INSEE : 82049)
- Escatens (INSEE : 82052)



1.2 Altitudes

Minimum (m) : 47
Maximum (m) : 424

1.3 Superficie

5074,68 hectares

1.4 Liaisons écologiques avec d'autres ZNIEFF

Non renseigné

1.5 Commentaire général

Ce site correspond à la partie aval de la Garonne, de Montréjeau jusqu'à Lamagistère (sortie de la région Midi-Pyrénées). Il concerne le lit mineur et les parties boisées du lit majeur intégrant ainsi les anciens méandres du fleuve. Suite aux anciennes extractions de granulats dans le lit mineur, l'abaissement du lit et de la nappe alluviale a fortement modifié la dynamique fluviale actuelle. À cela s'ajoutent les endiguements importants des berges qui empêchent toute divagation du fleuve.

Les habitats naturels présents sur ce site sont assez fortement marqués par ces modifications de fonctionnement du fleuve. Toutefois, ce site reste un véritable réservoir de biodiversité pour de nombreuses espèces et un formidable corridor écologique. Les forêts alluviales, souvent dénommées « ramiers », sont actuellement en forte régression et en assez mauvais état de conservation, en particulier du fait de l'abaissement important de la nappe alluviale. Elles hébergent toutefois encore une faune assez remarquable en particulier du point de vue avifaunistique et chiroptérologique. Les différentes espèces de hérons (Hérons cendré, pourpré et bihoreau) qui nichent dans ces formations boisées alluviales représentent des colonies très importantes pour Midi-Pyrénées. Concernant les chiroptères, des colonies de Barbastelle d'Europe sont présentes sur le site. Les différentes mosaïques de milieux jouxtant le fleuve sont également utilisées comme zones de chasse par ces espèces. En ce qui concerne le compartiment aquatique, la diversité des faciès hydro-morphologiques du fleuve permet à une faune piscicole assez riche de se maintenir. Des espèces déterminantes comme le Brochet, la Bouvière, la Grande Alose ou l'Anguille ont pu être observées. Ce compartiment est également favorable aux habitats aquatiques végétaux tels que les herbiers de Renoncule aquatique, tandis que les bancs de graviers lors de l'étiage accueillent le Bident feuillé (*Bidens frondosa*) et son cortège d'espèces spécialisées. Les bras morts du fleuve, bien que très détériorés, constituent encore des annexes fluviales primordiales pour la dynamique fluviale et la diversité des habitats fluviaux. Les anciennes gravières, nombreuses aux abords de Toulouse, présentent pour certaines un intérêt écologique pour la faune et la flore. Ainsi des espèces protégées en Midi-Pyrénées comme le Butome en ombelle (*Butomus umbellatus*) sont présents dans les habitats amphibies de certaines confluences. Ces grandes étendues d'eau stagnante sont également très utilisées par les oiseaux pour se nourrir, et leur berges pour y nicher. Différentes espèces d'odonates y trouvent également divers habitats favorables : Aeshne mixte (*Aeshna mixta*), Cordulie à corps fin (*Oxygastra curtisii*) et bien d'autres profitent des différentes zones humides du site. De manière plus générale, la richesse de la mosaïque d'habitats de ce site est très favorable à l'entomofaune, comme en attestent les différentes espèces d'orthoptères et de syrphes déterminantes présentes sur le site. Enfin, les falaises terreuses que l'on observe le long de certaines parties du fleuve offrent une niche spécifique pour certaines espèces de faune et de flore. Ces falaises, du fait de leur exposition, hébergent des espèces de plantes thermophiles ainsi que des rapaces comme le Grand-duc.

1.6 Compléments descriptif

1.6.1 Géomorphologie

- Lit majeur
- Etang
- Lit mineur
- Méandre, courbe
- Bras mort
- Confluence
- Structures artificielles

Commentaire sur la géomorphologie

aucun commentaire

1.6.2 Activités humaines

- Agriculture



- Sylviculture
- Pêche
- Chasse
- Navigation
- Activités hydroélectriques, barrages
- Aquaculture

Commentaire sur les activités humaines

aucun commentaire

1.6.3 Statut de propriété

Non renseigné

Commentaire sur le statut de propriété

aucun commentaire

1.6.4 Mesures de protection

- Zone Spéciale de Conservation (Directive Habitat)
- Terrain acquis (ou assimilé) par un Conservatoire d'espaces naturels
- Site inscrit selon la loi de 1930
- Site classé selon la loi de 1930
- Arrêté Préfectoral de Biotope
- Zone de Protection Spéciale (Directive Oiseaux)
- Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager

Commentaire sur les mesures de protection

aucun commentaire

2. CRITERES D'INTERET DE LA ZONE

Patrimoniaux

Ecologique
Faunistique
Phanérogames

Fonctionnels

Fonctions de régulation hydraulique
Fonction d'habitat pour les
populations animales ou végétales
Corridor écologique, zone de
passages, zone d'échanges
Etapas migratoires, zones de
stationnement, dorts

Commentaire sur les intérêts

aucun commentaire

3. CRITERES DE DELIMITATION DE LA ZONE

- Répartition des espèces (faune, flore)
- Répartition et agencement des habitats
- Fonctionnement et relation d'écosystèmes

Commentaire sur les critères de délimitation de la zone

La ZNIEFF comprend le lit mineur de la Garonne ainsi que ses abords directs, additionnés de certaines parties du lit majeur concernés par des enjeux naturels (ramiers, forêt alluviale, anviennes gravières, etc), englobant ainsi les habitats et espèces déterminants caractéristiques de ce corridor fluvial. La limite amont se situe à Montréjeau (65), et la limite aval à Lamagistère (82), à la frontière entre les régions Midi-Pyrénées et Aquitaine. La partie amont de la Garonne fait l'objet d'autres ZNIEFF. Les



habitats du lit majeur qui restent bien préservés mais qui ne bénéficient pas de données déterminantes font l'objet de la ZNIEFF de type 2 « Garonne et milieux riverains, en aval de Montréjeau ».

4. FACTEURS INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE

Commentaire sur les facteurs

aucun commentaire

5. BILANS DES CONNAISSANCES - EFFORTS DES PROSPECTIONS

Aucun	Faible	Moyen	Bon
<ul style="list-style-type: none"> - Insectes - Autres Invertébrés - Phanérogames - Ptéridophytes - Bryophytes - Algues - Champignons - Lichens 	<ul style="list-style-type: none"> - Mammifères - Reptiles - Amphibiens 	<ul style="list-style-type: none"> - Poissons - Habitats 	<ul style="list-style-type: none"> - Oiseaux

6. HABITATS

6.1 Habitats déterminants

CORINE BIOTOPE	Source	Surface (%)	Observation
22.32 Gazons amphibies annuels septentrionaux		0	
44 Forêts riveraines, forêts et fourrés très humides		14	
53 Végétation de ceinture des bords des eaux		2	

6.2 Habitats autres

CORINE BIOTOPE	Source	Surface (%)	Observation
22.2 Galets ou vasières non végétalisés		3	
22.33 Groupements à Bidens tripartitus		1	
24 Eaux courantes		33	
38 Prairies mésophiles		14	
82 Cultures		5	
83.321 Plantations de Peupliers		10	
86.1 Villes		5	

6.3 Habitats périphériques

Non renseigné

6.4 Commentaire sur les habitats
aucun commentaire

Date d'édition : 19/06/2015
<http://mnhn.mnhn.fr/zone/zone/mnhn/730003045>



Date d'édition : 19/06/2015
<http://mnhn.mnhn.fr/zone/zone/mnhn/730003045>



7. ESPECES

7.1 Espèces déterminantes

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
Amphibiens	163	Triturus marmoratus (Latreille, 1800)	Occasionnelle		Informateur : Nature Midi-Pyrénées (Pottier Gilles)		1	1	2001 - 2001
	252	Pelodytes punctatus (Daudin, 1803)	Occasionnelle		Informateur : Nature Midi-Pyrénées (Pottier Gilles)		1	1	2001 - 2001
Insectes	23951	Sphiximorpha subsessilis (Illiger in Rossi, 1807)			Informateur : SYRPHYS (Sarhou Jean-Pierre)		1	1	2002 - 2002
	24367	Paragus albifrons (Fallén, 1817)			Informateur : SYRPHYS (Sarhou Jean-Pierre)		1	1	2002 - 2002
	24410	Trichopsomyia lucida (Meigen, 1822)			Informateur : SYRPHYS (Sarhou Jean-Pierre)		9	9	2002 - 2002
	24562	Neoscia interrupta (Meigen, 1822)			Informateur : SYRPHYS (Sarhou Jean-Pierre)		6	6	2003 - 2002
	24605	Xylota florum (Fabricius, 1805)			Informateur : SYRPHYS (Sarhou Jean-Pierre)		3	3	2002 - 2002
	65131	Coenagrion scitulum (Rambur, 1842)			Informateur : Nature Comminges (Prud'homme François)		1	1	2003 - 2003
	65265	Libellula fulva O. F. Müller, 1764			Informateur : Nature Comminges (Prud'homme François)		1	1	2006 - 2006
	65339	Sympetrum meridionale (Selys, 1841)	Occasionnelle		Informateur : Nature Comminges (Prud'homme François), SSNTG (Albinet Sébastien, Depierre Nicolas, Fusari Marien)		1	1	2004 - 2006
	65381	Oxygastra curtisii (Dale, 1834)			Informateur : Lambret Philippe, Nature Comminges (Prud'homme François)		1	1	1999 - 2006



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	65451	Aeshna mixta Latreille, 1805			Informateur : Nature Comminges (Prud'homme François)		1	1	2006 - 2006
	65935	Pteronemobius lineolatus (Brullé, 1835)	Occasionnelle		Informateur : ECOTONE (Danflous Samuel)		1	1	2004 - 2004
	66026	Paratettix meridionalis (Rambur, 1838)	Occasionnelle		Informateur : ECOTONE (Danflous Samuel), Nature Midi-Pyrénées (Danflous Samuel)		1	1	2004 - 2006
	217496	Neocnemodon brevidens (Egger, 1865)			Informateur : SYRPHYS (Sarthou Jean-Pierre)		5	5	2002 - 2002
	217631	Temnostoma meridionale Krivosheina & Mamayev, 1962			Informateur : SYRPHYS (Sarthou Jean-Pierre)		2	2	2002 - 2002
Mammifères	60345	Barbastella barbastellus (Schreber, 1774)	Occasionnelle	Reproducteur	Informateur : CEN Midi-Pyrénées (Néri Frédéric), GCMP (Dubourg-Savage Marie-Jo)		1	8	2003 - 2007
	60630	Lutra lutra (Linnaeus, 1758)	Occasionnelle		Informateur : ANA (Bertrand Alain), AREMIP (Parde Jean-Michel), Nature Midi- Pyrénées (Rombaut Cyril), ONCFS Sud-Ouest (Lecatellier)		1	1	2002 - 2008
	60731	Mustela putorius Linnaeus, 1758	Occasionnelle		Informateur : FDC 82 (Lecapitaine Frédéric), Nature Midi-Pyrénées (Canot Philippe, Rombaut Cyril), Prud'homme François		1	1	2004 - 2005
Oiseaux	965	Podiceps cristatus (Linnaeus, 1758)	Occasionnelle	Reproducteur	Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Bousquet Jean-François, Fremaux Sylvain, Matari Julien), SSNTG (Bécharde Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	977	Tachybaptus ruficollis (Pallas, 1764)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien), SSNTG (Bécharde Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007
	1950	Anas penelope Linnaeus, 1758	Occasionnelle	Hivernage, séjour hors reproduction	Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien), SSNTG (Bécharde Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007
	1956	Anas strepera Linnaeus, 1758	Occasionnelle	Hivernage, séjour hors reproduction	Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien), SSNTG (Bécharde Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	150	1980 - 2007
	1958	Anas crecca Linnaeus, 1758	Occasionnelle	Hivernage, séjour hors reproduction	Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien), SSNTG (Bécharde Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007
	1970	Anas clypeata Linnaeus, 1758	Occasionnelle	Hivernage, séjour hors reproduction	Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien), SSNTG (Bécharde Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	1973	Anas acuta Linnaeus, 1758	Occasionnelle	Hivernage, séjour hors reproduction	Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien), SSNTG (Bécharde Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007
	1975	Anas querquedula Linnaeus, 1758	Occasionnelle	Hivernage, séjour hors reproduction	Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien), SSNTG (Bécharde Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007
	1984	Netta rufina (Pallas, 1773)	Occasionnelle	Hivernage, séjour hors reproduction	Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien), SSNTG (Bécharde Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007
	1991	Aythya ferina (Linnaeus, 1758)	Occasionnelle	Hivernage, séjour hors reproduction	Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien), SSNTG (Bécharde Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007
	1998	Aythya fuligula (Linnaeus, 1758)	Occasionnelle	Hivernage, séjour hors reproduction	Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien), SSNTG (Bécharde Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007
	2477	Ixobrychus minutus (Linnaeus, 1766)		Reproducteur	Informateur : AROMP (Bousquet Jean-François, Joachim Jean), CERA Environnement (Paris Anne), Nature Midi-Pyrénées (Bousquet Jean-François, Fremaux Sylvain)		1	2	1990 - 2007

- 10/37 -



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	2481	Nycticorax nycticorax (Linnaeus, 1758)	Occasionnelle	Reproducteur	Informateur : AROMP (Bousquet Jean-François), Nature Midi-Pyrénées (Bousquet Jean-François, Fremaux Sylvain, Gilot Lionel, Matari Julien), SSNTG (Bécharde Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Heurtin Meghann, Miquel Jean- Claude, Rizzo Nicolas)		1	600	1985 - 2007
	2489	Bubulcus ibis (Linnaeus, 1758)	Occasionnelle	Reproducteur	Informateur : AROMP (Bousquet Jean-François), Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien), SSNTG (Bécharde Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Heurtin Meghann, Miquel Jean- Claude, Rizzo Nicolas)		1	1500	2001 - 2007
	2497	Egretta garzetta (Linnaeus, 1766)	Occasionnelle	Reproducteur	Informateur : AROMP (Bousquet Jean-François), Nature Midi-Pyrénées (Bousquet Jean-François, Fremaux Sylvain, Matari Julien), SSNTG (Bécharde Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean- Claude, Fusari Marien, Heurtin Meghann, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	20	1980 - 2007
	2502	Ardea alba Linnaeus, 1758			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien), SSNTG (Bécharde Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007

- 11/37 -



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	2506	Ardea cinerea Linnaeus, 1758	Occasionnelle	Reproducteur	Informateur : AROMP (Bousquet Jean-François, Joachim Jean), CERA Environnement (Paris Anne), Nature Midi-Pyrénées (Bousquet Jean-François, Caniot Philippe, Fremaux Sylvain, Gilot Lionel, Matar Julien), ONCFS Sud-Ouest (Durif Jérôme, Lhospace Grégory), SSNTG (Béchar Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Heurtin Meghann, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	90	1985 - 2007
	2508	Ardea purpurea Linnaeus, 1766	Occasionnelle	Reproducteur	Informateur : AROMP (Bousquet Jean-François, Joachim Jean), CERA Environnement (Hembert Emmanuelle, Paris Anne, Schwal Brigitte), Nature Midi-Pyrénées (Bousquet Jean-François, Fremaux Sylvain, Matar Julien), SSNTG (Fusari Marien, Heurtin Meghann)		1	60	1985 - 2007
	2517	Ciconia ciconia (Linnaeus, 1758)	Occasionnelle	Reproducteur	Informateur : ONCFS Sud-Ouest, Prud'homme François		1	2	2003 - 2005
	2534	Philomachus pugnax (Linnaeus, 1758)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matar Julien), SSNTG (Béchar Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007
	2543	Gallinago gallinago (Linnaeus, 1758)	Occasionnelle	Hivernage, séjour hors reproduction	Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matar Julien), SSNTG (Béchar Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	2563	Limosa limosa (Linnaeus, 1758)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matar Julien), SSNTG (Béchar Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007
	2576	Numenius arquata (Linnaeus, 1758)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matar Julien), SSNTG (Béchar Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007
	2584	Tringa erythropus (Pallas, 1764)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matar Julien), SSNTG (Béchar Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007
	2586	Tringa totanus (Linnaeus, 1758)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matar Julien), SSNTG (Béchar Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007
	2594	Tringa nebularia (Gunnerus, 1767)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matar Julien), SSNTG (Béchar Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	2603	Tringa ochropus Linnaeus, 1758			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien), SSNTG (Béchar Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007
	2607	Tringa glareola Linnaeus, 1758			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien), SSNTG (Béchar Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007
	2654	Hieraetus pennatus (Gmelin, 1788)	Occasionnelle	Reproducteur	Informateur : GOG (Marchal Cedrick), Nature Midi- Pyrénées (Caniot Philippe, Fremaux Sylvain)		1	2	2001 - 2007
	2660	Pandion haliaetus (Linnaeus, 1758)	Occasionnelle	Hivernage, séjour hors reproduction	Informateur : AROMP (Bousquet Jean-François), Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien), SSNTG (Béchar Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007
	2741	Anser anser (Linnaeus, 1758)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien), SSNTG (Béchar Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007
	2767	Tadoma tadoma (Linnaeus, 1758)	Occasionnelle	Reproducteur	Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien), SSNTG (Béchar Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	4	1980 - 2007



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	2818	Mergus merganser Linnaeus, 1758		Reproducteur	Informateur : Nature Midi-Pyrénées (Bousquet Jean-François)		1	1	1990 - 2006
	2911	Caldris alpina (Linnaeus, 1758)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien), SSNTG (Béchar Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007
	3036	Rallus aquaticus Linnaeus, 1758	Occasionnelle	Reproducteur	Informateur : AROMP (Bousquet Jean-François, Joachim Jean), CERA Environnement (Paris Anne, Robin Jérôme, Schwal Brigitte), Nature Midi-Pyrénées (Bousquet Jean-François, Fremaux Sylvain)		1	4	2000 - 2007
	3070	Fulica atra Linnaeus, 1758	Occasionnelle	Reproducteur	Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Bousquet Jean-François, Fremaux Sylvain, Matari Julien), SSNTG (Béchar Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	500	1980 - 2007
	3112	Himantopus himantopus (Linnaeus, 1758)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien), SSNTG (Béchar Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007
	3116	Recurvirostra avosetta Linnaeus, 1758			Informateur : SSNTG (Béchar Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2005
	3136	Charadrius dubius Scopoli, 1786			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	3206	Calidris minuta (Leisler, 1812)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matar Julien), SSNTG (Béchar Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007
	3283	Chroicocephalus ridibundus (Linnaeus, 1766)	Occasionnelle	Reproducteur	Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matar Julien), SSNTG (Béchar Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007
	3293	Larus canus Linnaeus, 1758			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matar Julien), SSNTG (Béchar Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007
	3297	Larus fuscus Linnaeus, 1758			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matar Julien), SSNTG (Béchar Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007
	3343	Sterna hirundo Linnaeus, 1758		Reproducteur	Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matar Julien), SSNTG (Béchar Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	30	1980 - 2007
	3352	Sternula albifrons (Pallas, 1764)			Informateur : SSNTG (Béchar Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2005



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	3367	Chlidonias hybrida (Pallas, 1811)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matar Julien), SSNTG (Béchar Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007
	3371	Chlidonias niger (Linnaeus, 1758)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matar Julien), SSNTG (Béchar Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2007
	3493	Bubo bubo (Linnaeus, 1758)		Reproducteur	Informateur : Nature Midi-Pyrénées (Buzzi Thomas, Tavernier Gilles), ONCFS Sud-Ouest		1	1	2005 - 2007
	3555	Apus pallidus (Shelley, 1870)		Reproducteur	Informateur : Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain)		60	60	1996 - 2005
	3608	Dryocopus martius (Linnaeus, 1758)	Occasionnelle	Reproducteur	Informateur : Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matar Julien)		1	2	2004 - 2007
	4198	Acrocephalus arundinaceus (Linnaeus, 1758)	Occasionnelle	Reproducteur	Informateur : AROMP (Bousquet Jean-François, Joachim Jean), CERA Environnement (Hembert Emmanuelle, Paris Anne, Robin Jérôme, Schwal Brigitte), Nature Midi-Pyrénées (Bousquet Jean-François, Fremaux Sylvain), SSNTG (Fusari Marien, Heurtin Meghann)		1	20	1990 - 2007
	4669	Emberiza schoeniclus (Linnaeus, 1758)			Informateur : SSNTG (Béchar Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)		1	1	1980 - 2005
Poissons	66832	Anguilla anguilla (Linnaeus, 1758)	Occasionnelle	Migreur, passage	Informateur : ONEMA		28	61	1999 - 1999



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	66967	Alosa alosa (Linnaeus, 1758)			Informateur : MIGADO (Carry Laurent)		1	2	1985 - 2007
	67239	Parachondrostoma toxostoma (Vallot, 1837)			Informateur : MIGADO, ONEMA		1	1	1990 - 2007
	67417	Rhodeus amarus (Bloch, 1782)	Occasionnelle		Informateur : ONEMA		1	100	1995 - 2004
	67420	Rhodeus amarus (Bloch, 1782)			Informateur : MIGADO, ONEMA		1	1	1988 - 2007
	67466	Scardinius erythrophthalmus (Linnaeus, 1758)			Informateur : ONEMA		1	1	1999 - 1999
	67478	Tinca tinca (Linnaeus, 1758)			Informateur : ONEMA		1	1	1999 - 1999
	67606	Esox lucius Linnaeus, 1758			Informateur : ONEMA		1	1	1999 - 1999
	67765	Salmo salar Linnaeus, 1758			Informateur : MIGADO (Bosc Stéphane, Dartiguelongue Jean)		1	6760	1995 - 2007
	191213	Cottus Linnaeus, 1758			Informateur : MIGADO, ONEMA		1	31	1988 - 2007
Reptiles	77381	Emys orbicularis (Linnaeus, 1758)			Informateur : Nature Midi-Pyrénées (Caniot Philippe), ONCFS Sud-Ouest (Durif Jérôme, Lhospice Grégory), Tabacchi Éric		1	1	1990 - 2000
Phanérogames	80546	Agrostemma githago L., 1753			Informateur : CEN Midi-Pyrénées (Déjean Sylvain)				2008 - 2008
	82130	Ammi majus L., 1753			Informateur : CBNPMP (Leblond Nicolas)				2008 - 2008
	82814	Cota altissima (L.) J.Gay ex Guss., 1844			Informateur : CEN Midi-Pyrénées (Delzons Olivier), Jallet Denis				2005 - 2009
	83777	Aristolochia clematitis L., 1753			Informateur : Amsinckia (Redon Hugues, Vial Georges), Biotope (Georges Nicolas)	Fort	1	10	2005 - 2005

- 18/37 -



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	85946	Bidens cernua L., 1753			Informateur : Biotope (Georges Nicolas), Nature Midi-Pyrénées (Caniot Philippe), UPS - CESAC (Laquerbe Marc)	Moyen	11	100	1999 - 2005
	87136	Butomus umbellatus L., 1753			Informateur : Biotope (Georges Nicolas), ISATIS (Belhacène Lionel)				2004 - 2005
	88191	Carduus pycnocephalus L., 1763			Informateur : CBNPMP (Leblond Nicolas), Nature Comminges (Enjalbal Marc)				2008 - 2009
	95774	Echium plantagineum L., 1771			Informateur : CBNPMP (Leblond Nicolas), ISATIS (Belhacène Lionel)	Moyen			2006 - 2008
	95889	Eleocharis acicularis (L.) Roem. & Schult., 1817			Informateur : CBNPMP (Leblond Nicolas)				2007 - 2007
	95922	Eleocharis palustris (L.) Roem. & Schult., 1817			Informateur : ISATIS (Belhacène Lionel)				2000 - 2000
	96925	Erodium moschatum (L.) L'Hér., 1789			Informateur : ISATIS (Belhacène Lionel), Kuku- Belharra (Presseq Boris)	Fort			2001 - 2005
	99111	Fumaria parviflora Lam., 1788			Informateur : Nature Midi-Pyrénées (Caniot Philippe)	Fort	1	10	2002 - 2002
	109732	Nuphar lutea (L.) Sm., 1809			Informateur : CBNPMP (Bergès Christophe), Nature Midi-Pyrénées (Caniot Philippe), ONCFS Sud-Ouest (Lecatellier), UPS - CESAC (Laquerbe Marc)	Faible	101	1000	1993 - 2006
	112405	Parentucellia viscosa (L.) Caruel, 1885			Informateur : UPS - CESAC (Laquerbe Marc)	Fort	1	10	1993 - 1993
	115620	Potentilla recta L., 1753			Informateur : UPS - CESAC (Laquerbe Marc)	Moyen	11	100	1993 - 1993
	116109	Prunus padus L., 1753			Informateur : UPS - CESAC (Laquerbe Marc)	Moyen	11	100	1993 - 1995

- 19/37 -



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	116754	Quercus pyrenaica Willd., 1805			Informateur : ANA (Duval Hervé), ISATIS (Belhacène Lionel)	Fort	1	10	2001 - 2005
	116928	Ranunculus aquatilis L., 1753			Informateur : UPS - CESAC (Laquerbe Marc)	Moyen	11	100	1993 - 1995
	120732	Samolus valerandi L., 1753			Informateur : Biotope (Georges Nicolas), CEN Midi- Pyrénées (Déjean Sylvain), ISATIS (Belhacène Lionel), UPS - CESAC (Laquerbe Marc)	Moyen	101	1000	1998 - 2006
	121549	Schoenoplectus lacustris (L.) Palla, 1888			Informateur : Biotope (Georges Nicolas)				2005 - 2005
	123711	Sinapis alba L., 1753			Informateur : ISATIS (Belhacène Lionel)				2000 - 2000
	128171	Ulmus laevis Pall., 1784			Informateur : ANA (Duval Hervé), Biotope (Georges Nicolas), IRSTEA (Collin Éric), ISATIS (Belhacène Lionel), Nature Midi- Pyrénées (Bosc Stéphane, Caniot Philippe, Mahé Pascale, Rhodes J.), UPS - CESAC (Laquerbe Marc)	Moyen	101	1000	1992 - 2005
	129307	Vicia serratifolia Jacq., 1778			Informateur : Nature Midi-Pyrénées (Bosc Stéphane, Chiffolleau B.), UPS - CESAC (Laquerbe Marc)	Fort	1	10	1993 - 1999
	132786	Carex paniculata subsp. paniculata			Informateur : Nature Comminges (Enjalbal Marc)				2009 - 2009
	134355	Euphorbia chamaesyce subsp. chamaesyce			Informateur : CBNPMP (Leblond Nicolas), ISATIS (Belhacène Lionel)				2004 - 2004
	138856	Oloptum miliaceum f. miliaceum			Informateur : CBNPMP (Leblond Nicolas)		1	10	2008 - 2008
	140822	Scrophularia canina subsp. canina			Informateur : Biotope (Georges Nicolas)				2005 - 2005



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	141414	Stachys palustris L., 1753			Informateur : Biotope (Georges Nicolas), ISATIS (Belhacène Lionel), Nature Comminges (Enjalbal Marc), Nature Midi-Pyrénées (Caniot Philippe), UPS - CESAC (Laquerbe Marc)	Moyen	11	100	1993 - 2009
Autres	32650	Stropharia aurantiaca (Cooke) Imai			Informateur : CBNPMP (Corriol Gilles)				2002 - 2002

7.2 Espèces autres

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
Insectes	10502	Lucanus cervus (Linnaeus, 1758)			Informateur : Nature Midi-Pyrénées (Danflous Samuel, Fremaux Sylvain), Pelletier Dominique		1	1	2005 - 2005
	24303	Platycheirus rosarum (Fabricius, 1787)			Informateur : SYRPHYS (Sarthou Jean-Pierre)		5	5	2002 - 2002
	65625	Isophya pyrenaica (Serville, 1838)	Occasionnelle		Informateur : ECOTONE (Danflous Samuel)		1	1	2004 - 2004
	65827	Empusa pennata (Thunberg, 1815)	Occasionnelle		Informateur : ECOTONE (Danflous Samuel)		1	1	2004 - 2004
	65923	Melanogryllus desertus (Pallas, 1771)			Informateur : Nature Midi-Pyrénées (Danflous Samuel)		1	1	2006 - 2006
	66017	Clonopsis gallica (Charpentier, 1825)	Occasionnelle		Informateur : ECOTONE (Danflous Samuel)		1	1	2004 - 2004
	227817	Modicogryllus bordigalensis (Latreille, 1804)	Occasionnelle		Informateur : ECOTONE (Danflous Samuel)		1	1	2004 - 2004
Mammifères	60295	Rhinolophus ferrumequinum (Schreber, 1774)			Informateur : GCMP (Dubourg-Savage Marie-Jo)		1	1	2003 - 2003
	60313	Rhinolophus hipposideros (Bechstein, 1800)			Informateur : GCMP (Dubourg-Savage Marie-Jo)		1	1	2003 - 2003



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	60360	Eptesicus serotinus (Schreber, 1774)			Informateur : CEN Midi-Pyrénées (Néri Frédéric)		1	1	2007 - 2007
	60400	Myotis emarginatus (E. Geoffroy, 1806)			Informateur : CEN Midi-Pyrénées (Néri Frédéric)		1	1	2007 - 2007
	60408	Myotis nattereri (Kuhl, 1817)			Informateur : CEN Midi-Pyrénées (Néri Frédéric)		1	1	2007 - 2007
	60418	Myotis myotis (Borkhausen, 1797)			Informateur : CEN Midi-Pyrénées (Néri Frédéric)		1	1	2007 - 2007
	60427	Myotis blythii (Tomes, 1857)			Informateur : CEN Midi-Pyrénées (Néri Frédéric)		1	1	2007 - 2007
	60461	Nyctalus leisleri (Kuhl, 1817)			Informateur : CEN Midi-Pyrénées (Néri Frédéric)		1	1	2007 - 2007
	60468	Nyctalus noctula (Schreber, 1774)			Informateur : CEN Midi-Pyrénées (Néri Frédéric)		1	1	2007 - 2007
	60479	Pipistrellus pipistrellus (Schreber, 1774)			Informateur : CEN Midi-Pyrénées (Néri Frédéric)		1	1	2007 - 2007
	60489	Pipistrellus pygmaeus (Leach, 1825)			Informateur : CEN Midi-Pyrénées (Néri Frédéric)		1	1	2007 - 2007
	60527	Plecotus austriacus (J.B. Fischer, 1829)			Informateur : CEN Midi-Pyrénées (Néri Frédéric)		1	1	2007 - 2007
	79301	Myotis bechsteinii (Kuhl, 1817)			Informateur : CEN Midi-Pyrénées (Néri Frédéric)		1	1	2007 - 2007
	79303	Pipistrellus kuhlii (Kuhl, 1817)			Informateur : CEN Midi-Pyrénées (Néri Frédéric)		1	1	2007 - 2007
	200118	Myotis daubentonii (Kuhl, 1817)			Informateur : CEN Midi-Pyrénées (Néri Frédéric)		1	1	2007 - 2007
Oiseaux	974	Podiceps nigricollis Brehm, 1831			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007
	1966	Anas platyrhynchos Linnaeus, 1758			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	1995	Aythya nyroca (Güldenstädt, 1770)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007
	2001	Aythya marila (Linnaeus, 1761)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007
	2440	Phalacrocorax carbo (Linnaeus, 1758)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007
	2473	Botaurus stellaris (Linnaeus, 1758)			Informateur : Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain)		1	1	2004 - 2005
	2530	Platalea leucorodia Linnaeus, 1758			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007
	2568	Limosa lapponica (Linnaeus, 1758)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007
	2610	Xenus cinereus (Güldenstädt, 1775)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007
	2679	Falco subbuteo Linnaeus, 1758			Informateur : Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien), Pelletier Dominique		1	1	2006 - 2007
	2705	Cygnus bewickii Yarrell, 1830			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007
	2706	Cygnus olor (Gmelin, 1803)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007
	2715	Cygnus cygnus (Linnaeus, 1758)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	2720	Anser fabalis (Latham, 1787)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007
	2734	Anser albifrons (Scopoli, 1769)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007
	2840	Milvus migrans (Boddaert, 1783)			Informateur : AROMP (Bousquet Jean-François), Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien), Pelletier Dominique, SSNTG (Fusari Marien)		1	1	2007 - 2007
	2901	Calidris ferruginea (Pontoppidan, 1763)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007
	3059	Gallinula chloropus (Linnaeus, 1758)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007
	3140	Charadrius hiaticula Linnaeus, 1758			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007
	3142	Charadrius alexandrinus Linnaeus, 1758			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007
	3161	Pluvialis apricaria (Linnaeus, 1758)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007
	3165	Pluvialis squatarola (Linnaeus, 1758)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007
	3187	Vanellus vanellus (Linnaeus, 1758)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007
	3272	Ichthyophaga melanocephalus (Temminck, 1820)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	3274	Hydrocoloeus minutus (Pallas, 1776)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007
	3302	Larus argentatus Pontoppidan, 1763			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007
	3332	Gelochelidon nilotica (Gmelin, 1789)			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007
	3571	Alcedo atthis (Linnaeus, 1758)			Informateur : Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007
	3755	Motacilla cinerea Tunstall, 1771			Informateur : Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain)		1	1	2007 - 2007
	3978	Prunella modularis (Linnaeus, 1758)			Informateur : Nature Midi-Pyrénées (Matari Julien)		1	1	2007 - 2007
	4254	Sylvia borin (Boddaert, 1783)			Informateur : Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain)		1	1	2004 - 2004
	4351	Parus palustris Linnaeus, 1758			Informateur : Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007
	4665	Emberiza hortulana Linnaeus, 1758	Occasionnelle	Hivernage, séjour hors reproduction	Informateur : Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain)				
	199361	Actitis hypoleucos Linnaeus, 1758			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007
	199374	Larus michahellis Naumann, 1840			Informateur : AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)		1	1	2007 - 2007
Poissons	66333	Lampetra planeri (Bloch, 1784)			Informateur : MIGADO, ONEMA		1	1	1995 - 2004



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
Phanérogames	82833	Anthemis cotula L., 1753			Informateur : CEN Midi-Pyrénées (Delzons Olivier)				2005 - 2005
	89542	Centaurea calcitrapa L., 1753			Informateur : ISATIS (Belhacène Lionel)				2001 - 2001
	97947	Fagus sylvatica L., 1753			Informateur : ANA (Duval Hervé)	Fort			2005 - 2005
	105266	Lathyrus sylvestris L., 1753			Informateur : CEN Midi-Pyrénées (Déjean Sylvain, Delzons Olivier), ISATIS (Belhacène Lionel)				2004 - 2008
	105410	Legousia speculum- veneris (L.) Chaix, 1785			Informateur : CEN Midi-Pyrénées (Delzons Olivier), ISATIS (Belhacène Lionel)				2001 - 2005
	107574	Medicago arabica (L.) Huds., 1762			Informateur : ISATIS (Belhacène Lionel)				2001 - 2001
	108645	Misopates orontium (L.) Raf., 1840			Informateur : Nature Comminges (Enjalbal Marc)				2008 - 2008
	116704	Quercus ilex L., 1753			Informateur : ANA (Duval Hervé), AREMIP (Parde Jean-Michel), ISATIS (Belhacène Lionel), UPS - CESAC (Laquerbe Marc)	Moyen	11	100	1993 - 2007
	116932	Ranunculus arvensis L., 1753			Informateur : CEN Midi-Pyrénées (Delzons Olivier), UPS - CESAC (Laquerbe Marc)	Moyen	11	100	1993 - 2005
	117526	Rhamnus alaternus L., 1753			Informateur : ISATIS (Belhacène Lionel), UPS - CESAC (Laquerbe Marc)	Moyen	1	10	1993 - 2006
	117530	Rhamnus cathartica L., 1753			Informateur : ISATIS (Belhacène Lionel)				2001 - 2001
	120700	Salvia verbenaca L., 1753			Informateur : Biotope (Georges Nicolas)				2005 - 2005
	128255	Urospermum dalechampii (L.) Scop. ex F.W.Schmidt, 1795			Informateur : ISATIS (Belhacène Lionel)				1998 - 1998

- 26/37 -



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	129191	Vicia hirsuta (L.) Gray, 1821			Informateur : ISATIS (Belhacène Lionel)				2000 - 2000
	129325	Vicia tetrasperma (L.) Schreb., 1771			Informateur : Nature Comminges (Enjalbal Marc)				2008 - 2008
	131033	Ajuga chamaepitys subsp. chamaepitys			Informateur : UPS - CESAC (Laquerbe Marc)	Fort	1	10	1993 - 1993
	139567	Quercus ilex subsp. ilex			Informateur : CBNPMP (Leblond Nicolas)				2006 - 2006
Autres	80198	Adiantum capillus-veneris L., 1753			Informateur : ISATIS (Belhacène Lionel, Danre T.)	Moyen			2000 - 2006

- 27/37 -



7.3 Espèces à statut réglementé

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de détermination	Réglementation
Amphibiens	163	Triturus marmoratus (Latreille, 1800)	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	252	Pelodytes punctatus (Daudin, 1803)	Déterminante	Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
Insectes	10502	Lucanus cervus (Linnaeus, 1758)	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien)
	65381	Oxygastra curtisii (Dale, 1834)	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
Mammifères	60295	Rhinolophus ferrumequinum (Schreber, 1774)	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	60313	Rhinolophus hipposideros (Bechstein, 1800)	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	60345	Barbastella barbastellus (Schreber, 1774)	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	60360	Eptesicus serotinus (Schreber, 1774)	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	60400	Myotis emarginatus (E. Geoffroy, 1806)	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	60408	Myotis nattereri (Kuhl, 1817)	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	60418	Myotis myotis (Borkhausen, 1797)	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	60427	Myotis blythii (Tomes, 1857)	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	60461	Nyctalus leisleri (Kuhl, 1817)	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
	60468	<i>Nyctalus noctula</i> (Schreber, 1774)	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien)
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	60479	<i>Pipistrellus pipistrellus</i> (Schreber, 1774)	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien)
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	60489	<i>Pipistrellus pygmaeus</i> (Leach, 1825)	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien)
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	60527	<i>Plecotus austriacus</i> (J.B. Fischer, 1829)	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien)
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	60630	<i>Lutra lutra</i> (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien)
				Liste des espèces de vertébrés protégées menacées d'extinction en France et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département (lien)
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	60731	<i>Mustela putorius</i> Linnaeus, 1758	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien)
				Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
Oiseaux	79301	<i>Myotis bechsteinii</i> (Kuhl, 1817)	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien)
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	79303	<i>Pipistrellus kuhlii</i> (Kuhl, 1817)	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien)
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	200118	<i>Myotis daubentonii</i> (Kuhl, 1817)	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien)
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
Oiseaux	965	<i>Podiceps cristatus</i> (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	974	<i>Podiceps nigricollis</i> Brehm, 1831	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	977	<i>Tachybaptus ruficollis</i> (Pallas, 1764)	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	1950	<i>Anas penelope</i> Linnaeus, 1758	Déterminante	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	1956	<i>Anas strepera</i> Linnaeus, 1758	Déterminante	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	1958	<i>Anas crecca</i> Linnaeus, 1758	Déterminante	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
	1966	Anas platyrhynchos Linnaeus, 1758	Autre	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	1970	Anas clypeata Linnaeus, 1758	Déterminante	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	1973	Anas acuta Linnaeus, 1758	Déterminante	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	1975	Anas querquedula Linnaeus, 1758	Déterminante	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	1984	Netta rufina (Pallas, 1773)	Déterminante	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	1991	Aythya ferina (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	1995	Aythya nyroca (Güldenstädt, 1770)	Autre	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	1998	Aythya fuligula (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	2001	Aythya marila (Linnaeus, 1761)	Autre	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	2440	Phalacrocorax carbo (Linnaeus, 1758)	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2473	Botaurus stellaris (Linnaeus, 1758)	Autre	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2477	Ixobrychus minutus (Linnaeus, 1766)	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des espèces de vertébrés protégées menacées d'extinction en France et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département (lien) Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2481	Nycticorax nycticorax (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2489	Bubulcus ibis (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2497	Egretta garzetta (Linnaeus, 1766)	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2506	Ardea cinerea Linnaeus, 1758	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2508	Ardea purpurea Linnaeus, 1766	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2517	Ciconia ciconia (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2530	Platalea leucorodia Linnaeus, 1758	Autre	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
	2534	<i>Philomachus pugnax</i> (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	2543	<i>Gallinago gallinago</i> (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	2563	<i>Limosa limosa</i> (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	2568	<i>Limosa lapponica</i> (Linnaeus, 1758)	Autre	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	2576	<i>Numenius arquata</i> (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	2584	<i>Tringa erythropus</i> (Pallas, 1764)	Déterminante	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	2586	<i>Tringa totanus</i> (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	2594	<i>Tringa nebularia</i> (Gunnerus, 1767)	Déterminante	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	2603	<i>Tringa ochropus</i> Linnaeus, 1758	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2607	<i>Tringa glareola</i> Linnaeus, 1758	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2610	<i>Xenus cinereus</i> (Güldenstädt, 1775)	Autre	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2660	<i>Pandion haliaetus</i> (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2679	<i>Falco subbuteo</i> Linnaeus, 1758	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2705	<i>Cygnus bewickii</i> Yarrell, 1830	Autre	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien)
	2706	<i>Cygnus olor</i> (Gmelin, 1803)	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2715	<i>Cygnus cygnus</i> (Linnaeus, 1758)	Autre	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2720	<i>Anser fabalis</i> (Latham, 1787)	Autre	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	2734	<i>Anser albifrons</i> (Scopoli, 1769)	Autre	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	2741	<i>Anser anser</i> (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	2767	<i>Tadorna tadorna</i> (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2818	<i>Mergus merganser</i> Linnaeus, 1758	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2840	<i>Milvus migrans</i> (Boddaert, 1783)	Autre	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
	2901	Calidris ferruginea (Pontoppidan, 1763)	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2911	Calidris alpina (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	3036	Rallus aquaticus Linnaeus, 1758	Déterminante	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	3059	Gallinula chloropus (Linnaeus, 1758)	Autre	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	3070	Fulica atra Linnaeus, 1758	Déterminante	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	3112	Himantopus himantopus (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien)
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	3116	Recurvirostra avosetta Linnaeus, 1758	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien)
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	3136	Charadrius dubius Scopoli, 1786	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	3140	Charadrius hiaticula Linnaeus, 1758	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	3142	Charadrius alexandrinus Linnaeus, 1758	Autre	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien)
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	3161	Pluvialis apricaria (Linnaeus, 1758)	Autre	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien)
				Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	3165	Pluvialis squatarola (Linnaeus, 1758)	Autre	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	3187	Vanellus vanellus (Linnaeus, 1758)	Autre	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	3206	Calidris minuta (Leisler, 1812)	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	3293	Larus canus Linnaeus, 1758	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	3297	Larus fuscus Linnaeus, 1758	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	3302	Larus argentatus Pontoppidan, 1763	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	3332	Gelochelidon nilotica (Gmelin, 1789)	Autre	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien)
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	3343	Sterna hirundo Linnaeus, 1758	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien)
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	3352	Sternula albifrons (Pallas, 1764)	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien)
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
	3371	<i>Chlidonias niger</i> (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	3493	<i>Bubo bubo</i> (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	3555	<i>Apus pallidus</i> (Shelley, 1870)	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	3571	<i>Alcedo atthis</i> (Linnaeus, 1758)	Autre	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	3608	<i>Dryocopus martius</i> (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	3755	<i>Motacilla cinerea</i> Tunstall, 1771	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	3978	<i>Prunella modularis</i> (Linnaeus, 1758)	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	4198	<i>Acrocephalus arundinaceus</i> (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	4254	<i>Sylvia borin</i> (Boddaert, 1783)	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	4351	<i>Parus palustris</i> Linnaeus, 1758	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	4665	<i>Emberiza hortulana</i> Linnaeus, 1758	Autre	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	4669	<i>Emberiza schoeniclus</i> (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	199374	<i>Larus michahellis</i> Naumann, 1840	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
Poissons	66333	<i>Lampetra planeri</i> (Bloch, 1784)	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des espèces de poissons protégées sur l'ensemble du territoire français national (lien)
	66967	<i>Alosa alosa</i> (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des espèces de poissons protégées sur l'ensemble du territoire français national (lien)
	67420	<i>Rhodeus amarus</i> (Bloch, 1782)	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des espèces de poissons protégées sur l'ensemble du territoire français national (lien)
	67606	<i>Esox lucius</i> Linnaeus, 1758	Déterminante	Liste des espèces de poissons protégées sur l'ensemble du territoire français national (lien)
	67765	<i>Salmo salar</i> Linnaeus, 1758	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien)



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de détermination	Réglementation
				Liste des espèces de poissons protégées sur l'ensemble du territoire français national (lien)
Reptiles	77381	Emys orbicularis (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)

8. LIENS ESPECES ET HABITATS

Non renseigné

9. SOURCES

- Nature Midi-Pyrénées (Hékimian Stéphane)() "".
- CEN Midi-Pyrénées (Delzons Olivier), ISATIS (Belhacène Lionel)() "".
- CEN Midi-Pyrénées (Delzons Olivier)() "".
- ONEMA (personne morale)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Esquerre Marylis)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Bousquet Jean-François)() "".
- CEN Midi-Pyrénées (Delzons Olivier), Jallet Denis() "".
- Nature Comminges (Enjalbal Marc)() "".
- CBNPMP (Leblond Nicolas), ISATIS (Belhacène Lionel)() "".
- ANA (Duval Hervé), ISATIS (Belhacène Lionel)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Falbet Philippe)() "".
- Pelletier Dominique() "".
- SSNTG (Rizzo Nicolas)() "".
- ANA (Tessier Marc)() "".
- Kuku-Belharra (Presseq Boris)() "".
- SSNTG (Bécharde Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)() "".
- AROMP (Bousquet Jean-François, Joachim Jean), CERA Environnement (Hembert Emmanuelle, Paris Anne, Schwal Brigitte), Nature Midi-Pyrénées (Bousquet Jean-François, Fremaux Sylvain, Matari Julien), SSNTG (Fusari Marien, Heurtin Meghann)() "".
- Bécharde G., Fusari M.(2004) "Le Tadorne de Belon Tadorna tadorna nicheur au plan d'eau de Saint-Nicolas-de-la-Grave (Tarn & Garonne) Premières données de nidification en Midi-Pyrénées".
- Nature Midi-Pyrénées(1997) "Réhabilitation du site de Bourret. Diagnostic écologique - Novembre 1997 ".
- AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Bousquet Jean-François, Fremaux Sylvain, Matari Julien), SSNTG (Bécharde Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)() "".
- Nars A. (Nature Midi-Pyrénées)(2004) "Confluence Garonne-Ariège. Synthèse de l'étude préalable 2001-2003".
- AROMP (Bousquet Jean-François), Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien), SSNTG (Bécharde Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)() "".
- AREMIP (Parde Jean-Michel)() "".
- SSNTG (Miquel Jean-Claude)() "".
- Nature Midi-Pyrénées(2002) "Programme pluriannuel de gestion du Ramier de Bigorre. Suivi de l'évolution du milieu, de la faune et de la flore. Tranche 2: année 2000/2001".
- ECOTONE (Danflous Samuel)() "".
- Amsinckia (Vial Georges)() "".
- MIGADO (Carry Laurent)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Bosc Stéphane)() "".
- ANA (Duval Hervé)() "".
- Amsinckia (Redon Hugues, Vial Georges), Biotope (Georges Nicolas)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Puig Sébastien)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Celle Jaoua)() "".
- CBNPMP (Corriol Gilles)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain)() "".



- Nature Midi-Pyrénées(2000) "Programme pluriannuel de gestion du Ramier de Bigorre. Suivi de l'évolution du milieu, de la faune et de la flore. Méthodologie et première campagne 1999".
- Nature Midi-Pyrénées(2002) "Les bras morts du Ramier de Bigorre: diagnostic et propositions de gestion".
- Laquerbe M.(1993) "La végétation des ripisylves garonnaises - Étude dynamique des peuplements. DEA. 115p + annexes".
- CBNPMP (Leblond Nicolas)() "".
- Biotope (Georges Nicolas), ISATIS (Belhacène Lionel), Nature Comminges (Enjalbal Marc), Nature Midi-Pyrénées (Caniot Philippe), UPS - CESAC (Laquerbe Marc)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Matari Julien)() "".
- Dartiguelongue(2005) "Suivi de la fraie des salmonidés migrateurs sur l'Ariège et la Garonne à l'automne 2004. 2G-05-RT".
- Amsinckia (Redon Hugues)() "".
- SSNTG (Fusari Marien)() "".
- MIGADO (Bosc Stéphane)() "".
- Biotope (Georges Nicolas), Nature Midi-Pyrénées (Caniot Philippe), UPS - CESAC (Laquerbe Marc)() "".
- Laquerbe M.(1993) "La végétation des ripisylves garonnaises - Relevés de végétation - UPS toulouse".
- AROMP (Bousquet Jean-François), Nature Midi-Pyrénées (Bousquet Jean-François, Fremaux Sylvain, Matari Julien), SSNTG (Bécharde Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Heurtin Meghann, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)() "".
- CEN Midi-Pyrénées (Déjean Sylvain)() "".
- CEN Midi-Pyrénées (Néri Frédéric)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)() "".
- Prud'homme François() "".
- CBNPMP (Leblond Nicolas), Nature Comminges (Enjalbal Marc)() "".
- SSNTG (Depierre Nicolas)() "".
- CEMAGREF de Nogent-sur-Vernisson(2001) "Étude et conservation de la diversité génétique de l'Orme lisse (*Ulmus laevis* pall.) en Midi-Pyrénées".
- AROMP (Joachim Jean)() "".
- SYRPHYS (Sarhou Jean-Pierre)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Matari Julien)() "".
- SSNTG (Calvet Amalric)() "".
- ONCFS Sud-Ouest (Durif Jérôme)() "".
- ISATIS (Belhacène Lionel), Kuku-Belharra (Presseq Boris)() "".
- AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien), SSNTG (Bécharde Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Bousquet Jean-François, Fremaux Sylvain)() "".
- Nature Midi-Pyrénées(1995) "Gestion globale et protection du fleuve Garonne".
- Nature Midi-Pyrénées (Danflous Samuel)() "".
- Nature Midi-Pyrénées(2003) "Réhabilitation du site de Bourret. Volet suivi écologique 2ème campagne - Année 2003".
- ISATIS (Danre T.)() "".
- ECOTONE (Danflous Samuel), Nature Midi-Pyrénées (Danflous Samuel)() "".
- CERA Environnement (Hembert Emmanuelle)() "".
- CEN Midi-Pyrénées (Déjean Sylvain)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Caniot Philippe)() "".
- AROMP (Bousquet Jean-François), Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien), SSNTG (Bécharde Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Heurtin Meghann, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Caniot Philippe)() "".
- CBNPMP (Corriol Gilles)() "".
- Nature Comminges (Prud'homme François)() "".
- ONCFS Sud-Ouest (personne morale)() "".
- CBNPMP (Bergès Christophe)() "".
- ECOTONE (Danflous Samuel)() "".
- Biotope (Georges Nicolas)() "".
- SSNTG (personne morale)() "".
- ISATIS (Belhacène Lionel, Danre T.)() "".
- FDC 82 (Lecapitaine Frédéric), Nature Midi-Pyrénées (Caniot Philippe, Rombaut Cyril), Prud'homme François() "".
- AROMP (Bousquet Jean-François)() "".
- SSNTG (Bécharde Gilles)() "".
- AROMP (Bousquet Jean-François, Joachim Jean), CERA Environnement (Paris Anne), Nature Midi-Pyrénées (Bousquet Jean-François, Caniot Philippe, Fremaux Sylvain, Gilot Lionel, Matari Julien), ONCFS Sud-Ouest (Durif Jérôme, Lhospice Grégory), SSNTG (Bécharde Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Heurtin Meghann, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Bousquet Jean-François)() "".



- AROMP (Bousquet Jean-François, Joachim Jean), CERA Environnement (Paris Anne, Robin Jérôme, Schwal Brigitte), Nature Midi-Pyrénées (Bousquet Jean-François, Fremaux Sylvain)() "".
- CERA Environnement (Paris Anne)() "".
- AROMP, Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Danflous Samuel, Fremaux Sylvain), Pelletier Dominique() "".
- ISATIS (Belhacène Lionel)() "".
- CBNPMP (Bergès Christophe), Nature Midi-Pyrénées (Caniot Philippe), ONCFS Sud-Ouest (Lecatellier), UPS - CESAC (Laquerbe Marc)() "".
- ANA (Bertrand Alain)() "".
- AROMP (Bousquet Jean-François, Joachim Jean), CERA Environnement (Hembert Emmanuelle, Paris Anne, Robin Jérôme, Schwal Brigitte), Nature Midi-Pyrénées (Bousquet Jean-François, Fremaux Sylvain), SSNTG (Fusari Marien, Heurtin Meghann)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Gilot Lionel)() "".
- GOG (Marchal Cedrick)() "".
- Jallet Denis() "".
- UPS - CESAC (Laquerbe Marc)() "".
- ANA (Duval Hervé), AREMIP (Parde Jean-Michel), ISATIS (Belhacène Lionel), UPS - CESAC (Laquerbe Marc)() "".
- IRSTEa (Collin Éric)() "".
- CEN Midi-Pyrénées (Néri Frédéric)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Carpentier Marie)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Schochaert Christophe)() "".
- ONCFS Sud-Ouest, Prud'homme François() "".
- Nature Comminges (Prud'homme François), SSNTG (Albinet Sébastien, Depierre Nicolas, Fusari Marien)() "".
- ANA (Duval Hervé)() "".
- Carry(2005) "Suivi de la reproduction de la grande alose sur la moyenne Garonne en 2004. MIGADO 6G-05-RT".
- Nature Midi-Pyrénées (Rhodes J.)() "".
- ONCFS Sud-Ouest (Lecatellier)() "".
- Biotope (Georges Nicolas), CEN Midi-Pyrénées (Déjean Sylvain), ISATIS (Belhacène Lionel), UPS - CESAC (Laquerbe Marc)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Mahé Pascale)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Buzzi Thomas, Tavernier Gilles), ONCFS Sud-Ouest() "".
- AROMP (personne morale)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Danflous Samuel)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Pottier Gilles)() "".
- Lambret Philippe() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain)() "".
- AROMP (Bousquet Jean-François), Nature Midi-Pyrénées (Bousquet Jean-François, Fremaux Sylvain, Gilot Lionel, Matari Julien), SSNTG (Bécharde Gilles, Calvet Amalric, Capel Jean-Claude, Fusari Marien, Heurtin Meghann, Miquel Jean-Claude, Rizzo Nicolas)() "".
- Nature Midi-Pyrénées(2003) "Connaissance et gestion des prairies sèches fluviales de la vallée de la Garonne entre Grenade et Moissac. Inventaire, hiérarchisation et propositions de mesures de gestion".
- MIGADO (Dartiguelongue Jean)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Buzzi Thomas)() "".
- CEN Midi-Pyrénées (Déjean Sylvain, Delzons Olivier), ISATIS (Belhacène Lionel)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien), Pelletier Dominique() "".
- CEN Midi-Pyrénées (Delzons Olivier)() "".
- UPS - CESAC (Laquerbe Marc)() "".
- ANA (Duval Hervé), Biotope (Georges Nicolas), IRSTEa (Collin Éric), ISATIS (Belhacène Lionel), Nature Midi-Pyrénées (Bosc Stéphane, Caniot Philippe, Mahé Pascale, Rhodes J.), UPS - CESAC (Laquerbe Marc)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Bosc Stéphane, Chiffolleau B.), UPS - CESAC (Laquerbe Marc)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Tavernier Gilles)() "".
- SSNTG (Albinet Sébastien)() "".
- Bosc, Gayou(2006) "Repeuplement en saumon atlantique (Salmo salar) du bassin de la Garonne - Suivi des zones de grossissements des juvéniles - Synthèse des actions 2005 : à paraître".
- MIGADO (Carry Laurent)() "".
- Tabacchi Éric() "".
- ONCFS Sud-Ouest (Lhospice Grégory)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Caniot Philippe), ONCFS Sud-Ouest (Durif Jérôme, Lhospice Grégory), Tabacchi Éric() "".
- SSNTG (Heurtin Meghann)() "".
- SYRPHYS (Sarhou Jean-Pierre)() "".
- ANA (Bertrand Alain), AREMIP (Parde Jean-Michel), Nature Midi-Pyrénées (Rombaut Cyril), ONCFS Sud-Ouest (Lecatellier)() "".
- GCMP (Dubourg-Savage Marie-Jo)() "".



- GOG (Marchal Cedrick), Nature Midi-Pyrénées (Caniot Philippe, Fremaux Sylvain)() "".
- Biotope (Georges Nicolas), ISATIS (Belhacène Lionel)() "".
- CEN Midi-Pyrénées (Néri Frédéric), GCMP (Dubourg-Savage Marie-Jo)() "".
- ISATIS (Belhacène Lionel)() "".
- MIGADO (Bosc Stéphane, Dartiguelongue Jean)() "".
- AROMP (Bousquet Jean-François, Joachim Jean), CERA Environnement (Paris Anne), Nature Midi-Pyrénées (Bousquet Jean-François, Fremaux Sylvain)() "".
- ANA (Barascud Yannick)() "".
- SSNTG (Capel Jean-Claude)() "".
- CERA Environnement (Schwal Brigitte)() "".
- FDC 82 (Lecapitaine Frédéric)() "".
- ISATIS (Belhacène Lionel), UPS - CESAC (Laquerbe Marc)() "".
- CEN Midi-Pyrénées (Delzons Olivier), UPS - CESAC (Laquerbe Marc)() "".
- MIGADO (personne morale)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Chiffolleau B.)() "".
- Nature Midi-Pyrénées (Rombaut Cyril)() "".
- Lambret Philippe, Nature Comminges (Prud'homme François)() "".
- Nature Comminges (Prud'homme François)() "".
- AROMP (Bousquet Jean-François), Nature Midi-Pyrénées (Fremaux Sylvain, Matari Julien), Pelletier Dominique, SSNTG (Fusari Marien)() "".
- CERA Environnement (Robin Jérôme)() "".
- MIGADO, ONEMA() "".

IV Fiches Natura 2000



NATURA 2000 - FORMULAIRE STANDARD DE DONNEES

Pour les zones de protection spéciale (ZPS), les propositions de sites d'importance communautaire (pSIC), les sites d'importance communautaire (SIC) et les zones spéciales de conservation (ZSC)

FR7200700 - La Garonne

1. IDENTIFICATION DU SITE	1
2. LOCALISATION DU SITE	2
3. INFORMATIONS ECOLOGIQUES	3
4. DESCRIPTION DU SITE	5
5. STATUT DE PROTECTION DU SITE	5
6. GESTION DU SITE	6

1. IDENTIFICATION DU SITE

1.1 Type B (pSIC/SIC/ZSC)	1.2 Code du site FR7200700	1.3 Appellation du site La Garonne
1.4 Date de compilation 30/11/1995	1.5 Date d'actualisation 31/03/1998	

1.6 Responsables

Responsable national et européen	Responsable du site	Responsable technique et scientifique national
Ministère en charge de l'écologie	DREAL Aquitaine	MNHN - Service du Patrimoine Naturel
www.developpement-durable.gouv.fr	www.aquitaine.developpement-durable.gouv.fr	www.mnhn.fr www.spn.mnhn.fr
en3.en.deb.dgain@developpement-durable.gouv.fr		natura2000@mnhn.fr

1.7 Dates de proposition et de désignation / classement du site

Date de transmission à la Commission Européenne : 31/07/2003



(Proposition de classement du site comme SIC)

Dernière date de parution au JO UE : 07/12/2004

(Confirmation de classement du site comme SIC)

ZSC : date de signature du dernier arrêté (JO RF) : Pas de donnée

Texte juridique national de référence pour la désignation comme ZSC : Pas de donnée

2. LOCALISATION DU SITE

2.1 Coordonnées du centre du site [en degrés décimaux]

Longitude : -,04028°

Latitude : 44,57889°

2.2 Superficie totale

5626 ha

2.3 Pourcentage de superficie marine

Non concerné

2.4 Code et dénomination de la région administrative

Code INSEE	Région
72	Aquitaine

2.5 Code et dénomination des départements

Code INSEE	Département	Couverture (%)
33	Gironde	71 %
47	Lot-et-Garonne	29 %

2.6 Code et dénomination des communes

Code INSEE	Communes
Donnée(s) non disponible(s).	

2.7 Région(s) biogéographique(s)

Atlantique (100%)



3. INFORMATIONS ÉCOLOGIQUES

3.1 Types d'habitats présents sur le site et évaluations

Types d'habitats inscrits à l'annexe I					Évaluation du site			
Code	PF	Superficie (ha) (% de couverture)	Grottes [nombre]	Qualité des données	A B C D	A B C		
					Représent -activité	Superficie relative	Conservation	Évaluation globale

- **PF** : Forme prioritaire de l'habitat.
- **Qualité des données** : G = « Bonne » (données reposant sur des enquêtes, par exemple); M = « Moyenne » (données partielles + extrapolations, par exemple); P = « Médiocre » (estimation approximative, par exemple).
- **Représentativité** : A = « Excellente » ; B = « Bonne » ; C = « Significative » ; D = « Présence non significative ».
- **Superficie relative** : A = $100 \geq p > 15 \%$; B = $15 \geq p > 2 \%$; C = $2 \geq p > 0 \%$.
- **Conservation** : A = « Excellente » ; B = « Bonne » ; C = « Moyenne / réduite ».
- **Évaluation globale** : A = « Excellente » ; B = « Bonne » ; C = « Significative ».

3.2 Espèces inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE et évaluation

Espèce			Population présente sur le site						Évaluation du site			
Groupe	Code	Nom scientifique	Type	Taille		Unité	Cat.	Qualité des données	A B C D	A B C		
				Min	Max		C R V P		Pop.	Cons.	Isol.	Glob.
F	1095	Petromyzon marinus	r			i	P		C	B	A	B
F	1096	Lampetra planeri	p			i	P		C	B	C	B
F	1099	Lampetra fluviatilis	r			i	P		C	B	C	B
F	1101	Acipenser sturio	r			i	V		A	C	A	C
F	1102	Alosa alosa	r			i	P		A	B	C	A
F	1103	Alosa fallax	r			i	P		A	B	C	B
F	1106	Salmo salar	c			i	R		C	C	C	C
P	1607	Angelica heterocarpa	p			i	P		B	A	C	A
F	5339	Rhodeus amarus	p			i	P		C	B	C	C



F	6150	<i>Parachondrostoma toxostoma</i>	p			i	P		C	B	B	C
---	------	---------------------------------------------------	---	--	--	---	---	--	---	---	---	---

- **Groupe** : A = Amphibiens, B = Oiseaux, F = Poissons, I = Invertébrés, M = Mammifères, P = Plantes, R = Reptiles.
- **Type** : p = espèce résidente (sédentaire), r = reproduction (migratrice), c = concentration (migratrice), w = hivernage (migratrice).
- **Unité** : i = individus, p = couples, adults = Adultes matures, area = Superficie en m2, bfemales = Femelles reproductrices, cmales = Mâles chanteurs, colonies = Colonies, fstems = Tiges florales, grids1x1 = Grille 1x1 km, grids10x10 = Grille 10x10 km, grids5x5 = Grille 5x5 km, length = Longueur en km, localities = Stations, logs = Nombre de branches, males = Mâles, shoots = Pousses, stones = Cavités rocheuses, subadults = Sub-adultes, trees = Nombre de troncs, tufts = Touffes.
- **Catégories du point de vue de l'abondance (Cat.)** : C = espèce commune, R = espèce rare, V = espèce très rare, P: espèce présente.
- **Qualité des données** : G = « Bonne » (données reposant sur des enquêtes, par exemple); M = « Moyenne » (données partielles + extrapolations, par exemple); P = « Médiocre » (estimation approximative, par exemple); DD = Données insuffisantes.
- **Population** : A = $100 \geq p > 15\%$; B = $15 \geq p > 2\%$; C = $2 \geq p > 0\%$; D = Non significative.
- **Conservation** : A = « Excellente »; B = « Bonne »; C = « Moyenne / réduite ».
- **Isolement** : A = population (presque) isolée; B = population non isolée, mais en marge de son aire de répartition; C = population non isolée dans son aire de répartition élargie.
- **Evaluation globale** : A = « Excellente »; B = « Bonne »; C = « Significative ».

3.3 Autres espèces importantes de faune et de flore

Espèce			Population présente sur le site			Motivation						
Groupe	Code	Nom scientifique	Taille		Unité	Cat.	Annexe Dir. Hab.		Autres catégories			
			Min	Max		C R V P	IV	V	A	B	C	D

- **Groupe** : A = Amphibiens, B = Oiseaux, F = Poissons, Fu = Champignons, I = Invertébrés, L = Lichens, M = Mammifères, P = Plantes, R = Reptiles.
- **Unité** : i = individus, p = couples, adults = Adultes matures, area = Superficie en m2, bfemales = Femelles reproductrices, cmales = Mâles chanteurs, colonies = Colonies, fstems = Tiges florales, grids1x1 = Grille 1x1 km, grids10x10 = Grille 10x10 km, grids5x5 = Grille 5x5 km, length = Longueur en km, localities = Stations, logs = Nombre de branches, males = Mâles, shoots = Pousses, stones = Cavités rocheuses, subadults = Sub-adultes, trees = Nombre de troncs, tufts = Touffes.
- **Catégories du point de vue de l'abondance (Cat.)** : C = espèce commune, R = espèce rare, V = espèce très rare, P: espèce présente.
- **Motivation** : IV, V : annexe où est inscrite l'espèce (directive « Habitats »); A : liste rouge nationale; B : espèce endémique; C : conventions internationales; D : autres raisons.



4. DESCRIPTION DU SITE

4.1 Caractère général du site

Classe d'habitat	Pourcentage de couverture
N06 : Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	100 %

Autres caractéristiques du site

Lit mineur.

Vulnérabilité : Nécessite de mieux gérer la pêche, de protéger et restaurer les frayères, de maîtriser les pollutions et les effets des aménagements sur le fleuve (accès aux affluents et à la partie amont du lit mineur).

4.2 Qualité et importance

Principal axe de migration et de reproduction des espèces piscicoles amphihalynes.

4.3 Menaces, pressions et activités ayant une incidence sur le site

Il s'agit des principales incidences et activités ayant des répercussions notables sur le site

Incidences négatives				
Importance	Menaces et pressions [code]	Menaces et pressions [libellé]	Pollution [code]	Intérieur / Extérieur [i o b]
Incidences positives				
Importance	Menaces et pressions [code]	Menaces et pressions [libellé]	Pollution [code]	Intérieur / Extérieur [i o b]

- **Importance** : H = grande, M = moyenne, L = faible.
- **Pollution** : N = apport d'azote, P = apport de phosphore/phosphate, A = apport d'acide/acidification, T = substances chimiques inorganiques toxiques, O = substances chimiques organiques toxiques, X = pollutions mixtes.
- **Intérieur / Extérieur** : I = à l'intérieur du site, O = à l'extérieur du site, B = les deux.

4.4 Régime de propriété

Type	Pourcentage de couverture
Domaine public fluvial	%

4.5 Documentation

Lien(s) :

5.1 Types de désignation aux niveaux national et régional

Code	Désignation	Pourcentage de couverture
36	Réserve naturelle nationale	0 %



38	Arrêté de protection de biotope, d'habitat naturel ou de site d'intérêt géologique	9 %
----	------------------------------------------------------------------------------------	-----

5.2 Relation du site considéré avec d'autres sites

Désignés aux niveaux national et régional :

Code	Appellation du site	Type	Pourcentage de couverture
36	Frayère d'Alose	*	0%
38	Garonne et section du Lot	*	3%
38	Frayère à esturgeons (Garonne)	*	2%
38	COURS DE LA GARONNE, DE L'AVEYRON, DU VIAUR ET DU TARN	/	0%
38	Cours de la Garonne	*	3%

Désignés au niveau international :

Type	Appellation du site	Type	Pourcentage de couverture
------	---------------------	------	---------------------------

5.3 Désignation du site

6. GESTION DU SITE

6.1 Organisme(s) responsable(s) de la gestion du site

Organisation :

Adresse :

Courriel :

6.2 Plan(s) de gestion

Existe-il un plan de gestion en cours de validité ?

- ☐ Oui
- ☐ Non, mais un plan de gestion est en préparation.
- ☒ Non

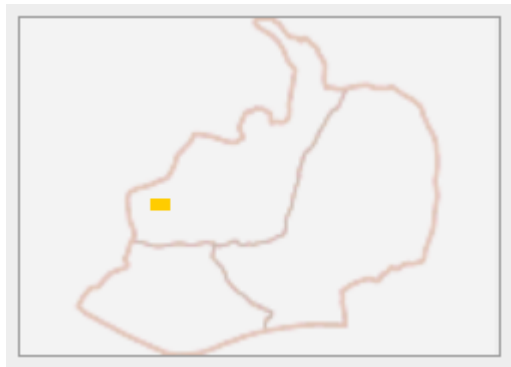
6.3 Mesures de conservation

V Fiches des bâtiments agricoles pouvant changer de destination

Bâtiments agricoles pouvant changer de destination

Commune de Saint-Romain-le-Noble

Situation sur la commune (cadastre.gouv)



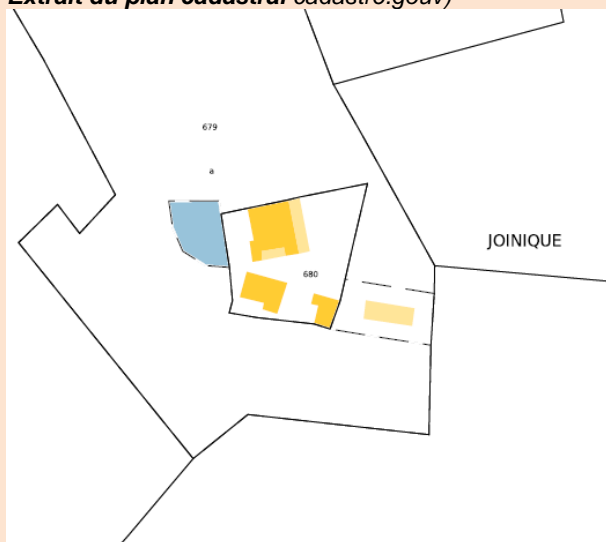
Référence carte de zonage : 1 et 1 bis

Type d'élément : Grange

Lieu-dit : Joinique

Cadastre : A02 680

Extrait du plan cadastral (cadastre.gouv)



Descriptif (date de construction, volumétrie, matériaux de construction - murs, toitures-remarques...):

Grange en pierre

Prescriptions : Voir règlement

Photos du bâtiment



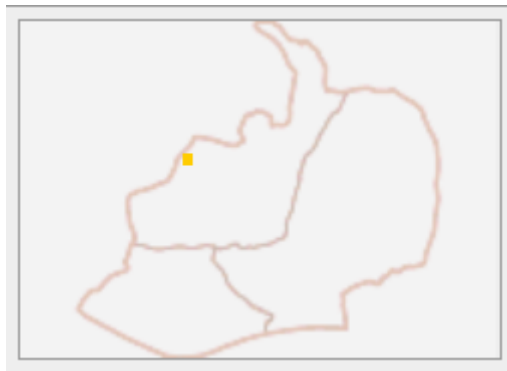
Photos des abords



Bâtiments agricoles pouvant changer de destination

Commune de Saint-Romain-le-Noble

Situation sur la commune (cadastre.gouv)



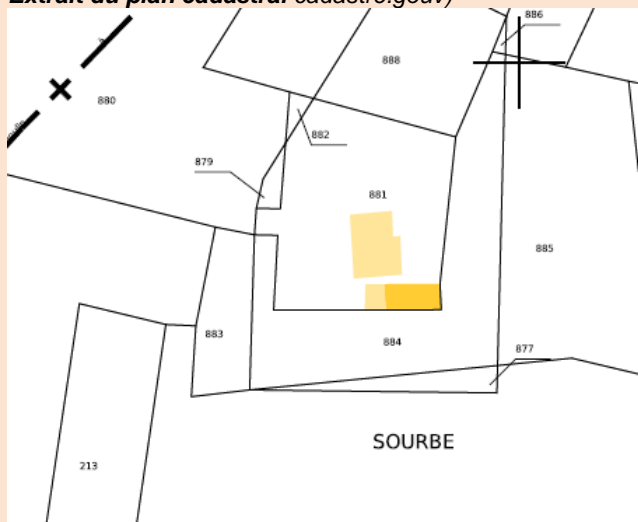
Référence carte de zonage : 2

Type d'élément : Hangar agricole

Lieu-dit : Sourbé

Cadastre : A02 881

Extrait du plan cadastral (cadastre.gouv)



Descriptif (date de construction, volumétrie, matériaux de construction - murs, toitures-remarques...):
Hangar en pierre

Prescriptions : Voir règlement

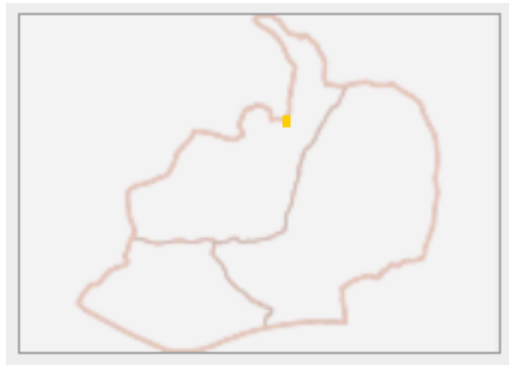
Photos du bâtiment

Photos des abords

Bâtiments agricoles pouvant changer de destination

Commune de Saint-Romain-le-Noble

Situation sur la commune (cadastre.gouv)



Référence carte de zonage : 3 et 3bis

Type d'élément : Petit hangar attenant à la maison et pigeonnier

Lieu-dit : Mondou

Cadastre : A01 165

Extrait du plan cadastral (cadastre.gouv)



Descriptif (date de construction, volumétrie, matériaux de construction - murs, toitures-remarques...) :

Prescriptions : Voir règlement

Photos des bâtiments



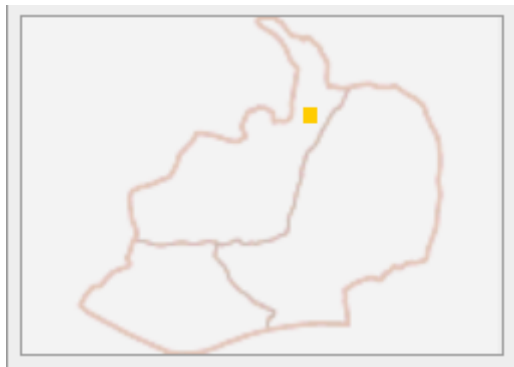
Photos des abords



Bâtiments agricoles pouvant changer de destination

Commune de Saint-Romain-le-Noble

Situation sur la commune (cadastre.gouv)



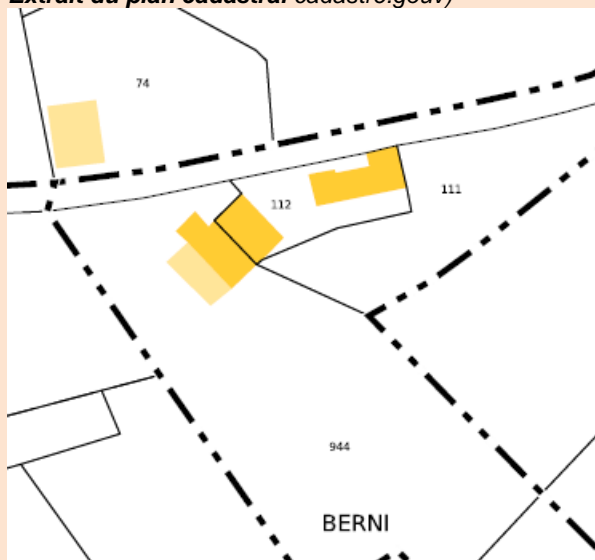
Référence carte de zonage : 4

Type d'élément : Grange

Lieu-dit : Berni

Cadastre : A01 112

Extrait du plan cadastral (cadastre.gouv)



Descriptif (date de construction, volumétrie, matériaux de construction - murs, toitures-remarques...):

Prescriptions : Voir règlement

Photos du bâtiment

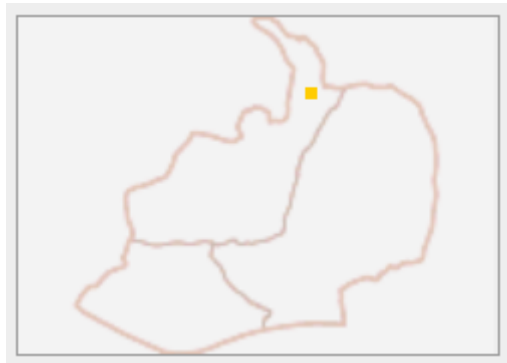


Photos des abords

Bâtiments agricoles pouvant changer de destination

Commune de Saint-Romain-le-Noble

Situation sur la commune (cadastre.gouv)



Référence carte de zonage : 5

Type d'élément : Pigeonnier

Lieu-dit : Jouet

Cadastre : A01 806

Extrait du plan cadastral (cadastre.gouv)



Descriptif (date de construction, volumétrie, matériaux de construction - murs, toitures-remarques...):

Prescriptions : Voir règlement

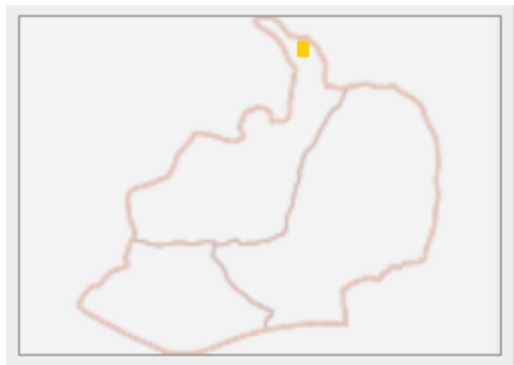
Photos du bâtiment

Photos des abords

Bâtiments agricoles pouvant changer de destination

Commune de Saint-Romain-le-Noble

Situation sur la commune (cadastre.gouv)



Référence carte de zonage : 6

Type d'élément : Bâtiment d'élevage

Lieu-dit : Monflanquin

Cadastre : A01 40

Extrait du plan cadastral (cadastre.gouv)



Descriptif (date de construction, volumétrie, matériaux de construction - murs, toitures-remarques...):

Bâtiment en pierre.

Prescriptions : Voir règlement

Supprimer les rajouts anachroniques, enduire les parties de murs reconstruire avec des matériaux non originaux.

Photos du bâtiment



Photos des abords

Bâtiments agricoles pouvant changer de destination

Commune de Saint-Romain-le-Noble

Situation sur la commune (cadastre.gouv)



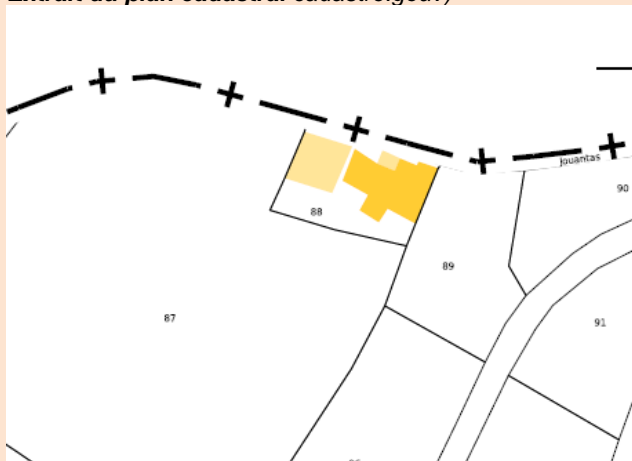
Référence carte de zonage : 7

Type d'élément : Pigeonnier et hangar

Lieu-dit : Jouantas

Cadastre : A01 88

Extrait du plan cadastral (cadastre.gouv)



Descriptif (date de construction, volumétrie, matériaux de construction - murs, toitures-remarques...) :

Pigeonnier intégré dans le corps de ferme et hangar attenant en pierre

Prescriptions : Voir règlement

Photos du bâtiment

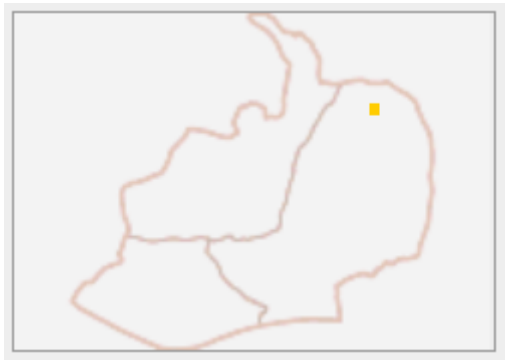


Photos des abords

Bâtiments agricoles pouvant changer de destination

Commune de Saint-Romain-le-Noble

Situation sur la commune (*cadastre.gouv*)



Référence carte de zonage : 8 et 8bis

Type d'élément : Ancien corps de ferme

Lieu-dit : Martinol

Cadastre : B01 49

Extrait du plan cadastral (*cadastre.gouv*)



Descriptif (date de construction, volumétrie, matériaux de construction - murs, toitures-remarques...) :

Prescriptions : Voir règlement

Photos des bâtiments



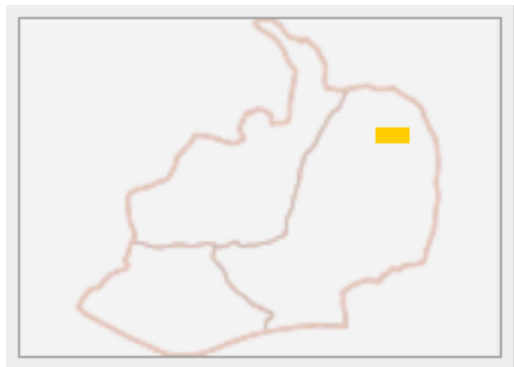
Photos des abords



Bâtiments agricoles pouvant changer de destination

Commune de Saint-Romain-le-Noble

Situation sur la commune (cadastre.gouv)



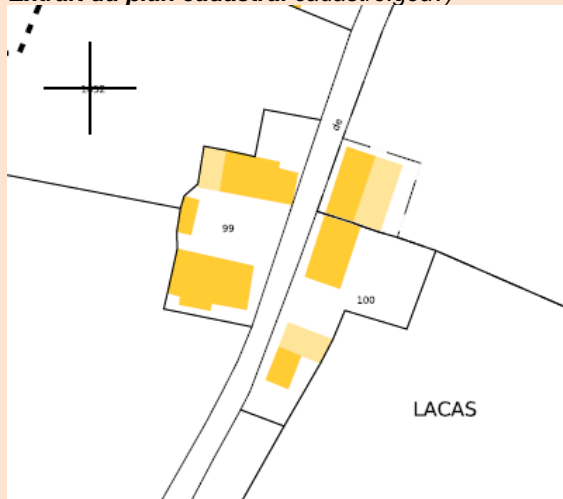
Référence carte de zonage : 9, 9bis et 9ter

Type d'élément : Corps de ferme

Lieu-dit : Lacas

Cadastre : B01 99 et 100

Extrait du plan cadastral (cadastre.gouv)



Descriptif (date de construction, volumétrie, matériaux de construction - murs, toitures-remarques...) :

Corps de ferme avec deux anciennes maisons d'habitation et étables attenantes, grange en pierre

Prescriptions : Voir règlement

Photos des bâtiments



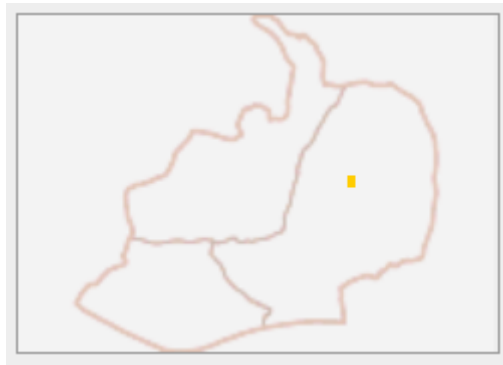
Photos des abords



Bâtiments agricoles pouvant changer de destination

Commune de Saint-Romain-le-Noble

Situation sur la commune (*cadastre.gouv*)



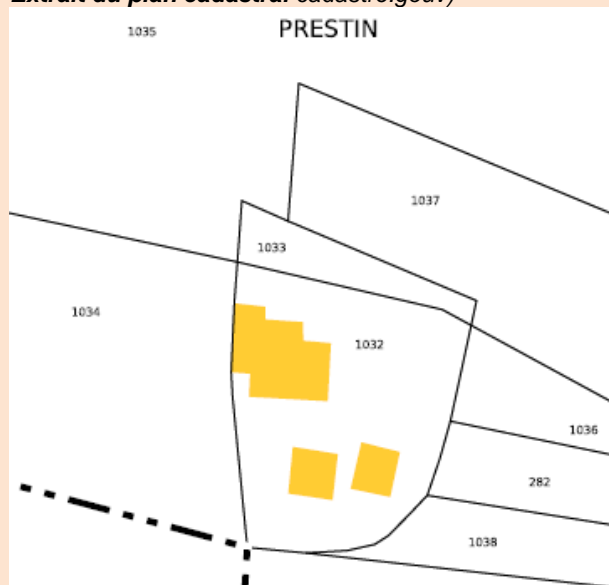
Référence carte de zonage : 10

Type d'élément : Petit bâtiment agricole avec four à pain

Lieu-dit : Prestin

Cadastre : B01 1032

Extrait du plan cadastral (*cadastre.gouv*)



Descriptif (date de construction, volumétrie, matériaux de construction - murs, toitures-remarques...) :

Petit bâtiment agricole avec four à pain

Prescriptions : Voir règlement

Préserver et mettre en valeur le petit patrimoine (four à pain)

Photos du bâtiment



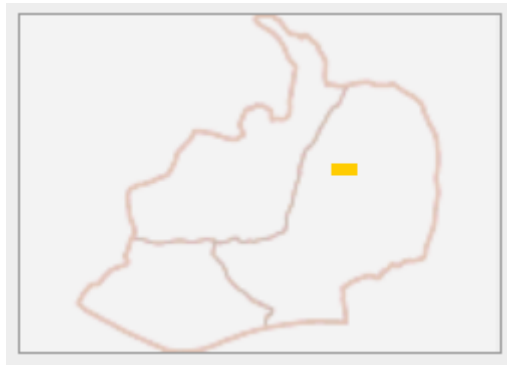
Photos des abords



Bâtiments agricoles pouvant changer de destination

Commune de Saint-Romain-le-Noble

Situation sur la commune (cadastre.gouv)



Référence carte de zonage : 11

Type d'élément : Petit bâtiment agricole utilisé comme garage

Lieu-dit : La Mondine

Cadastre : B01 1005

Extrait du plan cadastral cadastre.gouv)



Descriptif (date de construction, volumétrie, matériaux de construction - murs, toitures-remarques...):

Prescriptions : Voir règlement

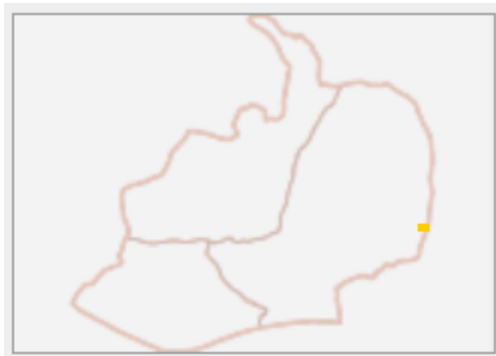
Photos du bâtiment

Photos des abords

Bâtiments agricoles pouvant changer de destination

Commune de Saint-Romain-le-Noble

Situation sur la commune (cadastre.gouv)



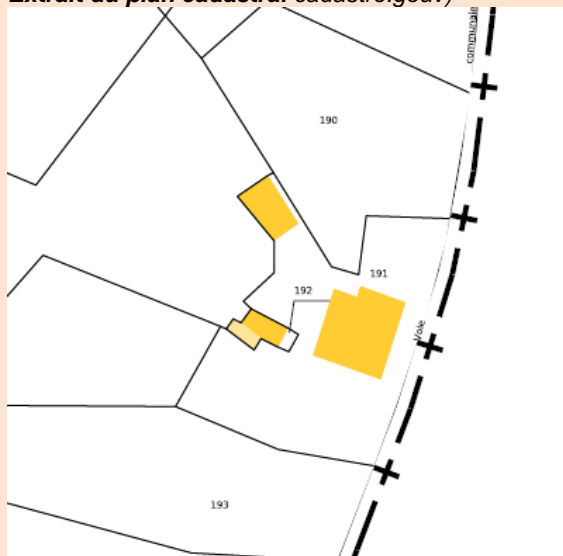
Référence carte de zonage : 12

Type d'élément : Grange

Lieu-dit : Grand Carrère

Cadastre : B01 191

Extrait du plan cadastral (cadastre.gouv)



Descriptif (date de construction, volumétrie, matériaux de construction - murs, toitures-remarques...) :
Grange en pierre

Prescriptions : Voir règlement

Photos du bâtiment



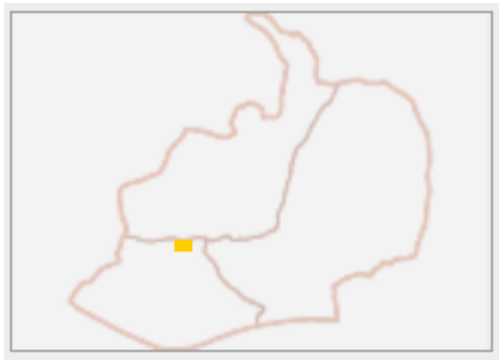
Photos des abords



Bâtiments agricoles pouvant changer de destination

Commune de Saint-Romain-le-Noble

Situation sur la commune (cadastre.gouv)



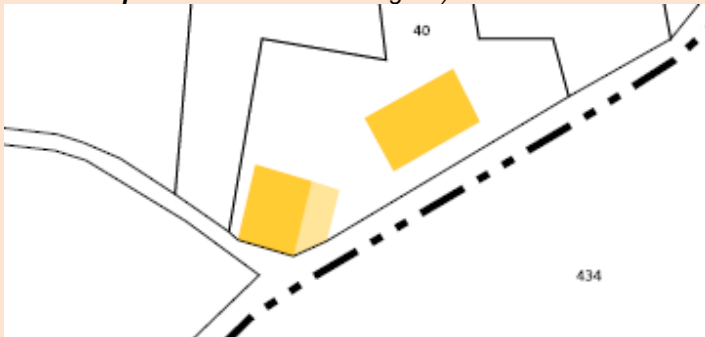
Référence carte de zonage : 13

Type d'élément : Grange

Lieu-dit : Lareyronne

Cadastre : C01 40

Extrait du plan cadastral (cadastre.gouv)



Descriptif (date de construction, volumétrie, matériaux de construction - murs, toitures-remarques...) :
Grange en pierre

Prescriptions : Voir règlement
Prendre en compte le risque inondation notamment en cas de changement de destination à usage d'habitation

Photos du bâtiment



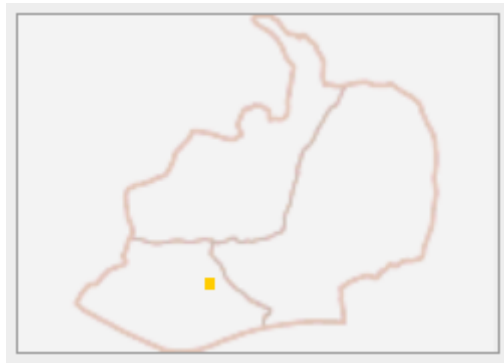
Photos des abords



Bâtiments agricoles pouvant changer de destination

Commune de Saint-Romain-le-Noble

Situation sur la commune (cadastre.gouv)



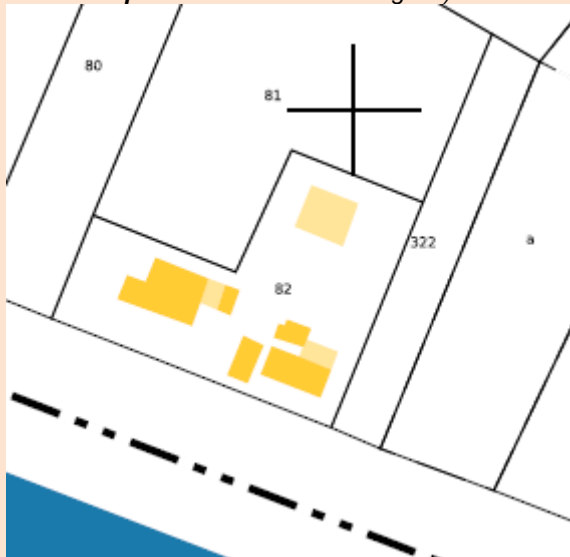
Référence carte de zonage : 14

Type d'élément : Grange avec pigeonnier

Lieu-dit : Lasplanès

Cadastre : C01 82

Extrait du plan cadastral (cadastre.gouv)



Descriptif (date de construction, volumétrie, matériaux de construction - murs, toitures-remarques...) :

Ancienne grange avec pigeonnier et étable

Prescriptions : Voir règlement

Supprimer les rajouts hétéroclites et éléments de couvertures en tôles (remplacer par les matériaux d'origine).

Photos du bâtiment



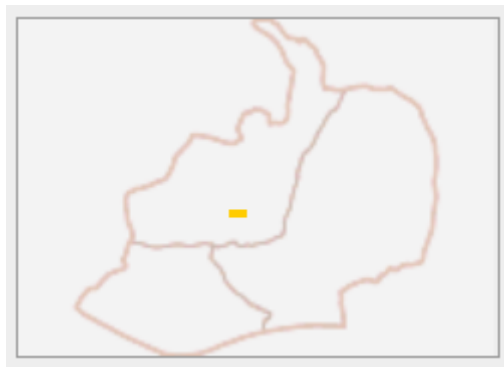
Photos des abords



Bâtiments agricoles pouvant changer de destination

Commune de Saint-Romain-le-Noble

Situation sur la commune (*cadastre.gouv*)



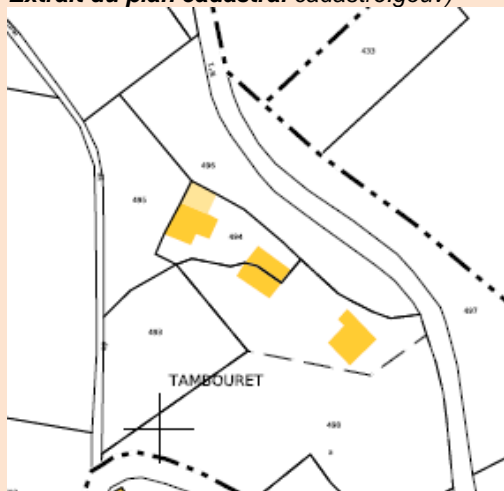
Référence carte de zonage : 15

Type d'élément : Grange

Lieu-dit : Tambouret

Cadastre : A02 494-498

Extrait du plan cadastral (*cadastre.gouv*)



Descriptif (date de construction, volumétrie, matériaux de construction - murs, toitures-remarques...) :

Prescriptions : Voir règlement

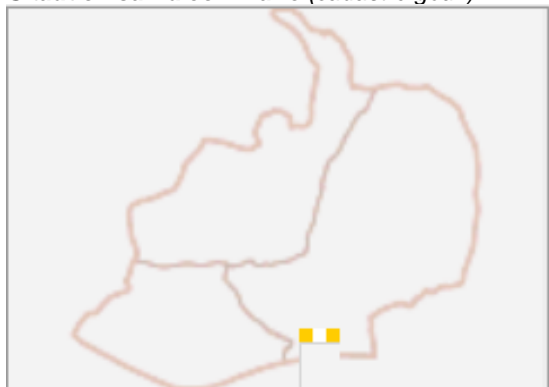
Photos du bâtiment

Photos des abords

Bâtiments agricoles pouvant changer de destination

Commune de Saint-Romain-le-Noble

Situation sur la commune ([cadastre.gouv](http://cadastre.gouv.fr))



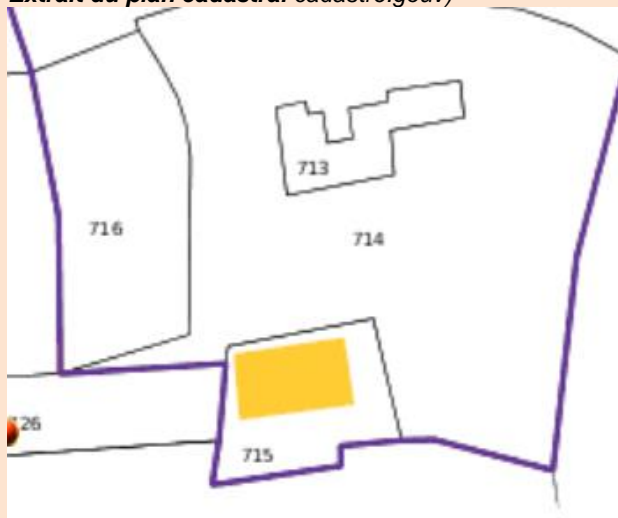
Référence carte de zonage : 16

Type d'élément : Grange

Lieu-dit : Cavallé

Cadastre : B02 715

Extrait du plan cadastral ([cadastre.gouv](http://cadastre.gouv.fr))



Descriptif (date de construction, volumétrie, matériaux de construction - murs, toitures-remarques...) :

Prescriptions : Voir règlement

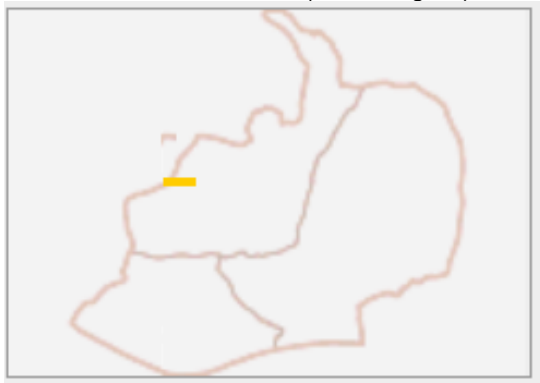
Photos du bâtiment

Photos des abords

Bâtiments agricoles pouvant changer de destination

Commune de Saint-Romain-le-Noble

Situation sur la commune (cadastre.gouv)



Référence carte de zonage : 17 et 17 bis

Type d'élément : Grange

Lieu-dit : Pelleran

Cadastre : A02 704

Extrait du plan cadastral (cadastre.gouv)



Descriptif (date de construction, volumétrie, matériaux de construction - murs, toitures-remarques...) :

Prescriptions : Voir règlement

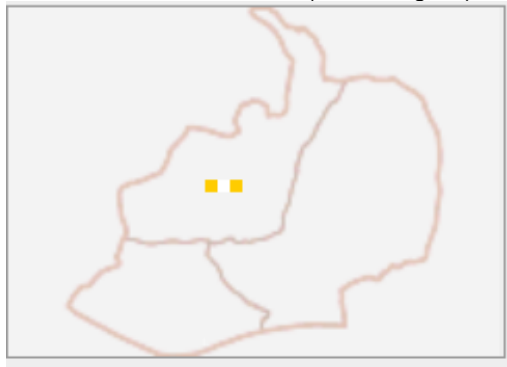
Photos du bâtiment

Photos des abords

Bâtiments agricoles pouvant changer de destination

Commune de Saint-Romain-le-Noble

Situation sur la commune (cadastre.gouv)



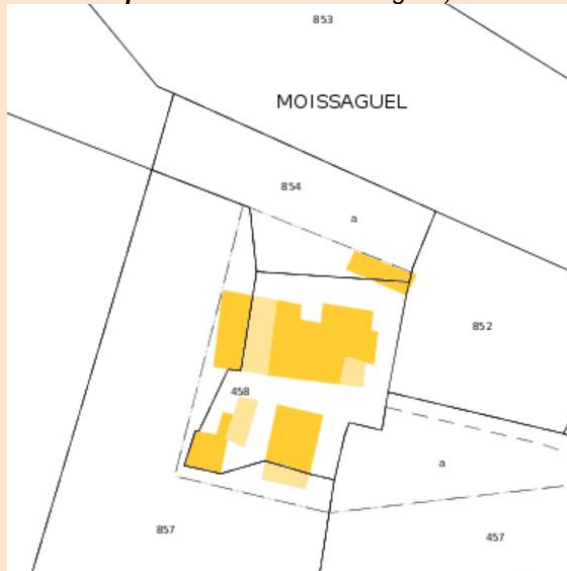
Référence carte de zonage : 18

Type d'élément : Grange

Lieu-dit : Moissaguel

Cadastre : A02 858

Extrait du plan cadastral cadastre.gouv)



Descriptif (date de construction, volumétrie, matériaux de construction - murs, toitures-remarques...) :

Grange

Prescriptions : Voir règlement

Photos du bâtiment

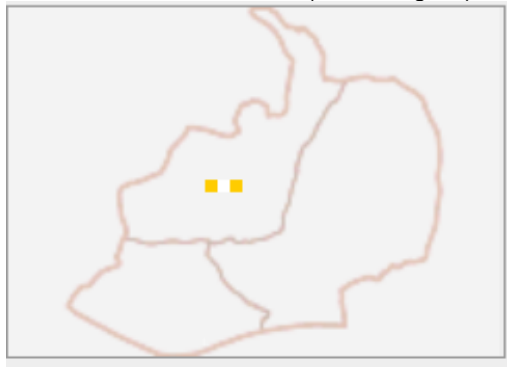
Photos des abords



Bâtiments agricoles pouvant changer de destination

Commune de Saint-Romain-le-Noble

Situation sur la commune (cadastre.gouv)



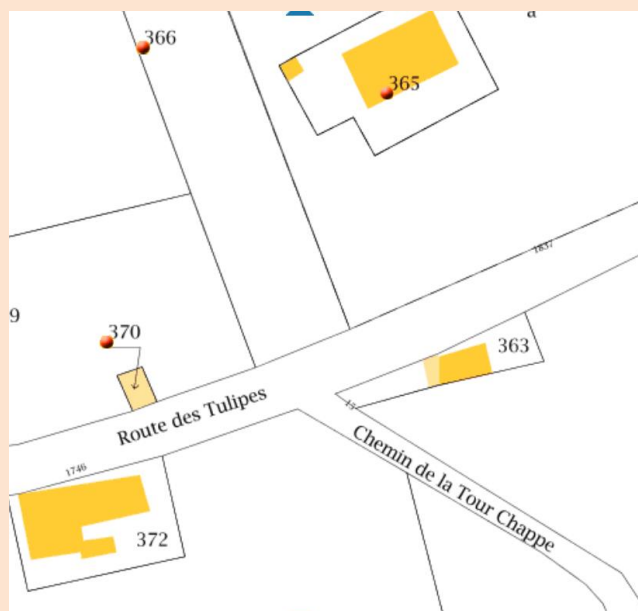
Référence carte de zonage : 19

Type d'élément : Grange

Lieu-dit : Caneau

Cadastre : A02 363

Extrait du plan cadastral (cadastre.gouv)



Descriptif (date de construction, volumétrie, matériaux de construction - murs, toitures-remarques...) :
Grange

Prescriptions : Voir règlement

Photos du bâtiment



Photos des abords